

**Direction Général de la Décentralisation et du Développement Local  
Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité  
Commune d'Abobo  
Commune de Yopougon  
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

**LE PROJET DE  
RENFORCEMENT DES  
COMMUNES POUR LA PROMOTION  
DE LA COHESION SOCIALE  
DU GRAND ABIDJAN**

**RAPPORT FINAL DU PROJET**

**MAI 2016**

**AGENCE JAPONAISE DE COOPERATION  
INTERNATIONALE (JICA)**

**ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD.  
EIGHT-JAPAN ENGINEERING CONSULTANTS INC.**

<b>E I</b>
<b>J R</b>
<b>16-089</b>

**Direction Général de la Décentralisation et du Développement Local  
Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité  
Commune d'Abobo  
Commune de Yopougon  
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

**LE PROJET DE  
RENFORCEMENT DES  
COMMUNES POUR LA PROMOTION  
DE LA COHESION SOCIALE  
DU GRAND ABIDJAN**

**RAPPORT FINAL DU PROJET**

**MAI 2016**

**AGENCE JAPONAISE DE COOPERATION  
INTERNATIONALE (JICA)**

**ORIENTAL CONSULTANTS GLOBAL CO., LTD.  
EIGHT-JAPAN ENGINEERING CONSULTANTS INC.**

## Sommaire

### (1) Aperçu du Projet (Chapitre 1)

#### 1) Contexte, justification et sommaire du Projet

En raison de troubles civils prolongés et la crise post-électorale de 2010, la solidarité nationale et la cohésion sociale de la Côte d'Ivoire avaient été mises à mal par l'affaiblissement des institutions gouvernementales et la coopération entre les communautés. Promouvoir la cohésion sociale est un important objectif pour le Gouvernement de la Côte d'Ivoire afin de reconstruire une société paisible et basée sur le développement socio-économique du pays déchiré par les conflits. Le Gouvernement a, par conséquent, élaboré le Programme National de la Cohésion Sociale (PNCS 2012 – 2015) et la Politique Nationale de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (PNSCS 2016 - 2020) en vue de réaliser l'objectif.

Sur la base de l'accord entre le gouvernement du Japon et le gouvernement de la Côte d'Ivoire, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) et le Ministère d'État, le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS) ainsi que les Mairies d'Abobo et de Yopougon ont démarré « le Projet de renforcement des communes pour la promotion de la cohésion sociale dans le Grand d'Abidjan (COSAY) » depuis juillet 2013. La figure suivante résume les défis pour la cohésion sociale en Côte d'Ivoire décrits dans le PNCS et les rôles du Projet COSAY.



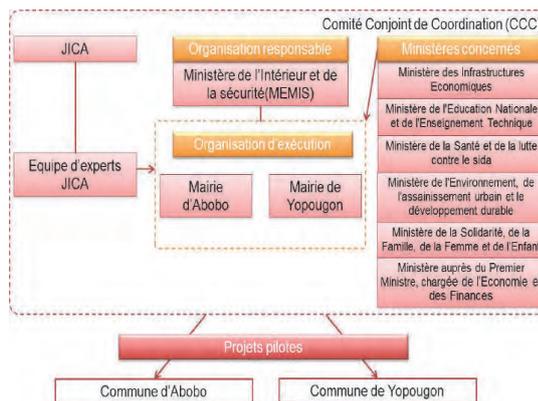
La signification du projet est dans la mise en œuvre de la coopération technique qui contribue à la

stabilisation des Communes et la cohésion sociale. La mission du Projet est de renforcer les capacités des homologues pour le développement de l'infrastructure de base vers la cohésion sociale au niveau des communes. Alors que les apports pour la réhabilitation des infrastructures par le biais des projets pilotes sont limités, le Projet met l'accent sur le développement des capacités et la compilation des leçons apprises par le processus de la mise en œuvre du Projet pour l'initiative propres de la Côte d'Ivoire dans son avenir. Les grandes lignes du Projet peuvent être résumées dans le tableau suivant.

<b>Résumé du projet COSAY</b>	
<b>Titre du Projet</b>	Projet de Renforcement des Communes pour la Promotion de la Cohésion Sociale du Grand Abidjan
<b>Durée du Projet</b>	Juillet 2013 – Juin 2016 (3 ans)
<b>Lieux cibles</b>	Communes d'Abobo et de Yopougon dans le District d'Abidjan
<b>Groupe cible</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Personnel des Mairies, habitants des Communes d'Abobo et de Yopougon vivant dans les quartiers bénéficiaires des projets pilotes (Bénéficiaires directs)</li><li>- Habitants des Communes d'Abobo et de Yopougon (Bénéficiaires indirects)</li></ul>
<b>Homologues</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (structure responsable du Projet)</li><li>- Communes d'Abobo et de Yopougon (structures d'exécution)</li></ul>
<b>Objectif global</b>	La cohésion sociale dans les Communes affectées par le conflit est promue et renforcée.
<b>Objectif du Projet</b>	La relation entre les habitants des Communes cibles est renforcée par l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.
<b>Résultats</b>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.</li><li>2. Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution</li><li>3. Les méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base en tenant compte de la cohésion sociale pour le personnel de bureaux communaux sont développées</li></ol>

## 2) Structure de gestion du Projet

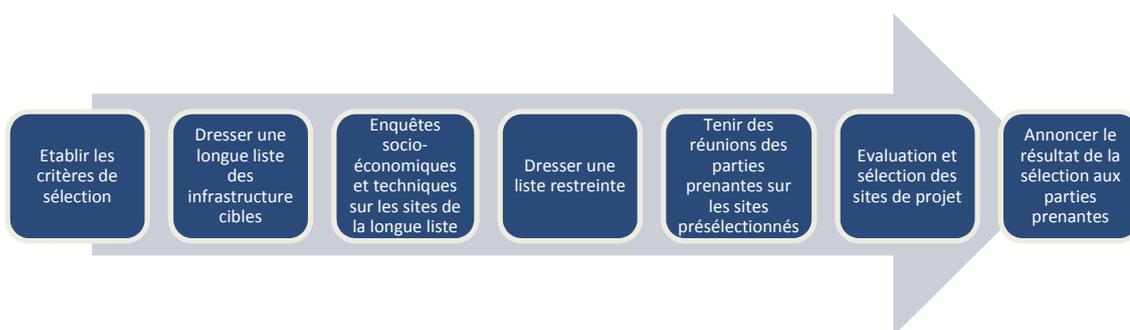
Le Comité Conjoint de Coordination (CCC) a été mis en place afin de faciliter la coordination entre les organisations comme illustré à la figure suivante. En pratique, les Groupes de Travail ont été créés respectivement dans les mairies d'Abobo et de Yopougon, et les homologues et l'équipe d'experts de la JICA ont participé aux réunions de suivi des activités du Projet.



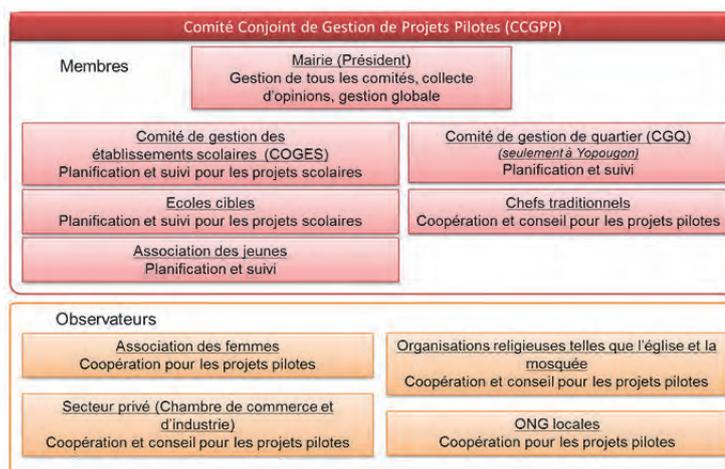
## (2) Activités du Projet (Chapitre 2)

### 1) Activités pour la sélection de Projets Pilotes (Résultat 1)

La sélection de projet est un enjeu important pour les bénéficiaires alors qu'il y a un grand nombre de besoins de développement dans une commune. Surtout dans une société divisée et déchirée par le conflit, les résidents d'un site qui n'a pas été sélectionné ont tendance à être frustrés par la décision prise par la Mairie. Ainsi, dans le but de promouvoir la cohésion sociale, le processus de sélection réalisée avec transparence et redevabilité s'avère essentiel pour éviter les malentendus et les fausses rumeurs au sein de la population. Au total, huit sites dont deux routes et deux écoles dans chaque commune ont été sélectionnés sur la base de procédure résumée dans la figure suivante.



Le Projet a impliqué différents types de populations en vue de promouvoir la cohésion sociale en travaillant ensemble pour l'amélioration des infrastructures de base qui représentent l'intérêt commun de la communauté. Cette stratégie avait pour objectif de créer une plate-forme de promotion de la cohésion sociale et un système d'entretien durable des infrastructures réhabilitées et construites au niveau de la communauté bénéficiaire du Projet. Ainsi, il est important de motiver les résidents dès le début des projets pilotes et de renforcer leur sens d'appropriation. Puisqu'il n'existait pas d'organisations à base communautaire ou de réseaux créés pour cette fin sur les sites sélectionnés, le Projet COSAY a créé un Comité Conjoint de Gestion de Projet Pilote (CCGPP) sur chaque site.



## 2) Activités pour la mise en œuvre des projets pilotes (Résultat 2)

Puisque le projet n'est pas un projet d'infrastructure, mais un projet de cohésion sociale, il vise à maximiser la collaboration entre les résidents dans le processus du projet pilote. L'intégration des aspects de la cohésion sociale dans des projets pilotes qui portent sur des questions d'amélioration des infrastructures de base était un défi. Ainsi, il était important, pour les parties prenantes, de partager la vision et les objectifs communs de projets pilotes et de concevoir des projets pilotes qui prennent en compte la promotion de la cohésion sociale.



Avant la phase de mise en œuvre, le Projet a accordé une attention particulière aux travaux préparatifs, y compris la création d'emplois pour les jeunes de la zone et la relocalisation des occupants de la route ainsi que les spécifications des documents d'appel d'offres en tenant compte de la cohésion sociale.

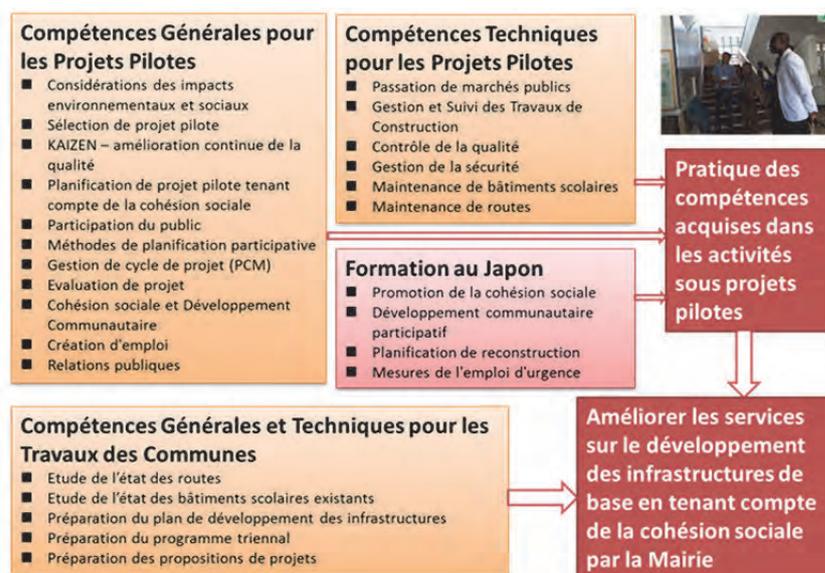
Au cours de la mise en œuvre des projets pilotes, les membres résidents du CCGPP ont pris des initiatives remarquables dans le suivi et la coordination des projets pilotes en collaboration avec les administrations des collectivités territoriales concernant les activités indiquées dans la figure ci-dessous. Puisque les administrations des collectivités territoriales connaissent un problème de limitation des ressources humaines et budgétaires affectées à l'amélioration des infrastructures de base l'utilisation des ressources communautaires locales semble être la clé de la réussite.



Garder les infrastructures réhabilitées et construites en bon état peut être un élément essentiel qui permettrait d'appuyer et de pérenniser les résultats des projets pilotes, car un espace public dégradé tend à affecter négativement la population. Le Projet COSAY a, par conséquent, mis en place des systèmes d'entretien durable sur les sites de projets pilotes. Tirer des leçons de la mise en œuvre est, par ailleurs, un processus essentiel d'apprentissage pour les Mairies et les résidents concernés. Le Projet COSAY en tant que projet de coopération technique visant à renforcer les capacités des Mairies, a mis l'accent sur le processus d'apprentissage par la pratique d'évaluation.

### 3) Activités pour le développement des capacités et le développement de la méthode COSAY (Résultat 3)

Basé sur le plan de formation résumé dans la figure suivante, le développement des capacités des homologues du MEMIS/DGDDL et des Communes cibles, et des représentants résidents a été réalisé à travers les programmes de formation : formation au Japon sur la promotion de la cohésion sociale (13 homologues au total), programmes de formation en Côte d'Ivoire (584 participants au total), ainsi que la formation sur le tas.



Les leçons apprises par le biais des projets pilotes ont été identifiées et partagées à travers les pratiques d'évaluation, les ateliers et les séminaires suivants.

Ateliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Atelier sur les leçons apprises (novembre 2015)</li> <li>■ Atelier sur le partage et la compilation de leçons apprises (décembre 2015, février 2016)</li> <li>■ Atelier conjoint sur la promotion de la cohésion sociale (février 2016)</li> </ul>
Séminaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Séminaire intérimaire (mars 2015)</li> <li>■ Séminaire final (avril 2016)</li> </ul>

### (3) Contraintes et défis (Chapitre 3)

Les contraintes et les défis auxquels le Projet a fait face durant la mise en œuvre de la coopération technique peuvent être résumés dans le tableau suivant.

Catégorie	Contraintes / Défis
<b>Gouvernance Locale</b>	<p><b><u>Responsabilité et transparence</u></b> Le niveau de prise de conscience des homologues de mairie en matière de responsabilisation et de transparence a tendance à être insuffisant au début du Projet en raison du manque de pratique dans leur travail quotidien.</p> <p><b><u>Capacité de la Mairie</u></b> Le manque d'équipement, de budget, et les ressources humaines insuffisantes dans les mairies ont tendance à entraver le fonctionnement efficace des activités du Projet. De plus, une faible communication entre les départements dans les mairies a été constatée.</p>
<b>Développement Communautaire</b>	<p><b><u>Participation communautaire et Représentativité</u></b> Le manque d'expérience dans la mobilisation communautaire et le développement participatif des mairies était un défi pour la planification des projets pilotes. D'une part, il y a un certain nombre d'organisations et d'associations à base communautaire dans les communes, d'autre part, la plupart des organisations ne disposent pas d'expérience dans le développement communautaire participatif. Malgré le fait que CCGPP a largement contribué à la mobilisation de la communauté, il y avait des cas observés où les membres résidents de CCGPP ne partageaient pas des informations de manière appropriée avec d'autres résidents de la zone.</p> <p><b><u>Manque de l'esprit de bénévolat et de contribution communautaire</u></b> Les résidents de zones cibles ont tendance à être individualiste et à ne se soucier ni de leurs voisins ni de la propriété collective de la commune. Il était difficile de les impliquer dans les activités du Projet en tant que bénévole.</p> <p><b><u>Formation d'organisations communautaires sur les sites routiers avec un système durable</u></b> Contrairement au système existant de maintenance par COGES sur les sites de projets scolaires, sur les sites de projet routier, un tel système n'existe pas. Ce fut un défi de créer des organisations chargées de l'entretien des routes après l'achèvement des projets pilotes.</p>
<b>Emploi Local</b>	<p><b><u>Création d'emploi local par genre</u></b> Bien que le Projet vise à créer des emplois pour les femmes sur les chantiers de construction dans le cadre des projets pilotes, l'emploi de travailleuses a été limité à parce que beaucoup de travaux nécessitaient une force physique.</p> <p><b><u>Limitation du développement des compétences de la jeunesse locale</u></b> Le développement des compétences professionnelles concernant les travaux de construction pour la jeunesse locale a été limité en raison de la période trop brève d'embauche des travaux</p>
<b>Travaux de Construction</b>	<p><b><u>Lacunes sur la sécurité et la norme de qualité</u></b> Le projet fait face à différents niveaux de difficultés en matière de gestion de la construction, y compris le contrôle de la qualité, la sécurité et la gestion des plannings par les entrepreneurs locaux. Il y avait des écarts considérables entre les normes réglementaires et pratiques en Côte d'Ivoire.</p> <p><b><u>Règlements et normes techniques insuffisants</u></b> Les règlements détaillés pour le développement des infrastructures au niveau communal sont insuffisants, bien qu'il existe des règlements et des normes en vigueur des infrastructures au niveau national.</p>
<b>Risques externes</b>	<p><b><u>Fluctuations des taux de change</u></b> En ce qui concerne la fluctuation du taux de change entre le Yen japonais et le FCFA, en raison de l'affaiblissement du Yen japonais, la valeur du budget pour les Projets Pilotes a diminué.</p> <p><b><u>Météo inhabituelle</u></b> Des fortes pluies sans précédent ont frappé Abidjan en juin 2016 à hauteur de 728 mm, le niveau le plus élevé depuis 1961, et ont perturbé les travaux de construction dans le cadre des projets pilotes.</p>

#### **(4) La réalisation du Projet (Chapitre 4)**

##### **1) Réalisation des résultats**

###### **a) Résultat 1 : Sélection de projets pilotes**

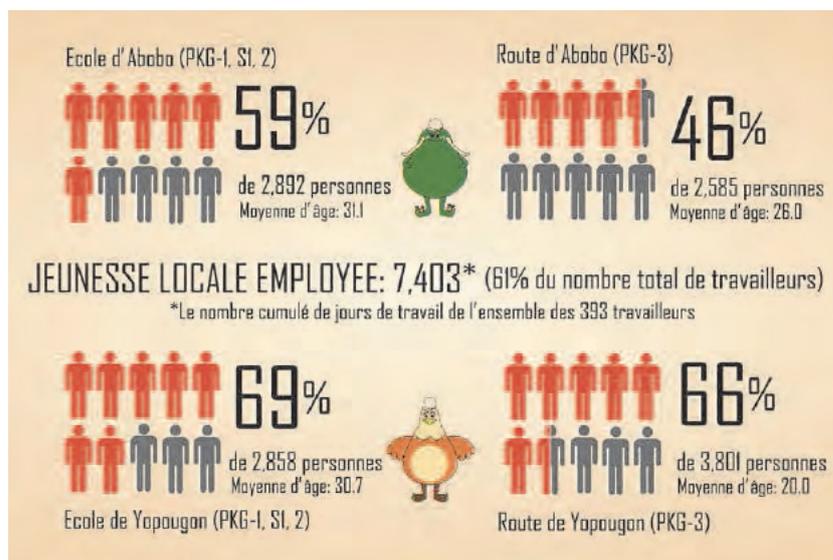
La sélection des projets pilotes a été faite sur la base des critères de sélection convenus de manière participative suivant le calendrier. Simultanément, le mécanisme de planification et de mise en œuvre des projets d'amélioration des infrastructures de base a été organisé par l'équipe d'experts de la JICA au niveau de chaque commune et confirmé par les communes respectives. Les critères de sélection ont été établis par les membres des groupes de travail et approuvés par le CCC en août 2013. Les homologues ont discuté et sélectionné les sites candidats de la liste restreinte en jugeant les critères de sélection sur la base des données quantitatives et qualitatives recueillies. Grâce aux réunions des parties prenantes sur les sites candidats de la liste restreinte, les homologues des mairies ont communiqué avec les résidents et ont fait part de leur volonté de participer au projet pilote. Ensuite, ils ont préparé la liste finale des projets pilotes. Avant l'approbation officielle des projets pilotes, au cours de la réunion du 2<sup>e</sup> réunion du CCC, ils ont expliqué les résultats de l'évaluation devant les représentants des résidents des sites candidats. Finalement, les mairies ont expliqué le but et le calendrier des projets pilotes aux représentants des sites de projets pilotes sélectionnés. Des CCGPP ont été établis à la suite de la sélection des projets pilotes, et les réunions de CCGPP ont aidé les résidents à comprendre le but et le contenu des projets pilotes. Ainsi, le Résultat 1 « Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement des infrastructures de base dans les Communes » a été atteint.

###### **b) Résultat 2 : Mise en œuvre des projets pilotes**

Tous les projets pilotes avaient été achevés à la fin de septembre 2015 comme le montre la figure suivante, bien que certains des travaux de construction aient été retardés en raison de l'insuffisance des travaux réalisés par les entrepreneurs.



Plus de 50 % de travailleurs pour les projets scolaires et 60 % pour les projets routiers (7,403 jours-personnes) étaient des résidents locaux à l'exclusion des projets routiers à Abobo, ce qui reflète la politique d'emploi des travaux résumés dans la figure ci-dessous.



Le paiement pour les travailleurs a été effectué sous contrôle des CCGPP, même si des problèmes mineurs ont été observés entre un entrepreneur et les travailleurs dans les travaux de réhabilitation de la route à Yopougon. Le suivi a été fait chaque semaine avec les homologues et les membres de CCGPP. Ces réalisations répondent aux indicateurs objectivement vérifiables pour le Résultat 2 « Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution ».

### **c) Résultat 3 : Méthodologies d'amélioration des infrastructures de base**

Sur la base du plan de formation, 23 formations fondamentales ont été mises en œuvre pour renforcer les capacités des homologues et celles de certains membres de CCGPP et COGES pour un total de 584 participants concernant la mise en œuvre de projets pilotes. Aussi 13 homologues du MEMIS, des Communes d'Abobo et de Yopougon ont participé à la formation sur la promotion de la cohésion sociale au Japon et se sont familiarisés avec l'expérience japonaise dans le développement communautaire, la reconstruction, l'emploi d'urgence et le multiculturalisme. En outre, les homologues du noyau dur ont compilé les leçons apprises par le biais des projets pilotes et les ont partagées avec les parties prenantes et les bailleurs de fonds durant les ateliers et séminaires. Les leçons apprises identifiées et les résultats ont été rassemblés dans un « Manuel de promotion de la cohésion sociale à travers le développement d'infrastructures de base ». Ainsi, le Résultat 3 « Les méthodologies pour la mise en œuvre de projets d'aménagement d'infrastructures de base pour le personnel de mairie sont développés en tenant en compte de la cohésion sociale » a été atteint.

### **2) Atteinte de l'objectif du Projet**

Le processus des projets pilotes, en particulier dans les réunions de CCGPP, réunions des parties prenantes, et dans la création d'emplois locaux a contribué à renforcer les relations entre les résidents des sites cibles. Ce fut la première fois pour la plupart des membres de CCGPP à travailler ensemble pour un intérêt communautaire spécifique au delà de groupes tels que les associations et les groupes ethniques. En outre, une bonne collaboration entre les Mairies et les représentants des communautés dans les CCGPP a renforcé la confiance entre le gouvernement et les résidents à travers les réunions des parties prenantes et la formation sur la cohésion sociale et le développement communautaire. Compte tenu du résultat de l'évaluation des indicateurs dans l'objectif du projet, du niveau de « relations entre les résidents dans les communes cibles sont renforcées par l'exécution des projets d'amélioration d'infrastructure de base » figurant dans le tableau ci-dessous, l'objectif du projet a été atteint

Indicateurs détaillés	Résultats d' Evaluation
<p>1. Les activités par les résidents se dynamisent dans les quartiers de projets pilotes..</p> <p>1-1. Le nombre de réunions organise par/pour les habitants augmente.</p> <p>1-2. Le nombre et le type des groupes de résidents augmentent</p> <p>1-3. Le nombre des habitants qui sentent que la relation entre les habitants est améliorée augmente.</p>	<p>1-1, 1-2. Les réunions des parties prenantes et des réunions de CCGPP étaient une bonne occasion pour réunir de nombreux types de groupes de résidents ensemble</p> <p>1-3. Selon l'enquête finale, 92% des habitants pensent que les relations entre les résidents dans leur sous-quartier ont été améliorés depuis 2013.</p>
<p>2. La confiance en marie à travers les activités de projets pilotes augmente.</p> <p>2-1. L'opportunité de communication directe entre les habitants et les mairies augmente</p> <p>2-2. Le nombre de requêtes de projets venant des habitants à la mairie augmente.</p>	<p>2. La confiance en mairie a été renforcée par le processus de mise en œuvre des projets pilotes, incluant la sélection, la planification et la mise en œuvre. Au cours de l'évaluation finale, les membres résidents de CCGPP ont exprimé que leur confiance en mairie a été renforcée depuis 2014.</p> <p>2-1., 2-2. Après la création de CCGPP, les résidents peuvent communiquer facilement avec la mairie</p>

### 3) **Recommandations pour atteindre l'objectif global**

La faiblesse concernant la réalisation de l'objectif global, à savoir « la cohésion sociale dans les communes affectées par le conflit est promue et renforcée », qui devrait se manifester dans les trois à cinq ans après l'achèvement du projet, a été observée à travers la pratique de l'évaluation finale. Compte tenu des indicateurs de l'objectif global, des recommandations peuvent être résumées comme suit.

#### a) **Sécurité dans les Communes**

La criminalité générale est une importante préoccupation de sécurité pour les résidents en particulier dans des quartiers défavorisés des communes cibles, bien que cette tension concernant la méfiance entre les différents groupes semble avoir récemment diminué. Les mairies doivent accroître leurs mesures de sécurité en collaboration avec le MEMES et la Police.

#### b) **Activités collectives par les résidents**

En vue de développer les activités collectives par les résidents, les mairies doivent soutenir les organisations de résidents, y compris les organisations qui succèdent à l'ex-CCGPP au sujet du développement et de l'entretien des infrastructures de base de façon continue.

#### c) **Amélioration de la responsabilité des Mairies**

En général, la plupart des résidents ne font pas confiance à la Mairie. Les Mairies se doivent de divulguer des informations aux résidents, et de communiquer plus étroitement avec eux.

#### **d) Utilisation de la méthode COSAY**

La méthode COSAY doit être utilisée lorsque les mairies mettent en œuvre des projets d'amélioration des infrastructures de base dans leur plan triennal. Les maires ont besoin d'assurer et d'affecter le budget et les ressources humaines à cet effet.

#### **(5) Leçons apprises et recommandations (chapitre 5)**

Les différentes leçons apprises ont été identifiées dans le processus de projets pilotes et de l'expérience du Projet comme suit.

##### **1) Leçons pour la promotion de la cohésion sociale**

###### **a) Collaboration entre les différents groupes pour les intérêts communs de la communauté**

La création des CCGPP, qui sont composés à la fois des homologues et des représentants de différents groupes tels que les groupes ethniques, religieux, jeunes et femmes, est une bonne pratique de participation publique. Les CCGPP en tant que l'organe de décision pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets pilotes, prennent des initiatives et jouent des rôles clés pour la gestion des projets pilotes, En outre, la participation des jeunes de quartiers dans les travaux de construction a contribué à générer l'amitié entre les jeunes de différents groupes à travers le travail de collaboration.

###### **b) Résolution de problèmes par les CCGPP**

Dans le processus de mise en œuvre des projets pilotes, il y avait des problèmes importants concernant les travaux de construction tels que les conduites d'eau cassées par l'entrepreneur. Les mairies ont rapidement organisé une réunion de CCGPP pour répondre à la demande des membres résidents de CCGPP, et discuter des solutions au cas où un problème grave surviendrait.

##### **2) Leçons pour améliorer la gouvernance locale**

###### **a) Assurer la responsabilisation en utilisant les critères de sélection**

La sélection du projet pilote en utilisant les critères de sélection avec la méthode scientifique d'évaluation a contribué à clarifier et expliquer de façon transparente les résultats de la sélection aux parties prenantes, ainsi qu'à freiner l'intervention déraisonnable des politiciens.

###### **b) Communication de proximité et la collaboration avec les résidents**

Les réunions de CCGPP ont permis aux homologues et aux résidents d'échanger leurs opinions et leurs idées concernant le développement des infrastructures de base vers la cohésion sociale

comme jamais auparavant. La relation et la communication entre les mairies et les résidents se sont améliorées progressivement tandis que les membres résidents ont exprimé fréquemment l'amélioration des relations entre les résidents grâce à la collaboration.

**c) Interaction entre les Communes d'Abobo et de Yopougon**

Les visites d'échange ont donné aux homologues d'Abobo et de Yopougon le sentiment qu'ils étaient dans la même équipe et travaillaient pour les mêmes objectifs et activités au-delà des petites différences qui pouvaient exister entre les Communes. En outre, ils avaient l'occasion d'observer des sites et de parler avec les membres de CCGPP des autres Communes. En conséquence, les homologues ont compris les situations différentes dans les autres communes, ce qui leur a permis de comprendre les défis et les efforts des collègues des autres communes.

**3) Leçons pour la gestion du Projet**

**a) Suivi par les Groupes de Travail**

Les Groupes de Travail établis à Abobo et à Yopougon ont généré une bonne appropriation par les homologues au niveau communal. Les activités de suivi par les Groupes de Travail ont approfondi le niveau de compréhension des homologues concernant le Cadre Logique et le Plan d'Opération, et ont contribué à la gestion efficace du Projet.

**b) Apprentissage de l'échec**

L'échec est la mère du succès. Nous pouvons apprendre des échecs. Les homologues ont parfois échoué à mener des activités du projet à terme. Cependant, ils ont appris de leurs échecs grâce à la révision et à l'examen des causes ; et ensuite, ils évitent de répéter les mêmes échecs.

**c) Opportunité de formation et d'apprentissage**

Les homologues ont tendance à être motivés pour apprendre du Projet. Ainsi, les possibilités de programmes de formation, en particulier dans ceux de la formation au Japon ont été un incitatif important pour eux. De nouvelles méthodes et idées introduites par les experts de la JICA semblent être attrayantes pour les inciter à améliorer leurs compétences et à mettre en œuvre en douceur les projets pilotes, même si un grand nombre de conférences d'experts de la JICA nécessitaient la traduction en français.

## Table des Matières

Sommaire

Abreviations

Page

### Chapitre 1 Introduction

1.1	Aperçu du Projet.....	1-1
1.1.1	Contexte.....	1-1
1.1.2	Sommaire du Project.....	1-2
1.1.3	Période du Proje.....	1-2
1.1.4	Zone Cible .....	1-3
1.1.5	Évaluation.....	1-4
1.2	Politique de Base du Projet.....	1-5
1.2.1	Principe de Base .....	1-5
1.2.2	Conception du Projet et Développement des Capacités pour la Cohésion Sociale .....	1-6
1.3	Structure de gestion du Projet.....	1-7
1.3.1	Comité Conjoint de Coordination (CCC) .....	1-7
1.3.2	Structure de Gestion du Projet .....	1-9
1.3.3	Groupes de Travail.....	1-10
1.4	Plan d'Apports.....	1-13
1.4.1	Côté Japonais .....	1-13
1.4.2	Côté Ivoirien .....	1-14

### Chapitre 2 Activités du Projet

2.1	Activités pour Résultat 1 .....	2-1
2.1.1	Activité 1-1 Finaliser les critères de sélection pour les projets pilotes convenus dans le Compte-Rendu des Discussions .....	2-1
2.1.2	Activité 1-2 Sélectionner les projets pilotes Activité .....	2-2
2.1.3	Activité 1-3 Socialiser avec les Habitants des Communes afin de Favoriser Leur Participation aux Projets Pilotes .....	2-17
2.2	Activités pour Résultat 2 .....	2-22
2.2.1	Activité 2-1 Développer les plans de mise en œuvre des projets pilotes avec une embauche de ressources humaines locales et renforcer les organisations à base communautaire .....	2-22
2.2.2	Activité 2-2 Affecter les entrepreneurs pour des projets pilotes suivant les lignes de plans de l'exécution .....	2-32

2.2.3	Activité 2-3 Commencer les projets pilotes incluant les activités de composante soft et gérer l'état d'avancement.....	2-39
2.2.4	Activité 2-4 Effectuer le suivi conjoint des projets pilotes.....	2-68
2.3	Activités pour Résultat 3 .....	2-72
2.3.1	Activité 3-1 Élaborer le plan de la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base .....	2-72
2.3.2	Activity 3-2 Réaliser la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base.....	2-81
2.3.3	Activity 3-3 Compiler les leçons tirées des projets pilotes et de les partager entre les Mairies.....	2-109
2.3.4	Activity 3-4 Élaborer des propositions des projets d'aménagement d'infrastructures de base.....	2-121

### **Chapitre 3 Contraintes et défis de la Mise en œuvre**

3.1	Gouvernance Locale.....	3-1
3.1.1	Responsabilité et Transparence.....	3-1
3.1.2	Capacité des Mairies.....	3-2
3.2	Développement Communautaire .....	3-3
3.2.1	Participation Communautaire et Représentativité .....	3-3
3.2.2	Manque de l'Esprit de Bénévolat et de Contribution Communautaire.....	3-4
3.2.3	Formation des OBC sur les Sites Routiers avec un Système Durable.....	3-4
3.3	Emploi Local .....	3-6
3.3.1	Création d 'Emploi Local par Genre.....	3-6
3.3.2	Limitation du Développement des Compétences de la Jeunesse Locale.....	3-6
3.4	Travaux de Construction .....	3-7
3.4.1	Lacunes sur la Sécurité et la Norme de Qualité.....	3-7
3.4.2	Règlements et Normes de Techniques Insuffisants.....	3-9
3.5	Risques Externes .....	3-10
3.5.1	Fluctuation des Taux de Change.....	3-10
3.5.2	Météo Inhabituelle.....	3-10

### **Chapitre 4 Réalisations du Projet**

4.1	Réalisation des Résultats .....	4-1
4.1.1	Résultat 1 .....	4-1
4.1.2	Résultat 2 .....	4-1
4.1.3	Résultat 3 .....	4-2
4.2	Réalisation de l'objectif du Projet .....	4-2
4.3	Recommandations Visant la Réalisation de l'Objectif Global .....	4-4

4.3.1	Sécurité dans les Communes .....	4-4
4.3.2	Activités Collectives Réalisées par les Résidents.....	4-4
4.3.3	Plus Grande Responsabilisation des Mairies .....	4-5
4.3.4	Utilisation de la Méthode COSAY .....	4-5
4.4	Résultat du Développement des Capacités.....	4-5

## **Chapitre 5 Leçons Apprises de la Mise en œuvre**

5.1	Leçons pour la Promotion de la Cohésion Sociale.....	5-1
5.1.1	Collaboration entre les Différents Groupes pour les Intérêts Communs de la Communauté.....	5-1
5.1.2	Résolution de Problèmes par les CCGPP .....	5-1
5.2	Leçons pour Améliorer la Gouvernance Locale .....	5-2
5.2.1	Assurer la Responsabilisation en Utilisant les Critères de Sélection.....	5-2
5.2.2	Communication de Proximité et Collaboration avec les Résidents .....	5-2
5.2.3	Interaction entre les Communes d'Abobo et de Yopougon .....	5-3
5.3	Leçons pour la Gestion du Projet .....	5-3
5.3.1	Suivi par les Groupes de Travail.....	5-3
5.3.2	Apprendre des Echecs.....	5-4
5.3.3	Opportunité de Formation et d'Apprentissage .....	5-4

## **Annexes**

Annexe 1 Cadre Logique du Projet (CLP)

Annexe 2 Plan d'Opération (PO)

Annexe 3 Réalisation des Indicateurs

Annexe 4 Intrants des Experts de la JICA et des Homologues

Annexe 5 Plan de Formation

Annexe 6 Registre de Formation

Annexe 7 Liste d'Équipement

Annexe 8 Procès-verbal de Réunion du CCC

Annexe 9 Résultat de l'Atelier: "Méthodes et Leçons Applicables de COSAY"

## Liste des Tableaux

	Page
Tableau 1.1.1	Résumé Narratif du Cadre Logique du Projet..... 1-2
Tableau 1.3.1	Réunions du CCC..... 1-8
Tableau 1.3.2	Réunions de Groupe de Travail (août – décembre 2013)..... 1-11
Tableau 1.3.3	Réunions du Groupe de Travail de Formation ..... 1-13
Tableau 1.4.1	Liste des Membres de l'Equipe d'Experts de la JICA ..... 1-14
Tableau 1.4.2	Affectation des principaux homologues (Membres du CCC)..... 1-15
Tableau 2.1.1	Détails de critères de sélection des Projets Pilots..... 2-2
Tableau 2.1.2	Etude de Cas concernant les Systèmes Sociaux au sein des Communautés Cibles ..... 2-3
Tableau 2.1.3	Installations et Équipements Demandés..... 2-5
Tableau 2.1.4	Liste Longue (Sites Candidats) de Routes dans la Commune d'Abobo ..... 2-6
Tableau 2.1.5	Liste Longue (Sites Candidats) d'Ecoles dans la Commune d'Abobo ..... 2-6
Tableau 2.1.6	Liste longue (Sites Candidats) de Routes dans la Commune de Yopougon..... 2-7
Tableau 2.1.7	Liste Longue (Sites Candidats) d'Ecoles dans la Commune de Yopougon ..... 2-7
Tableau 2.1.8	Considérations Techniques pour Examiner les Sites ..... 2-8
Tableau 2.1.9	Enquête de l'Etat des Lieux (Etudes Sociales et Techniques)..... 2-9
Tableau 2.1.10	Conditions Socio-Economiques des Sites Candidats pour les Projets Pilotes (Commune d'Abobo) ..... 2-10
Tableau 2.1.11	Conditions Socio-Economiques des Sites Candidats pour les Projets Pilotes (Commune de Yopougon) ..... 2-11
Tableau 2.1.12	Critères Détaillés pour les Listes Restreinte de Sélection ..... 2-12
Tableau 2.1.13	Liste Restreinte de Sélection des Sites Candidats (Abobo) ..... 2-13
Tableau 2.1.14	Liste Restreinte de Sélection des Sites Candidats (Yopougon)..... 2-14
Tableau 2.1.15	Critères Détaillés pour la Sélection de Projets Pilotes ..... 2-15
Tableau 2.1.16	Réunions des Parties Prenantes aux sites présélectionnés..... 2-18
Tableau 2.2.1	Réunions de Parties Prenantes on the Pilot Project Planning..... 2-23
Tableau 2.2.2	Lots de Travaux dans le cadre des Projets Pilotes..... 2-24
Tableau 2.2.3	Détails de chaque Projet Pilote ..... 2-29
Tableau 2.2.4	Besoins Identifiés pour les Activités de Composante Soft..... 2-31
Tableau 2.2.5	Résumé des Contrats pour les Projets Pilotes ..... 2-37
Tableau 2.2.6	Période de Construction dans le Cadre des Projets Pilotes ..... 2-45
Tableau 2.2.7	Calendrier du PP-PKG-S2..... 2-54
Tableau 2.2.8	Activités de PP-PKG-S2 ..... 2-54
Tableau 2.2.9	Réunions des Parties Prenantes sur la Création d'Emploi ..... 2-58
Tableau 2.2.10	Résultat de l'Emploi Local..... 2-58
Tableau 2.2.11	Nombre d'Occupants des Routes ..... 2-61

Tableau 2.2.12	Activités de Sensibilisation lors d'Evènements Publics de Retransmission .....	2-64
Tableau 2.3.1	Eléments de l'Evaluation des Capacités .....	2-78
Tableau 2.3.2	Sommaire du Plan de Formation.....	2-80
Tableau 2.3.3	Plan d'actions de Kaizen pour les homologues.....	2-82
Tableau 2.3.4	Module de Formation sur la Planification de Projet Pilote en tenant compte de la Cohésion Sociale.....	2-85
Tableau 2.3.5	Module de Formation sur les Méthodes de Planification Participative.....	2-85
Tableau 2.3.6	Module de Formation sur la Gestion du Cycle de Projet (PCM) .....	2-86
Tableau 2.3.7	Module de Formation pour Génération de l'Emploi.....	2-87
Tableau 2.3.8	Module de Formation pour Cohésion Sociale et Développement Communautaire ....	2-88
Tableau 2.3.9	Modules de Formation pour Evaluation de Projet.....	2-89
Tableau 2.3.10	Module de Formation pour Participation du Public .....	2-90
Tableau 2.3.11	Module de Formation pour Relations Publiques .....	2-91
Tableau 2.3.12	Module de Formation pour Passation des Marchés Publics.....	2-92
Tableau 2.3.13	Module de Formation pour Contrôle de la Qualité .....	2-93
Tableau 2.3.14	Module de Formation pour Gestion de la Sécurité.....	2-94
Tableau 2.3.15	Module de Formation pour Entretien de Bâtiments Scolaires .....	2-95
Tableau 2.3.16	Module de Formation pour CM Formation.....	2-96
Tableau 2.3.17	Module de Formation pour la Formation des Formateurs pour la Maintenance Routière.....	2-97
Tableau 2.3.18	Module de Formation pour le Diagnostic de Routes.....	2-99
Tableau 2.3.19	Module de Formation pour le Diagnostic de Bâtiments Scolaires .....	2-100
Tableau 2.3.20	Module de Formation pour Programme Triennal de Commune .....	2-101
Tableau 2.3.21	Module de Formation sur la Préparation des Propositions de Projets.....	2-103
Tableau 2.3.22	Participants à la Formation au Japon en 2014.....	2-104
Tableau 2.3.23	Les Participants la Formation au Japon 2015.....	2-108
Tableau 2.3.24	Résumé du Seminaire mi-parcours .....	2-110
Tableau 2.3.25	Résultat d'Evaluation par Cinq Critères.....	2-112
Tableau 2.3.26	Recommandations pour les Qctions à Qccomplir avant la Fin du Projet.....	2-114
Tableau 2.3.27	Evaluation de Projets Pilotes à l'Aide des Cinq Critères .....	2-115
Tableau 2.3.28	Leçons Apprises de CCGPP.....	2-116
Tableau 2.3.29	Leçons Apprises de la Contribution Communautaire et le Bénévolat.....	2-116
Tableau 2.3.30	Leçons Apprises de la Génération de l'Emploi Local .....	2-116
Tableau 2.3.31	Leçons Apprises de la Relocalisation des Vendeurs en Bord de Route.....	2-117
Tableau 2.3.32	Leçons Apprises de la Construction.....	2-117
Tableau 2.3.33	Leçons Apprises de l'Entretien .....	2-117
Tableau 2.3.34	Aperçu de l'Atelier Conjoint.....	2-118

Tableau 2.3.35	Résumé du Séminaire Final .....	2-120
Tableau 2.3.36	Résumé de la Conception.....	2-123
Tableau 2.3.37	Résumé des Travaux de Construction du Budget pour la Prévention Ebola .....	2-124
Tableau 2.3.38	Calendrier d'Activités de la Commune d'Abobo (par ACTED).....	2-127
Tableau 2.3.39	Calendrier d'Activités de la Commune de Yopougon (par ACF).....	2-127
Tableau 3.3.1	Ratio pour l'Emploi Local Feminin .....	3-6
Tableau 4.2.1	Réalisation des indicateurs pour l'objectif du Projet.....	4-3
Tableau 4.3.1	Réalisation des Indicateurs pour l'Objectif Global .....	4-4
Tableau 4.4.1	Résultat de l'Evaluation des Capacités (Capacités Techniques) 2014/2016 .....	4-6
Tableau 4.4.2	Résultat de l'Evaluation des Capacités (Services Sociales) 2014/2016.....	4-7
Tableau 4.4.3	Résultat de l'Evaluation des Capacités (Services de communication) 2014/2016.....	4-8

## Liste des Figures

	Page
Figure 1.1.1	Communes Cibles ..... 1-3
Figure 1.1.2	Site de Projet Pilote (Commune d'Abobo)..... 1-4
Figure 1.1.3	Site de Projet Pilote (Commune de Yopougon)..... 1-4
Figure 1.2.1	Schéma de l'Objectif du Projet ..... 1-5
Figure 1.2.2	Schéma du Développement des Capacités pour les Homologues ..... 1-7
Figure 1.3.1	Organigramme du Projet ..... 1-8
Figure 1.3.2	Structure de Gestion du Projet ..... 1-9
Figure 2.1.1	Plan de sites à Abobo ..... 2-13
Figure 2.1.2	Plan de sites à Yopougon..... 2-14
Figure 2.1.3	Comité Conjoint de Gestion de Projet Pilote (CCGPP) ..... 2-21
Figure 2.2.1	Procédure de Formulation des Plans d'Exécution ..... 2-22
Figure 2.2.2	Structure Contractuelle des Projets Pilotes ..... 2-38
Figure 2.2.3	Structure Contractuelle de PP-PKG-S1 ..... 2-39
Figure 2.2.4	Structure Contractuelle de PP-PKG-S2..... 2-39
Figure 2.2.5	Système de Gestion des Projets Pilotes ..... 2-41
Figure 2.2.6	Système de Gestion de PP-PKG-S1 ..... 2-42
Figure 2.2.7	Structure de PP-PKG-S2 ..... 2-54
Figure 2.2.8	Rôles des CCGPP ..... 2-56
Figure 2.2.9	Utilisation des Ressources Locales ..... 2-57
Figure 2.2.10	Processus de l'Emploi Local ..... 2-57
Figure 2.2.11	Type des travaux de formation du PP-PKG-S1 ..... 2-60
Figure 2.2.12	Mécanisme de Doléance pour Réinstaller les Occupants des Routes ..... 2-62
Figure 2.2.13	Prospectus de Sensibilisation et d'Alerte sur le Danger des Caniveaux ..... 2-71
Figure 2.2.14	Panneaux en Bois pour Alerter du Danger des Caniveaux lors de Fortes Pluies ..... 2-71
Figure 2.3.1	Structure Organisationnelle de la Commune de Yopougon..... 2-74
Figure 2.3.2	Direction de Service Technique de la Commune de Yopougon ..... 2-74
Figure 2.3.3	Direction de Développement Humain de la Commune de Yopougon..... 2-75
Figure 2.3.4	Structure Organisationnelle de la Commune d'Abobo ..... 2-75
Figure 2.3.5	Direction de Service Technique de la Commune d'Abobo ..... 2-76
Figure 2.3.6	Direction d'Activités Socio-Culturelles et de Promotion Humaine de la Commune d'Abobo..... 2-76
Figure 2.3.7	Calendrier de Programme et de Budgétisation du Grand Abidjan ..... 2-101
Figure 2.3.8	Résumé de la Formation au Japon (Promotion de la Cohésion Sociale I) ..... 2-105
Figure 2.3.9	Résumé de la Formation au Japon (Promotion de la Sociale II) ..... 2-108

## ABREVIATIONS

	<b>Abréviation Française</b>	<b>Mot d'Origine</b>	<b>Abréviation Anglaise</b>
A	ACF	Action Contre la Faim	ACF
	ACTED	Agence d' Aide à la Coopération Technique et au Développement	ACTED
	ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration	ADDR
	AFD	Agence Française de Développement	AFD
	AGEPE	Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi	AGEPE
	ANDE	Agence Nationale De L'Environnement	ANDE
	ANRMP	Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics	ANRMP
	APD	Aide Publique au Développement	ODA
B	BAD	Banque Africaine de Développement	AfDB
	BM	Banque Mondiale	WB
C	CAD	Comité d'Aide au Développement	DAC
	CCC	Comité Conjoint de Coordination	JCC
	CCE	Comité Conjoint d'Evaluation	JCE
	CCGPP	Comité Conjoint de Gestion du Projet Pilote	CCGPP
	CGQ	Comité de Gestion de Quartier	CGQ
	CLP	Cadre Logique du Projet (Project Design Matrix en anglais)	PDM
	COGES	Comité de Gestion des Établissements Scolaires	COGES
	COJO	Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (Bids Opening and Judgment Committee)	COJO
	COSAY	Projet de Renforcement des Communes pour la Promotion de la Cohésion Sociale du Grand Abidjan	COSAY
	D	DAO	Dossiers d' Appel d' Offre
DASCPH		Direction d' Activités Socio-Culturelles et de Promotion Humaine	DASCPH
DDH		Direction de Développement Humain	DDH
DGDDL		Direction Général de la Décentralisation et du Développement Local	DGDDL
DGI		Directeur Général des Impôts	DGI
DMP		Direction des Marchés Publics	DMP
DQE		Détail Quantitatif Estimatif	BOQ
DSC		Direction Socio-Culturelle	DSC
DST		Direction du Service Technique	DST
E	EES	Evalutaion Environnemental Stratégique	SEA
	EHF	Etablissement Halley and Family	EHF
	EIE	Etude d'Impact Environnemental	EIA
	EPP	Ecole Primaire Publique	EPP
F	FCE	Formation en Cours d'Emploi	OJT
	FCFA	France CFA	FCFA
G	GC	Gestion et le suivi de travaux de Construction	CM
	GRCI	Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire	GRCI

	<b>Abréviation Française</b>	<b>Mot d'Origine</b>	<b>Abréviation Anglaise</b>
G	GS	Groupe Scolaire	GS
	GSB	Groupement de Services Bureauatiques	GSB
	GT	Groupe de Travail	WG
	GTF	Groupe de Travail de Formation	TWG
H	HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre	LBT
I	INHP	Institut National d'Hygiène Publique	INHP
	ISO	Organisation Internationale de Normalisation	ISO
	IT	Technologie de l'Information	IT
J	JET	Equipe d'experts de la JICA (JICA Expert Team en anglais)	JET
	JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale (Japan International Cooperation Agency en anglais)	JICA
K	KOICA	Korea International Cooperation Agency (Agence coréenne de coopération internationale)	KOICA
M	MEMIS	Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	MEMIS
	MENET	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique	MENET
O	OBC	Organisation à Base Communautaire	CBO
	ODD	Objectifs de Développement Durable	SDGs
	OIT	Organisation Internationale du Travail	ILO
	O&M	Opération et Maintenance	O&M
	ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	ONAD
	ONEP	Office National de l'Eau Potable	ONEP
	ONG	Organisation Non Gouvernementale	NGO
	ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	UNOCI
	OSCS	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale	OSCS
P	PAR/PARS	Plan d'Action de Relocalisation / PAR simplifié	RAP/ARAP
	PARCS	Projet d'Appui à la Réconciliation et à la Cohésion Sociale des populations des communes d'Abobo et de Yopougon	PARCS
	PCM	Gestion du Cycle de Projet (Project Cycle Management en anglais)	PCM
	PNCS	Programme National de la Cohésion Sociale	PNCS
	PNSCS	Politique Nationale de solidarité et de Cohésion Sociale	PNSCS
	PNUD	Programme de Développement des Nations Unies (United Nations Development Program en anglais)	UNDP
P	PO	Plan d'Opération	PO
	PP-PKG	Lot de Projet Pilote (Pilot Project Package en anglais)	PP-PKG
	PRI-CI	Projet d'urgence de Renaissance des Infrastructures en Côte d'Ivoire	PRI-CI
	PUIUR	Projet d'Urgence d'Infrastructures Urbaines	PUIUR
	PVD	Procès-Verbal de Discussions	R/D
R	RTI	Radiodiffusion Télévision Ivoirienne	RTI
S	SFCG	Search for Common Ground	SFCG
	SODECI	Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire	SODECI

	<b>Abréviation Française</b>	<b>Mot d'Origine</b>	<b>Abréviation Anglaise</b>
T	TDR	Termes De Référence	TOR
U	UE	Union Européenne	EU
V	VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine / Syndrome d'Immunodéficience Acquis	AIDE

## Chapitre 1 Introduction

---

### 1.1 Aperçu du Projet

#### 1.1.1 Contexte

La Côte d'Ivoire était socio économiquement stagnée pendant plus d'une décennie à cause des turbulences résultant du coup d'état ou d'autres conflits. Notamment dans le Grand Abidjan, le nombre de réfugiés et de déplacés internes a augmenté lorsque la violence s'est produite à la suite des élections présidentielles de 2010. Comme résultats, les zones urbaines pauvres se sont formées principalement dans les Communes de Yopougon et d'Abobo. Dans ces zones, en plus des infrastructures de base inadéquates dans le domaine de l'éducation, de la santé, des routes et de l'assainissement, le taux de chômage est élevé en raison des contraintes du marché du travail qui empêche l'insertion des jeunes et des anciens combattants et déplacés, ce qui constitue un facteur d'instabilité sociale.

Pour faire face à ces problèmes, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (GRCI) a élaboré le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) (2012-2015) dans lequel l'amélioration des conditions sociales et sanitaires chez les personnes vulnérables est mise en avant en tant que troisième pilier avec le rétablissement de la justice et la consolidation de la paix.

A cet effet, le Gouvernement du Japon a convenu avec le GRCI de la mise en œuvre d'un « Programme de réhabilitation des infrastructures du Grand Abidjan » en vue de la remise à niveau des infrastructures urbaines dégradées. Il s'agit de l'accord relatif aux aides à moyen et à long terme, à la fois avec des mesures en faveur d'une promotion de la croissance économique et d'une assistance d'urgence liée à la reconstruction du pays.

C'est pour cette raison que le GRCI a formulé la requête de la mise en œuvre d'une coopération technique<sup>1</sup> qui vise à : i) une réhabilitation des infrastructures de base des communes fragilisées par la crise socio-économique, ii) une amélioration des conditions d'embauche dans le domaine de la réhabilitation.

---

<sup>1</sup> La coopération technique est un terme universel utilisé pour décrire l'assistance pratique de la JICA aux pays en développement. Selon le projet spécifique, l'assistance technique peut inclure l'envoi d'experts de la JICA, la formation des fonctionnaires locaux (des homologues par exemple) pour le « développement des capacités », la fourniture d'équipements ou de l'aide financière.

En réponse à la requête ci-dessus, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a envoyé la mission de l'étude d'élaboration du plan détaillé et convenu avec le GRCI sur le cadre du « Projet de renforcement des communes pour la promotion de la cohésion sociale du Grand Abidjan » (ci-après dénommé « Projet ») dans le procès-verbal des discussions en février 2013. Ensuite, la JICA a passé un contrat avec un consortium structuré par Oriental Consultants Global Co., Ltd. et Eight-Japan Engineering Consultants Inc. (ci-après dénommé « équipe d'experts de la JICA ») pour mener le projet de coopération technique.

### 1.1.2 Sommaire du Projet

Le sommaire du Projet qui a été convenu au cours de la réunion du 1<sup>er</sup> Comité Conjoint de Coordination (CCC) est comme indiqué dans le Tableau 1.1.1. Le Cadre Logique du Projet (CLP) (Project Design Matrix : PDM) qui précise l'aperçu du Projet a été légèrement modifié au moment de l'évaluation finale en septembre 2015, et la révision a été validée lors de la 5<sup>e</sup> réunion du CCC.

**Tableau 1.1.1 Résumé Narratif du Cadre Logique du Projet**

<b>Titre du Projet</b>	Projet de renforcement des communes pour la promotion de la cohésion sociale du Grand Abidjan
<b>Durée du Projet</b>	Juillet 2013 – Juin 2016 (3 ans)
<b>Lieux cibles</b>	Communes d'Abobo et de Yopougon du Grand Abidjan
<b>Groupe cible</b>	- Personnels des Communes, Habitants des Communes d'Abobo et de Yopougon participant aux projets pilotes (Bénéficiaires directs) - Habitants des Communes d'Abobo et de Yopougon (Bénéficiaires indirects)
<b>Homologues</b>	- Direction Général de la Décentralisation et du Développement Local, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (organisation responsable) - Mairie d'Abobo, Mairie de Yopougon (Organisation d'exécution)
<b>Objectif global</b>	La cohésion sociale dans les Communes cibles affectées par le conflit est promue et renforcée.
<b>Objectif du Projet</b>	La relation entre les habitants des Communes cibles est renforcée par l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.
<b>Résultats</b>	1. Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base dans les Communes. 2. Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution 3. Les méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base pour le personnel de Mairies sont développées en tenant en compte de la cohésion sociale

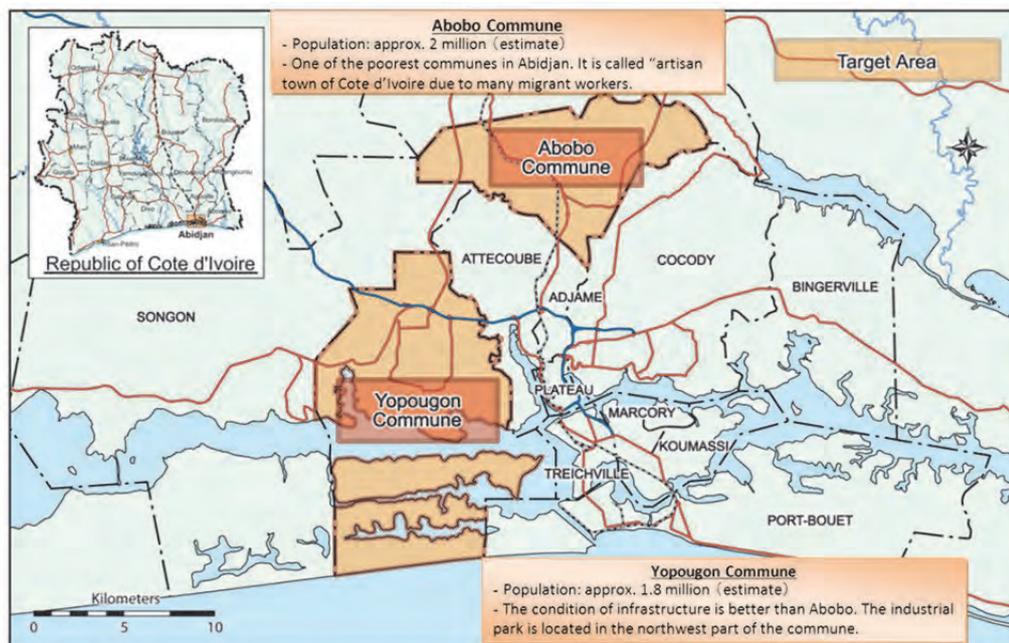
La version finale du Cadre Logique (version 2) du Projet est jointe à l'Annexe 1.

### 1.1.3 Période du Proje

Le Projet a commencé en juillet 2013 et s'est achevé en juin 2016.

### 1.1.4 Zone Cible

Les zones cibles du Projet étaient les Commune d'Abobo et de Yopougon du Grand Abidjan comme indiqués ci-dessous.



Source: Equipe d'experts de la JICA

**Figure 1.1.1 Communes Cibles**

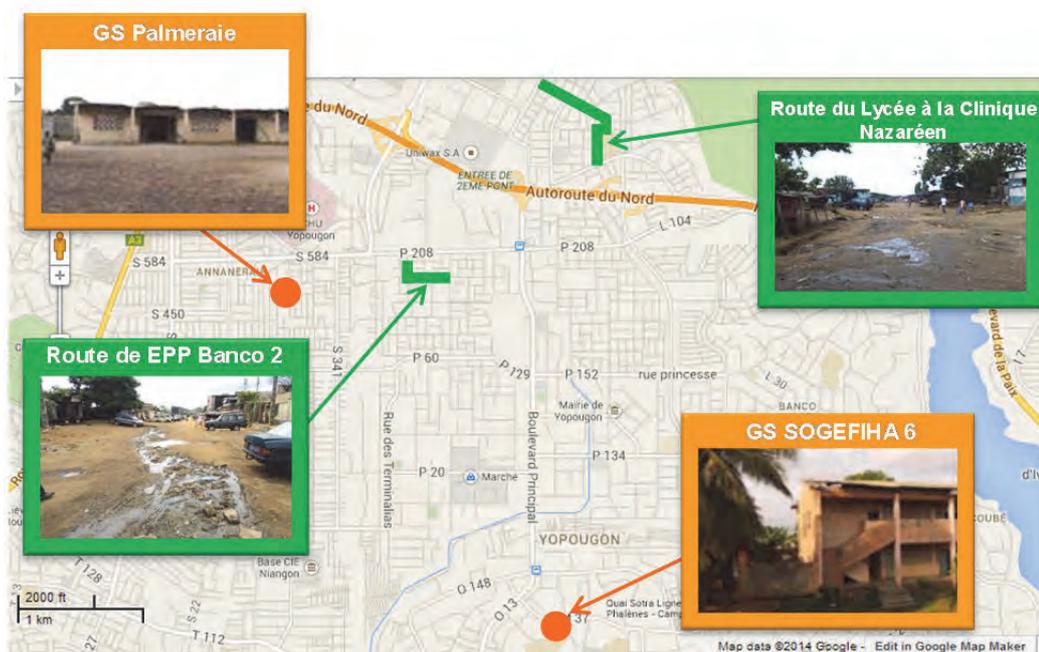
Les sites<sup>2</sup> de projets pilotes sélectionnés et les installations cibles sont présentés dans les figures suivantes.

<sup>2</sup> Les travaux de réhabilitation de Carrefour Jock ont été retirés de la liste, car ils ont été inclus dans le Projet d'AGEROUTE, cependant le quartier du site restait à être cible du projet pilote en particulier pour les activités de composante soft.



Source : Equipe d'experts de la JICA

Figure 1.1.2 Site de Projet Pilote (Commune d'Abobo)



Source : Equipe d'experts de la JICA

Figure 1.1.3 Site de Projet Pilote (Commune de Yopougon)

### 1.1.5 Évaluation

La JICA et le Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS) ont procédé ensemble aux évaluations et revues suivantes.

- Évaluation finale d'août à septembre 2015

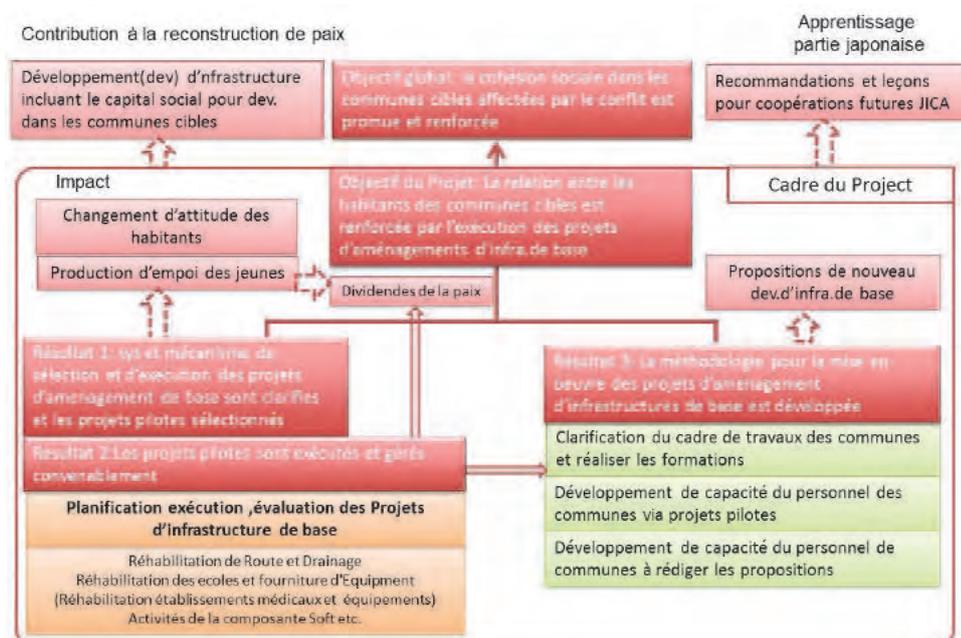
La JICA va procéder aux évaluations et études suivantes en vue de vérifier principalement la viabilité et l'impact du Projet et de tirer les enseignements. Le MEMIS est tenu d'apporter son soutien à l'équipe de mission de la JICA.

- Évaluation ex-post trois (3) ans après l'achèvement du Projet, en principe.
- Étude de suivi selon les besoins.

## 1.2 Politique de Base du Projet

### 1.2.1 Principe de Base

La signification du Projet était la mise en œuvre de la coopération technique qui contribue à la stabilisation des Communes et la cohésion sociale. Les choses suivantes visaient à être réalisées sur la base du cadre du projet convenu dans le Procès-verbal des discussions et le 1er CCC. Le Projet a été programmé pour renforcer les capacités des agents de la Commune en termes d'exécution et de gestion du projet et pour permettre aux résidents de réaliser les dividendes de la paix à travers l'installation des infrastructures de base, qui offre des opportunités d'emploi et améliore le cadre de vie. Figure 1.2.1 montre les composantes du projet et les résultats du Projet.



Source : Equipe d'experts de la JICA

**Figure 1.2.1 Schéma de l'Objectif du Projet**

L'objectif principal du projet sous le système de coopération technique de la JICA était d'atteindre l'objectif du projet « les relations entre les habitants des Communes cibles est renforcée par l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base » pour l'objectif global « la cohésion sociale dans les Communes cibles affectées par le conflit est promue et renforcée » mentionné dans le CLP grâce à la réalisation des résultats suivants.

Résultat 1: Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base dans les Communes

Résultat 2: Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement. Suivant les lignes de plans d'exécution

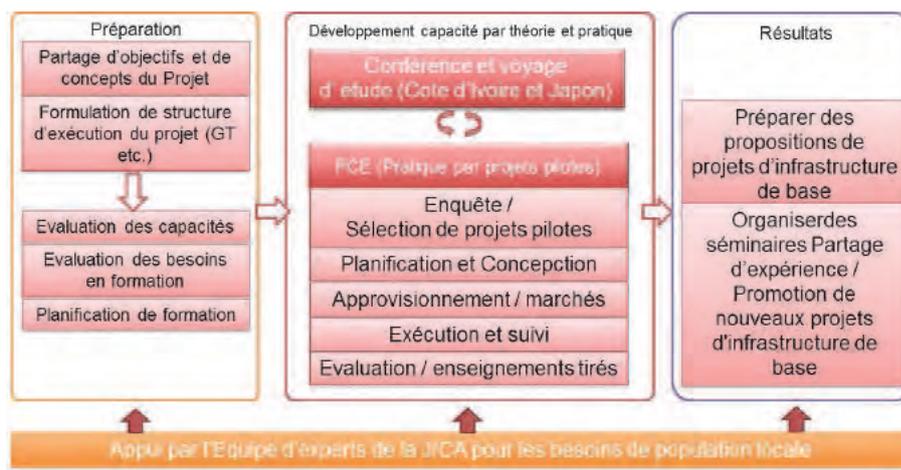
Résultat 3: Les méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base pour le personnel de la Commune sont développées en tenant en compte de la cohésion sociale

Alors que les intrants pour la réhabilitation des infrastructures par les projets pilotes étaient limités, le Projet a focalisé sur le renforcement des capacités et le développement d'un modèle dans le processus d'exécution du projet pour l'initiative propre des Ivoiriens dans le futur. Ainsi, le Projet devait être reconnu non pas comme un projet d'infrastructure, mais un projet de développement des capacités pour la promotion de la cohésion sociale. Il était important que les homologues ivoiriens et les experts japonais aient une compréhension commune du schéma de l'objectif du Projet.

### **1.2.2 Conception du Projet et Développement des Capacités pour la Cohésion Sociale**

L'objectif global du Projet a visé à promouvoir la cohésion sociale à travers le renforcement des capitaux sociaux dans les Communes touchées par le conflit du Grand Abidjan. La méfiance parmi les habitants dans la société fragmentée pourrait engendrer la recrudescence du conflit dans l'avenir. L'amélioration de l'environnement social et l'accroissement de l'opportunité d'emploi pour la jeune génération, qui semble souvent confrontée au risque de déstabilisation, par la réhabilitation des infrastructures avec les travaux de construction à haute intensité de main d'œuvre peuvent donc contribuer à diminuer le sens de stagnation des civils et la réduction de l'instabilité sociale. Par conséquent, le renforcement du capital social dans la société déchirée par le conflit et la participation des jeunes ont dû être pris en compte dans la planification et la mise en œuvre du Projet.

Sur la base des compétences clarifiées, les rôles et les responsabilités, et la capacité des homologues, des programmes de développement de leurs capacités ont été conçus et mis en œuvre. Les bénéficiaires du développement des capacités comprenaient des représentants de non seulement des homologues, mais aussi de la société civile, dans le but d'une collaboration efficace entre les parties prenantes et les partenariats public-privé concernant le fonctionnement et l'entretien durables des infrastructures de base. Figure 1.2.2 montre le processus du développement des capacités dans le cadre du Projet.



Source: Equipe d'experts de la JICA

Figure 1.2.2 Schéma du Développement des Capacités pour les Homologues

## 1.3 Structure de gestion du Projet

### 1.3.1 Comité Conjoint de Coordination (CCC)

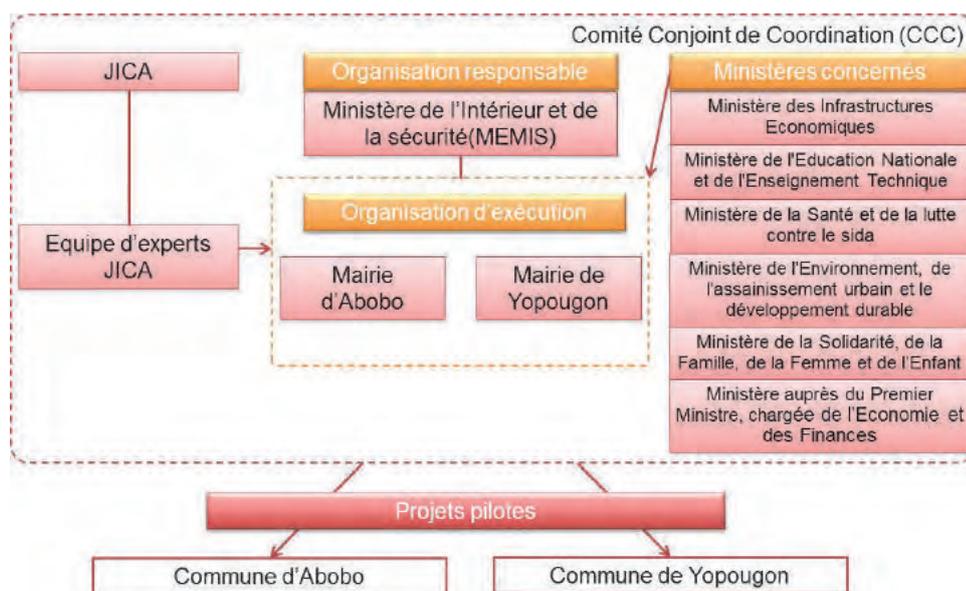
#### (1) Fonction

Un Comité Conjoint de Coordination (CCC) a été mis en place afin de faciliter la coordination inter-organisationnelle. Le CCC se réunissait au moins deux (02) fois par an et autant de fois que nécessaires. Le CCC a examiné l'état d'avancement global, effectué un suivi et évaluation du Projet, échangé des opinions sur des éventuels problèmes majeurs émanant au cours de la mise en œuvre du projet.

#### (2) Membres

Les membres du CCC se composaient des membres suivants : un représentant du Ministère des Infrastructures Économiques, un représentant du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique, un représentant du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement urbain et le Développement durable, un représentant du Ministère de la Santé et de la lutte contre le SIDA, un représentant du Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant<sup>3</sup>, un représentant du Ministère de Finances, le maire ou un représentant de la Commune d'Abobo, le maire ou un représentant de la Commune de Yopougon un représentant du Bureau de la JICA Côte d'Ivoire, un chef de file des experts de la JICA. L'organigramme du CCC est illustré ci-dessous.

<sup>3</sup> Le nom du ministère a été remplacé par « Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de l'Indemnisation des Victimes » après le remaniement ministériel en janvier 2016.



Source: Equipe d'experts de la JICA

**Figure 1.3.1 Organigramme du Projet**

Le président du CCC était le Directeur Général de la Direction Général de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) du MEMIS.

### (3) Réunions du CCC

Toutes les réunions du CCC tenues sont résumées dans le tableau ci-dessous et les procès verbaux signés par les membres du CCC sont joints en Annexe 8.

**Tableau 1.3.1 Réunions du CCC**

Réunions CCC	Agenda	Date
1 <sup>ère</sup> réunion	- Développement communautaire et expérience japonaise - Grandes lignes du Projet - Approbation du programme de travail	28 août 2013
2 <sup>ème</sup> réunion	- Etat d'avancement de COSAY - Approbation des projets pilotes	10 déc. 2013
3 <sup>ème</sup> réunion	- Etat d'avancement de COSAY - Rapport sur la Formation au Japon	13 août 14
4 <sup>ème</sup> réunion	- Etat d'avancement de COSAY	26 fév. 15
5 <sup>ème</sup> réunion	- Etat d'avancement de COSAY - Validation du résultat de l'évaluation conjointe finale	10 sep. 15
6 <sup>ème</sup> réunion	- Résultats de COSAY - Remise des équipements et des certificats - Discussion sur le Rapport Final du Projet (Draft)	22 avr. 16

Dans le premier CCC, le plan de travail finalisé est convenu entre les membres du CCC. Après le processus de sélection de projets pilotes, le second CCC a eu lieu et les projets pilotes ont été confirmés et convenus entre les membres du CCC.

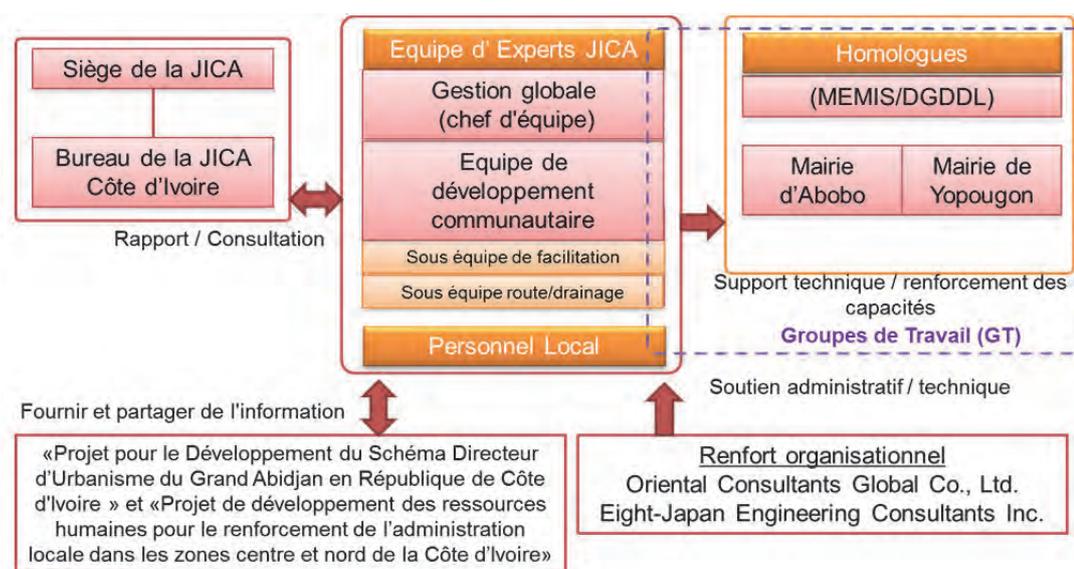
L'état d'avancement des activités du projet de janvier à juillet 2014 a fait l'objet d'un compte rendu par le Coordinateur de Projet (MEMIS), et les Chefs du Projet des Communes d'Abobo et Yopougon à l'occasion du troisième CCC. Les participants des ministères compétents étaient intéressés par les défis de la participation des résidents locaux aux projets pilotes, en particulier dans la mise en place des Comités Conjoints de Gestion des Projets Pilotes (CCGPP) et à la génération de l'emploi pour les jeunes locaux. Ainsi, au 4<sup>e</sup> CCC, l'état d'avancement des activités du projet de août 2014 à février 2015 a fait l'objet d'un compte rendu par les homologues. Les participants ont partagé la reconnaissance de l'importance de la participation communautaire, de la considération environnementale et la communication publique. Les agents de la direction de communication des deux Communes ont été officiellement ajoutés aux membres du CCC.

Au 5<sup>e</sup> CCC, en plus du Rapport d'avancement des activités de février à août 2015, la mission d'évaluation de la JICA a annoncé le résultat de l'évaluation conjointe finale effectuée entre le 24 août et le 12 septembre 2015 sur la base des lignes directrices d'évaluation de la JICA. L'équipe d'évaluation a conclu que le Projet serait en mesure de remplir sa mission dans le délai du Projet et ce résultat a été partagé avec tous les participants pour leur approbation.

Au 6<sup>e</sup> CCC, les résultats du Projet ont été présentés par les homologues. Ensuite, l'ébauche du rapport final du Projet a été discutée. Les équipements et les listes de ceux-ci ainsi que les certificats de participation au Projet pour tous les homologues ont été remis au MEMIS/DGDDL et aux Mairies d'Abobo et de Yopougon lors de cette réunion.

### 1.3.2 Structure de Gestion du Projet

En ce qui concerne la gestion quotidienne du projet, l'équipe d'experts de la JICA a mis en place une structure de gestion de projet suivante pour assurer à atteindre les résultats de CLP.



Source: Equipe d'experts de la JICA

**Figure 1.3.2 Structure de Gestion du Projet**

L'équipe d'experts de la JICA a organisé une équipe qui a mis en œuvre durablement le « développement communautaire » et qui a aidé « la gestion de construction pour les bâtiments scolaires et les routes / drainages » qui étaient les principaux éléments des projets pilotes en prenant en compte le développement des capacités des homologues et des parties prenantes à travers la mise en œuvre des projets pilotes.

Avant la mise en œuvre à grande échelle du Projet, son image complète, sa structure de mise en œuvre (y compris la mise en place de Groupes de Travail (GT)) et sa structure de gestion du Projet étaient discutées parmi les intervenants sur la base du Plan de Travail du Projet, ensuite une compréhension commune est sera formée. De plus, la direction et la structure du projet ont été convenues. Surtout, en ce qui concerne le Cadre Logique du Projet (CLP) et le Plan d'Opération (PO), les ententes et les prises de position communes ont été partagées avec les parties prenantes ivoiriennes à travers des discussions en y incluant la définition des termes, telles que la « cohésion sociale » et la question fondamentale « Pourquoi devons-nous mener ce projet ? ». A travers ce processus, le Cadre Logique du Projet ver.0 accepté dans le PV des discussions a été révisé et devenu CLP ver.1. Concernant le PO, il est saisi en temps réel. Simultanément, pour conserver un document écrit sur le suivi général du Projet, l'équipe d'experts de JICA et les homologues ont élaboré des formulaires de suivi (par exemple, une fiche de vérification d'avancement du PO, une fiche de suivi de performance pour mesurer l'atteinte des indicateurs, une fiche de prestation d'intrants et une liste d'équipements et du matériel). Les formulaires ont été utilisés comme référence pour l'évaluation finale.

### **1.3.3 Groupes de Travail**

#### **(1) Groupes de Travail sur les Communes Cibles**

Pour rendre compte régulièrement de l'avancement du Projet et en discuter, un GT a été créé respectivement dans les Communes d'Adobo et de Yopougon en août 2013. Les membres des GT sont principalement des personnes de la mairie affecté au projet, et les GT leur ont permis d'améliorer leurs capacités grâce aux instructions des experts de la JICA. Toutes les réunions des GT sont résumées dans le tableau suivant.

**Tableau 1.3.2 Réunions de Groupe de Travail (août – décembre 2013)**

GT	Ordre du jour	Abobo	Yopougon
1 <sup>er</sup>	- Discussion des Termes de Référence et des membres du GT - Confirmation des progrès réalisés dans la collecte des données demandées	21 août 13	20 août 13
2 <sup>ème</sup>	- Confirmation du Calendrier du Projet jusqu'à la fin de l'année 2013 - Confirmation des listes longues	05 sep. 13	05 sep. 13
3 <sup>ème</sup>	- Progrès des études menées au sein des sites des listes longues - Rapport sur l'étude de l'équipement médical	26 sep. 13	26 sep. 13
4 <sup>ème</sup>	- Rapport sur les résultats d'études techniques - Rapport sur les résultats d'études sociales et des ateliers	25 oct. 13	25 oct. 13
5 <sup>ème</sup>	- Confirmation des listes des sélections pour les projets pilotes - Confirmation des plans de finalisation des sites des projets pilotes	07 nov. 13	07 nov. 13
6 <sup>ème</sup>	- Confirmation des listes finales des projets pilotes - Confirmation de procédure d'explication sur les résultats de sélection auprès des habitants	26 nov. 13	26 nov. 13
7 <sup>ème</sup>	- Confirmation de procédure d'explication auprès des résidents des sites sélectionnés - Revue des activités de l'année 2013	11 déc. 13	11 déc. 13
8 <sup>ème</sup>	- Constitution du CCGPP - Processus des projets pilotes	15 jan. 14	15 jan. 14
9 <sup>ème</sup>	- Présentation des plans des projets pilotes - Vérification des plans des projets pilotes	13 mars 14	13 mars 14
10 <sup>ème</sup>	- Présentation du Cadre Logique des projets pilotes - Visite des sites des projets pilotes	23 avr. 14	23 avr. 14
11 <sup>ème</sup>	- Activités nécessaires pour les mois à venir	17 juin 14	17 juin 14
12 <sup>ème</sup>	- Mise à jour des informations concernant les activités en cours	31 juil. 14	31 juil. 14
13 <sup>ème</sup>	- Confirmation de l'état d'avancement des activités du Projet	9 sep. 14	9 sep. 14
14 <sup>ème</sup>	- Confirmation des activités nécessaires pour les mois à venir	10 oct. 14	10 oct. 14
15 <sup>ème</sup>	- Présentation du résultat de l'évaluation à mi-parcours des projets pilotes - Confirmation du programme détaillé mis à jour de du Projet de Cohésion sociale Abobo-Yopougon (COSAY)	25 nov. 14	18 nov. 14
16 <sup>ème</sup>	- Mise à jour des informations sur les activités en cours	11 déc. 14	11 déc. 14
17 <sup>ème</sup>	- Présentation du Rapport d'évaluation du PP-PKG-S1 - Rapport d'avancement de PP-PKG-2 et PP-PKG-3 - Préparation de prochains CCC et du Séminaire	4 fév. 15	4 fév. 15
18 <sup>ème</sup>	- Explication du Rapport d'avancement 3 - Préparation du 4ème CCC - Préparation du Seminaire mi-parcours	18 fév. 15 (GT conjoint)	
19 <sup>ème</sup>	- Avancement de chacun des projets pilotes - Sensibilisation de résidents	17 mars 15	17 mars 15
20 <sup>ème</sup>	- Avancement de chacun des projets pilotes - Sensibilisation de résidents - Politique pour le retour d'occupants de la route après l'achèvement de la route	7 mai 15	7 mai 5
21 <sup>ème</sup>	- Avancement de chacun des projets pilotes - Planification de l'évaluation finale - Activités de sensibilisation	11 juin 15	11 juin 15
22 <sup>ème</sup>	- Evaluation des propositions PP-PKG-S2	1 juil 15	1 juil 15

GT	Ordre du jour	Abobo	Yopougon
23 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancement de chacun des projets pilotes</li> <li>- Préparation de la mission d'évaluation</li> <li>- Informations concernant les projets du Fonds Ebola</li> <li>- Sensibilisation des résidents</li> </ul>	25 août 15	21 août 15
24 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clôture des activités</li> <li>- Musique de la cohésion sociale</li> <li>- Sensibilisation des résidents</li> <li>- Visite des sites par les membres</li> <li>- Inventaire du matériel d'entretien</li> </ul>	22 sep. 15	22 sep. 15
25 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explication des activités à venir</li> <li>- Préparation de la cérémonie de clôture pour chaque site</li> <li>Problème de maintenance des infrastructures et des avancements des activités d'entretien par les membres</li> <li>- Sensibilisation des résidents</li> </ul>	9 nov. 15	9 nov. 15
26 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancements de PP-PKG-2, PP-PKG-3 et projets du Boudget pour la Prévention Ebola</li> <li>- Activités à venir</li> </ul>	17 déc. 15	17 déc. 15
27 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancements des activités</li> <li>- Explication des activités à venir</li> <li>- Présentation du Manuel</li> </ul>	29 jan. 16 (GT conjoint) <sup>4</sup>	
28 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancements des activités</li> <li>- Activités à venir</li> <li>- Avancements de proposition de projet</li> </ul>	16 mars 16 (GT conjoint)	
29 <sup>ème</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancements des activités</li> <li>- Certificats de participation pour le projet</li> <li>- Avancements de la préparation de la proposition</li> </ul>	14 avr.16 (GT conjoint)	

## (2) Groupes de Travail de Formation

En plus des GT d'Abobo et de Yopougon, le projet a créé le Groupe de Travail de Formation (GTF) mi-janvier 2014, avec pour but la préparation du plan de formation et la gestion de son exécution.

Les réunions du GTF de formation tenues au cours de la période sont résumées dans le Tableau ci-dessous et les comptes rendus.

<sup>4</sup> Ce GT conjoint a eu lieu en même temps que le 9<sup>e</sup> GTF.

**Tableau 1.3.3 Réunions du Groupe de Travail de Formation**

GTF	Ordre du Jour	Date
<b>1<sup>ère</sup></b>	- Rôles et responsabilités du GT de formation - Nomination des membres du GT de formation	14 jan. 14
<b>2<sup>ème</sup></b>	- Résultats de l'évaluation des besoins de formation - Développement du plan de formation	11 fév. 14
<b>3<sup>ème</sup></b>	- Finalisation du plan de formation - Procédure des formations compte tenu de la gestion du cycle de formation - Introduction de la formation au Japon	28 fév. 14
<b>4<sup>ème</sup></b>	- Rapports sur la formation au Japon - Planification des programmes de formation dans les mois à venir	24 juin 14
<b>5<sup>ème</sup></b>	- Résumé et rétroaction de la formation déjà dispensée - Rapport de contrôle de l'ensemble des projets de PP-PKG-1 - Confirmation et préparation du programme de formation à venir	19 sep. 14
<b>6<sup>ème</sup></b>	- Révision du Plan de formation et de programmes de formation récents - Capitalisation des programmes de formation	10 mars 2015
<b>7<sup>ème</sup></b>	- Grandes lignes de la formation au Japon - Capitalisation des programmes de formation	17 juin 2015
<b>8<sup>ème</sup></b>	- Rapports sur la formation au Japon - Compilation des programmes de formation	4 août. 15
<b>9<sup>ème</sup></b>	- Résultat de l'évaluation de la formation	29 jan. 16
<b>10<sup>ème</sup></b>	- Résultat de l'évaluation des capacités	14 avr. 16

## 1.4 Plan d'Apports

### 1.4.1 Côté Japonais

#### (1) Les Experts de la JICA

Les experts de la JICA ont donné les conseils techniques nécessaires, des conseils et des recommandations pour les homologues sur toutes les questions relatives à la mise en œuvre du projet. Le Tableau 1.4.1 montre les membres de l'équipe d'experts de la JICA.

**Tableau 1.4.1 Liste des Membres de l'Équipe d'Experts de la JICA**

Rôle	Nom
Chef d'Équipe / Développement des communautés / Consolidation de la paix	M. Masaya Sekiguchi
Adjoint au Chef d'Équipe/ Ingénieur 1 Construction des bâtiments	M. Mitsuo Ochi
Ingénieur 2 Construction des bâtiments	M. Kazuomi Okamura
Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) 1 / Travaux Génie Civil	M. Kiminori Matsumoto
HIMO 2	Dr. Tatsumi Tokunaga M. Hiroaki Kobayashi
Supervision d'approvisionnement 1 / Assistance d'appel d'offres	Mme Asuka Toda
Supervision d'approvisionnement 2 / Gestion sécurité et sûreté	M. Arata Aikawa
Entretien d'Infrastructures (voirie / drainage)	M. Noboru Shimizu
Entretien de superstructure (bâtiment) / Supervision d'approvisionnement 3	Mme Keiko Otaguro
Équipements Médicaux	M. Tamotsu Nozaki
Estimation coûts de projets (Travaux Génie civil) / Supervision d'approvisionnement 4	M. Makoto Matsuura
Supervision d'approvisionnement 5	M. Hiroaki Kobayashi
Supervision d'approvisionnement 6	M. Noor Akmar
Estimation coûts de projets (Architecture)	M. Haruhisa Ishikawa
Gouvernance locale	Mme Junko Okamoto
Enquête sociale / Gestion d'écoles et renforcement d'activités civiles	Mme Ayumi Urata (Iguchi)
Gestion d'écoles et renforcement d'activités civiles 2	Mme Ayumi Koyama
Gestion d'écoles et renforcement d'activités civiles 3	Mme Yuko Suwa
Considérations environnementales et sociales	Dr. Jayamohan Somasundaram
Gestion des formations et de suivi de projets pilotes	M. Keisuke Hattori
Coordinateur du Projet / Assistance au développement communautaire	Mme Asuka Toda Mme Mayu Imafuku M. Masamichi Sunada M. Keisuke Hattori

Le calendrier d'affectation des experts de la JICA est indiqué dans l'Annexe 4.

## (2) Autres apports

La partie japonaise a mis à disposition des équipements et matériels nécessaires pour la mise en œuvre du Projet, y compris les véhicules et les équipements de bureau tels que les ordinateurs, les photocopieurs, et les imprimantes. A l'exception des véhicules qui ont été fournis par le Bureau de la JICA CI, les équipements procurés figurent dans l'Annexe 7. La partie japonaise a également offert des opportunités de formation aux homologues en Côte d'Ivoire et au Japon, et pris en charge les dépenses pour les projets pilotes.

### 1.4.2 Côté Ivoirien

Le côté ivoirien a affecté un Directeur du Projet, un Coordonnateur du Projet, des chefs du Projet, des Directeurs Techniques du Projet et les autres homologues pour le Projet comme suit :

**Tableau 1.4.2 Affectation des principaux homologues (Membres du CCC)**

Rôle	Organisation	Poste
Directeur du Projet	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local, MEMIS	Directeur Général
Coordonnateur du Projet	DGDDL, MEMIS	Conseiller au Directeur Général
Chef du Projet	Mairie d'Abobo	Maire
Chef du Projet	Mairie de Yopougon	Maire
Directeur technique du Projet	Mairie d'Abobo	Directeur de la Direction Technique
Directeur technique du Projet	Mairie d'Abobo	Directeur de la Direction Social, et Humain
Directeur technique du Projet	Mairie d'Abobo	Directeur de la Communication
Directeur technique du Projet	Mairie de Yopougon	Directeur de la Direction Technique
Directeur technique du Projet	Mairie de Yopougon	Directeur de la Direction du développement humain
Directeur technique du Projet	Mairie de Yopougon	Responsable de la Communication

Toutes les fonctions et noms des homologues désignés sont mentionnés dans l'Annexe 4.

La partie ivoirienne a pris les dispositions nécessaires et a alloué le budget pour la mise en œuvre effective du Projet. En outre, trois bureaux au sein du MEMIS / DGDDL, à la Mairie d'Abobo et de Yopougon ont été mis à la disposition du Projet..



Les membres du CCC, les homologues et l'équipe d'experts de la JICA

## Chapitre 2 Activités du Projet

---

Dans ce chapitre, les détails des activités du Projet sont résumés par résultat listé dans le Cadre Logique.

### 2.1 Activités pour Résultat 1

**Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.**

#### 2.1.1 **Activité 1-1 Finaliser les critères de sélection pour les projets pilotes convenus dans le Compte-Rendu des Discussions**

Les critères pour la sélection de projets pilotes convenus dans le Procès-Verbal de Discussions (PVD) ont été revus et reconfirmés durant les ateliers de commencement à mi-août 2013. Les 6 critères mentionnés dans le PVD sont appliqués comme critère pour la sélection proprement dite de projets pilotes, la définition des critères, les éléments d'évaluation et de pondération ont été discutés et convenus entre les parties prenantes. Le Tableau 2.1.1 montre les descriptions détaillées de critères et méthodes de notation pour la sélection des projets pilotes.

**Tableau 2.1.1 Détails de critères de sélection des Projets Pilotes**

Critères	Détails	Conditions essentielles	Points additionnels
<b>Effets directs par les projets pilotes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Urgence et nécessité</li> <li>- Taille de cibles bénéficiaires</li> <li>- Effets synergiques avec les autres projets (incluant les projets pilotes)</li> </ul>	✓	✓ ✓
<b>Faisabilité technique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction peut être achevée durant la période de calendrier prévu</li> <li>- Pas de discordance avec le futur plan de développement</li> <li>- Entretien et gestions faciles une fois réparées</li> <li>- Accès facile pour transporter des matériaux de construction et des équipements</li> </ul>	✓ ✓	✓ ✓
<b>Possibilité de création d'emplois</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation des habitants locaux est attendue pour les travaux de construction</li> <li>- Participation des jeunes chômeurs est attendue pour les travaux de construction</li> <li>- Marche aux environs des projets pilotes est en vigueur pour utiliser les techniques</li> </ul>	✓	✓ ✓
<b>Contribution à la cohésion sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Population locale incluant différents groupes jouit de résultats des projets pilotes</li> <li>- Différentes ethnies peuvent participer à des projets pilotes</li> </ul>	✓	✓
<b>Participation et activités des habitants des communes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consentement est obtenu chez les habitants de la commune</li> <li>- Organisations communautaires existent et peuvent coopérer dans les projets pilotes</li> <li>- Réalisations et expériences des activités par les organisations communautaires</li> </ul>	✓ ✓	✓
<b>Aspects financiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le budget</li> <li>- Aucune construction spéciale</li> </ul>	✓ ✓	

Les candidats qui ne remplissaient pas les « conditions essentielles » indiquées dans la Tableau 2.1.1 n'ont pas été sélectionnés. Compte tenu de la transparence et de la responsabilité de la sélection du projet pilote décrit ci-dessous, l'évaluation des critères a pu être quantifiée et effectuée objectivement.

### 2.1.2 **Activité 1-2 Sélectionner les projets pilotes** *Activité*

#### (1) **Comprendre le système social et le système de recherche de consensus**

Les informations sur le système social et du système pour obtenir un consensus dans les communes cibles sont collectées et analysées. Premièrement, les interviews auprès de personnels de la Direction des Activités Socio-Culturelles et Promotion Humaine (DASCPH) de la commune d'Abobo et la Direction de Développement Humain (DDH) de la commune de Yopougon qui sont en charge des organisations communautaires et des activités socio-culturelles ont été réalisées pour examiner le niveau de leur compréhension des systèmes. En plus des interviews, les experts de la JICA avec le personnel de la commune ont visité certains sites dans

chaque commune et ont discuté avec les résidents et les représentants d'organisations communautaires pour comprendre les activités sociales existantes et la participation publique dans l'amélioration de l'environnement de voisinage dans différentes zones.

En se fondant sur la compréhension de base obtenue à travers les interviews et les visites des sites, une étude sur les conditions sociales a été conçue et menée dans les quartiers où les projets pilotes candidats de la liste longue étaient localisés. L'étude a été réalisée par l'équipe d'experts de la JICA en collaboration avec les homologues à travers les quatre éléments suivants de l'enquête:

- Comparaison des caractéristiques clés
- Listes d'organisation et leaders d'opinion relatives aux quartiers
- Informations concernant les organisations à base communautaire et leaders d'opinion dans les quartiers
- Informations sur les écoles

Parmi les listes longues des sous-quartiers, deux sous-quartiers dans chaque commune ont été sélectionnés pour y réaliser des études de cas pour identifier toutes les organisations communautaires existantes et les leaders d'opinion dans ces sous-quartiers. Ils ont été identifiés et leur liste a été dressée en utilisant les informations existantes sur les Mairies ainsi qu'au travers d'entrevues avec les responsables des différentes organisations communautaires. Les interviews auprès des organisations identifiées comme les leaders d'opinion ont été réalisées en utilisant la fiche de questionnaire. Les organisations interviewées incluant les Comités de Gestion des Quartiers (CGQ<sup>5</sup>), chefs de village, associations de jeunes, associations de femmes, des organisations de groupes ethniques, des organisations religieuses, des associations des riverains, des associations d'entrepreneurs, des Comité de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES) et des Organisation Non Gouvernementale (ONG). Tableau 2.1.2 montre les nombres des organisations communautaires identifiés et interviewés.

**Tableau 2.1.2 Etude de Cas concernant les Systèmes Sociaux au sein des Communautés Cibles**

Sub-Quartier	CGQ/ CGP	Village	Youth	Women	Ethnic Group	Religious organization	Neighbourhood association	Business association	COGES	NGO	Others	Total
Abobo Commune												
PLAQUE I	0	0	7	8	11	2	0	1	0	0	0	29
AGNISSANKOI	0	1	1	6	2	1	2	1	0	4	0	18
Yopougon Commune												
BANCO-ATTIE	2	1	11	7	3	1	3	7	1	0	1	37
CAMP MILITAIRE	1	0	9	4	1	1	2	0	1	2	0	21

<sup>5</sup> Les CGQ ont été créés dans la Commune de Yopougon à l'initiative de l'ancien maire en 2002. Ils ont été formés par les membres propriétaires fonciers au niveau de sous-quartier et ont été un point focal des résidents. Cependant, le Maire nouvellement élu a dissout tous les CGQ en 2013. Depuis lors, CGQ ne sont plus une organisation formelle, bien que certains d'entre eux aient continué leur activité informelle. Depuis le début du Projet, la DDS de la Commune de Yopougon a travaillé sur la réorganisation de CGQ sur la base de la politique du Maire.

Dans les deux communes, il a été généralement constaté qu'il y a de nombreuses associations de jeunes et de femmes au niveau de sous-quartiers alors qu'il y a de nombreuses organisations basées sur les groupes ethniques au niveau du quartier ou au niveau de la commune. Cependant, une différence entre la Commune d'Abobo et la Commune de Yopougon a été également constatée. Il n'y a pas d'organismes communautaires qui représentent les sous-quartiers dans la Commune d'Abobo, sauf les chefs traditionnels, tels que les chefs de quartier et les chefs de village, alors qu'il y avait des CGQ dans tous les sous-quartiers de la Commune de Yopougon en plus des chefs de quartier et des chefs de village.

## **(2) Clarification of project approval process and implementation mechanism**

Les procédures formelles pour l'approbation de projets de développement des infrastructures de base dans un système d'administration de décentralisation sont clarifiées à travers les discussions avec les directions techniques et financières des deux communes.

Le coût estimatif pour chaque projet et tous les projets seront pris en compte et inclus dans le plan triennal, et le budget annuel sera préparé en se basant sur le plan. Ce plan triennal devrait être révisé chaque année et en principe il se compose d'un résumé des "Actions" qui sont des subventions diverses et des avantages à être dépensés au gré du maire et les «Investissements» qui sont des différentes opérations programmées, y compris les acquisitions, les projets d'infrastructure, etc. à être dépensés ou mise en œuvre, y compris de brèves explications de contenu de telles opérations et urgence et la nécessité de celles-ci.

Le budget annuel de la commune est généralement établi sur la base des recettes fiscales de chaque commune. Pour la commune du Grand Abidjan, il n'y a pas de subventions du gouvernement sous quelque forme. En outre, seules les taxes et prélèvements limités peuvent être collectées directement par la Mairie, et jusqu'à un certain point, la plupart des impôts et des taxes sont versés au Directeur Général des Impôts (DGI), et par la suite, 40% de ces impôts et taxes seront remboursés à la Commune sous réserve d'approbations accordées par le Ministère de l'Économie et des Finances. Cependant, ledit remboursement prend souvent du retard en réalité, certaines des opérations prévues doivent être suspendues et/ou annulées.

En plus, les rôles et les responsabilités des communes et les procédures de travail entrepris pour la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de base relevant de la compétence de la commune ont été également clarifiés.

Les lois et les règlements y compris la réglementation de chaque commune ainsi que des documents techniques applicables telles que normes françaises des techniques routières et des documents techniques de référence obtenus par l'AGEROUTE ont été examinés. En outre, les procédures nécessaires à la mise en œuvre du projet et la capacité actuelle de gestion de projet de

chaque commune ont également été examinées et clarifiées à travers des discussions avec les communes.

Considérant que la décentralisation en Côte d'Ivoire est encore au stade de développement et la capacité financière et organisationnelle actuelle des gouvernements locaux est insuffisante pour suivre les procédures formelles, les procédures réelles d'approbation et de mise en œuvre des projets suivis par le gouvernement local et entrepris par les projets de bailleurs de fonds ont été compilées par l'équipe d'experts de la JICA. Les procédures établies et les mécanismes des projets d'amélioration des infrastructures de base étaient confirmés par les communes au début 2014.

### (3) Preparation of Long-lists and Inventory Surveys

Initialement, les Communes ont demandé des installations et équipements pour les projets pilotes présents au Tableau suivant.

**Tableau 2.1.3 Installations et Équipements Demandés**

	<b>Abobo Commune</b>	<b>Yopougon Commune</b>
<b>Route et équipements de drainage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Route en terre (première priorité) 5 lignes, 27.9km, structure de passage à gué 4 points 4 points</li> <li>- Route en terre (seconde priorité) 15 lignes, 25.5km</li> <li>- Route en pavé à réhabiliter 7 districts, 14.7km</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveau pave (initial) 4 lignes, 2.90km, réhabilitation d'installation de drainage à grande échelle 1 site</li> <li>- Nouveau pavé (additionnel) 2 lignes, 1.47km, réhabilitation d'installation de drainage à grande échelle 2 sites</li> <li>- Nouveau pavé (initial) 2 lignes, 2.28km</li> </ul>
<b>Équipement Éducatif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Écoles primaires à réhabiliter : 32 écoles Mobiliers d'élèves : 7,834</li> <li>- Latrines: dans les 70% d'écoles</li> <li>- Salles de classe supplémentaires pour écoles primaires: 182 salles de classe (ou 6 salles x 32 écoles)</li> <li>- Mobiliers d'élèves : 4,550</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Écoles primaires à réhabiliter : 22 sites 22 écoles, 70 salles de classe</li> <li>- Idem mobiliers d'élèves:3,875</li> <li>- Idem bâtiments supplémentaires de toilettes</li> </ul>
<b>Équipement Médical</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation de l'Hôpital Général et des équipements : 2 sites</li> <li>- Réhabilitation du centre TB et des équipements : 1 site</li> <li>- Réhabilitation du centre de santé scolaire et des équipements : 1 site</li> <li>- Réhabilitation du centre de santé en ville et des équipements : 6 sites</li> <li>- Réhabilitation du centre de santé en ville et de l'entretien des équipements: 6 sites</li> <li>- Réhabilitation du Bureau régional de l'Ouest et des équipements: 1 site</li> <li>- Équipements pour le bureau régional de l'Est: 1 site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation de l'Hôpital universitaire et des équipements: 1 site</li> <li>- Réhabilitation du centre médical en ville et des équipements: 7 sites</li> <li>- Réhabilitation du centre de santé en ville et des équipements: 1 site</li> </ul>

Sur la base de la discussion de l'atelier de lancement et du 1er CCC, et compte tenu des critères de sélection convenus, les Mairies ont préparé de longues listes comme présentées dans le tableau suivant.

**Tableau 2.1.4 Liste Longue (Sites Candidats) de Routes dans la Commune d'Abobo**

No.	Nom de l'équipement	Problèmes & solutions envisageables	Sous-Quartier & Quartier
1	Voie d'accès EPP Municipalité C	Réhabilitation	Extension C, Abobo Nord
2	Voie d'accès Belleville	Réhabilitation	Belleville, Abobo Baulé
3	Voie d'accès EPP Plaque 1 et 2	Réhabilitation	Plaque 1, Abobo Plaque
4	Voie secondaire d'accès Sagbé	Réhabilitation	Célésté, Sagbé
5	Voie d'accès Lycée Municipal	Réhabilitation	N'guessankoi, N'guessankoi
6	Pharmacie Dokui-marché Anador	Réhabilitation	Doukui Extension, Plateau Dokui
7	Voie parallèle à la Pharmacie AZUR	Réhabilitation	Doukui Extension, Plateau Dokui
8	Voie marché de nuit avocatier-marché central	Réhabilitation	Agnissankoi, Avocatier
9	Voie SODECI-Institut Adama Sanogo	Réhabilitation	Dokui, Plateau Dokui
10	Voie Carrefour Jock-Quartier Plaque II	Réhabilitation	SOGEFIHA & Plaque 2, SOGEFIHA & Abobo Plaque

**Tableau 2.1.5 Liste Longue (Sites Candidats) d'Ecoles dans la Commune d'Abobo**

No.	Nom de l'équipement	Problèmes & solutions envisageables	Sous-Quartier & Quartier
1	EPP Municipalité Plaque 2	Réhabilitation	Extension C
2	EPP Plaque 1 et 2	Réhabilitation, Nouvelle construction	Plaque ,1 Abobo Plaque
3	EPP Guy Nairay 1 et 2	Réhabilitation, Nouvelle construction	Houphouët Boigny, Abobo Nord
4	GS Anonkoua Kouté 3 et 4	Réhabilitation, Nouvelle construction	Anonkoua Kouté, Anonkoua Kouté
5	EPP Gendarmerie	Réhabilitation, Nouvelle construction	BC, Abobo Nord
6	EPP Akeikoi Municipalité	Réhabilitation, Nouvelle construction	Akeikoi Extension, Abobo Nord
7	EPP Assomin BAD	Réhabilitation, Nouvelle construction	PK 18 Agouéto Sud, Agouéto
8	EPP Centre	Nouvelle construction	Banco I, Abobo Banco
9	GS Sandjoro Danho Pierre	Réhabilitation, Nouvelle construction	Abobo Baoulé, Abobo Baoulé
10	GS Agnissankoi 1 à 4	Réhabilitation, Nouvelle construction	Agnissankoi, Avocatier

**Tableau 2.1.6 Liste longue (Sites Candidats) de Routes dans la Commune de Yopougon**

No.	Nom de l'équipement	Problèmes & solutions envisageables	Sous-Quartier & Quartier
1	College Andokoi à l'EPP St. Hubert	Réhabilitation	Andokoi, Andokoi
2	Derrière le Lycée à la Clinique Nazaréen	Réhabilitation	Andokoi, Andokoi
3	COOPEC au Marché	Réhabilitation	Andokoi, Andokoi
4	EPP Banco 2 vers l'Antenne de la Construction	Réhabilitation	Banco 2 (Banco-Attié), Yopougon Attié
5	Antenne Construction à la Station-service Royal	Réhabilitation	Banco 2 (Banco-Attié), Yopougon Attié
6	Allocodrome Banco 2	Réhabilitation	Banco 2 (Banco-Attié), Yopougon Attié
7	Pharmacie Nankoko / Terminus 37	Réhabilitation	Camp Militaire, Yopougon Kouté
8	17ème Arrondissement / EPP Pont Sicogi St. Rita	Réhabilitation	Niangon, Niangon à Droite
9	Hôtel Kimi / Collège Ayewa	Réhabilitation	Ananeraie, Niangon Nord-Ouest
10	EPP Mosquée / Rue Princesse	Réhabilitation	Wassakara, Yopougon Attié
11	Collège SEPI au Carrefour Sable	Réhabilitation	Wassakara, Yopougon Attié

**Tableau 2.1.7 Liste Longue (Sites Candidats) d'Ecoles dans la Commune de Yopougon**

No.	Nom de l'équipement	Problèmes & solutions envisageables	Sous-Quartier & Quartier
1	GS MARCHE	Réhabilitation, Nouvelle construction	Port-Bouët 2, CHU
2	GS MOSQUE	Réhabilitation, Nouvelle construction	WASSANKARA, Yopougon Attié
3	GS PALMERIE	Réhabilitation, Nouvelle construction	Port-Bouët 2, CHU
4	GS BANCO 2	Réhabilitation, Nouvelle construction	BANCO-ATTIE (Banco 2), Yopougon Attié
5	GS TERMINUS	Réhabilitation	SICOGI, NIANGON SUD GAUCHE
6	GS SICOGI-11	Réhabilitation	SIDECL, Yopougon Kouté
7	GS KOUTE VILLAGE	Réhabilitation	KOUTE VILLAGE, Kouté
8	GS SOGEFIHA 6	Réhabilitation	Sogephia Kouté (TERMINUS 40), Yopougon Kouté
9	GS LAGUNE (BAD)	Réhabilitation, Nouvelle construction	SOGEFIHA, Niangon Nord-Ouest
10	GS SICOGI-6	Réhabilitation, Nouvelle construction	NOUVEAU QTIER, Banco Nord

Les sites candidats de la liste longue ont été revus et priorisés en accord avec quelques-uns des critères de sélection de projets pilotes. Les points techniques qui sont présentés dans le Tableau 2.1.8 ont été pris en compte.

**Tableau 2.1.8 Considérations Techniques pour Examiner les Sites**

<b>Points d'examen</b>	<b>Points détaillés</b>
<b>Route et Drainage</b>	
Cohérence avec les infrastructures existantes, les projets planifiés et les besoins des habitants	Analyse des résultats des états des lieux, des propres plans de développement des communautés, des programmes d'aide d'autres donateurs, des demandes des communes et des résultats de l'étude sociale
Disponibilité et qualité des équipements, des produits secondaires, et des matériaux généraux, tels que le béton, l'asphalte, le gravier, etc.	Disponibilité et qualité des équipements, des produits secondaires, du ciment, de l'agrégat, des matériaux bitumineux, et des autres matériaux d'usage général
Besoin de construction spéciale (p.ex. sol meuble)	Connaissances de la topographie et de la géologie, des voies hydrologiques, et des conditions des travaux antérieurs de construction
Difficultés dans les plans de construction, telles que l'acquisition de matériaux, de main-d'œuvre (y compris HIMO), et les conditions environnantes, etc.	Matériaux (acquisition, transport, dépôt temporaire), main-d'œuvre (type de travaux, salaire), étude sociale simple, étude sur le terrain, méthodes de construction
Coûts du projet	Coûts estimatifs de construction
Capacité de maintenance, équipement, et fréquence de maintenance	Capacités des homologues, pratique de maintenance existante
<b>Installations et Équipements en Éducation et Santé</b>	
Besoins dans les secteurs d'éducation et de santé	Cohérence avec les politiques nationales, les plans du secteur d'éducation, les plans de développement du secteur de santé
Besoins en vue du développement communautaire	Besoins des habitants (insuffisance de salles de classe)
Conformité avec les plans d'exploitation des installations	Planification pour la répartition du personnel et du budget concernant les nouvelles installations
Pertinence de l'exécution des travaux	Pertinence des sites (disponibilité des sites, accessibilité, condition topographiques des sites, propriétés du sol, etc.), questions techniques (choix de types des travaux (construction ou réhabilitation)), durée de construction, processus d'exécution, etc., coûts du projet

Les enquêtes techniques et sociales ont été réalisées pour comprendre les conditions actuelles des sites candidats de projets pilotes et leurs environs, afin d'évaluer les sites en fonction de critères de sélection des projets pilote. Les éléments de l'enquête sont présentés dans le Tableau 2.1.9. Ils ont été finalisé avec les homologues.

**Tableau 2.1.9 Enquête de l'Etat des Lieux (Etudes Sociales et Techniques)**

<b>Domaines</b>	<b>Contenus</b>
Etat des routes et des installations existantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Route et drainage (état de pavage et réseau de drainage routier)</li> <li>- Infrastructures souterraines en dessous des routes (téléphone et alimentation en eau)</li> <li>- Bâtiments et/ou structures existants dans la propriété de la route</li> <li>- Bâtiment scolaire (nombre de salles de classe et de latrines, superficie des salles de classe, nombre d'enseignants et de personnel, etc.)</li> <li>- Equipement pour l'éducation (spécifications, quantité, etc.)</li> <li>- Bâtiment de Centre de Santé (nombre de lits, de personnel, etc.)</li> <li>- Equipement pour le Service Médical (spécifications, quantité, état de fonctionnement, etc.)</li> <li>- Infrastructures existantes (électricité, installation de plomberie, éclairage, installations anti-incendie, etc.)</li> <li>- Accès au site à pied ou en voiture (notamment durant la saison des pluies)</li> </ul>
Etat d'utilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de foyers utilisant la route et le système de drainage</li> <li>- Nombre d'étudiants, de cours</li> <li>- Nombre de patients, de lits</li> </ul>
Etat d'Opération et Maintenance (O&M)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat et structure d'O&amp;M des routes et du drainage</li> <li>- Etat et structure d'O&amp;M des bâtiments et des équipements scolaires (O&amp;M par l'école et le COGES)</li> <li>- Etat et structure d'O&amp;M des bâtiments et des équipements de Centre de Santé</li> </ul>
Organisations communautaires environnantes des sites et leurs activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités communautaires par des organisations communautaires et/ou des ONG locales (en lien avec les routes, le drainage et les secteurs d'éducation et de santé)</li> </ul>
Aide par d'autres donateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets d'autres donateurs (achevés, en cours, dans l'étape de planification)</li> <li>- Expériences similaires</li> </ul>
Conditions socio-économiques dans les sites et les zones environnantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structure de tribu et/ou de groupe ethnique</li> <li>- Activités professionnelles des habitants</li> <li>- Niveau de revenu</li> <li>- Situation de chômage et possibilité d'emploi au sein des zones environnantes</li> <li>- Conditions des infrastructures communautaires</li> <li>- Sécurité</li> </ul>

L'enquête d'état des lieux était une partie du programme de formation pour les homologues en vue de développer la capacité de planifier des projets de développement des infrastructures de base. Par conséquent, les homologues ont été impliqués autant que possible dans la conception et la mise en œuvre de l'enquête. L'enquête d'état des lieux effectuée en octobre 2013 n'a pas été sous-traitée au consultant local ni à l'ONG, mais entièrement menée par l'équipe d'experts de la JICA et des homologues de façon directe. Les données techniques et sociales collectées sont résumées dans la fiche de profil pour chaque site candidat de longues listes. Le détail des conditions socio-économiques des sites candidats est résumé dans les Tableau 2.1.10 et Tableau 2.1.11.

**Tableau 2.1.10 Conditions Socio-Economiques des Sites Candidats pour les Projets Pilotes (Commune d'Abobo)**

N°	Sous-Quartier	Quartier	Sites candidats: Ecoles*	Sites candidats: Routes*	Organisation représentative de quartier			Groupe (s) ethnique majoritaire	Groupe (s) ethnique minoritaire	Niveau de revenu Elevé (E) Moyen (M) Bas (B)	Conditions infrastructurales Bon (1) Moyen (2) Mauvais (3)	Conditions de sécurité Bon (1) Moyen (2) Mauvais (3)	Taux de chômage Elevé (E) Moyen (M) Bas (B)
					Chef de Village (✓)	Chef de Quartier (✓)	CGQ (✓)						
1	EXTENSION C	Abobo Nord	1	1				Malinké 30%	Mélangé	B	3	3	E
2	PLAQUE 1	Abobo Plaque	2	3				Malinké	Mélangé	B	3	3	E
3	PLAQUE 2	Abobo Plaque		10				Malinké	Mélangé	B	3	3	E
4	HOUPHOUET BOIGNY	Abobo Nord	3					Mélangé	Mélangé	M	2	2	M
5	ANONKOUA KOUTE	-	4		✓ (Ebrié)			Ebrié 80%	Autres	M	2	2	M
6	BC	Abobo Nord	5					Malinké	Attié Baoulé Agni	E&M	2	2	M
7	AKEIKOI EXTENSION	Abobo Nord	6			✓		*Guéré *40% *Wobé Malinké 30%	Autres	M	2	2	M
8	PK18 AGOUE TO SUD	Agoueto	7					Malinké 40%	Mélangé	B	3	3	E
9	BANCO 1	Abobo Banco	8					Malinké 35%	Mélangé	B	3	3	E
10	ABOBO BAOULE	-	9		✓ (Ebrié)			Ebrié 90%	Autres	E&M	1	1	B
11	AGNISSANKOI	Avocatier	10	8	✓ (Attié)			Attié Abbey 40%	Autres	B	3	3	E
12	BELLEVILLE	Abobo Baoulé (Extension)		2		✓		Mélangé	Mélangé	M	3	3	E
13	CELESTE	Sagbé		4		✓		Malinké 60%	Autres	B	3	3	E
14	N'GUESSANKOI	-		5	✓ (Attié)			Attié Abbey	Autres	E&M	2	2	M
15	DOKUI EXTENSION	Plateau Dokui		6				Mélangé	Mélangé	M	2	3	M
16	DOKUI	Plateau Dokui		9				Mélangé	Mélangé	E	1	1	B
17	SOGEFIHA	Sogéfiha		11				Mélangé	Mélangé	M	2	2	M

Note: Les nombres correspondent aux nombres de la longue liste. Les données d'enquête relatives au revenu, à l'état des infrastructures, au niveau de sécurité, et au taux d'emploi ont été évalués par la Mairie d'Abobo

**Tableau 2.1.11 Conditions Socio-Economiques des Sites Candidats pour les Projets Pilotes (Commune de Yopougon)**

N°	Sous-Quartier	Quartier	Sites candidats: Ecoles	Sites candidats: Routes	Organisation représentative de quartier			Groupe (s) ethnique majoritaire	Groupe (s) ethnique minoritaire	Niveau de revenu Elevé (E) Moyen (M) Bas (B)	Conditions infrastructurelles Bon (1) Moyen (2) Mauvais (3)	Conditions de sécurité Bon (1) Moyen (2) Mauvais (3)	Taux de chômage Elevé (E) Moyen (M) Bas (B)
					Chef de Village (✓)	Chef de Quartier (✓)	CGQ (✓)						
1	PORT-BOUET 2	CHU	1, 3			✓	✓	Malinké 95%	Autres	B	3	2	E
2	WASSAKARA	Yopougon Attié	2	10, 11		✓	✓	Malinké 90%	Bété Baoulé Attié	B	3	3	E
3	BANCO-ATTIE (BANCO 2)	Yopougon Attié	4	4, 5, 6	✓ (Attié)	✓	✓	Malinké 70%	Attié Gouro	B	3	3	E
4	SICOGI	Niangon Sud Gauche (Partie Est)	5			✓	✓	Baoulé Bété Guéré 70%	Malinké	M	2	2	E
5	NIANGON	Niangon à droite		8			✓	Dito 70%	Autres	E&M	1	2	M
6	SIDECI	Yopougon Kouté	6				✓	Dito 70%	Autres	E&M	1	2	E
7	KOUTE VILLAGE	Kouté	7		✓ (Ebré)		✓	Ebré 50% *Baoulé *Abouré *30%	Malinké	M	3	3	E
8	SOGEFIHA KOUTE (TERMINUS 40)	Yopougon Kouté	8				✓	Baoulé Bété Guéré	Malinké	M	1	2	E
9	SOGEFIHA	Niangon Nord-Ouest	9				✓	Dito	Malinké	M	1	3	E
10	NOUVEAU QTIER	Banco Nord	10				✓	Dito	Malinké	E&M	1	1	M
11	ANDOKOI	Andokoi		1, 2, 3	✓ (Attié)		✓	Malinké 70%	Attié	B	3	2	E
12	CAMP MILITAIRE	Yopougon Kouté		7			✓	Baoulé Bété Guéré	Autres	E&M	2	2	E
13	ANANERAIE	Niangon Nord-Ouest		9			✓	Dito	Autres	E	1	1	B

Note: Les nombres correspondent aux nombres de la longue liste. Les données d'enquête relatives au revenu, à l'état des infrastructures, au niveau de sécurité, et au taux d'emploi ont été évalués par la Mairie de Yopougon

#### (4) Preparation of Short-lists

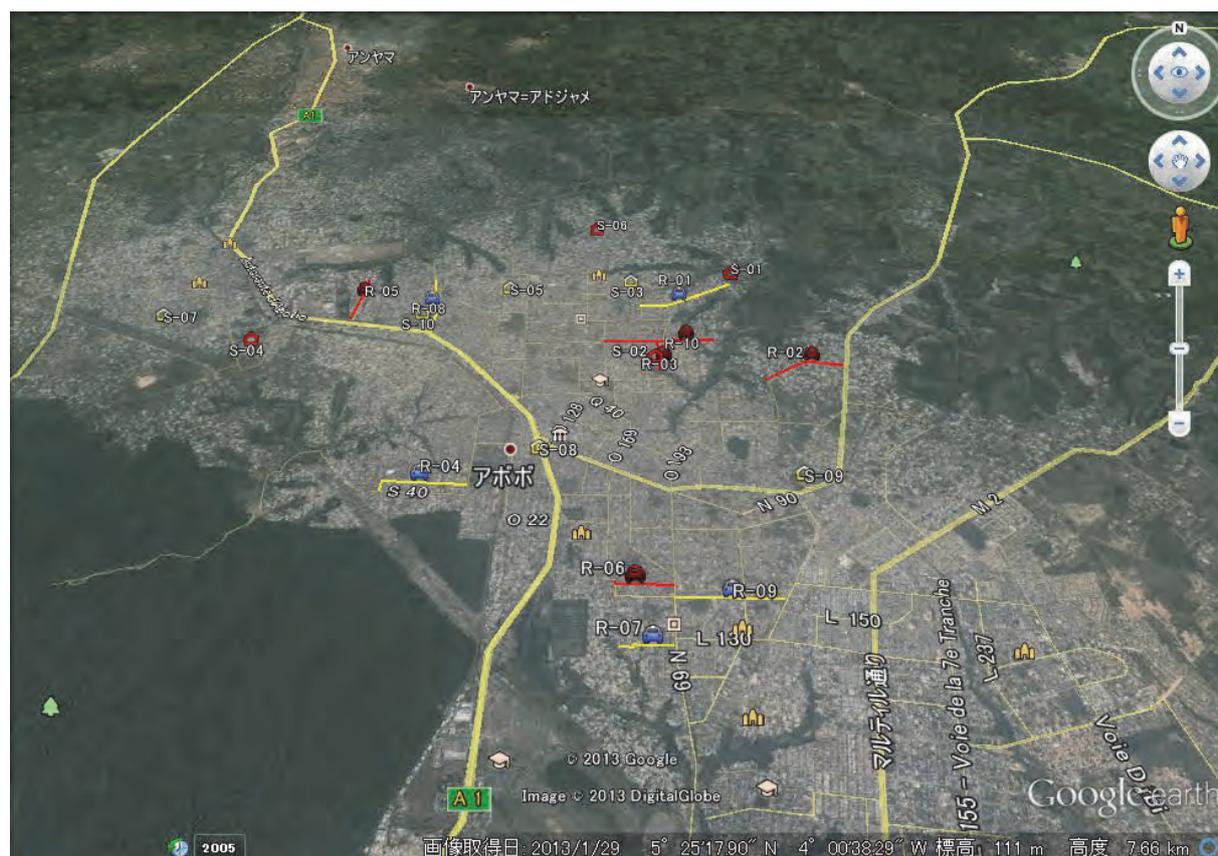
Compte tenu des aspects techniques susmentionnés et en particulier des limites des projets pilotes et les résultats d'enquêtes et les profils compilés, les sites candidats de projets pilotes ont été notés et sélectionnés sur la base des critères de sélection convenus. Il fallait toujours se rappeler que les sites cibles des projets pilotes sont dans la zone affectée de conflit. La notation des sites candidats a été faite objectivement pour le choix du site. Cependant l'équilibre entre les différentes zones a également été pris en considération dans le choix du site. Une coordination rigoureuse était nécessaire pour que les bénéficiaires des projets pilotes ne soient pas concentrées uniquement sur des groupes politiques spécifiques ou ethnies.

A cet égard, les critères de sélection détaillés suivants ont été utilisés pour préparer les listes restreintes.

**Tableau 2.1.12 Critères Détaillés pour les Listes Restreinte de Sélection**

Critères	Détails	Conditions essentielles	Points additionnels
<b>Effets directs par les projets pilotes</b>	- Urgence et nécessité	✓	
<b>Faisabilité technique</b>	- Construction peut être achevée durant la période de calendrier prévu - Pas de discordance avec le futur plan de développement	✓ ✓	
<b>Possibilité de création d'emplois</b>			
<b>Contribution à la cohésion sociale</b>	- Population locale incluant différents groupes jouit de résultats des projets pilotes	✓	
<b>Participation et activités des habitants des communes</b>			
<b>Aspects financiers</b>	- Dans le budget - Aucune construction spéciale	✓ ✓	

Comme résultats d'évaluation, les sites candidats suivants qui ont rempli les conditions essentielles susmentionnées ont été sélectionnés.

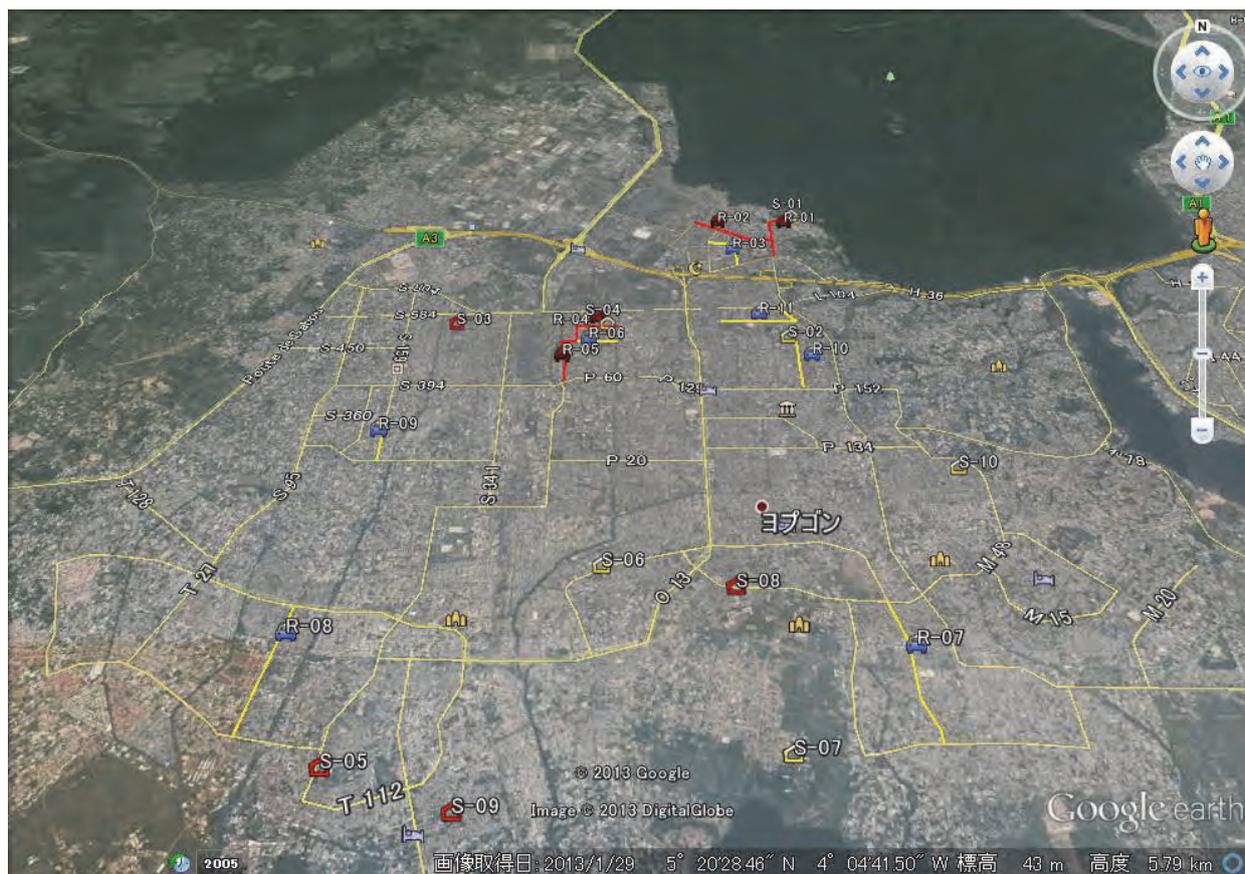


Source: Googleearth

Figure 2.1.1 Plan de sites à Abobo

Tableau 2.1.13 Liste Restreinte de Sélection des Sites Candidats (Abobo)

No.	Nom de l'installation	Problèmes et solutions envisageables	Sub-Quartier & Quartier	Sélection
<b>Routes</b>				
2	Voie d'accès Belleville	Réhabilitation	Belleville, Abobo Baulé	liste restreinte
3	Voie d'accès EPP Plaque 1 et 2	Réhabilitation	Plaque 1, Abobo Plaque	liste restreinte
5	Voie d'accès Lycée Municipal	Réhabilitation	N'guessankoi, N'guessankoi	liste restreinte
6	Pharmacie Dokui-marché Anador	Réhabilitation	Doukui Extension, Plateau Dokui	liste restreinte
10	VoieCarrefour Jock-Quartier Plaque II	Réhabilitation	SOGEFIHA & Plaque 2, SOGEFIHA & Abobo Plaque	liste restreinte
<b>Ecoles</b>				
1	EPP Municipalité Plaque 2	Réhabilitation	Extension C	liste restreinte
2	EPP Plaque 1 et 2	Réhabilitation, Nouvelle construction	Plaque 1, Abobo Plaque	liste restreinte
4	GS Anonkoua Kouté 3 et 4	Réhabilitation, Nouvelle construction	Anonkoua Kouté, Anonkoua Kouté	liste restreinte
6	EPP Akeikoi Municipalité	Réhabilitation, Nouvelle construction	Akeikoi Extension, Abobo Nord	liste restreinte



Source: Googlearth

Figure 2.1.2 Plan de sites à Yopougon

Tableau 2.1.14 Liste Restreinte de Sélection des Sites Candidats (Yopougon)

No.	Nom de l'installation	Problèmes et solutions envisageables	Sub-Quartier & Quartier	Sélection
<b>Route</b>				
1	College Andokoi à l'EPP St. Hubert	Réhabilitation	Andokoi, Andokoi	liste restreinte
2	Derrière le Lycée à la Clinique Nazaréen	Réhabilitation	Andokoi, Andokoi	liste restreinte
4	EPP Banco 2 vers l'Antenne de la Construction	Réhabilitation	Banco 2 (Banco-Attié), Yopougon Attié	liste restreinte
5	Antenne Construction à la Station-service Royal	Réhabilitation	Banco2 (Banco-Attié), Yopougon Attié	liste restreinte
<b>Ecoles</b>				
3	GS Palmeraie	Réhabilitation, Nouvelle construction	Port-Bouët 2, CHU	liste restreinte
5	GS TERMINUS	Réhabilitation	SICOGI, NIANGON SUD GAUCHE	liste restreinte
8	GS SOGEFIHA 6	Réhabilitation	SOGEFIHA Kouté (TERMINUS 40), Yopougon Kouté	liste restreinte
9	GS LAGUNE (BAD)	Réhabilitation Nouvelle construction	SOGEFIHA, Niangon Nord-Ouest	liste restreinte

## (5) Selection of the Pilot Projects

Les listes restreintes ont été approuvées lors de 5èmes réunions de Groupes de Travail à Abobo et à Yopougon au début de novembre. Puis, l'Équipe du Projet a mené des réunions de parties prenantes sur les sites de listes restreintes et des enquêtes supplémentaires pour collecter les informations et les données pour évaluer les critères de sélection restantes. Les homologues dans les 2 communes ont évalué les critères détaillés suivants, après 17 réunions de parties prenantes et la formation pratique sur la sélection de projets pilotes organisée par l'équipe d'experts de la JICA.

**Tableau 2.1.15 Critères Détaillés pour la Sélection de Projets Pilotes**

Critères	Détails	Conditions essentielles	Points additionnels
<b>Effets directs par les projets pilotes</b>	- Taille de cibles bénéficiaires - Effets synergiques avec les autres projets (incluant les projets pilotes)		✓ ✓
<b>Faisabilité technique</b>	- Entretien et gestions faciles une fois réparées - Accès facile pour transporter des matériaux de construction et des équipements		✓ ✓
<b>Possibilité de création d'emplois</b>	- Participation des habitants locaux est attendue pour les travaux de construction - Participation des jeunes chômeurs est attendue pour les travaux de construction - Marche aux environs de projets pilotes est en vigueur pour utiliser les techniques	✓	✓ ✓
<b>Contribution à la cohésion sociale</b>	- Différentes ethnies peuvent participer à des projets pilotes		✓
<b>Participation et activités des habitants des communes</b>	- Consentement est obtenu chez les habitants de la commune - Organisations communautaires existent et peuvent coopérer dans les projets pilotes - Réalisations et expériences des activités par les organisations communautaires	✓ ✓	✓
<b>Aspects financiers</b>			

Dans ce stade, les critères liés aux attentes et aux capacités des résidents ont été focalisés à travers les réunions des parties prenantes. A la suite de l'évaluation, enfin les sites de projet pilot ont été sélectionnés lors de la 6<sup>ème</sup> réunion du GT à la fin de novembre et approuvés au cours du 2<sup>e</sup> CCC qui a eu lieu le 10 décembre 2013.

## (6) Projets Pilotes dans le Secteur de Sante

Même si le Projet a priorisé les secteurs routiers et éducation pour les projets pilotes, le secteur de santé était candidat selon le Procès-verbal. Les conditions générales du secteur de santé des communes cibles semblent être meilleures comparées aux autres secteurs grâce à la bonne pratique de maintenance et d'assistance venant des partenaires de développement.

En septembre 2013, une enquête d'équipements médicaux dans le cadre du Projet a été réalisée par un expert japonais sur les équipements médicaux en collaboration avec les communes

d'Abobo et de Yopougon et la direction des bureaux de district sanitaire des deux communes. L'enquête a focalisé sur les conditions d'équipements médicaux au niveau du centre de santé, en plus a revu des informations essentielles comme par exemple le plan stratégique et le système de référence dans ces communes. Il y a 20 établissements sanitaires cibles au total. 10 établissements ont été désignés suite à une série de discussions avec la direction des bureaux de district sanitaire des Communes d'Abobo et de Yopougon.

Grâce à l'enquête, les conditions d'équipement médical ont été examinées et les besoins d'acquisition ou de remplacement d'équipement médical ont été identifiés. Les résultats de l'enquête ont été compilés dans le rapport sur les établissements de santé dans les communes d'Abobo et de Yopougon. Il est utilisé pour faire des propositions auprès des autres bailleurs de fonds tels que l'aide non remboursable pour le micro-projet de sécurisation humaine octroyée par l'Ambassade du Japon, en tant qu'une des activités de renforcement des capacités dans le cadre du Projet.

#### **(7) Considérations Environnementales et Sociales de Projets Pilotes**

Pour les projets routiers, tous les quatre sites pour les routes étaient des routes urbaines existantes avec des longueurs très limitées ne dépassant pas 900m le plus haut et qui n'étaient pas bitumées et ayant de surface inégale qui empêche la circulation fluide de véhicules. Ils ont fonctionné aussi en fait comme surface naturel de drainage des eaux pluviales. Une circulation ralentie des véhicules en raison de chemin de terre était également considérée comme une cause de la prolifération des stands de marchand sur des deux côtés de routes, bien que les vendeurs de bord de route soient fréquents même sur les côtés de routes asphaltées et pavées de ces deux communes.

Le déplacement de ces vendeurs de bord de route, du moins temporairement pendant la période limitée des travaux de construction, la durée maximale des travaux de construction était de neuf mois pour projet de route comme indiqué ci-dessus, était un problème social important à être négocié à l'amiable et il doit être mis en accord entre la commune concernée et les vendeurs de bord de route ou leurs représentants.

Il est également à noter qu'il n'y avait pas de réinstallation des ménages, sauf dans la réhabilitation de la route de Lycée à la Clinique Nazaréen situé à Yopougon que l'on peut attendre d'impliquer la réinstallation d'environ cinq ménages. Cette route avait également le plus grand nombre de vendeurs de bord de route (75) nécessitant le déplacement parmi les quatre routes indiquées plus haut. A cet égard, le nombre de vendeurs en bordure de route devant être déplacés variait grandement entre 10 et 75.

Pourtant, le nombre de ménages nécessitant de réinstallation n'était qu'environ cinq et limité à un seul projet de route. En outre, cette réinstallation est accomplie par un recul de droit de passage

avec le logement prévu dans la même zone du côté de la route réhabilitée. En conséquence, cette relocalisation a été considérée comme extrêmement minime sur l'échelle pour justifier la conduite d'une étude du Plan d'Action de Relocalisation (PAR)/PAR Simplifié (PARS) et par conséquent il a été présumé que PAR/PARS (pour être exact, il devrait s'agir de PARS compte tenu du très faible nombre de ménages touchés) n'a pas été nécessaire.

Pour les projets scolaires, toutes les 4 écoles cibles pour la réhabilitation et nouvelle construction étaient de petite échelle qui n'avaient pas de problèmes sociaux ou environnementaux importants depuis que les domaines scolaires avaient suffisamment d'espace pour tous les travaux y compris l'espace pour le matériel et l'équipement de stockage de la réhabilitation et de la construction de la nouvelle école connexes les travaux de construction. En outre, il était entendu que l'amiante n'était pas utilisé pour la construction de l'un de ces 3 établissements scolaires, éliminant ainsi l'émission de poussières d'origine à l'amiante (un cancérigène) au cours des travaux de démolition. Il n'y avait pas l'acquisition de terres ou de la réinstallation ou la relocalisation d'une autre entité comme les vendeurs. Comme ces effets sociaux et environnementaux négatifs potentiels qui en découlent de la réhabilitation et de la construction de nouveaux bâtiments de l'école étaient considérés comme non significatifs.

### **2.1.3 Activité 1-3 Socialiser avec les Habitants des Communes afin de Favoriser Leur Participation aux Projets Pilotes**

Il est important que les résidents aient l'appropriation du projet pilote depuis le début, de sorte que les résidents de sites candidats soient impliqués tout au long du processus de sélection. Compte tenu des ressources limitées du Projet, y compris le temps et le nombre des homologues, la participation du public a été exercée après la sélection des sites candidats des listes restreintes. Il était prévu que les homologues joueraient un rôle essentiel pour organiser des réunions des parties prenantes sur les sites candidats, visant à faciliter les résidents à participer aux activités du projet et de coopérer avec le projet. Les directions sociales et humaines des communes préparent des plans et du calendrier pour les réunions des parties prenantes, en collaboration avec les services techniques et l'équipe d'experts de la JICA avant les réunions des parties prenantes pour les sites des listes restreintes.

#### **(1) Réunions des Parties Prenantes pour la Collecte de Données sur les Sites Présélectionnés**

La série de réunions des parties prenantes sur les 14 sites pour les 17 sites retenus dans les listes restreintes ont été organisées en novembre 2013. Certains de ces sites candidats qui se situés dans la même zone ont été intégrés dans une réunion. Compte tenu des résultats d'enquêtes sociales, les communes ont essayé d'inviter les diverses parties prenantes des zones y compris les COGES, les CGQ, les chefs traditionnels, les chefs religieux, les associations de jeunes et les associations de femmes. Le but des réunions des parties prenantes peuvent être résumé comme suit :1)

Informer les résidents sur les grandes lignes du Projet COSAY et des projets pilotes, et 2) collecter des données et des informations nécessaires auprès des résidents pour évaluer certains des critères de sélection.

**Tableau 2.1.16 Réunions des Parties Prenantes aux sites présélectionnés**

Date	Commune d'Abobo	Commune de Yopougon
13 Nov. (Mer)	- GS Plaque 1et 2 + Voie d'accès l'école (9:00~) - EPP Municipalité Plaque 2 (14:00~)	- GS SOGEFIHA (9:00~) - GS Niangon Nord (14:00~)
14 Nov. (Jeu)	- Voie Carrefour Jock (9:00~), Voie d'accès Belleville (14:00~)	-
18 Nov. (Lun)	- Voie Pharmacie Dokui-Marche Anador (9:00~)	-
19 Nov. (Mar)	- Voie d'accès Lycée Municipal(14:00~)	- Antenne Construction à la Station-service Royal + EPP Banco 2 vers L'Antenne de la Construction (9:00~)
20 Nov. (Mer)	- GS Anonkoua 3 et4 (9:00~) - EPP Akeikoi Municipalité (14:00~)	- GS Palmeraie (9:00~) - GS Terminus (14:00~)
21 Nov. (Jeu)	-	- Lycée a la Clinique Nazaréen + Andokoi a l'EPP St. Hubert (9:00~)

Au cours des réunions des parties prenantes, les directions sociales et humaines ont facilité la réunion et expliqué les grandes lignes des projets pilotes et des aspects sociaux des critères de sélection, tandis que les services techniques ont expliqué les aspects techniques. Après les explications, les homologues ont mené des enquêtes par questionnaire auprès des participants pour avoir un aperçu sur les organisations civiles et leur volonté de participer aux projets pilotes. Ensuite, des questions spécifiques, comprenant les ressources humaines locales en techniciens et les expériences d'organisation dans la réhabilitation des infrastructures de base ont été discutés au cours des séances en groupes de discussion. Les experts de la JICA ont encouragé les homologues à recueillir les voix et les idées des participants féminins et des jeunes pendant les réunions ainsi que d'impliquer les associations de femmes et celles de jeunes comme d'importantes parties prenantes dans les assemblées préparatoires aux réunions.



Réunions des parties prenantes à Abobo



Réunions des parties prenantes à Yopougon

## (2) Réunions de Parties Prenantes sur le Résultat de la Sélection des Sites de Projets Pilotes

En se basant sur les informations recueillies et des études techniques supplémentaires, les sites des listes restreintes ont été évalués. Pour garantir la transparence du processus de sélection, les réunions d'explication comme la deuxième Réunion des parties prenantes ont eu lieu avant la tenue du 2<sup>ème</sup> CCC qui a approuvé officiellement la liste finale des projets pilotes. Les représentants des résidents qui ont participé à la première réunion des parties prenantes ont été invités à la réunion qui s'est tenue à la commune. La réunion d'Abobo a eu lieu le 27 novembre tandis que celle de Yopougon, le 29 novembre.

Les adjoints au Maire, les chefs de directions et les agents en charge de la communication ont assisté aux réunions, et ont expliqué les critères de sélection et les résultats de la sélection pour les participants. Les représentants des sites sélectionnés et non sélectionnés ont fini par comprendre et accepter le résultat de la sélection. Selon les enquêtes par questionnaire administré aux participants lors de la deuxième réunion des parties prenantes effectuée par l'équipe d'experts de la JICA, plus de 90 % des participants ont répondu positivement aux questions suivantes<sup>6</sup>.

- Est-ce que l'explication donnée par la mairie a été claire ? (Absolument claire ou claire)
- Acceptez-vous le résultat de la sélection du projet pilote ? (Absolument Oui ou Oui)
- Que pensez-vous de la procédure de sélection des projets de COSAY comparée au projet similaire fait par la mairie/ la commune ? (Très bien ou Mieux)
- Votre confiance en la mairie s'est-elle améliorée grâce à la sélection des projets? (Absolument améliorée ou améliorée)



Réunions des parties prenantes à Abobo



Réunions des parties prenantes à Yopougon

Bien que les homologues aient eu peur des réactions négatives de la part des représentants des sites non sélectionnés avant la réunion, les deuxièmes réunions des parties prenantes ont été

<sup>6</sup> La plupart des participants aux réunions répondirent au questionnaire. Le nombre de réponses valides fut d'environ 50 à Abobo et de 90 à Yopougon. Il y eut de 0 à 2 réponses aux questions négatives seulement.

menées sans heurts facilitées par les homologues. Le rôle de l'animateur était sensiblement important pour encourager et motiver les participants à mettre l'accent non pas sur des avantages d'un site candidat mais sur les avantages de ceux pour l'ensemble de la commune.

### **(3) Réunion des Parties Prenantes sur la Procédure de Projets Pilotes**

Après le 2<sup>ème</sup> CCC, les représentants des résidents des sites sélectionnés ont été invités à la réunion des parties prenantes sur la procédure de projets pilotes qui a eu lieu à la Commune. La réunion d'Abobo a eu lieu le 12 décembre 2013 tandis que celle de Yopougon le 13 décembre 2013. Au cours des réunions, les directions techniques ont expliqué la procédure du projet pilote en général, et les directions sociales et humaines ont expliqué les activités de composante soft, la création d'emplois, et la création d'un Comité Conjoint de Gestion de Projet Pilote (CCGPP) sur chaque site.



Réunions des parties prenantes à Abobo

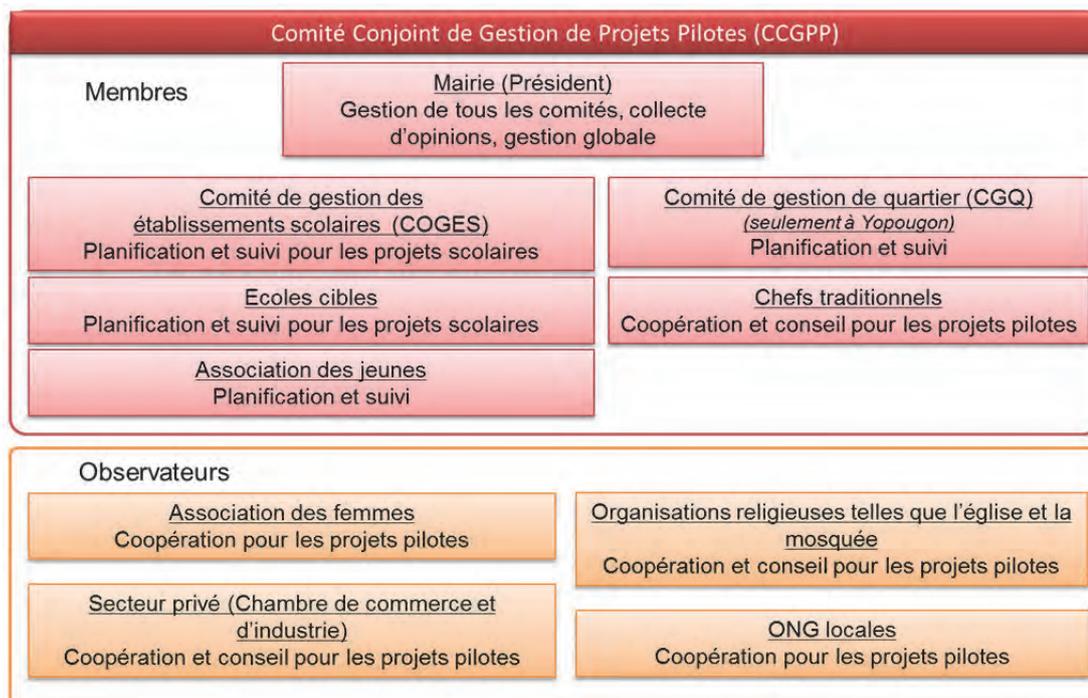


Réunions des parties prenantes à Yopougon

Grâce au processus de sélection et de définition des procédures des projets pilotes, les résidents concernés ont compris l'importance de leur participation et l'appropriation des projets pilotes.

### **(4) Mise en place de CCGPP**

Après les réunions des parties prenantes sur la procédure des projets pilotes à la mi-décembre 2013, afin de planifier et mettre en œuvre les projets pilotes, l'équipe d'experts de la JICA a proposé de mettre en place les « Comités Conjoints de Gestion des Projets Pilotes (CCGPP) » pour planifier les composantes soft, procurer des ressources humaines, et suivre et évaluer la mise en œuvre des travaux de construction ensemble. Les membres clés étaient les agents communaux, et les associations de résidents qui sont concernées par les installations cibles des projets pilotes telles que COGES.



**Figure 2.1.3 Comité Conjoint de Gestion de Projet Pilote (CCGPP)**

## 2.2 Activités pour Résultat 2

**Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution**

### 2.2.1 Activité 2-1 Développer les plans de mise en œuvre des projets pilotes avec une embauche de ressources humaines locales et renforcer les organisations à base communautaire

La procédure d'élaboration des plans de mise en œuvre est résumée dans la figure ci-dessous.



**Figure 2.2.1 Procédure de Formulation des Plans d'Exécution**

#### (1) Planification de Projet

Après la création des CCGPP, les membres des CCGPP y compris les homologues des communes ont discuté de la planification des projets pilotes. Différentes réunions de CCGPP ont été organisées à chaque site de projet pilote depuis la fin janvier 2014.

Les sujets principaux furent les suivants :

- Établir l'objectif commun des projets pilotes
- Identifier la cible exacte des travaux de réhabilitation
- Identifier les problèmes et contraintes de maintenance
- Identifier les besoins de renforcement des capacités pour les Organisation à Base Communautaire (OBC) dont les COGES et lesCGQ
- Identifier les activités nécessaires de composante soft
- Identifier les rôles des CCGPP pour l'emploi des jeunes dans les activités de construction
- Identifier les contributions possibles des résidents

Tout d'abord, les membres des CCGPP ont discuté des problèmes, des solutions, des priorités, des acteurs, des formations nécessaires et des contributions de la communauté ainsi que des résultats attendus sur les écoles et routes cibles. Les réunions des CCGPP ont été facilitées par les homologues des communes. Au début, les discussions ont eu tendance à se concentrer sur les aspects négatifs des installations cibles détériorées et sur le besoin de réhabilitation. Les groupes ne parlaient pas de collaborer avec leurs voisins ou de promouvoir la cohésion sociale. Par la suite, l'équipe d'experts de la JICA leur a recommandé de discuter de leur vision idéale des écoles et des routes, d'une manière orientée vers l'avenir. Enfin, les membres ont parlé d'idées positives y compris les contributions de la communauté. Les résultats des réunions sont compilés dans une fiche de planification.

En fonction des discussions lors des réunions CCGPP, des réunions de parties prenantes (séances publiques) ont été organisées à chaque site de projet pilote (voir le tableau ci-dessous) avec des résidents locaux en lien avec les projets pilotes, y compris des vendeurs illégaux sur les sites des projets de route. Lors de ces réunions, les parties prenantes ont échangé des idées sur les projets pilotes. Les membres CCGPP tels que les chefs de groupes ethniques, les chefs religieux, les dirigeants d'associations de femmes, et les dirigeants d'associations de jeunes ont beaucoup aidé à la mobilisation de la population locale. Des centaines de résidents de génération, sexe et groupes différents ont ainsi participé aux réunions.

**Tableau 2.2.1 Réunions de Parties Prenantes on the Pilot Project Planning**

Sites de Projets Pilotes	Date
GS Anonkoua Kouté 3 et 4	13 fev.
EPP Plaque 1 et 2	12 fev.
Road for EPP Plaque & Carrefour Jock	13 fev.
Road for Lycée Municipal	12 fev.
GS SOGEFIHA 6	15 fev.
GS Palmeraie	1 fev.
Road from Lycée to la Clinique Nazaréen	8 mars
Road for EPP Banco 2	4 mars

Au début de mars 2014, les CCGPP ont finalisé les plans des projets pilotes reflétant les opinions formulées lors des réunions des parties prenantes et utilisant les connaissances et les compétences acquises durant les formations sur la « Planification de Projet Pilote Tenant Compte de la Cohésion Sociale » et les « Méthodes de Planification Participative ». Les plans final de projet pilotes ont été vérifiés lors de la 9ème réunion de GT mi-mars 2014. Un plan de projet pilote consiste en un titre, un emplacement de site, une description des travaux de réhabilitation, une durée, une vision, un objectif global, un objectif de projet, une liste de résultats attendus, une liste d'activités, une liste de bénéficiaires, une explication du rôle du projet COSAY dans le projet pilote, un inventaire des contributions des résidents, et une liste des risques associés avec le projet pilote.

Les travaux de construction dans les projets pilotes ont été divisés en 3 principaux lots ; PP-PKG-1, PP-PKG-2 et PP-PKG-3. Les PP-PKG-S1 et PP-PKG-2F faisaient partie du PP-PKG-2. Le PP-PKG-S2 a traité l'entretien des installations et en rapport avec tous les projets pilotes. Ces activités ont été catégorisées en tenant compte de l'efficacité de l'affectation des entrepreneurs et de la gestion de la construction.

Le résumé des lots est indiqué dans la table ci-dessous.

**Tableau 2.2.2 Lots de Travaux dans le cadre des Projets Pilotes**

Site du Chantier	Lieu	Travaux Planifiés	LOT/PKG
Travaux de Construction			
GS Anonkoua Kouté 3 et 4	Anonkoua Kouté, Abobo Commune	Réhabilitation d'un bâtiment scolaire et construction d'un mur d'enceinte	PP-PKG-1
GS SOGEFIHA 6	SOGEFIHA Kouté (Terminus 40), Yopougon Commune	Réhabilitation de deux bâtiments scolaires, de toilettes, et d'une partie du mur d'enceinte	
EPP Plaque 1 et 2	Plaque 1, Abobo Plaque, Abobo Commune	Construction d'un bâtiment scolaire temporaire (une salle de classe) Formation en vue de développer les compétence de base	PP-PKG-S1
GS Palmeraie	Port-Bouët 2, CHU, Yopougon Commune	Construction d'un bâtiment scolaire temporaire (trois salles de classe) Formation en vue de développer les compétence de base	
EPP Plaque 1 et 2	Plaque 1, Abobo Plaque, Abobo Commune	Construction d'un bâtiment scolaire, de toilettes, et fourniture de mobilier	PP-PKG-2
GS Palmeraie	Port-Bouët 2, CHU, Yopougon Commune	Construction d'un bâtiment scolaire et de toilettes, et fourniture de mobilier	
EPP Plaque 1 et 2	Plaque 1, Abobo Plaque, Abobo Commune	Fourniture en mobiliers pour les EPP Plaque 1 et 2	PP-PKG-2F
GS Palmeraie	Port-Bouët 2, CHU, Yopougon Commune	Fourniture en mobiliers pour le GS Palmeraie	
Road for EPP Plaque & Carrefour Jock <sup>7</sup>	Plaque 1, Abobo Plaque, Abobo Commune	Réhabilitation de route (Approx.463m) et système drainant. Réhabilitation de route (Approx.100m) et système drainant	PP-PKG-3
Road for Lycée Municipal	N'guessankoi, Abobo Commune	Réhabilitation de route (Approx.753m) et système drainant	
Road from Lycée to la Clinique Nazareen	Andokoi, Yopougon Commune	Réhabilitation de route (Approx.750m) et système drainant	
Road for EPP Banco 2	Banco 2 (Banco-Attié), Yopougon Commune	Réhabilitation de route (Approx.535m) et système drainant	
Composante Soft			
Tous les sites de projets pilotes	-	Formation pratique et fourniture en équipements pour l'entretien	PP-PKG-S2

<sup>7</sup> En ce qui concerne les travaux de réhabilitation au titre de COSAY; le Carrefour Jock a été éliminé en raison de sa prise en compte par un projet de réhabilitation de l'AGEROUTE. Toutefois, le site et le quartier concernés étaient toujours des cibles du projet pilote.

## **(2) Cadre logique de chaque Projet Pilot**

Après la formation intensive sur « la gestion du cycle de projet (PCM en anglais : “Project Cycle Management”) », les homologues ont développé un Cadre Logique du Projet (CLP) et un Plan d'Opération (PO) pour chaque projet pilote. Les CLP et les PO résument l'objectif et les composantes des projets, et seront utilisés pour le suivi et l'évaluation des projets pilotes. Il a fallu plus d'un mois pour finaliser la version 1 des CLP depuis la formation de PCM mi-mars 2014, car l'approche du cadre logique était nouvelle pour la plupart des homologues. L'équipe d'experts de la JICA a aidé les homologues à améliorer leurs CLP de manière continue. En conséquence, la plupart des CLP et PO ont été améliorés et vérifiés lors de la 10<sup>ème</sup> réunion des groupes de travail fin Avril 2014. Ensuite, les homologues ont présenté les CLP et PO aux membres CCGPP pour partager les objectifs et le cadre de chaque projet pilote.

## **(3) Levés d'Ingénierie**

En ce qui concerne les travaux de bâtiments, des relevés topographiques ont été réalisés sur les sites des lots PP-PKG-1 et 2. Pour les sites du lot PP-PKG-2, une étude des sols au moyen d'essais au pénétromètre dynamique est en cours afin de vérifier la force portante du sol aux endroits où la construction de nouveaux bâtiments d'école est prévue. Pour les sites du lot PP-PKG-1, où la réhabilitation des bâtiments scolaires existants est prévue, une étude détaillée de l'état des bâtiments existants a également été effectuée afin de déterminer l'ampleur des travaux de réhabilitation.

Pour les travaux de route et de drainage du PP-PKG-3, les informations nécessaires à la conception, tels que la largeur et la longueur des routes existantes, l'emplacement des bâtiments et / ou des structures existants qui devront être déplacés ou détruits avant le début des travaux de route et l'emplacement du drainage des eaux pluviales dans le droit de passage, ainsi que les installations publiques enterrées, ont été levés.

Tous les travaux de levés d'ingénierie ont été sous-traités par l'équipe d'experts de la JICA aux consultants locaux tandis que les termes de référence (TDR) pour la passation des marchés de ces travaux ont été préparés conjointement par l'équipe d'experts de la JICA et les homologues. En plus des travaux de levés d'ingénierie du lot PP-PKG-1 mentionnés ci-dessus, le design conceptuel des installations cibles a été discuté avec les homologues. Les plans ont été formulés en fonction des conditions du site et des besoins des résidents, et ont été finalisés par le consultant

## **(4) Etude Conceptuelle, Conception Détaillée et Estimation des Coûts pour les Installations Cibles**

Les contrats pour la conception, la préparation des documents d'appel d'offres (dont la conception de base et la conception détaillée, le Détail Quantitatif Estimatif (DQE), et les

spécifications techniques) et la supervision des travaux des trois lots de projets pilotes ont été conclus le 31 mars 2014, le 16 mai 2014 et le 19 mai 2014 respectivement, entre l'équipe d'experts de la JICA et les bureaux d'études locaux, suivant directive de la JICA sur les passations de marchés. Les consultants locaux sous-traités travaillent sur toute la durée de la mise en œuvre des projets pilotes, de la conception à la phase de gestion de la construction. Pour le lot PP-PKG-1, la conception détaillée et l'estimation des coûts pour la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ainsi que la structure de mise en œuvre ont été discutés avec les homologues. Après les discussions, les éléments des projets pilotes qui répondent aux normes requises ont été décidés.

En ce qui concerne les travaux de voirie et de drainage (lot PP-PKG-3), la conception détaillée est mise en œuvre en tenant compte des hypothèses sur les caractéristiques du trafic, de l'état des routes, du type de chaussée et de l'impact environnemental et social ainsi que de la conception paysagiste des bords de routes sur la base du concept discuté avec les homologues.

En principe, les normes de conception utilisées pour les projets pilotes sont celles établies par le Ministère de l'Education Nationale pour les bâtiments scolaires, et les normes françaises pour les routes.

La conception et l'estimation des coûts pour les installations cibles de PP-PKG-2 et PP-PKG-3 ont été menées par les bureaux d'études locaux sous la supervision de l'équipe d'experts de la JICA, suivant la directive de la JICA sur les passations de marchés, et en tenant compte des procédures locales de la Direction des Marchés Publics (DMP) et des standards locaux de routes et bâtiments scolaires tandis que la conception et l'estimation des coûts pour PP-PKG-S1 et PP-PKG-2F ont été réalisées principalement par les communes et supervisées par l'équipe d'experts de la JICA. En ce qui concerne le PP-PKG-S2, cette préparation a été faite avec les membres résidents de CCGPP à l'initiative d'agents communaux.

Au début de la conception détaillée des six salles de classe pour la GS Palmeraie à Yopougon (PP-PKG-2), la construction de deux bâtiments d'un étage était considérée. Toutefois, afin de ne pas limiter l'espace de jeux pour les enfants et pour simplifier la gestion de l'école (sans la diviser en deux bâtiments), le CCGPP prévoit maintenant de démolir une partie du bâtiment existant et de construire un bâtiment de deux étages de 6 salles de classe. Quant à la pénurie temporaire de trois salles de classe causée par la démolition partielle du bâtiment existant, un bâtiment de salles de classe temporaires est construit avant la démolition des salles de classe existantes en tant que projet pilote du PP-PKG-S1.

Bien que la portée et l'ampleur du concept restent les mêmes que dans l'avant-projet, le coût de PP-PKG-2 initial dépasse le budget en raison de la baisse du taux de change du Yen Japonais. Cependant, en adoptant le plan de classe compacte recommandé par le Ministère de l'Education

Nationale, l'estimation du projet par le consultant est à nouveau dans le budget grâce à l'élimination des spécifications coûteuses en adoptant des normes standard.

Dans la conception détaillée de PP-PKG-3, il était initialement prévu que la chaussée bitumineuse aurait une largeur de 7 ou 8 mètres et que des caniveaux en U seraient installés sur les deux bords de la route. Cependant, la largeur de la chaussée a été réduite à 6m, et les spécifications et quantités des installations de drainage ont été minimisées pour rester dans le budget, en tenant compte des caractéristiques de la route, la circulation et l'utilisation des terres ainsi que dans un effort de réduction des coûts.

En raison des révisions du concept pour PP-PKG-2 et PP-PKG-3, y compris la révision de la portée des travaux, le coût du projet reste dans le budget et la conception et l'estimation des coûts ont été approuvées par les homologues.

Bien que la conception détaillée de PP-PKG-S1 prévoyait initialement une construction en bois pour les salles de classe provisoires, la méthode de "cadre en béton armé + murs en blocs de béton + treillis de charpente en bois" a été adoptée en raison de la forte demande des Mairies d'Abobo et Yopougon de conserver le bâtiment temporaire comme un bâtiment permanent, même après l'achèvement du nouveau bâtiment de salles de classe.

L'objectif du PP-PKG-S1 était d'offrir une formation professionnelle de base pour la construction aux jeunes résidents à travers la construction de la salle de classe temporaire. Les méthodologies pour la formation ont été discutées par les homologues et l'équipe d'experts de la JICA. Ensuite, les homologues ont décidé de faire appel aux travailleurs qualifiés des entrepreneurs en tant que formateurs, et ont rajouté la rémunération des formateurs dans le Devis Quantitatif Estimatif (DQE). Les compétences requises comprenaient des travaux de menuiserie, de peinture, de maçonnerie et d'autres travaux de construction.

L'exigence du projet pour PP-PKG-1 était que 50% des ouvriers soient des travailleurs locaux. Pendant l'exécution de PP-PKG-1, il y avait quelques difficultés à trouver suffisamment de personnel local pour répondre à la forte demande en travailleurs qualifiés et semi-qualifiés. Par conséquent, nous avons réalisé PP-PKG-S1 pour former des ouvriers locaux non qualifiés sur une conception simplifiée afin de permettre à ces travailleurs d'être embauchés pour les travaux généraux du PP-PKG-2. Les travaux spécialisés qui requièrent des compétences techniques tels que les travaux de menuiserie, nécessiteraient une formation beaucoup plus intensive, et sont donc réservés pour les travailleurs déjà qualifiés et expérimentés.

La conception détaillée et l'estimation des coûts pour le mobilier scolaire du PP-PKG-2F ont été préparées par les communes d'Abobo et de Yopougon avec les experts de la JICA. Ces activités se s'appuyaient sur les normes locales du Ministère de l'Education Nationale et l'Enseignement Technique (MENET)..

**(5) Les Grandes Lignes des Travaux dans le Cadre des Projets Pilotes**

Les détails de chaque projet pilote sont résumés ci-dessous.

**Tableau 2.2.3 Détails de haque Projet Pilote**

PKG	Type of Projet	Objectif du Projet	Description du Projet	Installation cible	Consultant	Durée	Période de garantie
<b>Travaux de Construction</b>							
PP-PKG-1	Réhabilitation de l'Ecole	Grâce au projet de rénovation d'école, tester la méthode de planification et le système d'exécution de projets de développement d'infrastructure sociale, et en tirer des leçons	Bâtiment scolaire (6 salles de classe) et du mur d'enceinte (240m) Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, bâtiment d'un étage. emprise au sol: 522,8m <sup>2</sup> , Mur d'enceinte en blocs de béton (H=2,3m) 33,8m: Partie est du site : Clôture grillagée (H = 2,1 m) 206,2m Partie nord et ouest du site: Plantation	GS Anonkoua Kouté 3 et 4	CATEP	3 M	6 M
			Bâtiment scolaire 6A (7 salles de classe et 3 salles), Bâtiment scolaire 6B (toilettes pour hommes et femmes) Bâtiment scolaire 6D (6 salles de classe) 6A: Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, Bâtiment de deux étages, emprise au sol : 372,6m <sup>2</sup> 6B: Toilettes pour hommes et femmes (13.9 m <sup>2</sup> ) 6D: Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, Bâtiment de deux étages, emprise au sol : 370,3m <sup>2</sup> Surface de plancher : 740,6 m <sup>2</sup>	GS SOGEFIHA 6			
PP-PKG-S1	Construction des salles de classe temporaires	Avec la construction, effectuer le renforcement des compétences pour les jeunes locaux pour encourager la participation des ouvriers locaux au PP-PKG-2	Bâtiment de salle de classe temporaire (1 salle de classe) Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton+ Treillis de charpente en bois, Bâtiment d'un étage, Emprise au sol : 63,0 m <sup>2</sup>	EPP Plaque 1 et 2	COSAY/JET	1.5 M	N/A
			Bâtiment de salle de classe temporaire (3 salles de classe), Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton+ Treillis de charpente en bois, Bâtiment d'un étage, Emprise au sol : 176,2 m <sup>2</sup>	GS Palmeraie			
PP-PKG-2	Construction de l'Ecole	Grâce au projet de construction d'école, tester la méthode de planification et le système d'exécution de projets de développement d'infrastructure sociale, et en tirer des leçons	Bâtiment scolaire (6 salles de classe) : Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, bâtiment de deux étages, emprise au sol : 333,2 m <sup>2</sup> Bloc Sanitaire : Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, bâtiment d'un étage, emprise au sol : 34,9 m <sup>2</sup>	EPP Plaque 1 et 2	ACROPOLE	6 M	6 M
			Bâtiment scolaire (6 salles de classe): Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, bâtiment de deux étages, emprise au sol : 305,7 m <sup>2</sup> Bloc Sanitaire : Cadre en béton armé + Murs en blocs de béton, bâtiment d'un étage, emprise au sol : 34,9 m <sup>2</sup>	GS Palmeraie			
PP-PKG-2F	Fourniture en mobilier	Fournir les mobiliers pour les écoles du PP-PKG-2	Table-banc pour des élèves : 150, Bureau du maître: 6, Chaise du maître: 6, Bureau du Directeur: 1, Fauteuil du Directeur: 1, Chaises visiteurs : 2, Meubles de rangement : 7	EPP Plaque 1 et 2		2.5 M	N/A
			Table-banc pour des élèves : 150 Bureau du maître: 6, Chaise du maître: 6 Bureau du Directeur: 1, Fauteuil du Directeur: 1, Chaises visiteurs : 2, Meubles de rangement : 7	GS Palmeraie			

PKG	Type de Projet	Objectif du projet	Description du Projet	Installation cible	Consultant	Durée	Période de garantie
<b>Travaux de Construction</b>							
PP-PKG-3	Réhabilitation des Routes	A travers le projet, vérifier la méthode de planification et le système de la mise en œuvre de projets de développement des infrastructures sociales et en extraire les leçons apprises.	Linéaire de la route: 750m Structure de chaussée: <u>Initiale (à la signature du contrat):</u> Couche de roulement: sable enrobé (4cm), Couche de base stabilisée au ciment (3%) latérite (20cm) <u>Ajustement:</u> Couche de roulement: sable enrobé (3cm), Couche de base: pierre concassée (16cm) Ouvrages d'assainissement: Caniveau en U, gouttière	Route pour le Lycée Municipal	IETF	6 M	8.5 M
			Linéaire de la route: 460m Structure de chaussée: <u>Initiale (à la signature du contrat):</u> Couche de roulement: sable enrobé (4cm), Couche de base stabilisée au ciment (3%) latérite (20cm) <u>Ajustement:</u> Couche de roulement: sable enrobé (3cm), Couche de base: pierre concassée (16cm) Ouvrages d'assainissement: Caniveau en U, gouttière	Route pour l'EPP Plaque 1 et 2 & Carrefour Jock*			
			Linéaire de la route: 730m Structure de chaussée: <u>Initiale (à la signature du contrat):</u> Couche de roulement: sable enrobé (4cm), Couche de base stabilisée au ciment (4%) latérite (20cm) <u>Ajustement:</u> Couche de roulement: sable enrobé (3cm), Couche de base stabilisée au ciment (3%) latérite (20cm) Ouvrages d'assainissement: Caniveau en U, gouttière	Route du Lycée à la Clinique Nazaréen			8.75 M
			Linéaire de la route: 520m <u>Initiale (à la signature du contrat):</u> Couche de roulement: sable enrobé (4cm), Couche de base stabilisée au ciment (4%) latérite (20cm) <u>Ajustement:</u> Couche de roulement: sable enrobé (3cm), Couche de base stabilisée au ciment (3%) latérite (20cm) Ouvrages d'assainissement: Caniveau en U, gouttière	Route pour l'EPP Banco 2			
<b>Composant Soft</b>							
PP-PKG-S2	Composant Soft pour formation pratique en entretien	Pour soutenir les activités d'entretien durables à base communautaire.	Achat de kits de nettoyage Petits travaux de réhabilitation	Tous les sites de projet pilote	COSAY/JET	5 M	N/A

Tous les consultants et les entrepreneurs sous contrat pour les projets pilotes seraient des entreprises de la Côte d'Ivoire. En Côte d'Ivoire, les résiliations de contrat après signature sont observées dans certains cas. Les raisons de ces résiliations sont diverses, mais un problème de trésorerie grave de l'entrepreneur est l'une des principales raisons. Compte tenu de cette situation, un acompte de 30% du montant du contrat et 5% de retenue étaient prévues pour PP-PKG-1. Pour ce qui est de PP-PKG-2 et 3, puisque les montants des contrats étaient plus élevés que PP-PKG-1, un paiement anticipé de 40% a été prévu afin de faciliter à l'entrepreneur le démarrage des travaux. Pour assurer l'achèvement des travaux par l'entrepreneur, une retenue de 7.5 % était prévue. En ce qui concerne les PP-PKG-S1, 2F et S2, tant donné que les montants des contrats étaient relativement faibles, après l'évaluation de la capacité financière des entrepreneurs, le calendrier de paiement a été fixé en discutant avec chaque entrepreneur.

#### (6) Conception des Activités de la Composante Soft

Les activités de la composante Soft ont été conçues de manière indissociable de la formulation des plans de mise en œuvre des projets pilotes. Ainsi, les CCGPP ont joué un rôle central dans la conception et contribué à l'obtention de la participation de la société civile indépendamment de l'âge, du sexe, de l'appartenance politique et de l'ethnie. À cet égard, la formation sur les « méthodes de planification participative » a contribué à améliorer leurs connaissances et l'attitude pour les travaux de planification en tenant compte des voix des résidents en général.

Les besoins en matière de composante soft qui ont été identifiés grâce aux réunions de CCGPP et celles des parties prenantes sont résumés dans la Tableau 2.2.4. Details slightly differ based on the situation of target areas.

**Tableau 2.2.4 Besoins Identifiés pour les Activiés de Composante Soft**

Catégorie	Activités	Détails
Maintenance	Entretien des installations réhabilitées	- Assistance de CCGPP pour le nettoyage et l'entretien des Ecoles/Routes - Mise en place d'un système durable de l'entretien en utilisant un fonds commun (PP-PKG-S2)
Participation communautaire	Education civique pour les activités communautaires	- Participation de CCGPP à toutes les étapes de projets pilotes - Programme de formation pour COGES et CGQ
Création d'emplois	Opportunités d'emploi pour les jeunes	- Suivi de CCGPP sur les conditions d'emploi local - Formation professionnelle pour les jeunes non qualifiés
Procédure	Relocalisation des occupants de la route par processus convenable	- Développement du Plan d'Action de Relocalisation (PAR) - Suivi de relocalisation avec PAR
Sensibilisation sur la cohésion sociale	Sensibiliser la population locale sur la cohésion sociale	- Les mairies communiquent avec les résidents par le biais des médias, des affiches, des événements, etc. pour obtenir la compréhension de la cohésion sociale.
Sensibilisation sur le bon usage des installations	Sensibiliser les usagers des installations et résidents voisins pour assurer la durabilité des infrastructures de base	- Les mairies communiquent avec les résidents par le biais des médias, des affiches, des événements, etc. pour obtenir la compréhension de l'utilisation appropriée des installations publiques.

## **(7) Compilation du Plan de Mise en œuvre du Projet Pilote**

La procédure de la mise en œuvre des projets pilotes et du Cadre Logique, Plan d'Opération, et plans de sites préparés ont été compilés en tant que Plan de mise en œuvre du Projet Pilote en mai 2014. Il a été utilisé comme référence pour le suivi des projets pilotes..

### **2.2.2 Activité 2-2 Affecter les entrepreneurs pour des projets pilotes suivant les lignes de plans de l'exécution**

#### **(1) Procédure d'Appel d'Offres**

##### **1) Préparation des Dossiers d'Appel d'Offre (DAO)**

Pour les travaux de route et de drainage et pour les travaux de réhabilitation et constructions de bâtiments (ci-après dénommés "les Travaux" de manière collective) du projet pilote, un ou plusieurs entrepreneurs étaient choisis parmi les entrepreneurs locaux par appel d'offres public. Le bureau de la JICA en Côte d'Ivoire était le client des Travaux, et a passé un contrat directement avec le ou les entrepreneurs locaux. En ce qui concerne la mise en œuvre des projets pilotes, les points suivants étaient à considérer.

- La soumission doit être exécutée en Côte d'Ivoire.
- Les homologues sont tenus de suivre les règles locales, et elles ne seront pas modifiées après l'achèvement des projets pilotes.
- Étant donné que les entrepreneurs locaux et les fournisseurs d'équipements sont familiers avec les règles locales, les appels d'offres seront lancés suivant les règles locales en principe. (Cependant, si une règle locale est incompatible avec les règles de la JICA liées au marché, cela ne s'applique pas.)
- Surtout, le contenu des documents d'appel d'offres et de contrats tels que le processus d'appel d'offres, la procédure, la méthode, la période d'appel d'offres et la forme du contrat, doivent être discutés. L'équipe d'experts de la JICA examine l'appel d'offres optimal et le système de passation des marchés. Si les contenus des documents d'appel d'offres doivent être modifiés de la directive de la JICA, l'équipe d'experts de la JICA proposera une modification appropriée et / ou acceptable qui n'est pas en divergence avec les directives de la passation des marchés. Les Dossiers d'appel d'offres seront préparés avec l'accord du bureau de la JICA en Côte d'Ivoire et de la partie ivoirienne.

Avant que le consultant local commence la conception et la préparation des documents d'appel d'offres, les règles locales jugées nécessaires pour les passations de marchés avec les entrepreneurs pour les projets pilotes ont été examinées lors de discussions avec le consultant local et DMP pour le lot PP-PKG-1.

Comme il était supposé que diverses approbations de la DMP seraient nécessaires pour la mise en œuvre des projets pilotes, les experts de la JICA ont eu des discussions avec la DMP sur le contenu de l'appel d'offres, l'étendue de la coopération de la DMP, et la structure coopérative. La DMP a indiqué que les directives de la JICA prennent le dessus sur celles de la DMP selon l'Article 5 des Règles des Marchés Publics (Code des Marchés Publics), et ainsi les approbations de la DMP ne sont pas indispensables pour les projets pilotes. Pour la formation des agents de la commune, la forme standard de documents d'appel d'offres de la DMP a été considérée pour les projets pilotes. Cependant, puisque le « Client » doit être une société de Côte d'Ivoire selon le Code des Marchés Publics, l'adoption de la forme standard de documents d'appel d'offres de la DMP n'était pas appropriée pour les projets pilotes. Les experts de la JICA et le bureau de la JICA en Côte d'Ivoire ont finalement adopté la forme standard de documents d'appel d'offres des Aides Publiques au Développement (APD) du Japon de la JICA a été adoptée. Pour les instructions d'appel d'offres, en vue de la situation locale, le standard de la DMP a été adopté.

Comme mentionné ci-dessus, la préparation des documents d'appel d'offres pour le lot PP-PKG-1 a été sous-traitée au consultant local et les documents d'appel d'offres ont été préparés suivant les méthodes locales de passation de marché. Les documents d'appel d'offres ont été finalisés par l'équipe d'experts de la JICA et les homologues et ont ensuite été présentés à la JICA. Après acceptation par la JICA, l'équipe d'experts de la JICA a soumis ces documents à la DMP afin d'obtenir l'approbation et pour publier l'appel d'offre. Cependant, la DMP a indiqué que l'approbation par la DMP (si demandée) doit être sollicitée avant l'acceptation de la JICA, parce la règle du donneur est prioritaire sur la règle du DMP dans ce projet pilote.

Compte tenu de l'expérience du PP- PKG-1, sur la base du dossier préparé pour le PP-PKG-1, les documents d'appel d'offres pour les PP-PKG-2 et PP-PKG-3 ont été préparés par les consultants locaux et supervisés par l'équipe d'experts de la JICA.

La majeure partie des DAO a adopté le format de la DMP, afin d'être proche du système d'appel d'offres local. Inversement les DAO relatifs aux sections générales et les conditions particulières, les formulaires de contrats et une partie des critères d'évaluation et de qualifications du contrat ont adopté le format de la JICA en conformité avec les règles de passation des marchés de la JICA. Toutefois, quelques inadéquations de numérotation et des ambiguïtés dans les descriptions ont été observées dans le format de la DMP qui est généralement utilisé en Côte d'Ivoire. Par conséquent les DAO de PP-PKG-2 et PP-PKG-3 ont été modifiés avec l'accord du MEMIS même si les modifications n'avaient pas été faites pour PP-PKG-1, parce que le MEMIS n'était pas d'accord avec la modification du format de la DMP sans confirmation préalable de la DMP, ce qui aurait été un processus très lent.

Compte tenu des caractéristiques particulières du Projet en tant que projet de cohésion sociale, en outre un format sur l'engagement spécial du soumissionnaire a été discuté et préparé par l'équipe

d'experts de la JICA et les homologues. Le formulaire d'engagement à la cohésion sociale a été ajouté aux DAO. Les soumissionnaires sont tenus de soumettre le formulaire d'engagement, y compris les engagements suivants.

- ✓ Engager des travailleurs en construction du sous-quartier des sites de projets pilotes au minimum à la hauteur de 50 % pour les écoles et de 60 % pour les routes.
- ✓ Considérant que cela contribue à la cohésion sociale, adopter un bon équilibre de travailleurs parmi les différents groupes.
- ✓ Donner la priorité à l'emploi des jeunes en tant qu'opportunités d'emploi pour les projets pilotes.
- ✓ Embaucher des femmes autant que possible pour recommander la participation sociale des femmes.
- ✓ Rendre compte au représentant de CCGPP des communes d'Abobo et de Yopougon.
- ✓ Déterminer le salaire sur la base de la loi la plus récente du travail.

Une difficulté majeure dans la préparation des documents d'appel d'offres pour PP-PKG-2 et PP-PKG-3 était l'ajustement de la conception et de la portée des travaux pour faire en sorte que les estimations du maître d'œuvre dans le budget des projets pilotes. En raison de la faiblesse du Yen Japonais, les coûts de construction de ces projets pilotes ont augmenté de façon significative en Franc CFA, nécessitant une réduction de la portée des travaux. Ensuite, les homologues des Mairies ont pris des initiatives pour parvenir à un consensus pour la modification de la portée des travaux avec les résidents de la zone cible à travers les réunions de CCGPP

## **2) Procédure d'Avis d'Appel d'Offres**

Pour suivre la procédure locale d'appel d'offres, les avis de marché de PP-PKG-1, PP-PKG-2 et PP-PKG-3 ont été rendus public par la DMP. Comme pour les PP-PKG-1 et PP-PKG-2, la période depuis l'avis d'appel d'offres jusqu'à la signature du contrat avec l'entrepreneur a été fixée afin d'accélérer le processus en tenant compte de la période des vacances scolaires pour minimiser l'impact sur les activités de l'école.

Une certaine confusion s'est produite dans l'avis d'appel d'offres de PP-PKG-2, bien que la même méthode ait déjà été utilisée pour PP-PKG-1. La cause de cette confusion peut être considérée comme un manque de partage d'information entre chaque personne en charge du DMP.

En Côte d'Ivoire, le Code des Marchés Publics régit la procédure d'appel d'offres qui doit être utilisée par la DMP et la procédure d'appel d'offres doit généralement se conformer au Code. Cependant, certains des documents et des procédures normalement requis peuvent ne pas être obligatoires selon la personne de la DMP en charge du Projet.

Selon la procédure standard, les documents d'appel d'offres doivent être soumis au sous-département de la formation et du soutien technique de la DMP et la lettre officielle nécessaire doit être soumise au département qui est en charge de la réception des lettres. Ensuite, les documents ou les lettres sont soumis à une circulation interne dans la DMP. Généralement, il faut beaucoup de temps avant la réalisation de l'annonce d'appel d'offres par la DMP. Dans le cas de ce projet, en raison du temps limité, les documents ou lettres ont été soumis directement à la personne responsable qui avait le plus grand pouvoir de décision à mettre en œuvre la procédure d'appel d'offres dans les délais décidés par la JICA et MEMIS avec l'avis technique de l'équipe d'experts de la JICA. Comme il était difficile de prendre rendez-vous avec la personne responsable, pour PP-PKG-1 et PP-PKG-2, les fonctionnaires de la DMP pour l'annonce d'appel d'offres étaient différents. La présentation d'une lettre officielle a été demandée par la DMP après la première annonce d'avis d'appel d'offres pour PP-PKG-2 mais pas pour PP-PKG-1, bien que la même procédure ait été utilisée. En conséquence, un avis de correction a dû être fait par le MEMIS et soumis à la DMP.

Grâce au processus ci-dessus, les homologues du MEMIS ont appris l'importance d'une coordination méticuleuse avec la DMP concernant les avis d'appel d'offres, en particulier dans l'arrangement de modifications, compte tenu de l'insuffisance de communication interne et de partage d'informations au sein de la DMP. En raison de la leçon tirée ci-dessus, pour PP-PKG-3, des réunions ont été organisées avant l'annonce de l'avis d'appel d'offres pour discuter en profondeur entre les parties, y compris la JICA, le MEMIS, les Communes, la DMP et l'équipe d'experts de la JICA, et la procédure d'appel d'offres a été effectuée sans incident et sans aucune confusion.

### **3) Préparation de l'Ouverture des Plis et de l'Evaluation des Offres**

Selon la pratique courante en Côte d'Ivoire, de nombreux homologues ont fait valoir que l'évaluation des offres devrait être faite en deux jours pour une vérification minutieuse des documents d'appel d'offres. Toutefois, pour gagner du temps et assurer une procédure transparente, documents d'appel d'offres. Toutefois, pour gagner du temps et assurer une procédure transparente, l'équipe d'experts de la JICA a recommandé que l'ouverture des plis et l'évaluation des offres soient effectuées dans une pièce fermée en une seule journée. Enfin, les homologues, l'équipe d'experts de la JICA, et les consultants locaux ont convenu que l'ouverture et l'évaluation des offres seraient faites en une journée. Les diverses préparations pour l'ouverture des plis et l'évaluation des offres ont été effectuées sous l'initiative du consultant local en sous-traitance en collaboration avec les homologues et les experts de la JICA. Profitant de l'expérience acquise lors de la procédure d'appel d'offres de PP-PKG-1 et PP-PKG-2, une réunion de préparation a eu lieu avec le consultant local avant l'ouverture des offres. Toutefois,

en raison du manque d'expérience du consultant local, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres ont été menées d'une manière qui n'était pas très efficace.

De même, l'expérience du consultant local en appel d'offres était insuffisante pour PP-PKG-3. Cependant, profitant des leçons tirées de PP-PKG-2, des arrangements préalables des offres, la confirmation des processus, etc. ont été soigneusement effectués, et l'ouverture des plis et l'évaluation des offres ont été réalisées efficacement en divisant l'équipe locale de consultants en deux équipes (une pour l'évaluation des documents présentés et une autre a refait les calculs des propositions financières soumises).

#### **4) Ouverture des Plis, Evaluation des Offres et Contrats**

L'ouverture des plis et l'évaluation des offres ont été menées par les membres de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO). La COJO est composée du MEMIS, du Coordonnateur du Projet, de la DPM, du Directeur du Département Technique des Mairies d'Abobo et de Yopougon, de la JICA (observateur), de l'équipe d'experts de la JICA (observateur), et du consultant local. Lorsqu'il y avait des points à discuter, toutes les questions ont été résolues par le dialogue entre membres de la COJO. Au cours du processus d'appel d'offres, certains soumissionnaires ont été disqualifiés. Les principales raisons de ces disqualifications sont les suivantes.

- L'appartenance de l'équipement à l'entreprise n'a pas pu être prouvée, parce que le titre de propriété était au nom d'un individu
- L'expérience de construction spécifique dans les cinq dernières années ne remplit pas les conditions du dossier d'appel d'offres
- La similitude de l'expérience de construction spécifique ne remplit pas les conditions du dossier d'appel d'offres (par exemple le soumissionnaire n'a pas d'expérience de revêtement bitumineux)
- Le manque de documents requis (par exemple les Cahier des Clauses Administratives Générales de la section VII n'était pas paraphé, absence du formulaire d'engagement pour la cohésion sociale, etc.)

Les homologues du MEMIS, les Mairies, ainsi que les consultants locaux, au travers du processus, ont appris des moyens efficaces pour l'évaluation des offres, en particulier l'importance de la préparation à l'avance et la gestion du temps lors de l'évaluation. Après l'évaluation des offres, les consultants ont préparé des projets de rapports d'analyse et les ont soumis à la COJO. Les membres de la COJO et l'équipe d'experts de la JICA ont vérifié attentivement les projets de rapports et ont donné des commentaires aux consultants pour la finalisation des rapports.

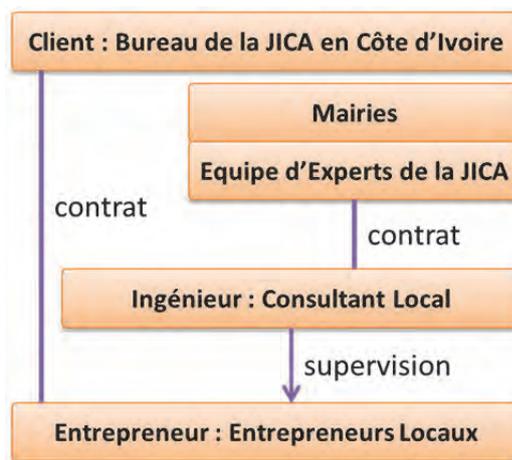
Le marché a été conclu entre le bureau de la JICA en Côte d'Ivoire et l'entrepreneur après confirmation par les experts de la JICA que l'entrepreneur a compris l'objectif et l'historique du Projet et les conditions du contrat.

Le résumé des contrats pour les projets pilotes est présenté dans la Tableau suivante.

**Tableau 2.2.5 Résumé des Contrats pour les Projets Pilotes**

PKG	Type de Projet	Installations cibles	Entrepreneur	Montant de contrat FCFA (exonéré de taxe)
<b>Travaux de Construction</b>				
PP-PKG-1	Réhabilitation de l'école	GS Anonkoua Kouté 3 et 4	AMBRE	20,060,968
		GS SOGEFIHA 6		28,767,386
PP-PKG-S1	Construction de salle de classe temporaire	EPP Plaque 1 et 2	CTS	3,943,555
		GS Palmeraie	ETB	10,676,121
PP-PKG-2	Construction de l'école	EPP Plaque 1 et 2	EPEC Sarl	92,451,434
		GS Palmeraie	E.L.E	92,810,877
PP-PKG-2F	Fourniture en mobiliers	EPP Plaque 1 et 2	MEDACO	6,612,400
		GS Palmeraie	E.D.D	8,372,500
PP-PKG-3	Réhabilitation de route	Route pour le Lycée Municipal	MODULUS	172,986,604
		Route pour l'EPP Plaque 1 et 2		100,107,390
		Route du Lycée à la Clinique Nazaréen	CNTP	142,327,850
		Route pour l'EPP Banco 2		134,223,590
<b>Composante Soft</b>				
PP-PKG-S2	Composante Soft pour la formation pratique d'entretien	Tous sites des projets pilotes	GSB	38,212,500

Les coûts des projets pilotes seraient financés par le bureau de la JICA en Côte d'Ivoire, en tant que Client, tandis que les Mairies seraient les propriétaires des installations du Projet après leur achèvement. Les consultants locaux sous-traités par l'équipe d'experts de la JICA pour chaque lot des projets pilotes seraient l'ingénieur affecté aux Projets pendant la phase de gestion de la construction (phase de supervision des travaux). La figure ci-dessous présente la structure contractuelle des projets pilotes (PP-PKG-1, PP-PKG-2, 2F, PP-PKG-3).



**Figure 2.2.2 Structure Contractuelle des Projets Pilotes**

## (2) Procédure d'appel d'offres simplifiée

Une procédure d'appel d'offres simplifiée de comparaison des estimations financières a été mise en œuvre pour PP-PKG-S1, PP-PKG-2F and PP-PKG-S2 parce que il s'agissait de travaux de petite envergure.

Tous les processus ont été réalisés sous l'initiative de chaque Commune , chaque Mairie a été en charge des processus, sous la direction technique des experts de la JICA, dont la préparation d'une liste de candidats sélectionnés et d'un dossier d'appel d'offre, l'évaluation et la préparation de rapports d'analyse.

En ce qui concerne le PP-PKG-S2, toutes les procédures de l'évaluation des offres ont été prises sous la direction du Comité d'évaluation, qui se compose de deux membres du MEMIS, deux membres de chacune des deux Communes et deux membres de l'équipe d'experts de la JICA.

Dans le cadre de l'évaluation technique, certains documents devaient être soumis avec les estimations financières. Cependant un manque de documents a été observée dans chacun des dossiers des entrepreneurs qui avaient été présélectionnés pour cette procédure d'appel d'offres. Pour les PP-PKG-S1 et PP-PKG-2F, l'entrepreneur qui a été choisi pour la première négociation de prix a finalement préparé et soumis les documents nécessaires en vertu de l'instruction par la mairie , et la JICA a passé avec succès un marché avec un entrepreneur pour chacune des deux Communes. En ce qui concerne le PP-PKG-S2, l'entrepreneur retenu pour la première négociation des prix a signé avec succès avec l'équipe d'experts de la JICA.

L'absence de document requis dans les offres semble être typique pour les petits entrepreneurs locaux qui gèrent les projets de petite échelle. Grâce à ce processus, les homologues de la Commune d'Abobo ont reconnu l'importance pour les contrats de la compilation de tous les documents requis, et pas seulement les documents techniques, mais aussi administratifs comme

les certificats de sécurité sociale et d'impôt, en particulier dans le cas de projets financés par des bailleurs de fonds.

Les coûts du projet pilote pour le PP-PKG-S1 et PP-PKG-2F ont été financés par le Bureau de la JICA Côte d'Ivoire en tant que Client tandis que le PP-PKG-S2 a été financé par l'équipe d'experts de la JICA. Dans le cadre de la structure contractuelle décrite dans la figure ci-dessous, le consultant local sous-traité par l'équipe d'experts de la JICA était l'ingénieur affecté aux travaux pendant la mise en œuvre du PP-PKG-2F et du PP-PKG-S2, tandis que l'équipe d'experts de la JICA est l'ingénieur affecté au PP-PKG-S1 pendant la phase de gestion de la construction (phase de supervision des travaux).

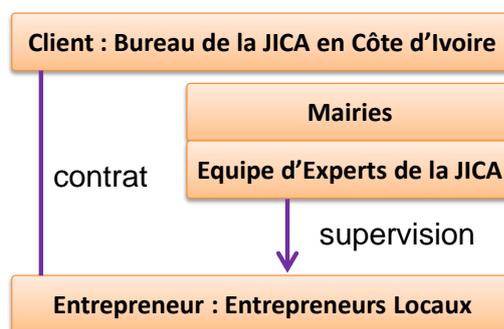


Figure 2.2.3 Structure Contractuelle de PP-PKG-S1

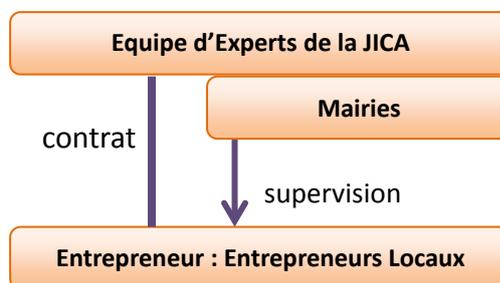


Figure 2.2.4 Structure Contractuelle de PP-PKG-S2

### 2.2.3 Activité 2-3 Commencer les projets pilotes incluant les activités de composante soft et gérer l'état d'avancement

#### (1) Cérémonie d'Inauguration pour les projets pilotes

Bien que des travaux des projets pilotes n'aient pas encore été contractés, la cérémonie d'inauguration a eu lieu au GS Anonkoua Kouté 3et 4 en tant que projet pilote de la Commune d'Abobo avec la participation du Ministre de MEMIS, le Maire d'Abobo, le Maire de Yopougon, l'Ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire, et d'autres officiels ivoiriens et japonais. En outre, un

ancien joueur de football professionnel est un ambassadeur du projet *Nantokashinakya*<sup>8</sup> et a participé à la cérémonie et donné un discours. La plupart de ceux qui ont donné un discours, dont le Ministre, ont souligné l'importance de la promotion de la cohésion sociale à travers les projets pilotes et le travail en groupe. Après les discours des officiels, la cérémonie d'inauguration a eu lieu avec le Ministre, les Maires et l'Ambassadeur du Japon devant le bâtiment d'école qui sera rénové dans le cadre du projet pilote. Certains des officiels ont ensuite visité les sites des projets pilotes à Abobo et à Yopougon.



Cérémonie d'Inauguration



Visite de Sites par des Responsables Officiels

## **(2) Travaux de Construction**

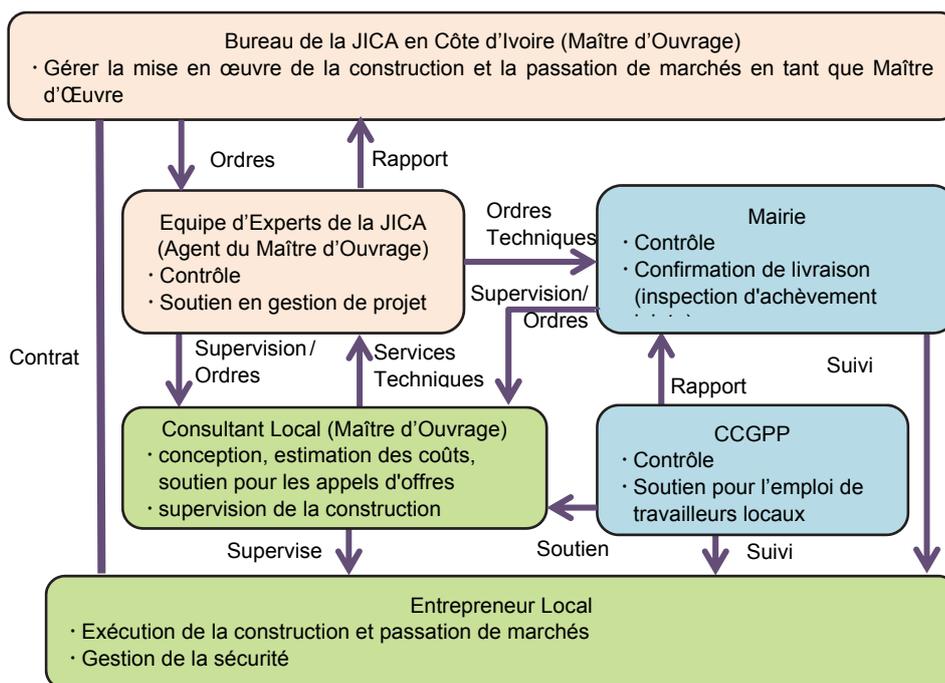
### **1) Réunions de lancement**

Avant le début des travaux de réhabilitation et de construction sur le site, une réunion de lancement a été réalisée avec les Mairies, les résidents membres de CCGPP, le consultant local, l'entrepreneur, et l'équipe d'experts de la JICA. Cette réunion a été séparée pour chaque Commune et réalisée par la division technique de chaque commune. Lors des réunions, les détails de la planification de la construction et de gestion de la sécurité ont été confirmés sur la base des plans soumis par l'entrepreneur.

La gestion de la qualité a été confirmée sur la base du plan de gestion de la sécurité présenté par le consultant local. En outre, le calendrier et les participants des réunions de chantier hebdomadaires ont été confirmés; ces réunions faisaient partie de l'organe de supervision et les participants tels que le MEMIS, les Communes, les CCGPP, le consultant local, l'entrepreneur et l'équipe d'experts de la JICA devaient y assister. L'avancement et la qualité des travaux de réhabilitation et construction dans le cadre des projets pilotes (PP-PKG-1, PP-PKG-2 and PP-PKG-3) ont été gérés selon le système de gestion présenté ci-dessous.

---

<sup>8</sup> Un projet de promotion de la collaboration internationale du Japon, <http://nantokashinakya.jp/>

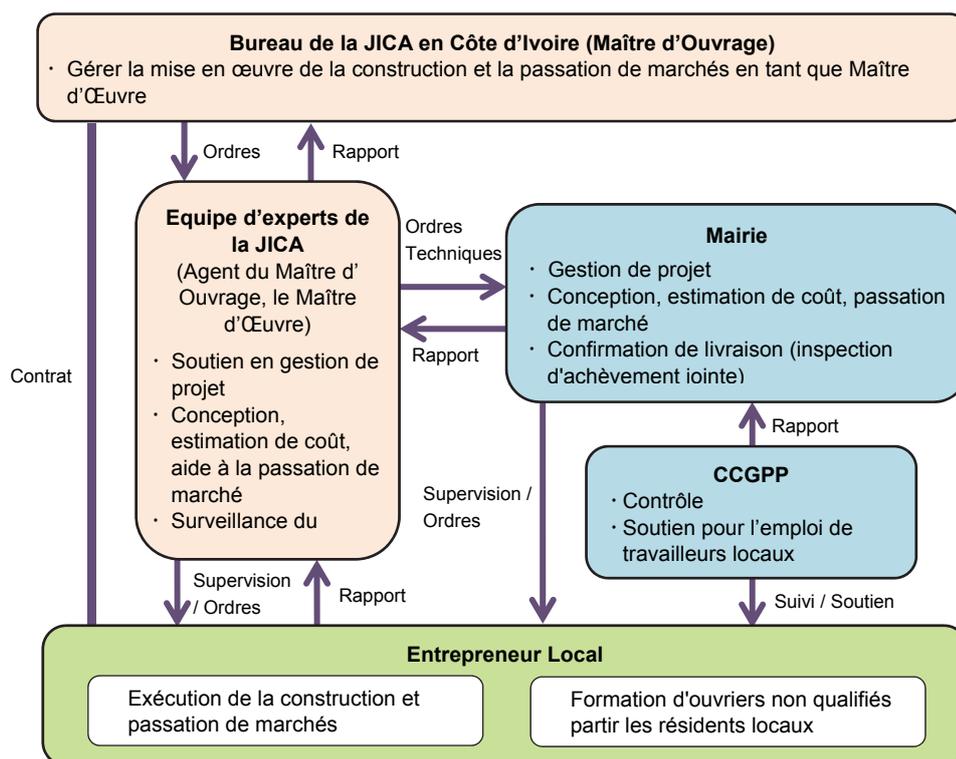


Source: Equipe d'experts de la JICA

**Figure 2.2.5 Système de Gestion des Projets Pilotes**

En ce qui concerne le PP-PKG-3, Les homologues, l'équipe d'experts de la JICA, le consultant local, et l'entrepreneur ont mené deux visites de chantier conjointe avant le début de travaux de construction. Les conditions des chantiers dont les obstacles et l'avancement des relocations ont été confirmés et les règles de mobilisation et d'assainissement ont été discutées parmi les participants. Les deux entrepreneurs ont mené des études topographiques et préparé les dessins d'exécution en examinant la conception fournie par le consultant local pour la bonne mise en œuvre de la construction.

Pour le PP-PKG-S1, même si les réunions de lancement, la gestion de la sécurité et de la qualité ont eu lieu de la même façon que pour les autres lots mentionnés ci-dessus, son système de gestion est légèrement différent en raison de la supervision directe réalisée par l'équipe des experts de la JICA et par les homologues comme l'indique la figure suivante.



Source: Equipe d'experts de la JICA

Figure 2.2.6 Système de Gestion de PP-PKG-S1

## 2) Mise en œuvre des travaux de construction

Pendant la période de construction, les travaux ont été supervisés et suivis par le système de gestion présenté dans les Figure 2.2.5 et Figure 2.2.6. La méthode détaillée du suivi est mentionnée plus loin dans "Activité 2-4 Effectuer la suivi conjoint des projets pilotes".

En termes de mise en œuvre du projet, le projet a fait face à plusieurs problèmes. Certains des cas concernaient des questions impliquant les habitants autour du site du projet. Les parties concernées par le suivi de la construction, en particulier les membres résidents de CCGPP, ont joué un rôle important pour la mise en œuvre harmonieuse des travaux.

Si le projet était confronté à des problèmes techniques, les parties concernées tiendraient une réunion pour résoudre les problèmes. Dans la plupart des cas, le problème a été résolu au cours de cette réunion sur le terrain. Toutefois, dans certains cas il s'est avéré difficile de trouver une solution sur le terrain, notamment pour le PP-PKG-3. Dans ce cas, en concertation avec le MEMIS et sur son initiative, des consultations avec les ministères ou les organisations concernés ont été effectuées pour trouver une solution.

**a) Assurance Qualité**

La gestion de la qualité est importante non seulement pour la satisfaction du client mais aussi pour assurer le résultat des travaux, qui comprend la sécurité des installations. Les activités de gestion de la qualité sont effectuées selon le plan de contrôle de la qualité qui indique les détails tels que la structure de suivi, les méthodes de contrôle de la qualité, la mise en œuvre des inspections et des tests, le calendrier de mobilisation et le calendrier de construction. Ce plan devrait être approuvé par le client avant le début des travaux. En outre, les dessins d'exécution sont également importants parce que le suivi de la construction sera mis en œuvre conformément aux dessins d'exécution.

Au cours de la mise en œuvre, les registres de tous les événements relatifs aux travaux devaient être partagés avec toutes les parties concernées pour éviter tout malentendu.

Dans le cas de PP-PKG-1, PP-PKG-2 et PP-PKG-3, le consultant local sous-traité par l'équipe d'experts de la JICA a conduit la gestion de la qualité, et ses résultats ont été supervisés par les Mairies et l'équipe d'experts de la JICA. Comme pour le PP-PKG-S1, la gestion de la qualité a été réalisée par les Mairies et l'équipe d'experts de la JICA. En outre, la qualité des travaux a été vérifiée régulièrement et conjointement par les parties concernées incluant les membres résidents de CCGPP.

Même si la qualité des travaux a été correctement contrôlée, le Projet a connu quelques difficultés en termes de gestion de la qualité.

Dans le cas des travaux de réhabilitation des écoles du PP-PKG-1, il était difficile d'assurer une aussi bonne qualité que celle des travaux de nouvelle construction, parce que la qualité des travaux pouvait facilement être affectée par la condition existante. Puisque le but des travaux du PP-PKG-1 était d'offrir une formation professionnelle de base de la construction aux jeunes résidents locaux, les travaux réalisés par les stagiaires ne sont pas parvenus à la qualité requise. En vue de garantir la qualité de travaux, l'entrepreneur a repris les travaux inadéquats réalisés par les stagiaires.

Concernant les travaux de construction de l'école pour PP-PKG-2, il y avait des difficultés, notamment dans la Commune de Yopougon. Par exemple, les travaux d'installation de blocs de fenêtre ont dû être refaits plusieurs fois à cause de la finition approximative imputable au faible niveau de la technique d'installation des travailleurs. Ces niveaux de finition ont été attentivement contrôlés soit par la Mairie, le consultant local, l'équipe d'experts de la JICA, soit par les membres résidents de CCGPP.

Concernant le PP-PKG-2F, la Mairie, le consultant local et l'équipe d'experts de la JICA ont vérifié les travaux régulièrement avec des échantillons de meubles, qui sont fabriqués par

l'entrepreneur et approuvés par la Commune. Cependant l'entrepreneur de la Commune d'Abobo avait du mal à atteindre la qualité demandée par la Mairie et les membres résidents de CCGPP. Les travaux ont finalement été acceptés après vérification persistante par les parties concernées.

Pour le PP-PKG-3, les compétences d'un des entrepreneurs n'étaient notablement pas la hauteur, le manque de capacités financières et de suivi, ainsi que son attitude malhonnête, ont été observées au cours de la mise en œuvre. Ceci pourrait avoir un effet désastreux sur la qualité des travaux. Afin d'assurer la qualité, les communes, le consultant local et l'équipe d'experts de la JICA ont surveillé attentivement les travaux de l'entrepreneur et organisé plusieurs réunions avec les parties concernées suivant les besoins.

#### **b) Gestion de la Sécurité**

Le manque de gestion de la sécurité provoque des blessures ou accidents non seulement des ouvriers affectés aux travaux de construction, mais aussi des tiers. En cas d'incident grave, il peut mettre la vie en danger. Par conséquent, la bonne gestion de la sécurité est essentielle.

Sur le site de construction, la gestion de la sécurité est menée sur la base des plans de sécurité présentés par les entrepreneurs. L'entrepreneur est entièrement responsable de la sécurité de tous les processus de la mise en œuvre des travaux. Ces plans doivent couvrir tous les éléments relatifs à la sécurité décrite dans les conditions de contrat. Pour la bonne gestion de la sécurité, comme pour PP-PKG-1, PP-PKG-2 et PP-PKG-3, le consultant local en sous-traitance par l'équipe d'experts de la JICA a supervisé la gestion de la sécurité menée par l'entrepreneur. Pour PP-PKG-S1, la gestion de la sécurité par l'entrepreneur a été supervisée par les Mairies et l'équipe d'experts de la JICA.

Au début des travaux de construction, la sensibilisation de l'entrepreneur concernant le contrôle de la sécurité des ouvriers était extrêmement faible. L'équipe d'experts de la JICA a encouragé les homologues et le consultant local à donner des instructions à l'entrepreneur pour assurer correctement la gestion de la sécurité. Celles-ci visaient à faire porter des accessoires de sécurité aux ouvriers, nettoyer le site de construction, et faire attention aux machines et aux véhicules, etc.

Bien que la gestion minutieuse de la sécurité ait été effectuée, sur le site du PP-PKG-3, lors de fortes précipitations sans précédent de la saison des pluies en 2015, malheureusement, des érosions aux extrémités du site routier et un accident mortel sont survenus au caniveau. Des mesures préventives ont donc été prises pour éviter d'autres incidents. Pour amoindrir l'impact, l'équipe d'experts de la JICA, les homologues et les membres résidents de CCGPP ont pris des mesures immédiates. En tant que mesure technique, des grilles de protection de caniveau ont été installées à différents endroits critiques. Les membres résidents de CCGPP ont été impliqués très activement, en particulier dans la sensibilisation d'urgence.

### c) Période de Construction

En raison de l'insuffisance des capacités des entrepreneurs locaux, de la pratique illégale des résidents et des conditions météorologiques anormales, la plupart des travaux dans le cadre des projets pilotes ont été retardés. La période effective de construction et les causes de changements sont résumés dans le tableau suivant.

**Tableau 2.2.6 Période de Construction dans le Cadre des Projets Pilotes**

PKG	Période de construction initiale	Période effective de construction	Raison
PP-PKG-1: Réhabilitation de l'école	Du début juillet au début oct. 2014 (3 mois) (Abobo et Yopougon)	De la mi-juillet au début oct. 2014 (2,5 mois)	Les travaux de construction ont été réalisés correctement et achevés en avance sur le calendrier de contrat pour éviter les impacts sur les cours d'école.
PP-PKG-S1: Construction de salles de classe temporaires	ABOBO Du début nov. à la mi- déc. 2014 (1,5 mois)	Du début nov. 2014 jusqu' à la fin janv. 2015 (3 mois)	En raison du manque de capacité des entrepreneurs, de nombreux travaux ont dû être repris plusieurs fois à cause de la qualité du travail insuffisante. Comme la plupart des stagiaires ne possèdent pas de compétences pour la construction, les travaux de construction ont pris plus longtemps que d'habitude et plus que le calendrier prévu.
	YOPOUGON De la fin oct. à la mi-déc. 2014 (1,5 mois)	De la fin oct. jusqu'à la fin déc. 2014 (2 mois)	
PP-PKG-2: Construction de l'école	De la mi-déc. 2014 à la mi-juin 2015 (6 mois) (Abobo and Yopougon)	As scheduled	Les travaux de construction ont été réalisés correctement.
PP-PKG-2F: Fourniture en mobiliers	ABOBO Du début avril à la mi-juin 2015 (2,5 mois)	Du début avril à la fin juillet 2015 (4 mois)	L'installation du mobilier a été retardée parce que l'école cible était encore en construction. En outre, en raison de la qualité insuffisante du travail, le contrat a été prolongé pour atteindre la qualité requise.
	YOPO Du début avril à la mi-juin 2015 (2,5 mois)	comme programmé	Les travaux de construction ont été réalisés correctement.
PP-PKG-3: Réhabilitation de route	ABOBO De la mi-déc. 2014 à la mi-juin 2015 (6 mois)	De la mi-déc. 2014 à la fin août 2015 (8,5 mois)	Après le début de la construction, les actions nécessaires par les autorités compétentes ont été retardées lorsqu'un objet enterré sous la route a été découvert et devait être déplacé. A cause de ce retard, la saison des pluies a commencé avant la fin des travaux et a provoqué la baisse de l'efficacité des travaux
	YOPOUGON De la mi déc. 2014 à la mi-juin 2015 (6 mois)	Du milieu Déc. 2014 au début Sept. 2015 (8.75 mois)	En plus de la même raison qu'à Abobo, les eaux usées domestiques et les égouts des résidences autour du site ont entraîné le retard des travaux. Le manque constaté de capacités de l'entrepreneur pour la mise en œuvre, le suivi et le financement a été la principale raison du retard.

### **3) Exécution de de l'Inspection d'Achèvement**

Une inspection conjointe d'achèvement a été effectuée séparément pour chaque Commune avec la participation du bureau de la JICA en Côte d'Ivoire, du MEMIS, des Mairies, des directeurs des installations cibles, des résidents membres de CCGPP, des consultants locaux, des entrepreneurs et de l'équipe d'experts de la JICA après une inspection préalable effectuée par l'équipe d'experts de la JICA avec les consultants locaux et les entrepreneurs.

Certains travaux de réparation/finalisation ont été signalés pour chaque ouvrage. Concernant le PP-PKG-1 dans la Commune de Yopougon, l'installation des toilettes a été signalée comme étant un travail de réparation relativement de grande envergure. Cependant, puisqu'il n'y avait pas d'alimentation en eau publique au moment, l'installation et la vérification de fonctionnement des installations sanitaires devaient être réalisées une fois l'alimentation en eau publique disponible et avant la fin de la période de garantie contre les vices. À l'exception de cet aspect-là, toutes les corrections signalées pour les écoles, c'est-à-dire pour PP-PKG-1, PP-PKG-S1 et PP-PKG-2, étaient des travaux mineurs tels que l'ajustement de pièces défectueuses, la peinture irrégulière de revêtements et le nettoyage. L'installation d'une plaque commémorative a également été mentionnée pour les PP-PKG-1 et PP-PKG-2. Etant donné que tous ces travaux étaient moindres, pour chaque Commune, tous les participants de l'inspection conjointe d'achèvement ont convenu d'une pré-réception à condition que les travaux de réparation signalés soient achevés.

Concernant le PP-PKG-2F, le traitement de surfaces et l'ajustement de revêtement des mobiliers étaient les principaux points à corriger. Dans la Commune d'Abobo, la qualité des travaux était insuffisante, tous les participants à l'inspection conjointe ont décidé de prolonger la durée du contrat et de reporter la date de l'inspection, parce que le CCGPP a indiqué que la date de l'inspection pouvait être reportée sans problème en raison des vacances scolaires. Après que les travaux d'ajustement ont été effectués par l'entrepreneur, tous les participants à l'inspection ont accepté la réception finale.

A propos du PP-PKG-3, certains défauts mineurs tels que la correction de la pente transversale de la surface et le réglage du joint de gouttière, etc., ont été observés pour certains des sites du Projet. Une fois les travaux de correction effectués par l'entrepreneur, tous les participants à l'inspection conjointe finale pour chaque Commune ont convenu de la pré-réception à condition que certains des travaux de réparation qui n'ont pas encore été totalement terminés soient achevés d'ici la fin de la période de garantie.

Les photographies suivantes montrent les comparaisons entre « avant et après » les travaux de construction.

GS Anonkoua Kouté 3 et 4 dans la Commune d'Abobo (PP-PKG-1)



Avant



Après

GS SOGEFIHA 6 dans la Commune de Yopougon (PP-PKG-1)



Avant



Après



Avant



Après

### **Article Encadré : Couverture du Bulletin Officiel des Marchés Publics**

*Le DMP publie un bulletin officiel des marchés publics nommé*

*"Le Journal des Marchés Publics" une fois par semaine.*

*Le GS SOGEFIHA 6 réhabilité a été mis sur la couverture du bulletin du 18 novembre 2014. L'image représentait une bonne image de la construction de l'école qui était un sujet vedette de cette édition.*

*Les homologues, le consultant local, et l'entrepreneur concernés étaient fiers de cette publication en résultat de leurs travaux.*



### **EPP Plaque 1 et 2 dans la Commune d'Abobo (PP-PKG-S1)**



Vue de Côté Sud-Est



Inspection Conjointe

### **GS Palmeraie dans la Commune de Yopougon (PP-PKG-S1)**



Entrée de Salle de Classe



Salle de Classe

EPP Plaque 1 et 2 dans la Commune d'Abobo (PP-PKG-2)



Travaux de Fondation (Janv. 2015)



Achèvement des Travaux (Juin 2015)

GS Palmeraie dans la Commune de Yopougon (PP-PKG-2)



Mur Extérieur (Mar. 2015)



Achèvement des Travaux (Juin 2015)

EPP Plaque 1 et 2 dans la Commune d'Abobo (PP-PKG-2F)



Approbation de l'échantillon (Mai 2015)



Inspection de tables-bancs pour les élèves  
(Juillet 2015)

GS Palmeraie dans la Commune de Yopougon (PP-PKG-2F)



Approbation de l'échantillon (Mai 2015)



Inspection de tables-bancs pour les élèves  
(Juin 2015)

EPP Plaque 1 et 2 dans la Commune d'Abobo (PP-PKG-3)



Avant



Après



Avant



Après

Lycée Municipale dans la Commune d'Abobo (PP-PKG-3)



Avant



Après



Avant



Après

Banco 2 dans la Commune de Yopougon (PP-PKG-3)



Avant



Après



Avant



Après

Andokoi dans la Commune de Yopougon (PP-PKG-3)



Avant



Après



Avant



Après

#### 4) Exécution de l'Inspection Finale

Pour les PP-PKG-1, PP-PKG-2 et PP-PKG-3, l'inspection finale a été effectuée séparément pour chaque site de projet pilote dans la période de garantie contre les vices. Les Mairies, les consultants locaux, les entrepreneurs et l'équipe d'experts de la JICA ont participé aux inspections. Le MEMIS et la JICA ont pu prendre part à quelques-unes. Pour les écoles, les directeurs d'écoles cibles ont également participé à l'inspection.

Certains travaux de correction ont été signalés pour le PP-PKG-1 et le PP-PKG-2 tels que la réparation des panneaux de plafond, le remplacement des lampes de plafond endommagées et la réparation des murs en plâtre. En outre, pour l'école cible de PP-PKG-1 dans la Commune de Yopougon, l'installation de toilettes qui a été soulignée lors de l'inspection finale devait être prise en compte.

Au cours de la période de garantie contre les vices, l'entrepreneur du PP-PKG-1 a fait face à un manque de main-d'œuvre parce que ses ouvriers qualifiés ont dû aller travailler à plein temps dans une autre région. Par conséquent, l'entrepreneur n'a pas pu démarrer une partie de travaux de correction immédiatement. Après des discussions, le MEMIS, les Communes d'Abobo et de Yopougon, le consultant et l'équipe d'experts de la JICA ont décidé de prolonger la période de garantie contre les vices jusqu'à ce que les travaux de correction soient terminés conformément

au contrat. Enfin, tous les travaux de correction avaient été effectués par l'entrepreneur suivant l'instruction du consultant local, et tous les participants à l'inspection ont convenu l'achèvement des travaux et la réception finale.

Pour le PP-PKG-2, les travaux de correction ont été terminés sans retard et la réception définitive a été annoncée en conséquence pour chaque commune.

Pour le PP-PKG-3, environ deux mois et demi avant l'inspection finale, l'inspection intermédiaire a été réalisée avec le MEMIS, les Mairies, les consultants locaux, les entrepreneurs, les ex-membres de CCGPP et l'équipe d'experts de la JICA. Pour la Commune d' Abobo, aucun défaut n'avait été relevé lors de l'inspection intermédiaire. Cependant, lors de l'inspection de garantie contre les vices, le décollement de la surface du mortier a été observé sur une partie des joints des gouttières. Pour la Commune de Yopougon, certains défauts avaient été signalés, comme des irrégularités de surface de la chaussée, et fuite d'eau au niveau des joints de gouttières, lorsque l'inspection intermédiaire a été menée. Tous ces défauts ont été traités correctement et rien d'autre n'a été souligné lors de l'inspection de garantie contre les vices.

Pour le PP-PKG-S1, puisque ces bâtiments ont été initialement construits comme bâtiments temporaires, aucune période de garantie contre les vices n'a été donnée. En fait, les bâtiments sont actuellement utilisés comme bâtiments permanents sous la responsabilité de la Mairie qui est l'organisme responsable de l'installation.

### **(3) Mise en œuvre de la Composante Soft**

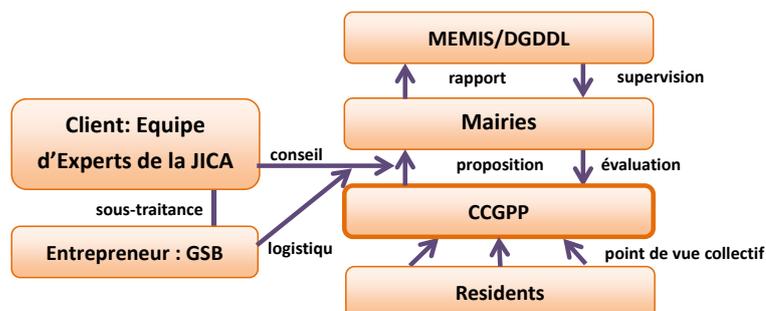
#### **1) Programme de Maintenance sous PP-PKG-S2**

Sur les 8 sites des projets pilotes, la participation bénévole des résidents pour entretenir en bon état l'installation après l'achèvement des travaux de construction/réhabilitation est très anticipée. Dans le cadre du PP-PKG-S2, un budget de 3 millions FCFA a été alloué à chaque site pour soutenir les activités d'entretien à base communautaire durable. Les membres résidents de CCGPP de chaque site de projet pilote ont évalué les besoins au sujet dudit objectif et ont proposé aux Communes des moyens permettant de tirer le meilleur parti du budget alloué. Après examen et évaluation de leur pertinence, les Communes ont approuvé les propositions. Dans la phase de mise en œuvre du PP-PKG-S2, les Communes ont bénéficié des soutiens d'une entreprise privée appelée GROUPEMENT DE SERVICES BUREAUTIQUES (GSB) pour la gestion de tous les achats, la logistique, le calcul du budget et fonds, et la facilitation des réunions par l'équipe d'experts de la JICA.

Le calendrier et la structure du système du PP-PKG-S2 sont résumés dans le tableau et la figure ci-dessous.

**Tableau 2.2.7 Calendrier du PP-PKG-S2**

Evénement	Mois
Evaluation des besoins et rédaction de propositions et soumission par les CCGPP	juin 2015
Évaluation des propositions et approbation par les Communes	juil. 2015
Mise en œuvre	août 2015
Rapport	sept: 2015



Source: Equipe d'experts de la JICA

**Figure 2.2.7 Structure de PP-PKG-S2**

En plus de l'achat de kits de nettoyage de base sur chaque site, les différentes activités proposées par les CCGPP et approuvées par les Communes sont résumées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 2.2.8 Activités de PP-PKG-S2**

Sites	Activités
Anonkoua Kouté 3 et 4	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Maçonnerie: charpentes</li> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> <li>✓ Embellissement des salles de classe</li> </ul>
EPP Plaque 1 et 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> <li>✓ Panneau de communication</li> <li>✓ Construction de magasin (entrepôt)</li> </ul>
Lycée Municipal	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> <li>✓ Méthode de DO-NOU</li> </ul>
Carrefour Jock	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> </ul>
GS Palmeraie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Maçonnerie: charpentes</li> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> <li>✓ Réparation de plafond et table-banc</li> </ul>
GS SOGEFIHA 6	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Maçonnerie: charpentes</li> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> <li>✓ Embellissement des salles de classe</li> <li>✓ Réparation de plafond et bureau</li> </ul>
Andokoi	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> </ul>
EPP BANCO 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Équipement d'entretien et de nettoyage</li> <li>✓ Planting</li> </ul>

PP-PKG-S2 Programme Pratique d'Entretien



Nettoyage de la route (Andokoi)



Pratique de la méthode DO-NOU  
(Lycée Municipal)



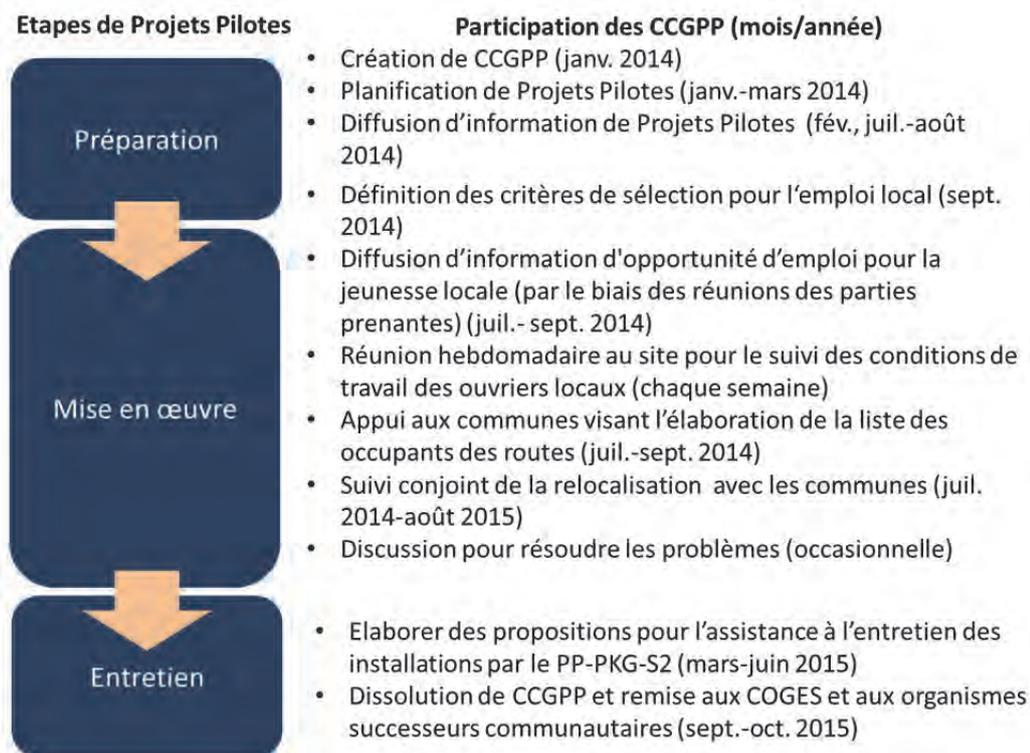
Nettoyage du site de décharge (Plaque route)



Planting dans la cour d'école  
(Plaque school)

## 2) Participation Communautaire

Après leur création en janvier 2014, les CCGPP de chaque site du projet pilote ont participé à tout le processus, de la phase préparatoire à la phase de l'entretien du projet pilote. Chaque CCGPP est composé de membres d'associations locales telles que les associations de femmes, de jeunes, associations religieuses ou ethniques, etc., afin qu'ils puissent rassembler les voix des résidents de la zone et partager les résultats de discussions après les réunions de CCGPP. Les CCGPP ont également fortement contribué à rassembler la population locale lorsque le projet tenait des réunions des parties prenantes, des manifestations de sensibilisation, et des cérémonies pour célébrer la fin des projets pilotes. Les rôles principaux des CCGPP avant, pendant et après la mise en œuvre des projets pilotes est résumé dans ses grandes lignes à la figure suivante.

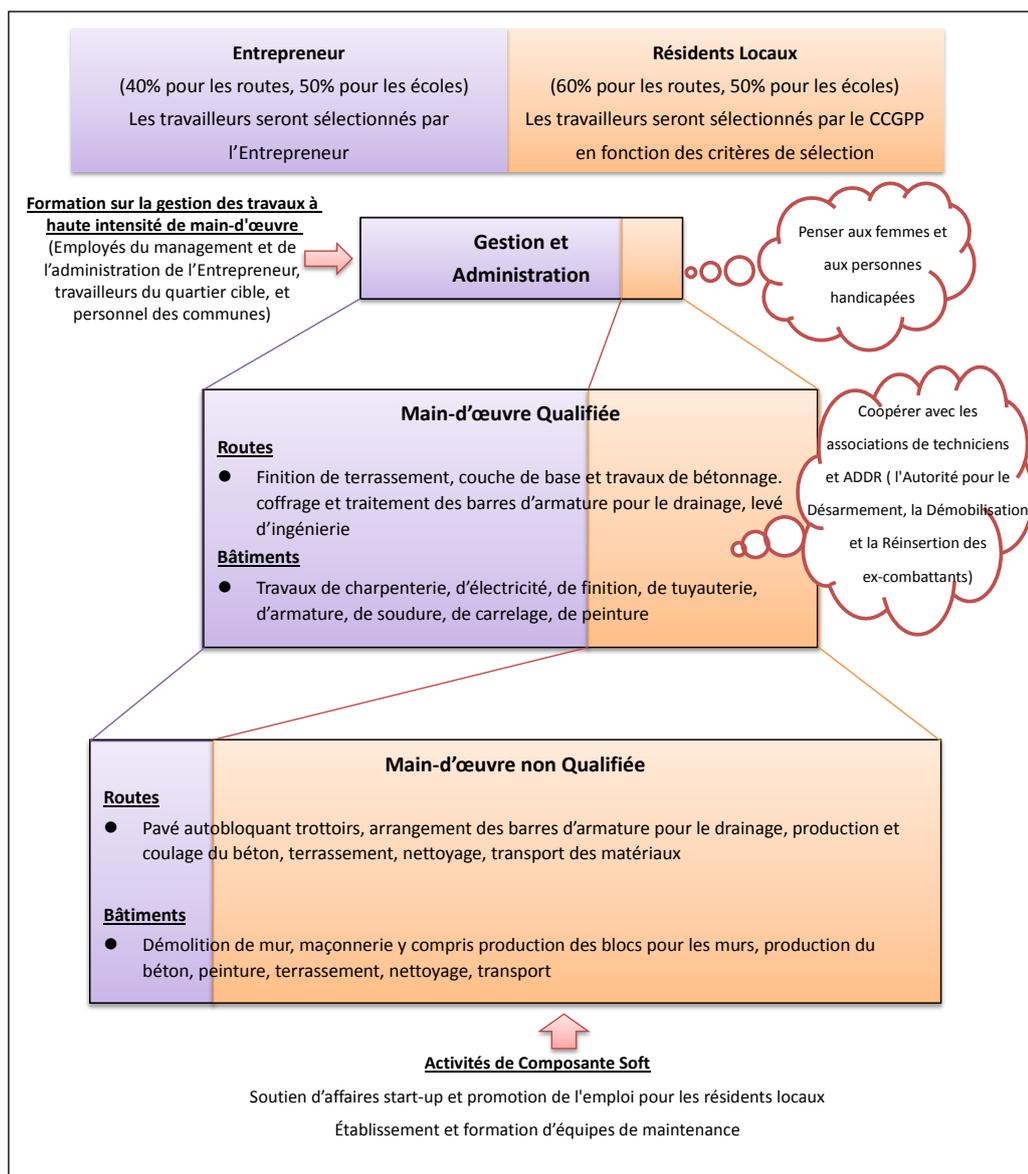


**Figure 2.2.8 Rôles des CCGPP**

### 3) Emplois Locaux

#### a) Conception de la Création d'Emplois Locaux

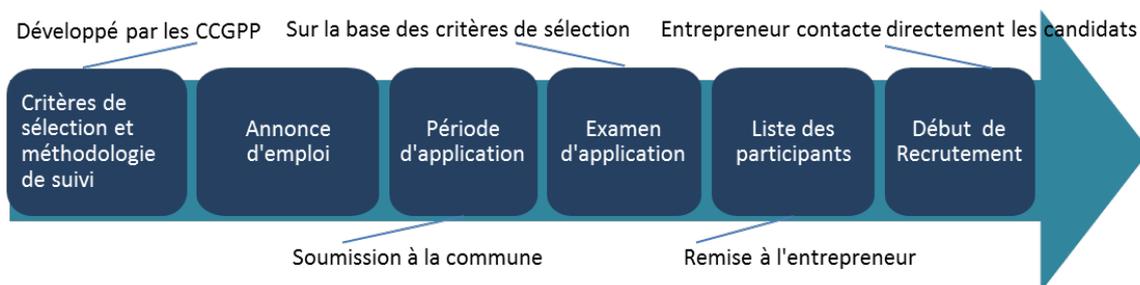
Durant les réunions de CCGPP et les réunions des parties prenantes, la question de la maximisation des opportunités de travail pour les résidents locaux dans les projets pilotes fait l'objet de discussions et a débouché sur le développement d'un mécanisme de l'emploi local. Selon le mécanisme, les entrepreneurs sont tenus d'embaucher des ouvriers qualifiés et non qualifiés de la communauté locale et de former les ouvriers non qualifiés afin qu'ils puissent acquérir des compétences de base des travaux de la construction. De plus, le plancher de l'emploi des résidents locaux a été fixé à 50% pour les projets scolaires et 60% pour les projets routiers considérant les éléments de travaux et les ressources locales disponibles dans les zones cibles. Ces taux sont plus élevés que ceux d'autres projets similaires d'infrastructure de création d'emploi. Par exemple, le Projet d'Urgence d'Infrastructures Urbaines (PUIUR) affecte 30% de résidents locaux. L'environnement où les jeunes locaux travaillent ensemble devrait contribuer au renforcement de la solidarité entre les jeunes de la zone. Le concept de l'emploi local est résumé dans la Figure 2.2.9.



**Figure 2.2.9 Utilisation des Ressources Locales**

**b) Processus**

L'emploi des résidents locaux a été facilité par la coordination des CCGPP à l'initiative du département social des Mairies suivant les étapes mentionnées dans la figure suivante.



**Figure 2.2.10 Processus de l'Emploi Local**

**Tableau 2.2.9 Réunions des Parties Prenantes sur la Création d'Emploi**

Sites de Projets Pilotes	Date
GS Anonkoua Kouté 3 et 4	11 juil.
EPP Plaque 1 et 2	17 sep.
Route pour l'EPP Plaque et Carrefour Jock	25 sep.
Route pour le Lycée Municipal	23 sep.
GS SOGEFIHA 6	9 juil.
GS Palmeraie	- <sup>9</sup>
Route du Lycée à la Clinique Nazaréen	26 sep.
Route pour l'EPP Banco 2	26 sep.

Les membres de CCGPP ont fait attention à l'équité et l'impartialité, leur préoccupation primordiale, dans toutes les procédures conformément à la mise en place de critères de sélection (par exemple, l'âge des travailleurs, le quartier de résidence, le statut d'emploi, l'élimination de toute discrimination selon l'origine ethnique, la religion, la politique, le sexe ou le handicap, et pas de favoritisme pour des parents ou leurs amis). Après sélection des travailleurs sur la base des critères, les membres de CCGPP ont suivi les conditions de travail des travailleurs locaux à travers les réunions hebdomadaires tenues sur chaque site.

### c) Résultat

Le résultat de l'emploi local de chaque projet pilote est résumé dans le Tableau 2.2.10.

**Tableau 2.2.10 Résultat de l'Emploi Local**

PKG	COMMUNE	SITE	Jours de Travail <sup>10</sup> (Total)	Jours de Travail (Jeunesse Locale)	% of Jeunesse Locale	Nombre de Jeunesse Locale <sup>11</sup>
1	Abobo	Anonkoua Kouté	1,184	752	64%	30
S1	Abobo	Plaque Ecole	358	221	62%	39
2	Abobo	Plaque Ecole	1,350	746	55%	95
3	Abobo	Plaque Route	726	316	44%	21
3	Abobo	Lycée Municipal	1,859	886	48%	27
1	Yopougon	SOGEFIHA 6	1,365	987	72%	41
S1	Yopougon	Palmeraie	701	425	61%	75
2	Yopougon	Palmeraie	792	559	71%	34
3	Yopougon	Andokoi	2,281	1,560	68%	17
3	Yopougon	Banco 2	1,520	941	62%	14
TOTAL			12,136	7,393		393
MOYENNE					61%	

<sup>9</sup> L'annonce de l'emploi local pour les résidents de Palmeraie n'a pas été faite lors de la réunion des parties prenantes (regroupement des résidents à un endroit et explication en une seule fois) contrairement aux autres sites. A Palmeraie, les membres de CCGPP propageaient l'information de bouche à oreille.

<sup>10</sup> Personnel de l'entrepreneur inclus

<sup>11</sup> Qui a travaillé au moins un jour

Une différence dans le ratio de l'emploi local a été observée dans chacun des travaux. L'une des principales causes de cette différence s'explique par le fait que les décisions relatives aux méthodes des entrepreneurs, qui sont responsables de la qualité de construction, devaient être respectées. Certains entrepreneurs utilisaient souvent des engins lourds et des ouvriers qualifiés de l'extérieur de la zone, tandis que d'autres ont essayé d'embaucher plus de main-d'œuvre locale sans qualifications. En particulier, pour les travaux de réhabilitation de routes à Abobo (Plaque et Lycée Municipal), où il était nécessaire de rattraper le temps perdu à cause de la coordination avec les autorités au sujet d'objets enterrés découverts et de conduites d'eau illégales, il a fallu utiliser les machines pour éviter les retards sur le calendrier de construction, et leurs valeurs cibles d'emploi (60%) n'ont pas été atteintes.

#### **d) Formation Professionnelle à travers le PP-PKG-S1**

Le PP-PKG-S1, la construction d'un bâtiment scolaire temporaire, a été réalisée principalement pour la formation professionnelle. Les ouvriers professionnels et expérimentés ont dirigé la formation en cours d'emploi (FCE) pour la jeunesse locale afin qu'elle puisse acquérir des compétences et techniques de base en matière de travaux de construction. Les éléments de formation comprenaient les travaux de terrassement, le coffrage, la ferrailage, le bétonnage, la maçonnerie, la peinture, la toiture, etc.

##### Formation Professionnelle à travers PP-PKG-S1

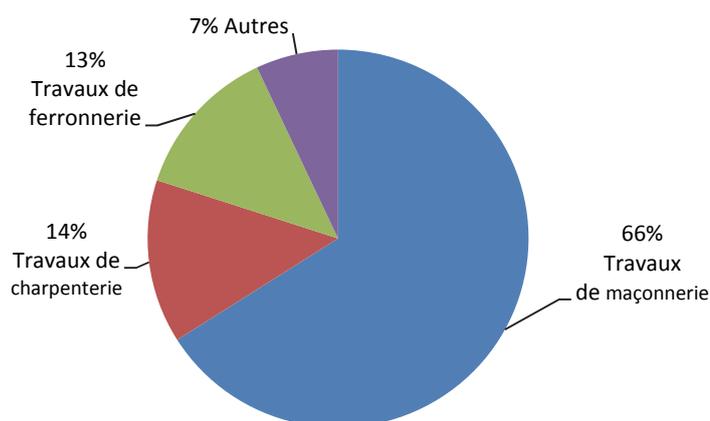


Stagiaires apprenant les travaux de maçonnerie  
(Abobo)



Stagiaires apprenant la ferronnerie  
(Yopougon)

Au total, 116 (39 à Abobo, 75 à Yopougon) jeunes résidents locaux ont participé au programme. Les stagiaires ont appris les processus et acquis les compétences nécessaires aux travaux tels que l'arpentage, la transformation et l'assemblage de barres d'armature, les travaux de toiture, de mortiers, etc. Remarquablement, le type de travaux auxquels les participants ont été le plus exposés sont les travaux de maçonnerie, comme l'indique la figure ci-dessous, car les bâtiments scolaires construits sous PP -PKG-S1 sont des bâtiments simples sans fenêtre, ni porte, ni installations pour l'électricité et de l'eau.



**Figure 2.2.11 Type des travaux de formation du PP-PKG-S1**

Grâce à la mise en œuvre du PP-PKG-S1, les agents des Communes d’Abobo et de Yopougon ont réaffirmé l’importance de la formation des jeunes et l’égalité des chances de travail indépendamment de leurs compétences. Certains agents sont désireux de mener des formations professionnelles pour les jeunes en coopération avec Agence d’Etudes et de Promotion de l’Emploi (AGEPE).

#### **Article Encadré: Opportunités après la formation**

*Même si la formation n’a pas duré assez longtemps pour maîtriser le travail, certains stagiaires qui ont montré de bonnes performances ont obtenu d’autres opportunités après la formation. Par exemple l’un des stagiaires appelés M. Gbougou Djeh Basile a travaillé 15 jours, Il a commencé le travail en tant que stagiaire au début et a montré un immense talent dans le travail de ferrailage et a la fin il a presque travaillé comme le chef d’équipe et a instruit d’autres nouveaux stagiaires. Il a été embauché également pour le PP-PKG-2 et il est devenu un chef d’un petit groupe. L’entrepreneur dit qu’à la fin PKG-2 il serait en mesure de travailler comme « travailleur qualifié » éventuellement.*



*Dans un autre cas, c’est un travailleur féminin, Mme Dehi qui a principalement travaillé comme charpentier pendant 10 jours. Tout simplement parce que son attitude de travail et ses performances étaient exceptionnelles, l’équipe de charpentier de CTS (ces charpentiers ne sont pas du personnel officiel de CTS, mais travaillent souvent avec CTS en équipe) lui a demandé de travailler avec elle dans un autre projet à Angre à Abidjan.*



#### 4) FCE sur le Plan d'Action de Relocalisation

Concernant les travaux de réhabilitation des routes du PP-PKG-3, même si les sites sont des routes publiques, il y avait quelques magasins qui occupaient une partie des routes illégalement. La table ci-dessous indique le nombre d'occupants.

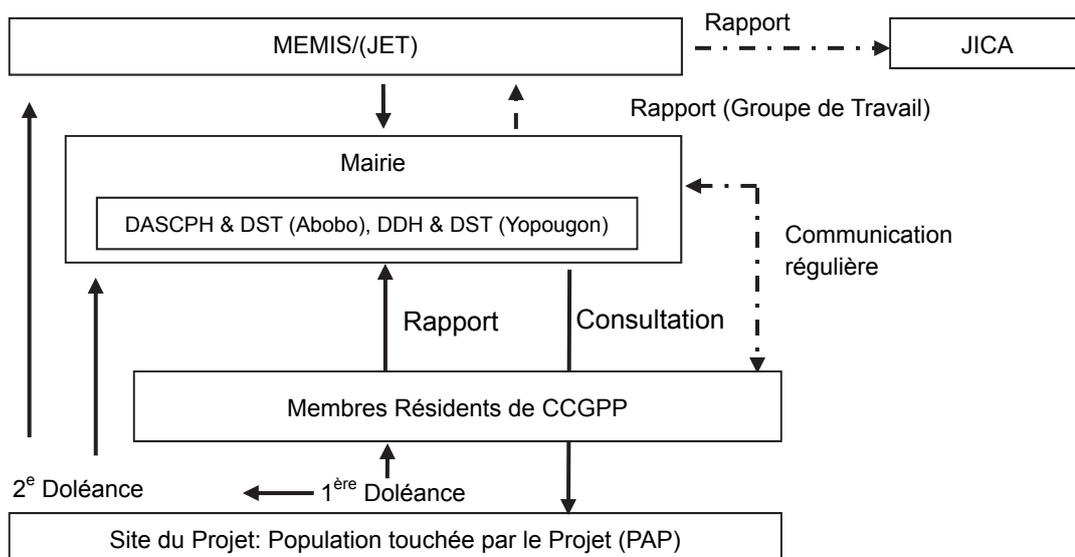
**Tableau 2.2.11 Nombre d'Occupants des Routes**

Commune	Projet Pilot	Nombre d'occupants
Abobo	EPP Plaque 1 et 2 & Carrefour Jock	122
	Lycée Municipal	43
	sous total	165
Yopougon	Lycée à la Clinique Nazaréen	136
	EPP Banco 2	61
	sous total	197
TOTAL		362

Il était nécessaire que les Mairies demandent aux occupants de quitter les sites afin d'assurer la disponibilité de la largeur de la route requise et mettre en œuvre les travaux en toute sécurité. Dans le Projet, les Mairies ont identifié chaque occupant et les ont invités aux réunions de consultation publique avec le soutien des CCGPP, ce qui tranchait avec les méthodes employées avant l'intervention du Projet lorsque les mairies expulsaient les vendeurs illégaux sur les routes sans aucune communication.

Après les réunions de consultation publique, où les opinions sont partagées entre les occupants et les agents de la commune, les Mairies ont rédigé le Plan d'Action de Relocalisation (PAR) sous le contrôle de l'équipe d'experts de la JICA. Des discussions continues sur les procédures de relocalisation ont été engagées avec l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE), et le PAR a été approuvé par ANDE le 11 novembre 2014 suite à la visite officielle de tous les sites routiers effectuée par les Mairies, le MEMIS, et l'équipe d'experts de la JICA avec l'ANDE le 21 octobre 2014.

Les Mairies ont établi un système de doléances (système de règlement des réclamations) présenté dans la figure ci-dessous. Suite à leur communication continue avec les résidents et avec une forte contribution des membres de CCGPP, la relocalisation des occupants de la route a été en grande partie achevée à la fin de mois de décembre, sans incidents majeurs.



Source: Equipe d'experts de la JICA

**Figure 2.2.12 Mécanisme de Doléance pour Réinstaller les Occupants des Routes**

## 5) Sensibilisation

En plus des activités de sensibilisation pour répondre aux besoins urgents pour la sécurité en cas de fortes pluies et la prévention contre le virus Ebola, le Projet a continué à s'adresser aux résidents en anticipant le développement de leur prise de conscience au sujet de l'embellissement de leur milieu de vie, l'utilisation propre et durable des installations publiques, la sécurité lors de la construction et enfin et surtout la cohésion sociale. Pour chaque activité de sensibilisation, les membres résidents de CCGPP ont joué un grand rôle pour aider le Département Social et le Département de la Communication de la Commune lorsqu'ils avaient l'intention de communiquer avec les résidents directement.

### a) Sensibilisation concernant l'Entretien

Dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de construction des projets pilotes, en vue d'encourager l'entretien après l'achèvement des travaux par les parties concernées, plusieurs formations et ateliers sur l'entretien ont été organisés pour les Ecoles et les routes cibles. Il est important que les personnes qui gèrent les installations comprennent bien la nécessité et la méthode de l'entretien. D'autre part, intensifier la sensibilisation des utilisateurs est également important, parce que la manière dont les installations sont utilisées influence significativement l'état des installations. Pour transmettre des messages portant sur l'utilisation propre et appropriée des installations aux résidents, des affiches et panneaux de sensibilisation ont été développés. Les affiches et les panneaux ont été mis sur les murs des Ecoles et aux entrées des routes afin que les utilisateurs puissent les voir. Dans certaines Ecoles, les affiches ont été utilisées en classe pour expliquer aux élèves comment préserver la propreté de l'école. Sur les

sites routiers, les résidents ont pris l'initiative non seulement pour l'installation mais aussi pour le stockage pour éviter la perte des panneaux.

La sensibilisation par la formation pour l'entretien a fortement contribué à la compréhension des résidents et des agents communaux. Grâce à la formation, ils ont appris l'importance de l'entretien régulier et d'un plan d'action d'entretien détaillé, qui comprend le budget pour la mise en œuvre des activités appropriées d'entretien. Au cours de la formation, un plan d'action a été élaboré pour chaque site de projet pilote à titre d'essai. Toutefois, en raison du manque de détails, tels que les questions budgétaires, ces plans d'action n'ont pas été utilisés en réalité. Les parties concernées par l'entretien des installations ont compris l'importance du plan d'action détaillé pour les activités appropriées de l'entretien.

La difficulté de sensibilisation de la population a également été reconnue par les parties concernées. Les résidents, qui ne se sentent pas responsables des installations font moins attention aux installations et ne se soucient pas des actes qui peuvent inhiber la pérennité des installations. Il est difficile de sensibiliser les résidents dans un court laps de temps. Les activités de sensibilisation devraient être mises en œuvre continuellement.

#### Affiches et panneaux pour l'entretien des installations



Affiche pour l'entretien des écoles (Abobo)



Affiche pour l'entretien des écoles (Yopougon)



Panneau pour un usage propre de caniveau (Sites Routiers)



Affiche sur le mur de l'école



Panneau sur une route

## b) Sensibilisation sur la Cohésion Sociale

Pour présenter les expériences à travers les projets pilotes de COSAY, les homologues ont choisi des outils tels que des affiches et chansons de cohésion sociale pour consolider ce que les résidents ont réellement vécu à travers leur collaboration communautaire et diffuser le message à la plus grande part possible de la population des communes.

### Sensibilisation à travers la Projection Publique de JICA/SONY

En juin 2014, JICA et SONY ont organisé conjointement des événements publics de retransmission de la Coupe du Monde de football à certains des sites des projets pilotes. Avant la mise en œuvre à grande échelle des projets pilotes, lors de ces événements, les homologues ont présenté les projets au public et ont discuté de l'importance de la cohésion sociale. Tableau 2.2.12 présente les sites où ont eu lieu les événements de retransmission et de sensibilisation.

**Tableau 2.2.12 Activités de Sensibilisation lors d'Evènements Publics de Retransmission**

Date	Lieu de l'Evènement	Quartier et Ville
14 juin 2014	GS Anonkoua Kouté 3 et 4	Anonkoua Kouté, Abobo
16 juin 2014	GS Plateau Port-Bouët	Port-Bouët 2, CHU, Yopougon
18 juin 2014	GS SOGEFIHA 6	SOGEFIHA Kouté (TERMINUS 40), Yopougon
19 juin 2014	Route du Lycée Municipal	N'guessankoi, Abobo

Avant les événements, les homologues ont préparé les matériels de présentation avec une mascotte pour les villes d'Abobo et de Yopougon, et une vidéo de sensibilisation sur le nettoyage de toilettes. Les membres des CCGPP sur les sites, d'autre part, ont joué un rôle important dans la préparation des événements en collaboration avec la JICA et SONY, et dans la participation de la population aux événements. Pendant les événements, les membres des CCGPP ont aidés à la logistique à chacun des sites et ont participé à un match amical entre Japonais et Ivoiriens. Les homologues ont fait leur présentation sur le projet COSAY et sur la cohésion sociale, en partageant leur expérience à la fois à Abidjan et dans le programme de formation au Japon.



Présentation lors de l'Evènement de Retransmission



Sensibilisation sur la Propreté

### Affiches

Pour matérialiser et visualiser le message de la cohésion sociale, le MEMIS et les Mairies ont décidé de préparer les affiches avec l'appui technique de l'équipe d'experts de la JICA et de les afficher dans des lieux stratégiques de leurs Communes. Après plusieurs réunions de consultation, un message a été sélectionné parmi de nombreuses propositions, un seul message pour les 2 communes, à savoir : "Réapprenons à vivre ensemble ~ Allons à la cohésion sociale vers une Commune en paix ~". Sous le même message, chaque commune a choisi un cadre différent : les escaliers du Lycée municipal («Abobo Dan Dan») réhabilités par COSAY/JICA pour la Commune d'Abobo, la nouvelle Mairie pour la Commune de Yopougon. La conception et l'arrangement technique tels que la photographie, la mise en page ont été réalisés par l'équipe d'experts de la JICA en tenant compte des recommandations émises par les homologues de suivre le protocole pour l'utilisation du drapeau national, de l'armoirie du MEMIS et des Communes. La particularité de ces affiches est également la participation communautaire : les habitants de différents groupes ethniques, religieux des sites du projet pilote (ex membres de CCGPP, COGES, élèves, etc.) apparaissent sur ces affiches en tant que témoins, pour exprimer leur propre expérience de la cohésion sociale vécue dans le Projet COSAY. 50 affiches au format A1 au total ont été imprimées pour chaque commune aux frais du Projet. Ces affiches sont exposées dans différents lieux de Mairies tels que sur les panneaux d'information de la mairie, dans les écoles, centre culturel, poste de police, mosquée, église, hôpital, etc. grâce aux efforts du département de communication des Communes d'Abobo et de Yopougon.

### Affiches de la Cohésion Sociale



Affiche de la cohésion sociale (Abobo)



Affiche de la cohésion sociale (Yopougon)



Affiche distribuée dans un centre culturel (Abobo)



Affiche distribuée dans une cantine publique (Yopougon)

### Chansons

Un autre outil que les homologues ont choisi pour la promotion de la cohésion sociale est la chanson. Les départements de communication de chaque commune ont trouvé des musiciens locaux pour composer et écrire une chanson originale pour eux. Par mesure de précaution et pour éviter tout problème de droit d'auteur, un protocole d'accord a été signé entre l'artiste, la commune et l'équipe d'experts de la JICA pour chaque chanson afin que la Commune puisse l'utiliser librement. Quel que soit le rythme choisi par le musicien, les paroles de chansons des deux Communes traitent de l'importance de vivre en harmonie avec ses voisins pour construire l'unité nationale, pour la Côte d'Ivoire unifiée et réconciliée. La contribution vocale des élèves des sites de projets pilotes scolaires marque encore ce désir de paix à travers la chanson de la cohésion sociale d'Abobo. Ces chansons ont également été utilisées et appréciées au cours des activités sur la prévention d'Ebola en décembre 2015.

### Cérémonie

Pour marquer la fin des projets pilotes et remercier publiquement les CCGPP, le MEMIS et les Communes pour le travail effectué, il a été jugé bon d'organiser de petites cérémonies. Suivis par

les discours des représentants du Maire et du MEMIS, les travailleurs locaux qui ont participé aux travaux de construction et les membres résidents de CCGPP ont reçu les certificats. En même temps, cela a été également l'occasion de présenter les organisations qui succèdent pour l'entretien des infrastructures réhabilitées par le Projet. Les COGES pour les écoles, et les organisations qui succèdent aux CCGPP pour les routes. Pendant les cérémonies, les Services de Communication des Mairies ont présenté les affiches et les chansons, qui sont la matérialisation concrète du message de la cohésion sociale qui doit être rappelé à tous. Les affiches ont été expliquées avec la participation des élèves et résidents, et les chansons ont renforcé l'atmosphère des cérémonies grâce aux rythmes qui ont fait danser les participants en les rapprochant, et les paroles qui rappellent l'importance de la cohésion sociale. Ces cérémonies ont marqué la fin du processus des projets pilotes et qui deviennent désormais une véritable preuve de cas concrets d'une marche vers la cohésion sociale à la fois pour la communauté et la Mairie en leur laissant quelques clés de réponse à la question "qu'est-ce la cohésion sociale et comment la promouvoir?".

#### **(4) Cérémonie finale**

En avril 2016, juste avant l'achèvement des activités du Projet, le MEMIS / DGDDL ainsi que les Mairies d'Abobo et de Yopougon ont organisé la cérémonie finale pour les projets pilotes à Banco 2, qui est l'un des sites de projets pilotes de la commune de Yopougon, avec la participation du Ministre du MEMIS, des Maires d'Abobo et de Yopougon, du Conseiller de l'Ambassade du Japon en Côte d'Ivoire, et d'autres officiels des parties ivoiriennes et japonaises. De nombreux intervenants, en particulier les Maires d'Abobo et de Yopougon ont souligné l'importance de la promotion de la cohésion sociale en travaillant ensemble pour les infrastructures communautaires, tandis que le Ministre du MEMIS a affirmé que l'amélioration des infrastructures de base a contribué à la promotion de la cohésion sociale. Après les discours des officiels, la cérémonie d'ouverture de la route a été faite conjointement par le Ministre, les Maires et le Conseiller de l'Ambassade du Japon sur la route réhabilitée dans le cadre du projet pilote.



Cérémonie d'Ouverture de la Route



Discours du Ministre

#### **2.2.4 Activité 2-4 Effectuer le suivi conjoint des projets pilotes**

##### **(1) Réunions de Chantier Hebdomadaires**

En ce qui concerne les travaux de construction dans le cadre des projets pilotes, afin de communiquer l'avancement des travaux de construction à chaque personne concernée et de faciliter le travail, des réunions de chantier hebdomadaires ont été réalisées sur chaque site. Les Mairies, le consultant local (contrôleur et technicien), l'entrepreneur (chef et technicien), des résidents membres de CCGPP et l'équipe d'experts de la JICA ont participé à ces réunions de PP-PKG-1, 2 et 3. Le MEMIS a également participé occasionnellement quand il y avait une décision importante à prendre.

Des réunions hebdomadaires ont été facilitées par le contrôleur qui est le consultant local sous-traitant de l'équipe d'experts de la JICA. Après inspection visuelle de l'avancement des travaux de construction, le contrôleur a lu le compte-rendu de la réunion de chantier hebdomadaire précédente avec tous les participants, et a confirmé le statut actuel basé sur le contenu du compte-rendu précédent. Ensuite, tous les participants ont discuté des travaux nécessaires qui ont été confirmés dans la journée par une inspection visuelle. Pour les PP-PKG-1 et 2, toutes les réunions hebdomadaires ont été réalisées avec la méthode décrite ci-dessus, et l'avancement des travaux a été partagé et approuvé parmi les participants. Pour le PP-PKG-3, parfois les réunions hebdomadaires n'ont pas été réalisées correctement en raison de la préparation insuffisante de la part du consultant local. Par exemple, les procès-verbaux des réunions de chantier hebdomadaires précédents ne sont pas partagés avec les participants au moment opportun. Ces réunions hebdomadaires de chantier étaient inappropriées et ont eu un impact négatif sur le partage de l'information et ont indirectement causé le retard des travaux.

En plus de réunions de chantier hebdomadaires, les participants ont coopéré activement à l'avancement fluide de la construction pour prendre une décision importante et faire l'inspection en vue de la réception. A titre d'exemple; après le remplacement et la pose de conduites d'eau au Lycée Municipal dans le cadre du PP-PKG-3, les membres résidents de CCGPP se sont opposés à l'alignement initial des ouvrages de drainage. Ils ont demandé un changement important dans l'alignement de drainage (évacuation) qui a ensuite été approuvé par toutes les parties, parce que l'alignement du plan initial semblait provoquer des inondations le long d'un canal naturel qui a été bouché par une énorme quantité de déchets. En outre, le CCGPP a joué un rôle particulièrement important dans l'emploi des travailleurs locaux. Le CCGPP a sélectionné des travailleurs locaux, contrôlé et géré la situation de travail et a joué un rôle actif comme un pont entre les travailleurs locaux et les entrepreneurs. Le CCGP a principalement contrôlé :

- Si les ouvriers travaillaient dans des conditions adéquates et sécurisées
- Si les paiements de l'entrepreneur étaient faits sans aucun problème

- Si les habitants du quartier ne ressentaient pas de stress ou d'inconvenance en raison des travaux de construction

Lorsqu'une plainte était présentée à un membre du CCGPP, il/elle a immédiatement partagé l'information avec les autres membres y compris les membres de la Mairie afin de trouver rapidement une solution.

### **Article Encadré : Création de bonnes relations**

*Pour redémarrer les cours dans un bâtiment scolaire joliment rénové, qui est comme neuf, un manque de bureaux et des chaises pour les enfants de l'école était un problème sérieux pour Anonkoua Kouté 3 et 4 dans la Commune d'Abobo.*

*Les participants aux réunions de chantier hebdomadaires dont le MEMIS, les Mairies, le consultant local, l'entrepreneur, les membres résidents du CCGPP et l'équipe d'experts de la JICA se sont réunis pour résoudre ce problème. Dans la discussion pour trouver une solution, l'entrepreneur a proposé une chose, « Donnons une partie des matériaux nécessaires pour les réparations, et allons réparer le mobilier existant en utilisant les ouvriers de meubles locaux », même si ce problème est en dehors de la portée du lot PP-PKG-1. En réponse, les membres de CCGPP ont promis de vérifier l'état des meubles existants et de trouver des ouvriers de meubles locaux.*

*La restauration du mobilier a été réalisée grâce à la relation de collaboration et de confiance développée entre les participants au travers des réunions hebdomadaires.*



Plusieurs problèmes ont été identifiés lors du contrôle de PP-PKG-1. Les réunions hebdomadaires pour les deux Communes étaient fixées pour le même jour de la semaine. Par conséquent, l'heure de début de la deuxième réunion variait en fonction de la première séance de la journée et cela est devenu un lourd inconvénient pour les participants. En outre, le contenu des réunions de chantier hebdomadaires n'était pas partagé avec succès avec les membres concernés qui n'avaient pas participé aux réunions aux niveaux des Mairies et des CCGPP.

Pour PP-PKG-S1, des réunions de chantier hebdomadaires ont été réalisées sur chaque site, d'une manière similaire à celle de PP-PKG-1. Cependant, en considérant l'expérience de PP-PKG-1 mentionnée ci-dessous, les réunions hebdomadaires pour chaque Commune ont été fixées sur des jours de la semaine différents. Les Mairies, l'entrepreneur (chef et technicien), des résidents membres de CCGPP et l'équipe d'experts de la JICA ont participé à ces réunions et l'animateur était l'employé de la Mairie. Après inspection visuelle de l'avancement des travaux de construction, l'entrepreneur a rendu compte de la progression de la construction, la situation

de l'installation du matériel, nombre d'ouvriers embauchés ayant participé à la formation, et a discuté des problèmes rencontrés, si nécessaire. Pour le partage de l'information, le système de suivi des travaux a été amélioré dans chaque Commune afin d'assurer que les comptes rendus des réunions seraient partagés entre les parties concernées.

En ce qui concerne la supervision de PP-PKG-S1, pour chaque site, l'équipe d'experts de la JICA a affecté un chef de chantier local à chaque site et ils ont été suivis de près par les experts japonais. Depuis les Mairies, le contrôle a été mené un maximum de 1 à 2 fois par semaine au cours d'une visite du site par une personne. En ce qui concerne le suivi par les CCGPP, les résidents membres des CCGPP qui sont les responsables de l'école s'étaient beaucoup investis et se rendaient sur le site une fois par jour pour faire le suivi.

## **(2) En Réponse aux Problèmes**

Pendant la construction, différents problèmes se sont produits pour chaque projet pilote. Certains étaient des problèmes purement techniques mais certains étaient des questions en rapport avec les résidents sur les sites du projet pilote. Tous ces problèmes constatés ont été partagés avec les participants de la réunion hebdomadaire mentionnée ci-dessus. Quant à la question technique, le consultant a pris l'initiative de résoudre les problèmes en tenant compte des opinions des Mairies et l'équipe d'experts de la JICA. En ce qui concerne les questions en rapport avec les résidents, les membres résidents de CCGPP ont participé activement pour faire face aux problèmes.

Par exemple, au GS Palmeraie qui était l'un des sites de PP-PKG-2, certains problèmes se sont produits liés à l'emploi pour les résidents locaux. Au début, une forte tension est apparue entre les membres résidents de CCGPP et l'entrepreneur. Les deux se sont plaints de la manière dont l'autre partie gérait la question de l'emploi local. Ce problème était dû au manque de communication qui a mené à l'incompréhension des deux parties. À la demande des membres résidents de CCGPP, plusieurs réunions ont été organisées à l'initiative de la Mairie de Yopougon afin de résoudre le problème. Finalement, la procédure de l'emploi local a été partagée avec toutes les personnes concernées et les différentes parties ont fini par bien collaborer. Les membres résidents de CCGPP ont été très impliqués dans cette procédure et ils ont contribué à faciliter la prise en compte de la jeunesse locale par l'entrepreneur.

Au niveau du site du PP-PKG-3, en raison des pluies torrentielles sans précédentes de la saison des pluies pendant la phase de construction, malheureusement, les érosions et un accident mortel est survenu au caniveau. Après l'accident, l'équipe d'experts de la JICA et les homologues ont discuté avec les membres résidents de CCGPP immédiatement pour examiner des mesures appropriées et la démarches à entreprendre pour installer des grilles de protection à l'intérieur des caniveaux à divers endroits critiques. Cette activité a été accompagnée de d'autres activités de sensibilisation telles que l'invitation à la prudence en utilisant le mégaphone, la distribution de

petits dépliants dans la rue et dans quelques communautés/ lieux de culte en mobilisant les membres résidents de CCGPP.

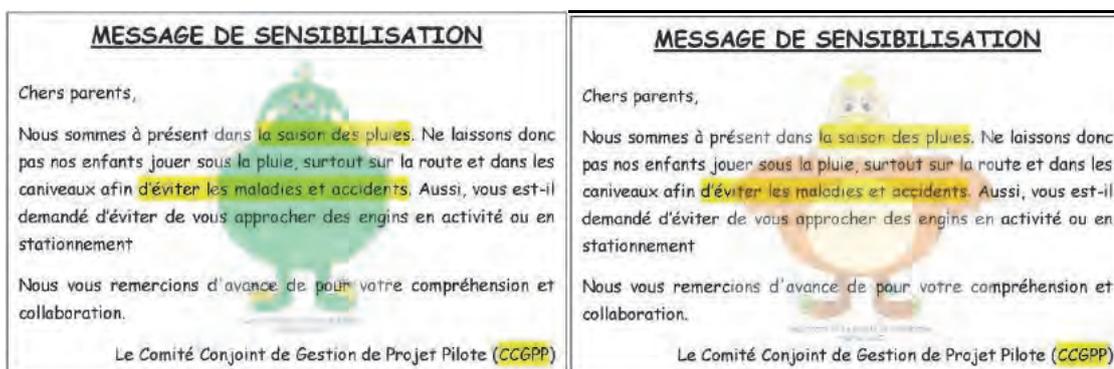


Figure 2.2.13 Prospectus de Sensibilisation et d'Alerte sur le Danger des Caniveaux



Communication avec les résidents locaux sur l'utilisation sécurisée de caniveau



Panneau de message installé



Figure 2.2.14 Panneaux en Bois pour Alerter du Danger des Caniveaux lors de Fortes Pluies

### (3) Enquête de l'Etat des Lieux et Enquête Finale

Pour mieux comprendre comment la situation a changé entre avant et après les projets pilotes, une enquête de l'état des lieux et une enquête finale ont été réalisées. Pour l'enquête de l'état des

lieux, comme appris au cours du programme de formation sur les « Méthodes de Planification Participative », les homologues et les membres de CCGPP avaient identifié les éléments d'enquête nécessaires pour la conception et l'évaluation des projets. Certains éléments de l'enquête que les membres de CCGPP connaissent bien ont été étudiés pour préparer le Cadre Logique pour les projets pilotes. Ensuite, d'autres éléments de l'enquête ont été identifiés par les homologues assistés par l'équipe d'experts de la JICA pour évaluer les indicateurs du Cadre Logique pour les projets pilotes et le Projet. Alors que certains éléments de l'enquête ont été étudiés par les CCGPP et les homologues, certaines enquêtes quantitatives telles que les enquêtes d'opinion et les enquêtes de comptage de la circulation ont été sous-traitées à un cabinet local de consultation appelé Etablissement Halley et la famille (EHF) par l'équipe d'experts de la JICA.

Après l'achèvement des travaux de construction de chaque projet pilote, l'évolution a été suivie par une enquête finale utilisant la même méthodologie que l'enquête initiale ; quelques questions ont été examinées par CCGPP et C/Ps, et les enquêtes quantitatives ont été étudiées par l'EHF.

## **2.3 Activités pour Résultat 3**

**Méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base en tenant en compte de la cohésion sociale pour le personnel des Mairies sont développées.**

### **2.3.1 Activité 3-1 Élaborer le plan de la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base**

#### **(1) La clarification des rôles et des travaux relevant de la compétence de chaque département de bureaux communaux**

Cette activité est liée à l'activité mentionnée ci-dessus. Tout d'abord, les rôles et les travaux relevant de la compétence des directions des communes qui sont en charge des projets de développement de l'infrastructure de base, ont été étudiés. Les directions ciblées étaient la Direction de services techniques et la Direction des Activités Socio-Culturelles et de la Promotion Humaine (DASCPH) de la Mairie d'Abobo, et la Direction de service technique, Direction du Développement Humain de la Mairie de Yopougon<sup>12</sup>.

A la Mairie de Yopougon, la restructuration de toutes les directions était examinée par l'ordre du maire nouvellement élu. Au début du Projet, il a été constaté que la réorganisation de la direction socio-culturelle et développement humain venait d'être faite et la direction a été divisée en deux, à savoir la Direction Socio-Culturelle (DSC) et Direction du développement humain (DDH). Les sous-directions et les services ont également été réorganisés dans les communes, et les nouveaux

---

<sup>12</sup> Les services en charge de la communication des Communes d'Abobo et de Yopougon ont été ajoutés comme cibles à l'étape ultérieure.

directeurs et sous-directeurs ont été nommés pour les nouveaux postes. Grâce aux entretiens avec le directeur de la DDH, il a été précisé que la DDH est responsable de l'implication du public, des organisations à base communautaire, et de la cohésion sociale. Par conséquent, l'organigramme et les rôles et les responsabilités de chaque direction de la DDH ont été examinés et clarifiés. La réorganisation de la Direction du Service Technique (DST) n'avait pas été terminée à temps (voir les Figure 2.3.1, Figure 2.3.2, Figure 2.3.3).

Selon le sous-directeur de la DST de la Mairie de Yopougon, plus de personnel serait nécessaire, compte tenu du volume de travail qu'ils avaient à traiter tout au long de l'année, même si le nombre de personnel était plus de trois fois supérieur à celui de la Direction des services techniques de la Mairie d'Abobo. En outre, malgré le nombre relativement important de postes vacants, il y avait de personnels qui assumaient déjà les responsabilités de ces postes vacants, même s'ils n'avaient pas été autorisés par le maire à ce moment-là. Toutefois, étant donné qu'ils n'avaient pas de pouvoirs dans la prise de décision, deux sous-administrateurs autorisés étaient surchargés par toutes les responsabilités de prise de décision.

A la Mairie d'Abobo, il n'y avait pas de plan de réorganisation. Les organigrammes des deux directions et les responsabilités de chaque section ont été clarifiés par les entretiens avec les directeurs et sous-directeurs (voir les Figure 2.3.4, Figure 2.3.5, Figure 2.3.6). Selon le sous-directeur, très peu de postes avaient été longtemps vacants, mais ils étaient bien opérationnels depuis que les autres membres du personnel ont effectué les travaux censés être entrepris par les postes vacants.

Les homologues appropriés avaient été sélectionnés en menant des entretiens avec les directeurs des deux départements et le personnel de chaque section et en identifiant les responsabilités du personnel.

Les personnels en charge de la communication et des relations publiques a été incluse dans la liste des homologues, selon la demande des deux communes. Les agents ont des rôles importants de communication auprès de résidents de la commune en matière de services publics, y compris le développement des infrastructures de base.

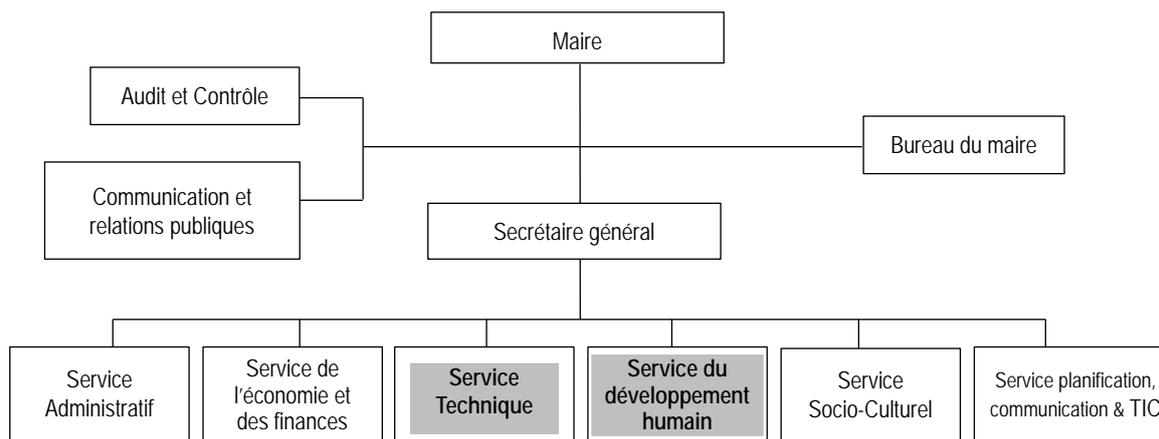
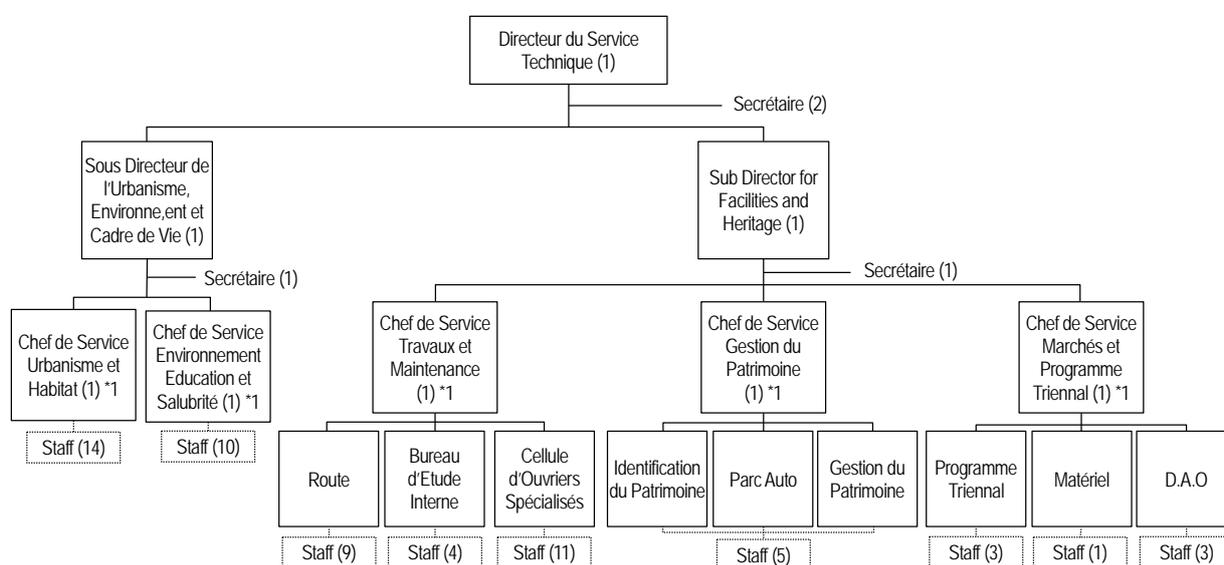
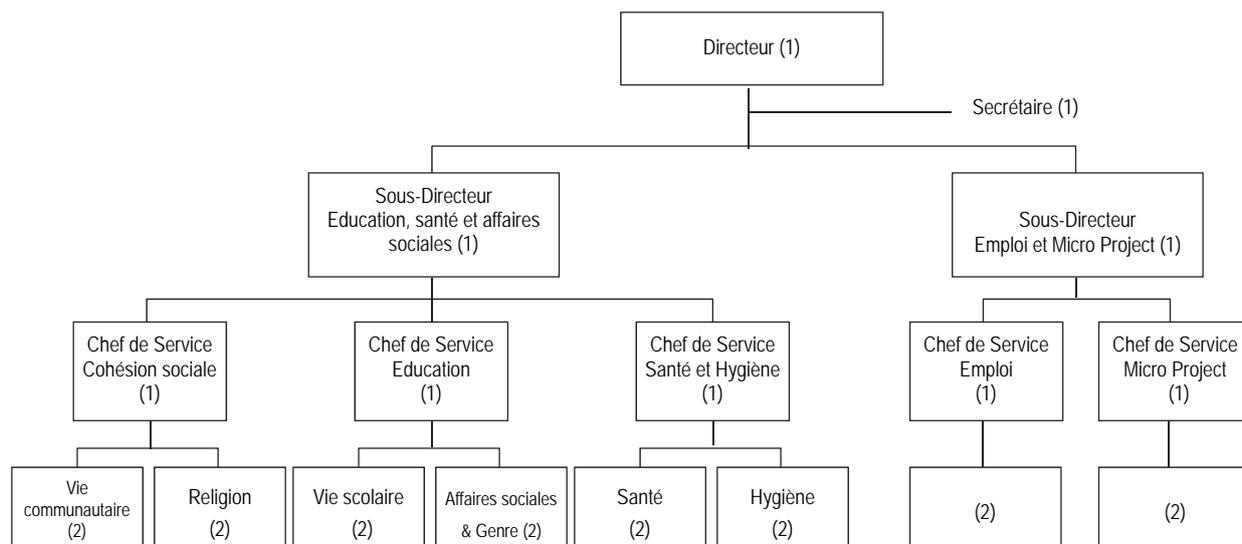


Figure 2.3.1 Structure Organisationnelle de la Commune de Yopougon

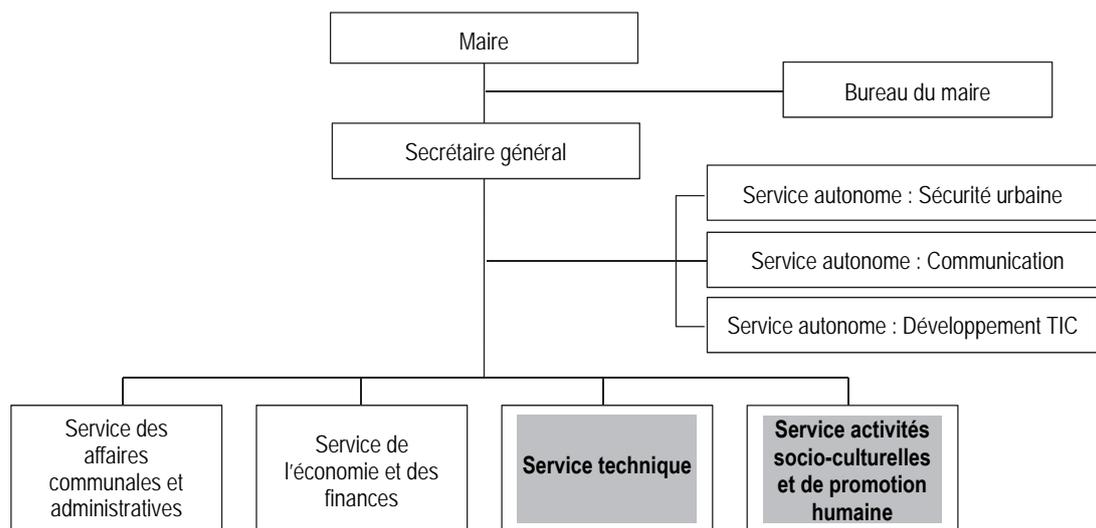


\*1: Poste non confirmé par le maire

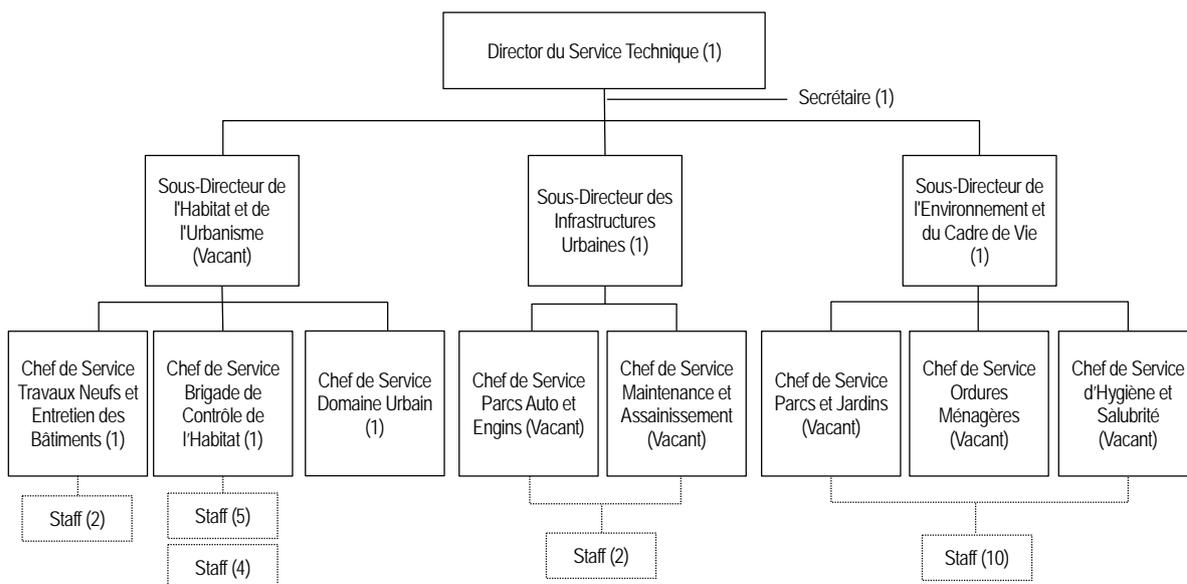
Figure 2.3.2 Direction de Service Technique de la Commune de Yopougon



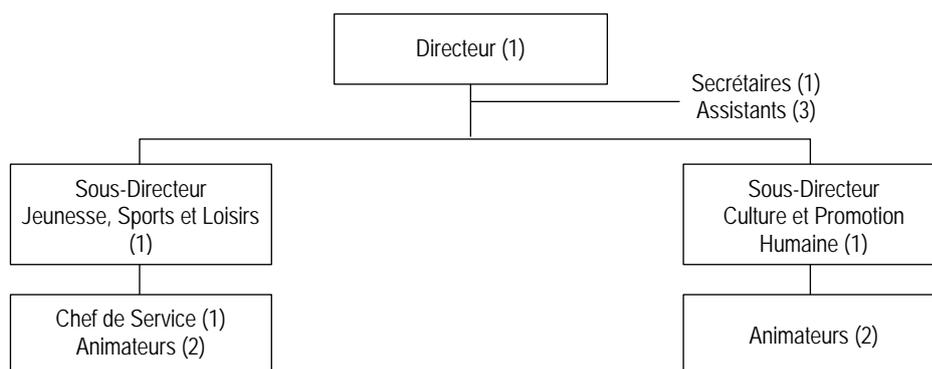
**Figure 2.3.3 Direction de Développement Humain de la Commune de Yopougon**



**Figure 2.3.4 Structure Organisationnelle de la Commune d'Abobo**



**Figure 2.3.5 Direction de Service Technique de la Commune d'Abobo**



**Figure 2.3.6 Direction d'Activités Socio-Culturelles et de Promotion Humaine de la Commune d'Abobo**

L'organigramme et les rôles et les responsabilités des sous-directions et des services ont été mis à jour car la Direction Technique de la Commune de Yopougon a été réorganisée. Par ailleurs, les directions chargées des relations publiques et de la communication, ainsi que la promotion de l'emploi et des affaires ont été étudiées et ces résultats ont ensuite été intégrés dans le rapport sur le Mécanisme de Développement des Infrastructures des Communes. Selon ces résultats, de manière générale, les Mairies ont tendance à avoir très peu d'expérience dans le développement d'infrastructures de base tenant compte des impacts sociaux et environnementaux, la participation du public, et la planification participative, tandis qu'elles avaient de l'expérience dans la réhabilitation d'infrastructure de base à petite échelle, notamment dans la passation de marché avec les entrepreneurs.

## **(2) Préparation de programme de formation**

En raison d'être occupé avec les activités relatives à la sélection de projets pilotes, la préparation du programme de formation a été retardée, bien que les homologues et l'équipe d'experts de la JICA ont convenu de créer un groupe de travail sur la formation qui travaillerait pour la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de formation.

### **1) Création d'un Groupe de Travail pour Formation**

Un Groupe de Travail pour Formation (GTF) responsable pour la planification et l'exécution des programmes de formation du Projet a été établi en janvier 2014. Les membres incluent les directeurs des directions technique, sociale, et de communication des communes et les autres homologues qui ont été sélectionnés par les directions. Tous les homologues MEMIS/DGDDL et représentants de l'équipe d'experts de la JICA sont également membres du GTF.

### **2) Evaluation des Capacités et Evaluation des Besoins en Formation**

La capacité du personnel ainsi que la capacité organisationnelle, ont été évaluées et clarifiées pour les directions ciblées et leurs tâches. Tout d'abord, l'ensemble du personnel du directeur jusqu'aux assistants des directions en charge des projets de développement de l'infrastructure de base a été identifié et répertorié. La capacité de chaque personne a été évaluée selon le processus de développement de l'infrastructure de base de la planification, pour le développement jusqu'au suivi et à la maintenance après la fin des travaux. Les éléments de l'évaluation de capacité choisis selon cette procédure sont présentés dans le Tableau 2.3.1.

**Tableau 2.3.1 Eléments de l'Evaluation des Capacités**

Direction Technique	Direction Sociale et Direction de la Communication
<b>Collecte d'informations et planification de développement des installations de base</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Etude des conditions actuelles des installations publiques</li> <li>✓ Gestion de la base de données concernant des installations publiques</li> <li>✓ Préparation d'un plan de développement des installations publiques et sélection des projets prioritaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Collecte et gestion d'informations sur différents types d'organisations communautaires et de personnages-clé de la communauté</li> <li>✓ Communication avec des organisations communautaires et des personnages-clé et développement de bonnes relations avec eux</li> <li>✓ Sélection des projets prioritaires en prenant en considération les aspects sociaux (en coopération avec le Département de Service Technique)</li> </ul>
<b>Planification conceptuelle et établissement du budget</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Vérification diagnostique des bâtiments et des routes existants (uniquement pour la réhabilitation)</li> <li>✓ Préparation d'un plan conceptuel</li> <li>✓ Calcul prévisionnel du coût</li> <li>✓ Préparation d'un rapport d'étude</li> <li>✓ Préparation d'un programme triennal et d'un plan annuel du budget</li> <li>✓ Préparation de la proposition de projet pour s'assurer du financement pour l'exécution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Organisation des réunions avec des organisations communautaires et des personnages-clé pour comprendre leurs problèmes et besoins</li> <li>✓ Préparation d'un programme triennal et d'un plan annuel du budget</li> <li>✓ Préparation de la proposition de projet pour s'assurer du financement pour l'exécution</li> <li>✓ Annonce publique de la sélection des projets destinés à être mis en œuvre par la communauté</li> </ul>
<b>Planification et préparation de projet</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evaluation d'impact sur l'environnement (si nécessaire)</li> <li>✓ Préparation d'un plan d'action de relocalisation (si nécessaire)</li> <li>✓ Planification de projet avec participation du public</li> <li>✓ Conception de base</li> <li>✓ Estimation du coût de projet</li> <li>✓ Contrat avec les Consultants (préparation des TDR, sélection des consultants, contrat avec les consultants)</li> <li>✓ Etudes topographiques et études de sol</li> <li>✓ Conception détaillée</li> <li>✓ Révision de l'estimation du coût du projet</li> <li>✓ Préparation de dossier de l'appel d'offres (avis de marché, distribution de l'appel d'offre, évaluation des offres, avis d'attribution)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Planification du processus d'implication du public</li> <li>✓ Evaluation d'impact sur l'environnement (si nécessaire)</li> <li>✓ Préparation d'un plan d'action de relocalisation (si nécessaire)</li> <li>✓ Planification de projet avec participation du public</li> </ul>
<b>Mise en œuvre du projet</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise en œuvre du projet (préparation de rapports mensuels, inspections périodiques, test des matériaux et acceptation des échantillons, coordination mensuelle)</li> <li>✓ Utilisation de la HIMO et organisation des travaux par HIMO</li> <li>✓ Livraison du projet (effectuer une inspection finale, examiner et accepter les documents de remise de projet fini, préparation de la cérémonie de remise de projet fini)</li> <li>✓ Inspection des garanties (effectuer une inspection de garantie, accepter les travaux de réparation, remise du bon de garantie)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Implication de la population communautaire dans la mise en œuvre du projet</li> <li>✓ Organisation des travaux par HIMO</li> <li>✓ Organisation des activités de relations publiques en choisissant des méthodes appropriées (site internet, média, événements, prospectus, vidéo, rencontres publiques, etc.)</li> </ul>
<b>Suivi et maintenance</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Suivi</li> <li>✓ Maintenance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Promotion de la participation communautaire au suivi et à la maintenance</li> </ul>

L'évaluation a été effectuée en distribuant des questionnaires au personnel et en organisant des groupes de discussions. L'information collectée a été considérée comme la référence des capacités de début du Projet.

Suite à l'évaluation des capacités, une évaluation des besoins en formation a été effectuée. Des ateliers ont été organisés dans les Communes cibles avec la participation du personnel concerné. Lors de ces ateliers, les résultats de l'évaluation sur la capacité ont été partagés entre les participants, et les compétences et les capacités requises pour mener à bien les travaux nécessaires ont été discutées et clarifiées. Par la compréhension de l'écart entre les capacités exigées et les capacités présentes, les éléments de la formation et les quantités à inclure dans le projet ont été décidés lors de la 2<sup>ème</sup> réunion du GTF.

### **(3) Plan de Formation**

Considérant le résultat des discussions de la 2<sup>ème</sup> réunion du GTF, le plan de formation a été élaboré par l'équipe d'experts de la JICA et a été accepté lors de la 3<sup>ème</sup> réunion du GTF. Le plan de formation comprend 1) un sujet, 2) des formateurs, 3) le contenu principal, 4) des participants à la formation, 5) un nombre de participants, 6) une durée, 7) fréquence, et 8) un calendrier. Au total 24 sujets de formation ont été proposés dans le plan de formation, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 2.3.2 Sommaire du Plan de Formation**

N°	Sujet de Formation
<b>Catégorie 1. Compétences Générales pour les Projets Pilotes</b>	
1	Considérations des impacts environnementaux et sociaux
2	Sélection de projet pilote
3	KAIZEN – A amélioration Continue de la Qualité
4	Planification de projet pilote tenant compte de la cohésion sociale
5	Participation du public
6	Méthodes de planification participative
7	Gestion de cycle de projet (GCP)
8	Génération d'emploi : expérience du Grand Séisme de l'Est du Japon
9	Evaluation de projet
10	Relations publiques
11	Plan de mise en œuvre de projet
<b>Catégorie 2. Compétences Techniques pour les Projets Pilotes</b>	
12	Passation de marchés publics
13	Gestion de HIMO
14	Contrôle de la qualité
15	Gestion de la sécurité
16	Formation des formateurs pour la maintenance des bâtiments scolaires
17	Formation des formateurs pour la maintenance des routes
18	Entretien de bâtiments scolaires
19	Entretien de routes
<b>Catégorie 3. Compétences Générales et Techniques pour les Travaux des Communes</b>	
20	Diagnostic de routes
21	Diagnostic de bâtiments scolaires
22	Préparation du plan de développement des infrastructures
23	Préparation du programme triennal
24	Préparation des propositions de projets

Le plan de formation a été mis à jour et vérifié lors de la réunion du GTF ou de la réunion de GT. La principale modification comprend : 1) remplacement de « (la) Formation HIMO » par « (la) Gestion et le Suivi de Travaux de Construction (GC) », tenant en compte des compétences nécessaires à la gestion des projets pilotes, 2) suppression de « Plan de Mise en Œuvre du Projet » parce que la formation avait été pratiquée en tant que FCE, 3) ajout de « (la) Cohésion Sociale et (le) Développement Communautaire » comme un développement des capacités indispensables tant pour les homologues que pour les membres résidents des CCGPP, and 4) integration of “Preparation of Infrastructure Development Plan” and “Preparation of 3 year Programme”. La version final du plan de formation (version 1.4) est présentée à l’Annexe 5.

### **2.3.2 Activity 3-2 Réaliser la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base**

Bien que le plan de formation n'a pas été développé, dans le but de la sélection appropriée des projets pilotes, et l'amélioration de la compréhension des homologues sur le projet et des directeurs de travaux du projet, la formation fondamentale a été donnée comme indiqué dans le Tableau ci-dessous en plus de formation quotidienne à travers les activités du projet. En outre, les matériaux de formation offerts sont résumés à l'Annexe 6. Le niveau de compréhension pour chaque programme de formation a été évalué par l'équipe d'experts de la JICA à travers les résultats des examens ou les réalisations des stagiaires pendant et/ou après les séances de formation. Les méthodes d'évaluation étaient différentes selon les programmes de formation, parce que certains programmes de formation ont tendance à être plus adaptés à l'évaluation par un test, tandis que les autres programmes de formation nécessitent un plan de développement par les sessions de formation et/ou en pratique.

#### **(1) Compétences Générales de Projets Pilotes**

##### **1) Atelier de lancement**

Une compréhension commune de la mission et de grandes lignes du Projet est indispensable pour tous les membres concernés. Au début du Projet, les experts de la JICA et les homologues ont commencé des discussions du cadre de projet, y compris le CLP, le PO et la structure d'exécution du Projet. Tout d'abord les participants ont discuté sur « qu'est-ce que la cohésion sociale ? », « quelles sont les leçons tirées de l'expérience du Japon avec Kaizen ? », et « quels sont les problèmes dans les infrastructures de base à Abobo et à Yopougon ? » grâce à des séances de remue-méninges. L'équipe d'experts de la JICA a facilité les homologues à comprendre les problèmes de fond du projet et de l'expérience du Japon. Ensuite, les participants ont examiné le CLP et le PO qui ont été convenues dans le PV. En plus, les détails des critères de sélection ont été examinés et clarifiés pendant l'atelier. Combiné avec la mise en place de groupes de travail dans les communes d'Abobo et de Yopougon, la structure de mise en œuvre du projet a été examinée. Grâce à l'atelier, les participants ont révisé le CLP, le PO, la structure de mise en œuvre et les critères de sélection pour les projets pilotes de leur propre initiative.

##### **2) KAIZEN - A amélioration Continue de la Qualité**

Kaizen se réfère à une philosophie de gestion japonaise qui signifie l'amélioration continue de la qualité de l'entreprise ou toute sorte d'activités. Aux fins du développement individuel et institutionnel de la capacité effective des homologues il est important de comprendre les valeurs et la philosophie de l'œuvre. L'équipe d'experts de la JICA a présenté des idées de Kaizen comme

une philosophie, et 5S<sup>13</sup> et HouRenSou<sup>14</sup> comme les compétences principales, compte tenu des potentialités et la capacité de compréhension des homologues.

Pendant les séances de formation, à la suite de la conférence par des experts de la JICA, les participants ont discuté des mesures nécessaires contre les problèmes dans leur travail quotidien au bureau. Les Plans d'action Kaizen ont été présentés par des groupes de participants (MEMIS / DGDDL, Mairie d'Abobo et Mairie de Yopougon) à la fin de la session de formation. Ces plans d'action sont présentés dans le Tableau ci-dessous.

**Tableau 2.3.3 Plan d'actions de Kaizen pour les homologues**

	<b>Problèmes</b>	<b>Actions de Kaizen</b>
<b>MEMIS/DGDDL</b>	Retard de travail chez le personnel	Se dépêcher pour arriver au travail à l'heure Se concentrer sur le travail au bureau
	Utilisation inappropriée des ressources humaines	Identification de postes de travail, mise en valeur de compétences des employés, affectation selon leur niveau d'étude
	Déficit d'espace	Gestion rationnelle de l'espace de travail
<b>ABOBO</b>	Insuffisance de communication entre les départements	Promotion de la mise en commun des informations
	Faiblesse administrative	Planification de travail
	Gestion du temps	Amélioration des conditions de travail
	Visites inattendues	
	Manque de confort dans les bureaux	
	Déficit d'équipement de travail	
<b>YOPOUGON</b>	Insuffisance de ressources humaines	Motivation, renforcement des capacités des ressources humaines
	Le personnel est toujours en retard	Campagne de conscience (chacun doit avoir une mission à remplir) Préparer une récompense pour la ponctualité
	Salaire bas	Motivation psychologique des employés (prix pour l'excellence)
	Déficit de ressources financières et d'équipement (véhicules)	
	Les demandes financières de la population dépassent les ressources financières disponibles du bureau communautaire	

### 3) Sélection finale de projets pilotes

Cette formation a été mise en œuvre lors de la dernière étape de sélection des projets pilotes avec les autres pratiques de la FCE. La formation a porté sur la façon dont nous évaluons chacun des

<sup>13</sup> 5S est un système d'organisation des travaux et / ou des bureaux, et se compose de Seiri, Seiton, Seiketsu, Seisou, et Shitsuke en japonais qui signifie Débarrasser, Ranger, Nettoyer, Ordonner et Etre rigoureux en français.

<sup>14</sup> HouRenSou est une principe de communication pour les occasions d'affaires, et se compose de Houkoku, Renraku, Soudan en japonais qui signifie Rapport, Communication, et Consultation en français.

critères de sélection en utilisant les données et informations recueillies. L'équipe d'experts de la JICA a préparé les données compilées et les informations sur la base des réunions des parties prenantes et des profils de routes et d'écoles, et a expliqué les méthodes de notation en utilisant les données compilées. Ensuite, les participants ont évalué les critères de sélection avec l'aide de l'équipe d'experts de la JICA. Bien que la plupart des travaux ait été fait lors de la session de formation, les travaux restants et des discussions supplémentaires ont également eu lieu à un autre jour. À la suite de la formation, les homologues ont évalué tous les critères de sélection et établi des listes définitives des projets pilotes.

#### **4) Considérations Environnementales et Sociales**

Ce programme de formation pour les homologues a été mené afin d'améliorer leur prise de conscience sur des considérations sociales et environnementales sur la planification et l'élaboration de projets. L'équipe d'experts de la JICA a aperçu au travers les réunions de discussion avec des agents de la Commune, que leur prise de conscience et leur compréhension sur cet aspect important étaient insuffisantes et ils avaient besoin de renforcement de la sensibilisation pour faciliter la bonne exécution des projets pilotes en conformité avec les lignes directrices des considérations environnementales et sociales de la JICA et celles des autres bailleurs de fonds ainsi que la connaissance de l'étude environnementale et sociale pertinentes relatives au cadre juridique de l'ANDE de la Côte d'Ivoire.

En tenant compte de ces aspects, les sessions de formation théoriques et des exercices en utilisant la forme de cadrage environnementale typique de la JICA en tant que formation sur le tas ont été menées par un expert en considérations environnementales et sociales de l'équipe d'experts de la JICA.

Aux fins de l'exercice d'évaluation, sous forme de l'examen préalable du projet / évaluation préliminaire de l'impact environnemental et social, qui ont été menés à la suite des séances de cours théoriques, des projets de réhabilitation de la route sélectionnés dans chaque commune ont été utilisés comme exemple typique et pertinent du Projet. Toutes les séances de formation à l'endroit des agents des deux Mairies ont été faites avec la participation des personnes chargées à la fois des aspects techniques et sociaux. Le programme de formation a été divisé en trois sessions:

Session 1: séances de cours théoriques suivis d'une séance de questions- réponses menées sur les aspects basiques de considérations environnementales et sociales des projets et des plans (aspects Evaluation Environnemental Stratégique (EES) et Etude d'Impact Environnemental (EIE)) puis le cadre juridique pertinent en Côte d'Ivoire et les lignes directrices de la JICA sur les considérations environnementales et sociales (2010).

Session 2: séances théoriques sur l'explication des éléments environnementaux et sociaux et de leur signification et de l'importance du formulaire de cadrage de la JICA, suivies de remplissage par chaque commune de formulaire pour son projet pilote de route, avec la synthèse des résultats par l'équipe d'experts de la JICA comme la première étape de la formation en cours d'emploi. Les projets routiers pilotes ciblés pris comme exemples sont la route EPP Plaque 1 et 2 pour Abobo et la route EPP Banco 2 pour Yopougon.

Session 3: séances d'explication et de confirmation finales à la fin de remplissage du formulaire de cadrage de la JICA avec des explications supplémentaires, le cas échéant, sur la relation entre les éléments environnementaux et sociaux de la liste de vérification et les activités de projets concernés par les étapes de construction et post-construction de projets de réhabilitation routière cibles. Cette dernière séance a eu lieu séparément pour chaque commune dans son bureau respectif.

Les résultats de cadrage ayant beaucoup de "D"<sup>15</sup> selon l'évaluation indiquent clairement que les deux projets pourraient être classés dans la catégorie C et aucune autre considération sociale ou environnementale détaillée est nécessaire sauf la résolution à l'amiable avec les vendeurs de bord de route ciblés pour le déplacement.

## **5) Planification de Projet Pilote tenant compte de la Cohésion Sociale**

Bien que les homologues aient obtenu de la FCE en préparant une première version des plans de projets pilotes après les réunions des CCGPP et des parties prenantes, il était nécessaire pour les homologues de comprendre l'approche et la méthodologie de planification de manière systématique. L'objectif de la formation était « d'apprendre et de comprendre l'approche et la méthodologie de planification pour l'élaboration de plans de projets pilotes du Projet compte tenu de la promotion de la cohésion sociale ». Cette formation s'est concentrée sur les aspects pratiques tels que le renforcement des connaissances et la compréhension des considérations sociales, culturelles, et de genre, et sur les activités de composante soft, selon les besoins des homologues durant le processus de planification.

---

<sup>15</sup> Catégorie D représente l'absence d'effet significatif sur la question environnementale.

**Tableau 2.3.4 Module de Formation sur la Planification de Projet Pilote en tenant compte de la Cohésion Sociale**

Module	Contenu
Ebauche du Plan de Projet Pilote	- Structure de plan de projet pilote (Conférence)
Considérations Particulières	- Considérations sociales : conflits, sexe, relocation etc. (Conférence) - Problèmes environnementaux et problèmes de relocation (Conférence) - Identification des considérations pour les projets pilotes (Travail de Groupe)
Activités de Composante Soft	- Concept des activités de composante soft (Conférence) - Planification des activités de composante soft (Travail de Groupe)
Préparation du Plan de Projet Pilote	- Méthodes de compilation des plans des projets pilotes (Conférence) - Révisions des ébauches de plans des projets pilotes (Travail de Groupe)

Cette formation n'a pas été terminée dans les deux demi-journées programmées, parce que beaucoup des sujets étaient nouveaux pour les participants, et ils ont posé beaucoup de questions. Puis, après la session, chaque Commune a effectué un travail en groupe par elle-même pour examiner et modifier les plans du projet pilote.

#### 6) Méthodes de Planification Participative

Cette formation a été la première formation du Projet à laquelle des membres des CCGPP ont participé, en plus des homologues. Les homologues et huit représentants locaux des CCGPP ont ainsi acquis des compétences de facilitation et des outils analytiques essentiels pour la gestion des réunions de CCGPP et de parties prenantes. Le tableau ci-dessous présente le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.5 Module de Formation sur les Méthodes de Planification Participative**

Module	Contenu
Compétences de facilitation	- Facilitation et les Rôles de l'Animateur (Conférence) - Facilitation en utilisant des cartes (Conférence et Travail de Groupe) - Considérations pour la participation de la communauté (Conférence et Travail de Groupe)
Outils analytiques	- Analyse des parties prenantes (Conférence et Travail de Groupe) - Analyse SWOT [Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats] (Conférence et Travail de Groupe) - Analyse de cause à effet (Conférence et Travail de Groupe)

Bien que les homologues aient déjà obtenu de la FCE de facilitation lors du projet, les participants à la formation ont repensé la philosophie de facilitation et acquis des compétences plus générales de facilitation essentielles grâce à la formation. Il était important pour les participants d'acquérir des compétences analytiques pour renforcer leur capacité de raisonnement logique. L'analyse SWOT permet de comprendre les caractéristiques des parties prenantes des projets pilotes, tandis que l'analyse de cause à effet peut être utilisée pour développer le cadre des projets, en particulier les cadres logiques.

Les représentants des CCGPP ont tendance à comprendre le contenu de formation mieux que les homologues. La raison semble être que la plupart des représentants des CCGPP étaient des personnes clés dans leurs communautés avec de manière générale une bonne expérience de travail et une bonne éducation. Les représentants des CCGPP bénéficieraient des formations dans le cadre du Projet.

## 7) Gestion du Cycle de Projet (PCM)

L'objectif de la formation était « d'apprendre et de comprendre la théorie, l'approche et la méthodologie de création de cadre logique, de développement de CLP, et de conception d'une enquête de l'état des lieux ». La formation a été mise en œuvre à la mi-mars 2014, juste avant la préparation des CLP et des PO pour les projets pilotes et les enquêtes de base. Cette formation théorique a été essentielle pour le renforcement des capacités des homologues dont les connaissances sur le cadre logique étaient faibles. Le tableau ci-dessous montre les modules et le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.6 Module de Formation sur la Gestion du Cycle de Projet (PCM)**

Module	Contenu
Théorie de la gestion du cycle de projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Théorie de la gestion du cycle de projet (Conférence)</li> <li>- Pensée Logique (Conférence et Travail de Groupe)</li> </ul>
Cadre Logique (CLP)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structure de Cadre Logique (CLP) (Conférence)</li> <li>- Logique Verticale de CLP (Conférence et Travail de Groupe)</li> <li>- Indicateurs objectivement vérifiables et méthode de vérification (Conférence et Travail de Groupe)</li> <li>- Activités et participation (Conférence et Travail de Groupe)</li> <li>- Hypothèses et risques (Conférence et Travail de Groupe)</li> </ul>
Enquête de l'Etat des Lieux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête de l'état des lieux sur la collecte d'information pour indicateurs objectivement vérifiables (Conférence)</li> <li>- Développement de TDR pour l'enquête de l'état des lieux (Travail de Groupe)</li> </ul>
Plan d'Opérations (PO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'opérations et de suivi (Conférence)</li> <li>- Développement de PO (Travail de Groupe)</li> </ul>

Au cours de la formation, les connaissances acquises sur les méthodes de planification participative telles que l'analyse de cause à effet ont été utilisées pour élaborer des cadres logiques. Le niveau de compréhension des participants, cependant, était faible. La théorie du modèle logique leur était en effet nouvelle, et ils n'ont pas été suffisamment présents pendant les trois jours de formation.

En raison du manque de compréhension des homologues sur l'approche de cadre logique, les enquêtes de référence, et la collecte de données pour les indicateurs de CLP des projets pilotes, l'équipe d'experts de la JICA a aidé les homologues de manière continue pour le développement des CLP et des PO pour les projets pilotes via FCE après la formation.

Les trois programmes de formation (5, 6, 7) ont traité des compétences essentielles pour la planification des projets pilotes et le renforcement des capacités des homologues. Cependant

certaines théories et méthodes ont eu tendance à leur être difficile et un suivi intensif par l'équipe d'experts de la JICA était nécessaire. Enfin, les homologues ont développé les CLP et PO pour les projets pilotes et ils ont identifiés les éléments nécessaires pour les enquêtes de base.

### 8) Génération de l'Emploi: l'Expérience de la Grande-Est du Japon après le Séisme

Cette formation a été assurée pour partager les leçons que certains homologues ont apprises pendant la formation au Japon sur les approches et méthodologies de la génération de l'emploi après le Violent Séisme et Tsunami dans l'Est du Japon en 2011 aux autres homologues, et identifier celles qui sont applicables à la ville d'Abidjan (Communes d'Abobo et de Yopougon) sur la base des cas japonais. La formation a été mise en œuvre en juillet avec 18 participants du MEMIS et des Communes d'Abobo et de Yopougon, juste avant le début du recrutement réel dans le cadre de PP-PKG-1. Le tableau ci-dessous présente les modules et le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.7 Module de Formation pour Génération de l'Emploi**

Module	Contenu
Situation Actuelle de l'Emploi après la Crise	- Situation actuelle de l'emploi après la crise (Discussion en groupe)
Grandes Lignes et Etudes de Cas	- Grandes Lignes et apports méthodologiques (Conférence par équipe d'experts de la JICA) - Etude de cas 1 (Conférence par homologue ayant participé à la formation au Japon) - Etude de cas 2 (Conférence par homologue ayant participé à la formation au Japon) - Etude de cas 3 (Conférence par homologue ayant participé à la formation au Japon)
Identification des Méthodes Applicables à Abidjan et à COSAY	- Idées applicables à Abidjan (Travail de groupe) - Idées applicables à COSAY (Travail de groupe)

Après la conférence sur l'idée de base de la génération de l'emploi et de son importance pour la cohésion sociale, les homologues ayant participé à la formation au Japon ont partagé trois cas (programme de génération de l'emploi par le Gouvernement, les ONG, et la collaboration entre le Gouvernement et les ONG). Dans les travaux de Groupe à la fin de la formation, les participants ont discuté comment trouver voie permettant d'améliorer la situation de l'emploi à Abidjan en se référant aux cas du Japon.

### 9) Cohésion sociale et Développement Communautaire

Depuis leur création, les CCGPP ont focalisé sur la planification et le suivi des travaux de construction dans le cadre des projets pilotes. Considérant les objectifs des projets pilotes et la gestion efficace de la sensibilisation et d'autres activités de composante soft, les membres des CCGPP, tant ceux des Mairies que les résidents, semblaient ne pas avoir une expérience

suffisante dans la mobilisation communautaire et la communication avec les résidents en général ; ainsi, il était essentiel que les membres des CCGPP améliorent leur attitude et compétences en matière de développement communautaire en prenant en compte la promotion de la cohésion sociale avant la mise en œuvre de la composante soft et aussi de certains des travaux de construction.

La formation a été développée sur la base de ce qui précède par l'équipe d'experts de la JICA et les homologues, en collaboration avec l'ONG internationale Search for Common Ground (SFCG) qui avait une riche expérience dans le domaine. Le tableau ci-dessous présente le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.8 Module de Formation pour Cohésion Sociale et Développement Communautaire**

Module	Contenu
Analyse et Résolution des Conflits	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir et comprendre les conflits (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- 3Ns de conflits (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Origines des conflits (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Analyse des conflits (Conférence et travail de groupe)</li> </ul>
Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication en tant qu'outil de prévention de conflits (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Conditions d'une communication qui favorise la culture de la paix (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Qualités du communicateur pour la paix (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Attitudes de communication positive (Conférence et travail de groupe)</li> </ul>
Rôles des Citoyens pour le Développement Communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature publique et de la citoyenneté (Conférence et travail de groupe)</li> </ul>

La formation a été mise en œuvre par un formateur de SFCG dans 5 localités (2 dans la Commune d'Abobo et 3 dans la Commune de Yopougon) en y invitant non seulement les membres des CCGPP mais également les membres des COGES des écoles cibles. Au total 103 personnes ont participé à la formation dont 85 résidents de CCGPP et COGES, et 18 homologues du MEMIS et des Communes d'Abobo et de Yopougon. En vue d'une maintenance durable des installations réhabilitées et des activités continuelles de sensibilisation, les COGES et les autres organisations basées sur les résidents ont besoin de renforcer leur capacité, ainsi que les CCGPP en tant que comités provisoires basés sur les projets.

Même si les membres des CCGPP avaient de l'expérience en facilitation des réunions de parties prenantes par le biais de la FCE dans le cadre du Projet, les participants ont reconsidéré leur communication et acquis des compétences essentielles pour la gestion et la communication des conflits de manière systématique à travers les séances de formation. La formation a également motivé les résidents de reconnaître leurs rôles et responsabilités en tant que citoyens, puisque, outre la mise en œuvre de projets pilotes dans le cadre de COSAY, ils sont les principaux acteurs du développement communautaire.

## 10) Evaluation de Projet

L'évaluation de projet est une compétence essentielle pour la gestion de projet. Les projets pilotes dans le cadre de COSAY doivent être évalués pour en extraire des leçons apprises. Par conséquent, l'équipe d'experts de la JICA a expliqué l'évaluation de projet aux homologues à plusieurs reprises lors de la planification et du suivi des projets pilotes. Cela comprenait des formations et des ateliers sur la gestion de cycle de projet. Cependant le niveau de compréhension des homologues en matière de gestion de cycle de projet était généralement extrêmement faible par rapport aux autres contenus de formation. Par conséquent, lorsque le syllabus de la formation sur l'évaluation du projet a été développé, l'équipe d'experts de la JICA a mis un accent sur l'amélioration de la compréhension de la gestion de cycle de projet, en particulier en ce qui concerne les idées de cadre logique.

Les modules de formation ont été élaborés comme présentés dans le tableau ci-dessous, tenant compte des résultats de l'examen de la formation sur la gestion de cycle de projet, la pratique d'élaboration de la CLP pour les projets pilotes par la suite, et l'expérience dans l'atelier d'introduction sur l'évaluation de projet en août 2014., les modules de formation sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 2.3.9 Modules de Formation pour Evaluation de Projet**

Module	Contenu
Théorie de la Gestion de Cycle de Projet et d'Evaluation de Projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision de la gestion de cycle de projet (PCM) (Conférence)</li> <li>- Révision de cadre logique (CLP) (Conférence)</li> <li>- 5 critères de Comité d'Aide au Développement (CAD), les considérations spéciales pour l'évaluation de projet dans un contexte post-conflit (Conférence)</li> </ul>
Procédure et Méthodologie d'Evaluation de Projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédure d'évaluation de projet (Conférence)</li> <li>- Préparation de l'évaluation de projet telle que l'élaboration d'une grille d'évaluation (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Planification de l'étude d'évaluation, comprenant les méthodes d'enquête (Conférence et travail de groupe)</li> </ul>
Pratique de Terrain	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de l'étude d'évaluation: Observation directe (pratique au GS Anonkoua Kouté 3,4 et GS SOGEFHIA 6)</li> </ul>
Analyse des Données et Rapports	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des données et d'évaluation en utilisant les critères de CAD (Conférence et travail de groupe)</li> <li>- Rapports (Conférence et travail de groupe)</li> </ul>

La formation de trois jours comportait des cours théoriques et pratiques. Au total 22 participants de MEMIS et des Communes d'Abobo et de Yopougon ont participé à la formation, tandis que 15 autres résidents membres de CCGPP ont été impliqués dans l'entraînement sur le terrain en tant que personnes questionnées. Les participants ont essayé de développer des outils d'évaluation pratiques au premier jour, se sont exercés aux enquêtes d'évaluation sur le terrain en utilisant les outils d'évaluation préparés à cet effet, et ont compilé les données d'enquêtes en tant que rapports d'évaluation. Les travaux de réhabilitation pour les écoles (PP-PKG-1) ont été choisis comme cibles de la pratique de l'évaluation. Les homologues ont évalué leurs projets

pilotes dans chaque Commune en utilisant des méthodes et des outils qu'ils ont acquis à travers les séances de formation. Les homologues ont finalement présenté les résultats de leurs évaluations à la fin de la formation. La plupart du contenu au format rapport a été couvert et était conforme aux données et aux analyses d'enquêtes.

## 11) Participation du Public

L'objectif de la formation était « d'apprendre et de comprendre la théorie, l'approche et la méthodologie de la participation du public aux projets de développement des infrastructures ». La formation a été menée à la mi-décembre avec 15 participants du MEMIS et des Communes d'Abobo et de Yopougon, bien qu'elle ait été initialement prévue en mars 2014. Étant donné que les participants à la formation ont déjà vécu beaucoup de choses en ce qui concerne la participation du public, à travers les projets pilotes notamment dans le processus de sélection des sites, la conception, la relocalisation des occupants des routes, et les activités de suivi, le contenu de la formation a été légèrement modifié en sorte de revoir la participation du public dans le contexte du Projet, et pas seulement l'apprentissage des concepts de base et méthodologies.

**Tableau 2.3.10 Module de Formation pour Participation du Public**

Module	Contenu
Processus de Participation du public	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qu'est-ce que la participation du public? (Conférence)</li> <li>- Méthodes de participation du public et classification (Conférence)</li> <li>- Cas au Japon (Conférence)</li> </ul>
Conception et Facilitation de Programmes de Participation du Public	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conditions de participation du public au stade de la planification (Conférence)</li> <li>- Programme de participation du public (Conférence)</li> <li>- Facilitation de programmes de participation du public (Conférence)</li> <li>- Facilitateurs de programmes de participation du public (Conférence)</li> </ul>
Compétences Requises dans le Processus de Participation du Public	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences requises pour animateurs de participation du public (Conférence)</li> <li>- Méthode d'analyse des opinions du public (Conférence)</li> <li>- Normes sociales et éthique (Conférence)</li> </ul>
Travail de Groupe (Jeu de Rôles)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Simulation de futur projet de construction de route</li> </ul>

A la fin de la formation, les participants ont joué les rôles des différentes parties prenantes à une réunion de consultation publique, simulant un futur projet de construction de route à Abidjan en utilisant les méthodes et les compétences acquises dans les conférences. Après cette séance de travail de groupe, le niveau de compréhension des participants a été évalué à l'aide d'un test de 10 questions sur les documents de formation distribués.

Les formations ci-dessus ont traité des compétences essentielles pour la mise en œuvre et suivi des projets pilotes et le renforcement des capacités des homologues. Cependant certaines théories et méthodes ont eu tendance à leur être difficile et un suivi intensif par l'équipe d'experts de la JICA était nécessaire.

## 12) Relations Publiques

Les relations publiques sont un outil important pour la communication avec les parties prenantes. Construire les confiances entre les Mairies et les résidents dans les communes cibles au travers le processus de projets pilotes est l'un des objectifs du Projet. Les relations publiques sont définies comme « un processus de communication stratégique qui établit des relations mutuellement bénéfiques entre les organisations et leurs publics<sup>16</sup> » de sorte que le renforcement des capacités de relations publiques pour les homologues aiderait leur communication avec les résidents et contribuer à accroître la confiance en eux par la population.

**Tableau 2.3.11 Module de Formation pour Relations Publiques**

Module	Contenu
Théorie des relations publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qu'est-ce que les relations publiques? (Conférence)</li> <li>- Principes de relations publiques (Conférence)</li> <li>- Cibles de relations publiques (Conférence)</li> </ul>
Pratique des relations publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bases de pratique de relations publiques (Conférence)</li> <li>- Gestion du risque (Conférence)</li> </ul>
Préparation pour le Séminaire mi-parcours	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revue de l'ébauche de présentation (Travail de groupe)</li> <li>- Développement de réponses prévues pour les questions prévues (Travail de groupe)</li> </ul>
Stratégie de relations publiques et plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement stratégique de relations publiques (Travail de groupe)</li> <li>- Préparation d'un plan d'action sur relations publiques (Travail de groupe)</li> </ul>

La formation d'une journée se composait de cours théoriques et de travaux de groupe, et ses modules de formation sont présentés dans le tableau ci-dessus. Au totale de 19 participants du MEMIS, des Communes d' Abobo et de Yopougon ont participé à la formation. La formation a eu lieu juste avant le Séminaire mi-parcours du Projet. Par conséquent, les travaux de groupe pour la préparation du séminaire ont été intégrés dans les contenus de formation. Les participants ont examiné leurs documents de présentation pour le Séminaire mi-parcours et ont développé les questions par anticipation pour préparer des réponses anticipées, après avoir appris les théories et les compétences de relations publiques. En raison du manque de temps pour les travaux de groupe, le développement de stratégies de relations publiques et des plans d'action n'ont pas été achevés durant la formation, de sorte que les homologues qui étaient en charge de la communication pourraient réfléchir sur le plan de la stratégie et de l'action à une occasion ultérieure<sup>17</sup>

Bien que les sujets soient fructueux pour les participants, les idées et les compétences de relations publiques étaient nouvelles et difficiles pour certains participants. Après la formation, cependant,

<sup>16</sup> Public Relations Society of America (PRSA) (2011/2012)

<sup>17</sup> Les directions de communication des Communes d'Abobo et de Yopougon ont préparée les plans d'action pour l'utilisation de mascotte pour une meilleure communication avec la population locale, et ont présentée les plans d'action lors de 21<sup>ème</sup> réunions de GT.

les homologues appliquaient ce qu'ils ont appris dans leurs documents de présentation pour le Séminaire mi-parcours, et leurs activités de communication avec les médias et les résidents concernant le Projet sont devenues plus actives.

## (2) **Compétences Techniques de Projets Pilotes**

### 1) **Passation des Marchés Publics**

Les séances de formation ont été programmées sur deux jours en mi-juillet 2014, avant la préparation des dossiers d'appel d'offres pour PP-PKG-2 et PP-PKG-3 ainsi que de PP-PKG-S1. Cette formation était la première formation de compétences techniques pour la gestion de la construction dans le cadre du Projet. Au total 13 participants du MEMIS, des Communes d'Abobo et de Yopougon ont acquis des connaissances et des compétences sur la passation des marchés pour les infrastructures publiques. Le tableau ci-dessous présente le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.12 Module de Formation pour Passation des Marchés Publics**

Module	Contenu
Déroulement du Projet Pilote	- Vue d'ensemble du projet pilote (Conférence) - Sélection du projet pilote (Conférence)
Méthode de passation des marchés	- Politique de passation des marchés (Conférence) - Cycle de passation des marchés (Conférence) - Examen de la méthode de passation des marchés (Travail de groupe)
Sélection de Consultant	- Déroulement de PP-PKG-1 (Conférence) - Examen de sélection de consultant (Conférence et travail de groupe)
Appel d'offres (DMP)	- Documents de l'Appel d'Offres (Conférence) - Procédure de l'Appel d'Offres (Conférence)
Sélection de l'Entrepreneur	- Déroulement de PP-PKG-1 (Conférence) - Examen de sélection de l'entrepreneur (Conférence et travail de groupe)

Les premiers jours, le processus de sélection et le contexte des projets pilotes ont été expliqués avant le début de la formation proprement dite pour confirmer la méthode et les articles généraux de passation des marchés tels que la politique et le cycle de passation des marchés. Les deuxièmes jours, les détails de passation des marchés, le format DMP et la sélection du consultant et l'entrepreneur de PP-PKG-1 ont été clairement expliqués. Au début de la formation, aucun des membres ne pouvait comprendre clairement quelles méthodes pouvaient être appliquées ou comment choisir la meilleure méthode parmi elles. Cependant, tous les participants pouvaient choisir la meilleure méthode de passation des marchés sur l'examen réalisé le dernier jour de la formation. Les compétences nécessaires pour un approvisionnement efficace seront organisées de manière à ce qu'elles puissent être appliquées aux projets futurs et transmises aux autres membres du personnel de la division sociale des Communes.

## 2) Contrôle de la Qualité

L'objectif de la formation était «de mieux connaître et de mieux comprendre le contrôle de la qualité pour la mise en œuvre d'un projet ». La formation a été mise en œuvre en août 2014, au cours de la mise en œuvre des travaux de PP-PKG-1 parce qu'il était demandé aux Communes d'Abobo et de Yopougon d'intégrer le contrôle de la qualité au contenu de la FCE. 8 participants du MEMIS, et des Communes d'Abobo et de Yopougon ont rejoint cette formation. Les participants ne reconnaissaient pas auparavant le contrôle de la qualité dans les travaux de construction.

Le contrôle de la qualité au niveau local était couramment mis en œuvre par des consultants sous contrat qui étaient des spécialistes du contrôle de la qualité, et les participants savaient ce qu'était le contrôle de la qualité. Cependant, ils ne comprenaient pas quel genre d'outils et d'application était nécessaire. Le tableau ci-dessous présente les modules et le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.13 Module de Formation pour Contrôle de la Qualité**

Module	Contenu
Compétences Techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectifs de la formation (Conférence)</li> <li>- Calendrier de la Formation et Remarques</li> </ul>
Plan de Construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calendrier de construction générale (Conférence)</li> <li>- Inspection et essais (Conférence)</li> <li>- Dessins d'atelier (Conférence)</li> <li>- Registres (Conférence)</li> </ul>
Gestion de la Qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Système de la qualité (Conférence)</li> <li>- Gestion de la qualité (Conférence)</li> <li>- Gestion de la qualité totale (Conférence)</li> <li>- ISO9001 (Conférence)</li> </ul>
Manuel de Construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manuel de construction de la JICA Philippines (Conférence)</li> <li>- Examen pour préparer le manuel pour COSAY (Conférence et travail de groupe)</li> </ul>

Concernant les matériels de formation pour la gestion de la construction, le manuel de construction réalisé par le Bureau de la JICA Philippines a été présenté aux participants. Le manuel a été élaboré en 2014, après de lourds dégâts de méga-typhon « Yolanda ». La JICA Philippines devait améliorer la gestion de la qualité et distribuer le manuel aux ministères concernés, car si un contrôle suffisant de la qualité dans la construction des bâtiments avait été mis en œuvre préalablement, cela aurait évité la plupart des dégâts. L'utilisation de ce manuel qui contient beaucoup d'illustrations faciles à comprendre a permis à tous les participants de la formation de comprendre pourquoi le contrôle de la qualité était nécessaire aux travaux de construction. Après la formation, certains des participants qui étaient en charge de PP-PKG-1 ont utilisé le manuel et ont demandé à l'entrepreneur de renforcer le contrôle de la qualité.

### 3) Gestion de la Sécurité

La formation a été dispensée en août 2014 lors de la mise en œuvre des travaux de PP-PKG-1 parce qu'il était demandé aux Communes d'Abobo et de Yopougon d'apprendre la gestion de la sécurité dans la cadre de la FCE. 5 participants du MEMIS et des Communes d'Abobo et de Yopougon ont acquis des connaissances et des compétences dans le contrôle de la sûreté des installations publiques. La gestion de la sécurité est la compétence la plus importante dans les travaux de construction, et le manque de connaissances dans ce domaine peut provoquer des accidents sur les chantiers de construction. Le tableau ci-dessous présente les modules et le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.14 Module de Formation pour Gestion de la Sécurité**

Module	Contenu
Compétences Techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calendrier de la formation des compétences (Conférence)</li> <li>- Remarques concernant les compétences (Conférence)</li> </ul>
Gestion de la Sécurité au Japon	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi sur la santé et sécurité au travail (Conférence)</li> <li>- Responsabilité du client (Conférence)</li> <li>- Responsabilité de l'entrepreneur (Conférence)</li> <li>- Conformité de la gestion de la sécurité (Conférence)</li> <li>- Discussion libre</li> </ul>
Pratique de la Gestion de la Sécurité dans le Projet Pilote	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de la sécurité (Conférence)</li> <li>- Description dans le contrat de PP-PKG-1 (Conférence)</li> <li>- Plan de sécurité de l'entrepreneur (Conférence)</li> <li>- Pratique du plan de gestion de la sécurité</li> </ul>

Au début de la formation, aucun des participants n'était intéressé par le thème général de la gestion de la sécurité. Cependant, après la présentation de cas de gestion de la sécurité au Japon, les participants étaient intéressés par l'expérience et les pratiques japonaises. Leur question était, qui devrait assumer la responsabilité de la gestion de la sécurité, puis ils ont finalement compris qu'elle doit être clairement mentionnée dans le contrat du Projet. Après la formation, les participants ont revérifié les documents contractuels de PP-PKG-1 et ont reconnu les éléments nécessaires pour la gestion de la sécurité.

### 4) Entretien de Bâtiments Scolaires

La maintenance est la clé pour maintenir un état sécurisé et approprié de l'installation. Le nettoyage régulier et l'inspection aident à analyser l'état actuel, à découvrir des conditions inhabituelles à un stade précoce et à prévenir en avance des dommages importants qui pourraient s'étendre au bâtiment. En fait, l'entretien peut diminuer le coût du cycle de vie de l'installation.

En Côte d'Ivoire, le nettoyage de routine est essentiellement fait par les élèves. Toutefois, compte tenu de l'état d'entretien des bâtiments scolaires existants, il est incertain que le nettoyage adéquat a été entrepris. Le petit travail de réparation et l'inspection devraient être effectués par COGES. Les réparations à grande échelle, la rénovation et le renouvellement du

mobilier scolaire sont à la charge des Communes. Toutefois, en raison de l'insuffisance du budget de COGES et des Communes, l'entretien de l'école n'a pas été suffisamment effectué.

Compte tenu de la situation actuelle décrite ci-dessus, la formation de l'entretien des écoles a été développée par l'équipe d'experts de la JICA en invitant les membres de CCGPP et COGES pour clarifier l'importance et la nécessité de l'entretien aux écoles cibles de PP-PKG-1 en octobre 2014. Au cours de la formation, un travail en groupe a été effectué pour élaborer un plan d'action de maintenance en précisant les détails de l'entretien tels que les outils de nettoyage nécessaires, la fréquence ainsi que le personnel de nettoyage. Après la mise en place d'un comité d'entretien dans chaque école cible, ce comité devient l'organisation d'exécution du plan d'action de maintenance. Toutefois, en raison de l'absence de plan de budgétisation et de répartition claire des rôles entre les COGES et les membres du comité d'entretien, le plan d'action n'a pas été souvent utilisé.

Sur la base de l'expérience ci-dessus, une formation supplémentaire a été réalisée par les agents communaux et l'équipe d'experts de la JICA en juin et juillet 2015 pour toutes les écoles cibles de projets pilotes introduisant plus de sujets concrets tels que la budgétisation pour l'entretien. Dans la formation, le rôle et la responsabilité de chaque acteur pour les activités de maintenance, y compris la sécurisation du budget, a également été précisée.

Le tableau ci-dessous montre le contenu de la formation.

**Tableau 2.3.15 Module de Formation pour Entretien de Bâtiments Scolaires**

Module	Contenu
Maintenance des installations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre la maintenance des installations (Conférence)</li> <li>- Comprendre les besoins de nettoyage d'entretien et d'inspection (Conférence)</li> <li>- Comprendre les besoins de réparation / rénovation (Conférence)</li> </ul>
Planification et budgétisation pour la maintenance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre les besoins et importances de budgétisation (Conférence)</li> <li>- Comprendre le calendrier approprié de la budgétisation (Conférence)</li> </ul>
Plan d'Action	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre les problèmes et les solutions existantes (Conférence)</li> <li>- Clarifier le rôle de chaque acteur de la budgétisation et de la maintenance (Atelier)</li> </ul>
Inspection des bâtiments scolaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre les points d'inspection (visite du site)</li> </ul>

Avant la formation, les acteurs qui peuvent être impliqués dans l'entretien de l'école et leurs relations n'étaient pas bien compris par les participants à la formation. En outre, la compréhension d'un calendrier budgétaire approprié des Communes et COGES, qui jouent un rôle central dans l'entretien de l'école, était ambiguë. Grâce à la mise en œuvre de cette formation, les participants ont compris le calendrier approprié de budgétisation et la demande budgétaire. Ils ont aussi compris les mesures qui pourraient être prises par COGES lorsque des

réparations à grande échelle, des travaux de rénovation ou un réapprovisionnement sont nécessaires.

Dans l'atelier réalisé au cours de la formation, un plan d'action d'entretien qui clarifie le rôle de chaque acteur et le calendrier approprié pour la budgétisation et l'entretien a été développé. Des discussions concrètes et utiles concernant la sécurisation du budget d'entretien ont eu lieu dans cet atelier de travail.

## 5) **Gestion et Suivi des Travaux de Construction Formation pour la Mobilisation**

Pour faciliter les travaux de construction de projets pilotes efficacement et comprendre le GC et les activités de travaux de suivi qui comprennent l'inspection périodique, la formation de GC a été menée séparément pour chaque Commune avant le démarrage des travaux des projets pilotes. Elle a été organisée par l'équipe d'experts de la JICA en invitant les homologues, les représentants des membres résidents des CCGPP et les consultants locaux concernés par PP-PKG2 et PP-PKG3. La formation a été dispensée à travers des conférences et des séances de questions et réponses, y compris les contenus suivants.

**Tableau 2.3.16 Module de Formation pour CM Formation**

<b>Module</b>	<b>Contenu</b>
Grandes Lignes du Projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calendrier de formation et remarques (Conférence)</li> <li>- Présentation de l'organisation de projet (Conférence)</li> <li>- Explication du calendrier de travaux (Conférence)</li> </ul>
Réunion Préparatoire sur la Gestion de Construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation (Conférence)</li> <li>- Contrôle de la circulation (déviation de circulation, sécurité routière) (Conférence)</li> <li>- Rapports (Conférence)</li> <li>- Recrutement et rémunération du travail (Conférence)</li> <li>- Santé, VIH et SIDA (Conférence)</li> <li>- Démobilisation (Conférence)</li> </ul>
Réunion Préparatoire sur les Travaux de Suivi	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunions de chantier (Hebdomadaires, mensuelles) (Conférence)</li> <li>- Inspections périodiques, inspection finale (Conférence)</li> </ul>

Le contenu et les documents à distribuer de la formation faisaient principalement référence au matériel de formation de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) tel que la « Gestion d'entreprise », le « Manuel de l'entrepreneur, les travaux routiers à forte intensité de travail », les « Contrats communautaires », et les « Infrastructures communautaires dans les zones urbaines ».

Visant non seulement l'acquisition des compétences de base en matière de gestion de la construction et le suivi des travaux, les formations de GC avaient également pour but les objectifs suivants :

- Décrire les grandes lignes de projet et ses objectifs,

- Enseigner aux participants comment reconnaître les structures d'organisation de projet et leurs responsabilités,
- Familiariser avec le personnel de projet,
- Enseigner aux participants comment comprendre la gestion de construction et les activités de suivi pour les clients, y compris les travaux d'inspection, et
- Confirmer le calendrier et les actions nécessaires pour travaux de suivi du projet pilote

Le projet pilote a commencé peu après la formation, par conséquent, le calendrier des formations était tout à fait approprié pour permettre à tous les stagiaires de reconnaître leurs tâches et les actions nécessaires pendant la période de construction. Les participants ont également confirmé la planification de calendrier de travail et les organigrammes de projets pour les projets pilotes. En outre, les formations ont présenté des informations actualisées sur l'évolution de l'épidémie de fièvre Ebola, qui frappe actuellement les pays voisins de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des méthodes de prévention, des diagnostics et des traitements. Ces présentations comprenaient également un rappel des mesures de la santé publique contre le VIH/SIDA.

## 6) Entretien de Routes

La maintenance des routes en temps opportun et approprié est une compétence essentielle pour la gestion des routes. L'équipe d'experts de la JICA s'est rendu compte que le niveau de compréhension des participants concernant la maintenance des routes qui avait tendance à être significativement faible. Par conséquent, l'équipe d'experts de la JICA a expliqué à propos de l'importance de la maintenance des routes aux participants au cours des étapes de suivi des projets pilotes routiers. Lorsque le programme de la formation sur la maintenance des routes a été élaboré, l'équipe d'experts de la JICA a mis l'accent sur l'amélioration de la compréhension de la maintenance routière, en particulier l'évaluation des fissures de la route et la méthode de réparation et d'autres éléments de l'entretien. Cela comprenait la conférence sur la maintenance appropriée de route applicable en Côte d'Ivoire. Sur cette base, les modules de formation ont été élaborés comme présentés dans le tableau suivant.

**Tableau 2.3.17 Module de Formation pour la Formation des Formateurs pour la Maintenance Routière**

Module	Contenu
Identification des compétences en matière de maintenance routière	- Type de dégradation de la route (Conférence et vidéo) - Identification de la détresse de la route (Conférence) - Sélection du traitement de maintenance de la route (Conférence)
Pratique de compétences visuelles	- Exemples d'entretien routier préventif (Conférence et vidéo) - Sécurité routière (Conférence et vidéo)

Une journée de formation se compose de cours théoriques et exemples de pratique appliquée au Japon. Au total de 16 participants du MEMIS, les Communes d' Abobo et de Yopougon ont

participé à la formation qui a eu lieu le 27 mai 2015. Divers types de techniques de maintenance des routes, la prise de conscience de l'entretien des drainages et de l'approche de sécurité appropriée ont été présentées aux participants. A la fin du module de formation, les participants pouvaient interpréter l'étude de cas proposée par l'équipe d'experts de la JICA à un niveau étonnant quand ils ont adopté les outils dont ils ont acquis à travers les sessions de formation. L'équipe d'experts de la JICA s'est rendu compte que la plupart des modules contenus dans la formation ont été couverts à l'aide de photos et de vidéos qui ont apporté la connaissance aux participants d'un niveau suivant.

En plus de la formation sur l'entretien des routes ci-dessus, une autre formation a été réalisée vers la fin des travaux de réhabilitation du PP-PKG-3, le 27 août 2015 dans la Commune de Yopougon et le 28 août 2015 dans la Commune d'Abobo. Pour chaque commune, la formation a été menée conjointement en invitant les membres résidents de deux sites de projets différents. Ce fut une bonne occasion de partager leurs expériences et leurs visions de chaque CCGPP. La formation a été donnée par les agents techniques de chaque commune et ils ont présenté quelques exemples de l'entretien routier au Japon. Les participants ont été impressionnés et ont compris l'importance du travail effectué par des bénévoles dans la zone environnante pour l'entretien durable de la route. Pendant la formation, un atelier de travail a été effectué pour élaborer un plan d'action pour l'entretien des routes. Puisque le CCGPP était une organisation ad hoc, l'atelier de travail est resté au stade de l'étude de cas. Cependant, les participants ont compris comment l'élaborer et la nécessité d'un plan d'action détaillé pour les activités de maintenance.

### **(3) Compétences Générales et Techniques concernant le Travail Commun**

#### **1) Diagnostic de Routes**

L'une des missions primordiales de l'agence routière est le maintien du réseau routier responsable en condition « passable » autant que possible. La meilleure approche pour accomplir la mission est la mise en œuvre appropriée des « travaux d'entretien routier » composée de trois grandes activités à savoir (i) inspection (ii) diagnostic et (iii) travaux de réparation. L'experte de la JICA a mis l'accent sur les éléments suivants en raison de contraintes de temps ;

- ✓ Méthodologie complète des travaux d'entretien routier
- ✓ Inspection et diagnostics de l'état des routes
- ✓ Application de l'inventaire des routes

L'expert a mis en œuvre une formation de 2 jours à savoir une formation en salle de classe (1 jour) et une formation sur le terrain (1 jour). Les participants sont venus de trois organisations à savoir le MEMIS, les communes d'Abobo et de Yopougon (12 personnes au total). Les contenus de la formation sont résumés dans le Tableau 2.3.18.

**Tableau 2.3.18 Module de Formation pour le Diagnostic de Routes**

<b>Module</b>	<b>Contenu</b>
Contenu des travaux d'entretien routier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventaire</li> <li>- Travail d'inspection</li> <li>- Diagnostic de l'état des routes</li> <li>- Planification des travaux de réparation</li> </ul>
Développement de formulaire d'inventaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Généralités</li> <li>- Sélection d'informations/ données à saisir</li> <li>- Application de données d'inventaire pour la gestion de la route</li> <li>- Discussion pour remplir le formulaire d'inventaire</li> </ul>
Développement de formulaire d'inventaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inspection dans les tronçons routiers sélectionnés</li> <li>- Discussion pour finaliser résultat d'inspection</li> <li>- Entrer les données du résultat sous forme de projet</li> <li>- Présentation du résultat de travail</li> </ul>

Les participants ont acquis des connaissances générales des travaux d'entretien des routes et des méthodes de travail concernant l'inspection et le diagnostic grâce à la formation. Il est à souligner que de nombreux participants ne disposaient pas encore des connaissances fondamentales (par exemple, le but de travail, le mécanisme de dégradation des routes, etc.) de la formation parce que les participants étaient composés du personnel technique et du personnel de l'administration. Néanmoins, un tel écart de niveau de connaissances parmi les participants n'avait pas entravé la bonne exécution de la conférence parce que le professeur (expert de la JICA) a dû expliquer même les termes techniques basiques dans un laps de temps limité.

## **2) Diagnostic des Bâtiments Scolaires**

Le diagnostic des bâtiments scolaires est une compétence essentielle pour la gestion des installations. Les bâtiments scolaires réhabilités dans le cadre des projets pilotes doivent être entretenus par les Communes d'Abobo et de Yopougon qui sont les institutions responsables. Par conséquent, l'équipe d'experts de la JICA a expliqué sur le diagnostic des bâtiments scolaires aux homologues à diverses occasions au cours de la planification et des étapes du suivi des projets pilotes. Cela comprenait les conférences et des ateliers avec le gestionnaire des installations du MENET. Le MENET est attendu également à joindre la gestion conjointe avec les Communes pour le diagnostic des bâtiments scolaires. Même si le MENET était responsable de toutes les écoles avant la décentralisation selon le décret du gouvernement No86-453 juin 1986, le MENET prévoit dorénavant que chaque commune gère ses bâtiments des écoles primaires. Par conséquent, la connaissance du diagnostic des bâtiments scolaires est nécessaire pour chaque commune. Les rôles transférés aux Communes telles que la construction, la réhabilitation des installations pour le préscolaire, le primaire et le logement pour enseignant sont clairement indiqués dans ce décret.

Programme de formation pour le diagnostic des bâtiments scolaires est indiquée dans le tableau suivant :

**Tableau 2.3.19 Module de Formation pour le Diagnostic de Bâtiments Scolaires**

<b>Module</b>	<b>Contenu</b>
<u>Inventaire</u>	- Définition et objectives (Conférence) - Diagramme (Conférence)
<u>Notion de la carte scolaire</u>	- Résumé / Définition (Conférence) - Hiérarchie des commissions de la carte scolaire (Conférence) - Modèle de Matrice de Classe pour la carte scolaire (Conférence)
<u>Approche de réhabilitation</u>	- Contenus du processus (Conférence) - Illustrations avec images (Conférence) - Format de l'inventaire pour la réhabilitation (Conférence) - Cas pratique; l'inventaire d'un bâtiment du GS Palmeraie (Visite du site)

Une journée entière de la formation comprenait des conférences théoriques et pratiques sur site dans le domaine. 15 participants du MEMIS, des Communes d'Abobo et de Yopougon ont participé à la formation. Les participants ont essayé de vérifier l'état actuel du bâtiment scolaire en utilisant les outils d'inventaire donnés par l'équipe d'experts de la JICA avec la direction technique de la Commune de Yopougon dans la journée.

### **3) Programme triennal de commune**

Le plan triennal est un plan de développement sur trois ans à compter de l'année fiscale à venir et réalisée par chaque commune. Selon le montant du budget de développement, l'approbation du plan est faite au niveau de la préfecture ou au niveau du MEMIS. Toutefois, pour les communes du Grand Abidjan, l'approbation du plan est faite par le MEMIS quel que soit le montant.

Le budget annuel est constitué par le budget de fonctionnement et le budget d'investissement. En ce qui concerne le budget d'investissement, toutes les activités doivent être décrites dans le plan triennal approuvé en tant qu'activités de la première année.

En Côte d'Ivoire, l'exercice de l'année fiscale est de janvier à décembre. Par conséquent la présentation du budget annuel pour l'année suivante devrait être approuvée à la fin de décembre de l'année précédente. Compte tenu de la période d'élaboration de la présentation du budget annuel le plan triennal devrait être approuvé avant vers la mi-juillet de l'année précédente. Le calendrier approprié est illustré comme suit.



Avant la formation, chaque participant a sa propre image de plan triennal et son image était approximativement correcte. Cependant la priorisation de projets de développement, les participants ont tendance à être fixés sur la priorisation faite à la situation actuelle et ils n'ont pas une idée claire de la nécessité de critères d'évaluation pour la sélection des projets de développement. L'image qui devrait déterminer les priorités en fonction de l'évaluation avec des critères clairs d'évaluation était insuffisante de la part des participants.

Grâce à la mise en œuvre de cette formation, les participants ont compris plus clairement les objectifs, le contenu et la procédure de plan triennal. Ils ont reconnu l'importance d'avoir une vision de développement à moyen et à long terme et la stratégie de la commune, ont compris que le plan triennal devrait être élaboré sur la base de cette vision à moyen et à long terme de la commune..

Ils ont aussi compris le calendrier approprié pour l'élaboration et l'approbation du plan triennal relatif au calendrier de la budgétisation et de l'exercice fiscal. En outre les participants ont reconnu le problème actuel concernant le calendrier d'élaboration du plan triennal et la priorisation des activités de développement. Il est difficile de résoudre ces problèmes dans l'immédiat à cause des acteurs différents qui sont impliqués dans l'élaboration du plan triennal. Néanmoins, à la formation, tous les participants ont discuté sur la façon de résoudre ces problèmes et les opinions diverses ont été échangées. En ce qui concerne l'amélioration des problèmes reconnus au cours de la formation, il est souhaitable de continuer à suivre.

#### **4) Préparation des Propositions de Projets**

Il y avait une très forte demande d'amélioration des compétences de la part des homologues pour la rédaction de proposition de projet (requête) concernant des projets d'infrastructure de base pour obtenir le soutien financier des bailleurs de fonds. Au cours du processus des projets pilotes et des programmes de formation, certaines faiblesses des homologues telles que l'écriture logique ont été observées. Par conséquent, le programme de formation a été axé sur les aspects de l'écriture logique compte tenu des exigences essentielles et priorités des bailleurs de fonds. En outre, l'intégration de l'expérience et des leçons tirées du Projet dans les propositions de projet augmenterait leur attractivité, parce que l'approche et la méthodologie du Projet comprenaient la cohérence avec les politiques nationales telles que la Politique Nationale de la Solidarité et de Cohésion Sociale (PNSCS) et les programmes internationaux tels que les Objectifs de Développement Durable (ODD).

**Tableau 2.3.21 Module de Formation sur la Préparation des Propositions de Projets**

Module	Contenus
Qu'est-ce qu'une proposition attrayante?	- Bonne rédaction (Conférence et Travail en groupe) - Écriture amie de lecteurs (Conférence)
Compétences pour la rédaction de projet	- Pensée logique et rédaction (Conférence) - -Conseils de rédaction de projet (Conférence)
Répondre aux politiques prioritaires	- Politique de priorité du gouvernement de la Côte d'Ivoire (Conférence) - Politique de l'aide des bailleurs de fonds(Conférence) - Agenda international (Conférence) - Valeurs universelles essentielles (Conférence)
Pratique de rédaction de proposition pour le séminaire final	- Séminaire Final (Exposé magistral) - Pratique de l'écriture de projet (Travail en groupe)

La formation d'une journée comprenait des conférences théoriques et travaux de groupe, dont les modules sont présentés dans la table ci-dessus. Un total de 14 participants du MEMIS, des Communes d'Abobo et de Yopougon ont participé à la formation. La formation a eu lieu avant le séminaire final du Projet. Par conséquent, les travaux pratiques en groupe pour la préparation du séminaire ont été intégrés dans le contenu de la formation. Les participants ont été divisés en deux groupes composés des membres des deux Communes. Chaque groupe, composé de représentants des Mairies d'Abobo et de Yopougon, a préparé une proposition d'amélioration d'infrastructure de base qui a été inscrite dans le plan triennal de la commune d'Abobo ou celle de Yopougon, après avoir appris les théories et les compétences de la rédaction de propositions. Le groupe d'Abobo a préparé un projet de réhabilitation du grand marché alors que le groupe de Yopougon a proposé la réhabilitation d'une pépinière située dans un quartier affecté par le conflit.. Les deux groupes ont fait de la promotion de la cohésion sociale l'objectif global, notamment avec l'idée de créer des CCGPP pour les projets pilotes. Sur la base de l'exercice, les Mairies devaient préparer des propositions de projet qui seraient présentées au séminaire final.

Le niveau de compréhension des homologues semblait s'être nettement amélioré par rapport à ce qu'il était auparavant, notamment pour ce qui est du raisonnement logique après les programmes de formation qui portaient à plusieurs reprises sur ce sujet et la pratique à travers le Projet. D'après l'évaluation du cours, il s'avère que les participants ont plutôt apprécié les sessions de la rédaction logique, des politiques prioritaires, et de la pratique de la rédaction de propositions.

#### **(4) Formation au Japon**

##### **1) Promotion de la Cohésion Sociale I**

La première phase de la formation au Japon, intitulée « promotion de la cohésion sociale I » a été mise en œuvre au Japon à Hiroshima, Miyagi, Kanagawa, et Tokyo de fin mai à début juin (deux

semaines de formation sans compter le temps de déplacement entre la Côte d'Ivoire et le Japon). Le calendrier détaillé et matériel des formations offertes sont joints dans l'Annexe 9.

Les participants ont été sélectionnés par le MEMIS et les communes d'Abobo et de Yopougon selon les critères de sélection suivants discutés lors de la réunion du GTF en février 2014.

- Etre un homologue du projet COSAY, en particulier ceux des directions techniques, sociales, ou ressources humaines des communes
- Avoir la volonté de travailler pour la cohésion sociale en tant que fonctionnaire
- Avoir la possibilité de participer à la formation entière
- Considération de l'équilibre hommes/femmes et de la répartition entre les départements

**Tableau 2.3.22 Participants à la Formation au Japon en 2014**

Nom du Participant	Poste et Organisation
MEMIS/DGDDL	
M. NEMLIN Abel Jose	Chef de service marché des collectivités territoriales
Mme. N'GUESSAN Nichet Didiee	Conservateur d'archives
Commune d'Abobo	
M. COULIBALY Valy Pierre	Directeur, Direction des services techniques
Mme. BARRO Mahoussa Saran	Directeur, Direction des activités socio-culturelles et de promotion humaine
Commune de Yopougon	
M. COULIBALY Bengaly	Directeur, Direction du développement humain
M. OUATTARA Seydou	Sous-directeur de l'équipement et du Patrimoine, Direction des services techniques

Un résumé de la formation est présenté dans la figure ci-dessous.

<b>Objectifs de la Formation</b>		
Acquérir des connaissances sur les rôles du gouvernement et de la coopération avec la société civile en matière de développement des infrastructures de base pour la cohésion sociale		
-> Mettre en pratique les enseignements de la formation dans le projet COSAY et contribuer à la promotion de la cohésion sociale dans les zones cibles.		
<b>Module</b>	<b>Objectif</b>	<b>Sujets</b>
M1: Développement Participatif	Acquérir des connaissances sur la planification participative de ville, la maintenance des installations par la communauté, y compris l'entretien volontaire des routes, et les activités des organisations communautaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cohésion sociale et développement communautaire</li> <li>- Maintenance participative des routes en pays africains</li> <li>- Promotion des Activités civiques dans la ville d'Hiroshima</li> <li>- Activités communautaires : le cas de Heian-cho dans la ville de Yokohama</li> </ul>
M2: Plan de Réhabilitation	Acquérir des connaissances sur la reconstruction après la Seconde Guerre Mondiale et le Grand Séisme de l'Est du Japon de 2011, et en particulier la coordination des parties prenantes par le gouvernement pour le remembrement du territoire et les relocalisations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconstruction d'Hiroshima après la Seconde Guerre Mondiale (dont les problèmes de planification et de relocalisation)</li> <li>- Visite du parc et du musée du Mémorial de la Paix d'Hiroshima</li> <li>- Reconstruction de la ville de Sendai après la Seconde Guerre Mondiale</li> <li>- Rôle de la ville d'Ishinomaki dans la reconstruction après le tremblement de terre de 2011</li> </ul>
M3: Création d'Urgence d'Emplois	Tirer des enseignements de la création d'urgence d'emplois d'urgence après le Grand Séisme de l'Est du Japon	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation du Grand Séisme de l'Est du Japon et de la création d'urgence d'emplois par les ONG</li> <li>- Visite de zones affectées par le tsunami à Kesenuma</li> <li>- Promotion de l'emploi à Ishinomaki après le séisme</li> </ul>
Général	Pour accroître l'efficacité de la formation, comprendre l'image globale de la formation, et mettre en place des actions après la formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Orientation du programme</li> <li>- Orientation générale : vue d'ensemble du Japon et de son système administratif</li> <li>- Sessions de revue</li> <li>- Préparation de Plans d'Action</li> </ul>

**Figure 2.3.8 Résumé de la Formation au Japon (Promotion de la Cohésion Sociale I)**

Juste avant le début des projets pilotes, les sujets suivants seront discutés lors de la formation.

- La gestion appropriée des CCGPP
- Le changement d'esprit des habitants et la coopération entre le gouvernement et la société civile
- La création d'emplois pour les jeunes et le développement de stratégie de sortie
- La création d'un système de maintenance par les habitants après les travaux de réhabilitation
- Relocalisation des vendeurs illégaux dans les droits de passage des routes des projets pilotes cibles

Les participants ont acquis des connaissances sur « la gestion appropriée des CCGPP » et le « changement d'esprit des habitants et la coopération entre le gouvernement et la société civile » au travers des enseignements de la reconstruction d'Hiroshima et de Sendai après la Seconde Guerre Mondiale, et les activités d'organisations communautaires telles que chounaikai, des organisations bénévoles de quartier. Ils ont compris l'importance de l'initiative de la communauté dans la « création d'un système de maintenance par les habitants après les travaux de réhabilitation » grâce aux exemples d'activités communautaires de maintenance des routes en Afrique en utilisant Do-nou, des sacs de sable, et de maintenance par la chounaikai de Heian à Yokohama. Au travers du sujet de « relocalisation des vendeurs illégaux dans les droits de passage des routes des projets pilotes cibles », les participants ont reconnu qu'un consensus à l'amiable entre le gouvernement et les résidents touchés (y compris les vendeurs illégaux) sera essentiel aux projets, comme l'ont montré les expériences de reconstruction et de remembrement du territoire à Hiroshima et Sendai. Avec l'acquisition de connaissance sur les expériences du Japon concernant le travail d'urgence après la catastrophe du tsunami de 2011 à Kesenuma et Ishinomaki, les participants ont reconnu l'importance d'avoir une stratégie de sortie pour la création d'emplois durables au-delà des travaux temporaires.

Selon les résultats des questionnaires d'évaluation, les participants ont bien compris les sujets de cette formation. En outre, pour leurs activités quotidiennes et leurs activités dans le cadre du projet COSAY, ils ont trouvé utiles les connaissances acquises sur l'esprit japonais de Kaizen, l'amélioration continue de la qualité, et Kizuna, la solidarité entre les personnes.

A la fin de la formation, les participants ont préparé les plans d'action en utilisant les connaissances acquises dans la formation et les enseignements tirés du projet COSAY et de leurs activités quotidiennes.

### Article Encadré : Message de Paix

*Pendant la crise post-électorale en avril 2011, le GS SOGEFIHA 6, une école cible dans le cadre du projet pilote, était un champ de bataille. L'école a été endommagée par un certain nombre de balles et d'obus de roquettes. Depuis, de nombreux élèves ont quitté l'école en raison de sa mauvaise image.*

*L'équipe d'experts de la JICA a demandé aux homologues de préserver certains trous de balle à des fins éducatives en matière de paix quand le CCGPP discutait des détails concernant les travaux de réhabilitation du bâtiment de l'école. Bien qu'initialement les homologues n'aient prévu ni la préservation des dégâts de guerre, ni leur utilisation à des fins éducatives en matière de paix, ils ont développé plus tard des images concrètes en visitant les bâtiments conservés dont un bâtiment d'une école qui avait été endommagé par la bombe atomique à Hiroshima. C'est alors que le CCGPP a décidé de conserver les impacts laissés par de balles sur le mur.*

*Après l'achèvement des travaux de réhabilitation, les homologues et les membres du CCGPP ont décoré le mur à conserver par eux-mêmes. Maintenant nous pouvons voir leur message pour la paix sur le mur. « Plus jamais ça ! »*



## 2) Promotion de la Cohésion Sociale II

Après le succès de la première formation au Japon de la fin mai à début juin 2014, la deuxième phase de formation au Japon a été mise en œuvre à Tokyo, Kanagawa et Iwate de la fin juin à début juillet 2015 (deux semaines de formation à l'exclusion de voyage entre la Côte d'Ivoire et le Japon). Le détail de calendrier et les matériels de formation sont résumés dans l'Annexe 11.

Les stagiaires ont été nommés par le MEMIS, les Communes d' Abobo et de Yopougon Communes sur la base des critères de sélection qui ont été discutés lors de la réunion de Groupe de Travail en mars 2015.

- Être un homologue du Projet, en particulier ceux des directions techniques, sociales des communes
- Avoir la volonté de travailler continuellement pour la cohésion sociale en tant que fonctionnaire
- Avoir la possibilité de participer à la formation dans son ensemble
- Considération de l'équilibre hommes/femmes et de la répartition entre les directions
- Ne pas être homologue du Projet ayant participé à la formation au Japon de l'année dernière

**Tableau 2.3.23 Les Participants la Formation au Japon 2015**

Nom de stagiaire	Position et Organisation
MEMIS/DGDDL	
M. Koffi Ehoussou François	Agent à la Direction Général de la Décentralisation et du Développement Local
Abobo Commune	
M. Koné Moussa	Chef de Service, chargé des Travaux Neufs et Entretien de Bâtiments, à la Direction du Service Technique
M. Wagué Adama	Chargé des Projets
M. Doumbia Adama	Chargé de la Communication
Yopougon Commune	
M. Bamba Lanciné	Sous Directeur de l'Urbanisme, Environnement et Cadre de Vie, à la Direction du Service Technique
Ms. Diomandé Mabala Estelle	Sous Directrice chargée de l'emploi et de l'insertion professionnelle
Mr. Koné Doulaye	Chargé de la Communication

Aperçu de la formation est illustré dans la figure suivante.

<b>Objective de la Formation</b>		
Apprendre les rôles du gouvernement et la manière de coopérer avec la société civile concernant le développement des infrastructures de base vers la cohésion sociale		
-> Pratiquer l'apprentissage de la formation dans le projet COSAY et contribuer à promouvoir la cohésion sociale dans les zones cibles.		
Module	Objectif	Sujet
M1: Société multiculturelle	Apprendre davantage sur les initiatives de développement communautaire et le multiculturalisme dans les communautés a forte concentration étrangère	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La cohésion sociale et le développement communautaire</li> <li>- Initiatives pour le Multiculturalisme par la ville de Shinjuku</li> <li>- « Shinjuku Art Project »</li> <li>- Promenade autour de Shin-Ōkubo</li> <li>- Atelier sur la société multiculturelle</li> <li>- Activités multiculturelles de l'école primaire Iida-Kita Icho, Yokohama</li> <li>- Initiatives pour le multiculturalisme par habitation collective Icho, Yokohama</li> </ul>
M2: Développement participatif	Apprendre sur l'aménagement urbain par participation communautaire relations publiques, entretien des infrastructures par participation communautaire, et les activités des organisations a base communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion communautaire de création des connaissances : Le cas de Tono</li> <li>- Visite de "Yanaka Yuyake dandan", Arakawa</li> <li>- Promenade autour de la station</li> <li>- Efforts de reconstruction après le séisme par la mairie de Rikuzentakata</li> <li>- Efforts de reconstruction après le séisme par la population de Rikuzentakata (Nagahora)</li> <li>- Activités sur la base communautaire: le cas de Heian-cho, Yokohama</li> <li>- Activités d'entretien à l'école primaire Iida-Kita Icho, Yokohama</li> </ul>
Généralités	Augmenter l'effet de la formation, comprendre l'image globale de la formation et lier aux activités post -formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Orientation du programme</li> <li>- Orientation générale : Aperçu général du Japon et son système administratif</li> <li>- Revues rétrospectives</li> <li>- Élaboration de plans d'action</li> </ul>

**Figure 2.3.9 Résumé de la Formation au Japon (Promotion de la Sociale II)**

A la fin des projets pilotes, les stagiaires apprennent davantage sur les questions suivantes grâce au programme de formation.

- La gestion appropriée et les prochaines étapes de CCGPP
- Le changement d'esprit des résidents et coopération entre le gouvernement et la société civile
- La mise en place d'un système de maintenance par les résidents après les travaux de réhabilitation

Les stagiaires ont appris sur la « gestion appropriée et prochaine étape de CCGPP » et « Changement de comportement des résidents et coopération entre le gouvernement et la société civile à travers les initiatives pour le multiculturalisme et les activités des organisations à base communautaires tel que *Chonaikai*, organisation bénévole à Shinjuku, Yokohama et Rikuzentakata. Ils ont également appris l'importance de l'initiative communautaire concernant la « Mise en place de systèmes de maintenance par les résidents après les travaux de réhabilitation » grâce à l'expérience des activités d'entretien à base communautaire par *chonaikai* de Heian-cho et les pratiques d'entretien de l'école primaire Iida-kita Ichō.

Selon le résultat du questionnaire d'évaluation, les participants ont bien compris les sujets de cette formation. En outre, il est significatif pour leurs activités quotidiennes et les activités dans le cadre du Projet, qu'ils soient conscients du bénévolat japonais chez le peuple.

A la fin de la formation, les participants ont préparé les plans d'action, en utilisant les enseignements de la formation et des leçons pour leur pratique dans le Projet et leurs activités quotidiennes. Les plans d'action préparés séparément par le MEMIS, les Communes d'Abobo et de Yopougon ont été partagés avec leurs collègues respectifs à Abidjan, et mis en œuvre par les participants

### **2.3.3 Activity 3-3 Compiler les leçons tirées des projets pilotes et de les partager entre les Mairies**

#### **(1) Mid-term Evaluation on the Pilot Projects**

Comme mentionné dans la formation sur l'évaluation de projet, les homologues avaient fait une évaluation à mi-parcours des travaux de réhabilitation de PP-PKG-1 dans le cadre du programme de formation. Les résultats de leur évaluation ont été finalisés par les participants à la formation avec les conseils de l'équipe d'experts de la JICA. Ensuite, un représentant des homologues de chaque Commune a présenté les résultats avec les autres homologues pendant la 15<sup>ème</sup> réunion de GT.

## (2) Le Séminaire mi-parcours

Le Séminaire mi-parcours a eu lieu le 5 Mars 2015 comme étant la première occasion de présenter le projet COSAY aux bailleurs de fonds qui sont intéressés par la cohésion sociale et aux autres parties prenantes. Le résumé du Séminaire mi-parcours est indiqué dans le tableau suivant.

**Tableau 2.3.24 Résumé du Séminaire mi-parcours**

<b>Objectif</b>	Introduction du Projet COSAY et partager les enseignements tirés de la mise en œuvre par les projets pilotes
<b>Participants</b>	Personnel du MEMIS/DGDDL, personnel de la Commune d'Abobo, personnel de la Commune de Yopougon, personnel des ministères concernés (Ministère de l'Economie, des Infrastructures, etc.), AGEROUTE, membres résidents de CCGPP, autres bailleurs de fonds (BM, AFD, UE/PARCS, ONUCI, BIT, PNUD/ADDR, (UN)HCR, ONG internationales), média, personnel de la JICA, équipe d'experts de la JICA (environ 70 personnes)
<b>Lieu</b>	HOTEL PALM CLUB, Cocody, Abidjan
<b>Timing</b>	5 Mars 2015
<b>Sujets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction du Projet COSAY (MEMIS/DGDDL)</li> <li>- Approche et Méthodologie du Projet COSAY (équipe d'experts de la JICA)</li> <li>- Réalisations et leçons des projets pilotes (Commune d' Abobo)</li> <li>- Réalisations et leçons des projets pilotes (Commune de Yopougon)</li> <li>- Questions et réponses, et discussions</li> </ul>
<b>Animateurs</b>	MEMIS/DGDDL, Commune d'Abobo et de Yopougon, et équipe d'experts de la JICA
<b>Préparation</b>	MEMIS/DGDDL, Commune d'Abobo et de Yopougon, et équipe d'experts de la JICA

En face des invites de ministères, de bailleurs de fonds et de média qui sont engagés dans la question de la cohésion sociale, les homologues d'Abobo et de Yopougon ont présenté leurs expériences dans les projets pilotes, y compris la sélection des projets, la création de CCGPP, la planification et le suivi des activités, la création d'emploi des résidents locaux, tandis que le MEMIS/DGDDL a parlé des grandes lignes du Projet COSAY comme introduction. Et l'équipe d'experts de la JICA a expliqué l'approche et la méthodologie de développement communautaire à travers le Projet, les matériels de présentation ont été préparés en collaboration avec l'équipe d'experts de la JICA.

Au cours du séminaire, un certain nombre de questions ont été posées par les participants, en particulier par les représentants des agences des Nations Unies. Les participants avaient tendance à être intéressés aux questions de la cohésion sociale et de la création d'emplois locaux axés sur leurs indicateurs et les données quantitatives. Même si les homologues des Communes ont essayé de répondre à ces questions en insistant sur l'importance de la mise en place d'CCGPP et la collaboration entre les résidents locaux en termes d'aspects qualitatifs, ils étaient conscients que la nécessité d'une préparation des données quantitatives pour pouvoir expliquer clairement.

### **Article encadré: Partage d'expérience COSAY au Seminaire mi-parcours**

*Les homologues ont eu l'opportunité de présenter leurs expériences et les leçons de la mise en œuvre du projet COSAY. Le Seminaire mi-parcours a été couvert par la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) et les principaux journaux comme Fraternité Matin.*

*Chaque Journal et les informations télévisées ont couvert les grandes lignes du projet COSAY et ont traité les questions de la création d'emploi local et la participation communautaire dans le cadre du Projet. En outre, certains des principaux homologues ont répondu à des interviews et ont souligné la réalisation par le Projet.*



*Le coordonnateur du Projet  
en répondant à l'interview de la RTI <©RTI>*



*Les participants posant activement  
leurs questions et commentaires*

### **(3) Mise en Place du Comité Conjoint d'Evaluation (CCE)**

Aux fins de tirer et compiler les leçons apprises des projets pilotes, le Comité Conjoint d'Evaluation (CCE) a été créé en juin 2015. Le CCE était composé des membres du MEMIS/DGDDL, des Mairies d'Abobo et de Yopougon. Les tâches détaillées du CCE comprennent ce qui suit :

- ✓ Suivi des activités et réalisation des indicateurs du Cadre Logique du Projet
- ✓ Préparation des données et des dossiers du projet pour la pratique de l'évaluation
- ✓ Suivi de l'enquête finale
- ✓ Mise en œuvre de la pratique d'évaluation conjointe en collaboration avec la Mission d'évaluation finale
- ✓ Mise en œuvre de la pratique d'évaluation des projets pilotes
- ✓ Tirer des leçons de projets pilotes
- ✓ Compiler les leçons apprises et les recommandations
- ✓ Compiler le Manuel de COSAY
- ✓ Partager des leçons au séminaire final

#### (4) **Evaluation Finale**

D'après le PV des discussions, l'évaluation finale a été réalisée conjointement par l'équipe d'évaluation qui se composait des membres du CCE et l'équipe de l'étude d'évaluation du Siège de la JICA du 25 août au 12 septembre 2015. L'équipe d'évaluation conjointe a examiné les rapports d'avancement et autres documents du Projet, et a eu des entretiens avec les membres de CCGPP, les ouvriers locaux, les ministères et les bailleurs de fonds concernés. Après discussions internes de l'équipe d'évaluation conjointe concernant les résultats de l'évaluation, le Rapport d'Evaluation Conjointe Finale a été validé lors de la 5<sup>e</sup> réunion du CCC, le 11 septembre 2015. Les résultats de l'évaluation peuvent être résumés comme suit.

#### **Evaluation par Cinq Critères**

Le résultat de l'évaluation par cinq critères de CAD est résumé dans le tableau suivante.

**Tableau 2.3.25 Résultat d'Evaluation par Cinq Critères**

Cinq Critères	Résultat	Remarques particulières
Pertinence	Très élevé	Programme National de la Cohésion Sociale (PNCS) Politique d'APD du Japon Abobo et Yopougon étaient des cibles pertinentes
Efficacité	Elevé	La plupart de résultats et des objectifs du Projet auront été atteints à la fin du Projet
Efficiencie	Modéré	La plupart des activités sont dans le temps, sauf le retard des travaux de construction de routes
Impact	Elevé	Cas positifs pour la cohésion sociale Impacts négatifs sur les travaux de construction des routes
Viabilité Durabilité	Modéré	Elle est élevée en termes de politique nationale et de sa méthodologie alors que la capacité institutionnelle (financière) des Communes a tendance à être insuffisante

#### **Facteurs de Promotion**

- ✓ Participation des départements sociaux et de communication en plus des départements techniques
- ✓ Mise en place de CCGPP qui se compose de représentants des différentes entités existantes telles que COGES
- ✓ Génération de l'emploi des jeunes du quartier qui ont tendance à devenir un groupe à risque d'instabilité sociale

#### **Facteurs Obstacles**

- ✓ Le retard de la construction de routes a démotivé les membres de CCGPP et diminué les opportunités d'emploi local

### **Leçons Apprises**

- ✓ Dans la période de transition après le conflit, il a été efficace de cibler à la fois les Communes et les résidents pour le développement des capacités.
- ✓ L'implication de différents types de groupes a favorisé la cohésion sociale.
- ✓ La mise en place des critères de sélection a contribué non seulement à garantir la responsabilité et la transparence, mais aussi à prévenir des interventions politiques.
- ✓ Malgré l'utilisation des travaux de construction des écoles et des routes soit une méthode visant à établir un objectif commun et promouvoir la cohésion sociale, il est nécessaire d'examiner le niveau technique approprié pour le développement d'infrastructures : par exemple, le retard des travaux de construction ou l'inégalité des bénéficiaires des travaux de construction ont un risque de produire un impact négatif sur la cohésion sociale.
- ✓ Le fait que la capacité basique du gouvernement et de la communauté en tant qu'acteurs essentiels pour la promotion de la cohésion sociale était suffisante en Côte d'Ivoire s'est avéré utile.
- ✓ L'étroite communication entre les homologues et l'équipe d'experts de la JICA à la fois formelle et informelle a contribué à la prévention des conflits et à la promotion de la paix.
- ✓ L'affectation d'experts sociaux dans le domaine de la consolidation de la paix, du développement communautaire, l'enquête sociale et l'EIE, en plus des ingénieurs, lors de la mise en œuvre du Projet a été bénéfique du point de vue de la promotion de la cohésion sociale.
- ✓ Il est nécessaire de modifier le Cadre Logique au besoin dans un contexte post-conflit instable.

### **Recommandations**

Les recommandations formulées par l'équipe conjointe d'évaluation ont été catégorisées pour le MEMIS, les Mairies, et l'équipe d'experts de la JICA, dans le tableau suivant.

**Tableau 2.3.26 Recommandations pour les Qctions à Qccomplir avant la Fin du Projet**

Recommandations	MEMIS	Commune	JET
Discuter et convenir d'un système d'entretien approprié, y compris le financement et la logistique avec les membres résidents de CCGPP	✓	✓	
Compiler les leçons apprises du Projet et examiner l'applicabilité de la méthode COSAY en tenant compte des conditions particulières des Communes d'Abobo et de Yopougon		✓	✓
Inviter au séminaire final et partager l'expérience de COSAY avec d'autres Communes du Grand Abidjan qui ont des défis en matière de cohésion sociale.	✓		
L'équipe d'experts de la JICA a besoin pour aider les MEMIS à développer un système relatif à la participation publique pour les projets d'amélioration des infrastructures de base	✓		✓

Compte tenu de la recommandation relative à l'utilisation continue de la méthode COSAY, un indicateur de mesure pour l'objectif global du Cadre Logique a été ajouté et validé lors de la 5e réunion du CCC. L'indicateur supplémentaire est « Chaque Mairie met en œuvre au moins un projet d'amélioration de l'infrastructure de base en utilisant les méthodologies apprises par le Projet ».

#### (5) **Evaluation Finale des Projets Pilotes**

Les membres du CCE ont réalisé la pratique d'évaluation finale pour chaque projet pilote à la mi-novembre 2015. La pratique de l'évaluation. La pratique de l'évaluation comprenait l'interview des membres résidents d'ex-CCGPP, l'observation directe, ainsi que les résultats de l'enquête finale et l'évaluation finale. Les constatations et les résultats de l'évaluation pour les projets pilotes peuvent être résumés comme suit.

#### **Apports**

Tous les apports du budget du Projet et de nombreux apports sous forme de contribution communautaire ont été réalisés à l'exception de quelques apports du côté des résidents tels que des dons de fleurs, de gazon, d'outils d'entretien et de poubelles.

#### **Réalisation des indicateurs**

Bien que la plupart des indicateurs du Cadre Logique de chaque projet pilote aient été réalisés, certains d'entre eux n'ont pas été atteints. A Abobo, concernant les indicateurs du niveau de résultats, les indicateurs « plus de 70 % des résidents seront sensibilisés en matière d'hygiène et de problèmes environnementaux » et « au moins 60 % des travailleurs de construction routière seront des résidents locaux » n'ont pas été atteints. Le dernier indicateur a grandement souffert du recours plus poussé qu'initialement prévu aux engins de construction en raison du retard des travaux, tandis que le premier indicateur semblait être inapproprié en tant qu'indicateur, puisque

le chiffre visé était trop ambitieux. Un autre indicateur ambitieux a été observé au niveau de l'objectif du projet pilote de l'école à Abobo. Il s'agissait de « 70 % des parents contribueront au COGES ». Cet indicateur n'a pas non plus été atteint. Pendant la préparation du Cadre Logique, la Commune d'Abobo a insisté de mettre ces indicateurs, bien que l'équipe d'experts de la JICA ne recommandait pas d'utiliser ce genre d'indicateurs ambitieux. Par contre, les homologues de la Commune d'Abobo ont pu apprendre l'importance de fixer des indicateurs appropriés à travers la pratique de l'évaluation.

En ce qui concerne les indicateurs pour l'objectif global, à savoir « le nombre d'habitants qui ont l'impression que la mairie communique davantage avec le public et met en œuvre des activités de développement équitable a augmenté », les homologues ont reconnu la difficulté d'y parvenir, bien que l'indicateur n'ait pas été évalué au moment de l'évaluation finale, mais ultérieurement. D'après l'enquête finale, environ 90 % des habitants pensent que la commune ne communique pas très bien avec eux et ne met pas en œuvre un développement équitable. Cependant, d'après le résultat de l'évaluation finale, la confiance entre les Communes et les membres résidents de CCGPP s'est améliorée. Ces résultats ont montré de petits changements positifs de la relation entre eux. L'augmentation de la confiance en la mairie au-delà des membres résidents de CCGPP représente toujours un défi.

### **Evaluation à l'Aide des Cinq Critères**

Les résultats de l'évaluation à l'aide des cinq critères de CAD sont résumés dans le Tableau suivant.

**Tableau 2.3.27 Evaluation de Projets Pilotes à l'Aide des Cinq Critères**

<b>Cinq Critères</b>	<b>Résultat</b>	<b>Remarque particulière</b>
Pertinence	Très élevé	Cohérence avec la politique de PNCS et de COSAY
Efficacité	Elevé	La plupart des résultats et des objectifs sont atteints
Efficiencie	Modéré	Retard des travaux de construction Problèmes de communication entre les membres de CCGPP
Impact	Elevé	Positif pour la cohésion sociale entre les parties prenantes Négatif sur les travaux de construction, en particulier pour les travaux de réhabilitation des routes, y compris des inondations, l'érosion au niveau de l'évacuation et la sécurité routière
Viabilité	Modéré	Faiblesse organisationnelle pour COGERB2, MUDA, et CGQ de Plaque Faiblesse financière pour toutes les organisations

Même si la plupart des résultats de l'évaluation à l'aide des cinq critères avaient tendance à ressembler à ceux de l'évaluation finale, le problème de la communication entre les membres de CCGPP a été souligné fréquemment lors de l'entretien avec les membres résidents des ex-CCGPP. Le partage de l'information entre les Communes et les membres résidents d'une part, et entre les membres résidents d'autre part semblait être insuffisant.

## (6) Atelier pour Tirer les Leçons Apprises

Sur la base du résultat de l'évaluation finale, les leçons apprises des projets pilotes ont été tirées au cours de « l'Atelier sur les Leçons Apprises » qui a eu lieu à la salle de conférence du ministère des Finances le 25 novembre 2015. En invitant les homologues et certains des ex-membres de CCGPP, les participants ont été divisés en trois groupes intitulés : «le développement participatif», «la création d'emplois et la relocalisation des vendeurs routiers», et «la construction et l'entretien», et ont discuté sur les leçons apprises, après la présentation des résultats de l'évaluation par les Communes. Les leçons tirées par les groupes sont résumées dans les tableaux suivants.

**Tableau 2.3.28 Leçons Apprises de CCGPP**

Catégorie	Leçons
Structure de CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette structure a permis aux différents groupes de travailler ensemble pour les intérêts communs.</li> <li>- Le nombre de résidents était insuffisant pour représenter les différents types d'entités. Il a causé la limitation du partage d'information à une plus grande population.</li> </ul>
Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'équipe d'experts de la JICA et les Communes avaient tendance à constater que l'annonce des dates de réunion était juste quelques jours avant, de sorte qu'il était difficile pour chaque membre résident de coordonner son propre calendrier.</li> <li>- CCGPP avait tendance à ne pas disposer du système de partage d'information entre les membres concernant les résultats des réunions.</li> </ul>

**Tableau 2.3.29 Leçons Apprises de la Contribution Communautaire et le Bénévolat**

Catégorie	Leçons
Contribution Communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les résidents peuvent participer à des réunions, fournir des lieux de réunion et des chaises, et certaines activités d'entretien sans salaire.</li> </ul>
Bénévolat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les résidents ont participé à CCGPP sans aucune incitation financière.</li> <li>- Les résidents ont eu tendance à abandonner le bénévolat lorsque l'assistance de bailleurs de fonds arrive.</li> </ul>

**Tableau 2.3.30 Leçons Apprises de la Génération de l'Emploi Local**

Catégorie	Leçons
Positive	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'initiative a fourni l'opportunité de l'emploi aux jeunes de la zone y compris ceux qui n'avaient jamais travaillé.</li> </ul>
Positive	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères de sélection ont contribué à assurer la responsabilité de la sélection des travailleurs et ont facilité les CCGPP de faire le suivi des conditions de travail.</li> </ul>
Positive	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CCGPP a arbitré les litiges entre les travailleurs locaux et les entrepreneurs.</li> </ul>
Négative	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un grand nombre de travailleurs locaux ne pouvaient travailler que pour moins de deux mois, de sorte qu'il était difficile pour eux d'acquérir des compétences.</li> </ul>
Négative	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il était difficile pour les entrepreneurs à contacter la jeunesse locale inscrite sur la liste.</li> </ul>

**Tableau 2.3.31 Leçons Apprises de la Relocalisation des Vendeurs en Bord de Route**

Catégorie	Leçons
Positive	- Membres résidents de CCGPP ont appris la résolution des conflits à travers le processus de la délocalisation.
Positive	- Participation des membres résidents de CCGPP ont contribué à faciliter la relocalisation en particulier pour collecter des informations de résidents et de communiquer avec eux.
Négative	- CCGPP a été considéré avec hostilité par certains des occupants de la route.

**Tableau 2.3.32 Leçons Apprises de la Construction**

Catégorie	Leçons
Conception Participative	- Les avis des résidents n'étaient pas toujours la réponse appropriée en termes de crédibilité technique, alors qu'ils étaient importants de planifier et concevoir les installations en fonction des besoins des utilisateurs. L'appropriation des résidents a été augmentée grâce à la conception.
Gestion des risques	- Discussions insuffisantes en phase de conception en matière de sécurité des installations de cibles et de la sécurité sur les sites
Réponse par CCGPP quand habitants confrontés aux problèmes	- Sensibilisation par les membres résidents de CCGPP (par exemple la porte à porte, cultes religieux)
Impacts de la construction de routes et d'écoles	- Les résidents avaient conscience de l'intérêt public par le biais de la construction des routes et des écoles - École construite donnait de l'espace pour rassembler les résidents

**Tableau 2.3.33 Leçons Apprises de l'Entretien**

Contraintes	Raisons
Faiblesse financière	- La contribution financière aux COGES par les parents élèves tend à être insuffisante.
Faiblesse Organisationnelle	- Le manque d'associations capables en charge
Réticence des travaux bénévoles	- La pauvreté (par exemple, pas de temps libre) - L'éducation insuffisante en matière d'hygiène et d'entretien.

**(7) Atelier sur le Partage et la Compilation de Leçons Apprises 1**

Les résultats de l'évaluation finale et de l'atelier sur l'élaboration des leçons apprises ainsi que les résultats essentiels de l'évaluation finale et ceux de l'enquête finale ont été partagés avec la plupart des homologues au cours de l'atelier sur le partage et la compilation des leçons apprises tenu le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

Sur la base des leçons apprises partagées, l'applicabilité des méthodologies du Projet a été discutée en groupes de travail constitués des homologues d'Abobo et de Yopougon. Il était question de savoir d'un quel mesure les Mairies pourraient continuer à utiliser la méthode COSAY dans leurs activités. La méthode de COSAY comportait six étapes comprenant la sélection des projets, l'arrangement institutionnel, la planification et la conception du projet, la

préparation de la mise en œuvre, la mise en œuvre et le suivi, et la post-mise en œuvre. Chaque commune a revu les méthodes et a examiné l'applicabilité dans les travaux à l'avenir.

Les résultats des discussions de chaque commune sont compilés respectivement comme «Méthodes applicables et leçons de COSAY» dans l'Annexe 9, et réfléchi à la rédaction du manuel qui a compilé approche et les méthodologies du projet COSAY.

### **(8) Atelier Conjoint sur la Promotion de la Cohésion Sociale**

Promouvoir la cohésion sociale a été une priorité politique du gouvernement de la Côte d'Ivoire depuis la crise post-électorale. Les autorités gouvernementales et les bailleurs de fonds ont lutté pour relever ce défi. Cependant, des insuffisances semblent avoir été notées dans le partage d'expérience et des leçons tirées de ces défis avec les acteurs, notamment les défis liés à la promotion de la cohésion sociale à travers l'amélioration d'infrastructures de base tel que le Projet. Ainsi, le Projet a organisé l'atelier conjoint sur la promotion de la cohésion sociale et a invité les autorités gouvernementales, les bailleurs de fonds et la société civile qui ont travaillé pour cette politique prioritaire. Ce fut le premier atelier conjoint pour discuter sur la cohésion sociale et le développement des infrastructures de base en Côte d'Ivoire. Un aperçu de l'atelier conjoint est présenté dans le tableau suivant.

**Tableau 2.3.34 Aperçu de l'Atelier Conjoint**

<b>Objectif</b>	Le partage des expériences et des leçons apprises des projets de cohésion sociale à l'aide au développement des infrastructures de base, et de discuter de l'applicabilité la méthode COSAY
<b>Participants</b>	Agents du MEMIS/DGDDL, des communes d'Abobo et de Yopougon, agents des Ministères concernés (Ministère des Infrastructures économiques, etc.), OSCS, autres bailleurs de fonds (BM, UE/PARCS, ONUCI, KOICA, NGO internationales), médias, bureau de la JICA, des experts de la JICA (env. 40 personnes)
<b>Lieu</b>	Pullman Hôtel, Abidjan
<b>Date</b>	9 février 2016
<b>Contenus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique Nationale de Solidarité et de Cohésion Sociale (OSCS)</li> <li>- Résultats du projet PARCS (UE/PARCS)</li> <li>- Résultats du projet COSAY (MEMIS/DGDDL)</li> <li>- Approche et méthodologie de la JICA (Equipe d'experts de la JICA)</li> </ul>

En premier lieu, l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) a introduit la Politique Nationale sur la Solidarité et la Cohésion Sociale (PACS 2016 -2020) approuvée en 2015 et la vision du Gouvernement de la Côte d'Ivoire en matière de solidarité et de cohésion sociale comme la clé du développement permanent et durable et de la paix.

En deuxième lieu, le représentant du Projet d'Appui à la Réconciliation et à la Cohésion Sociale des populations des communes d'Abobo et de Yopougon (PARCS) a expliqué l'objectif du projet qui a pour but de contribuer au renforcement de la cohésion sociale dans les communes d'Abobo et de Yopougon à travers le développement des infrastructures et des activités culturelles et

sportives. Cette présentation a également mentionné les composantes du PARCS, ses résultats escomptés, ses bénéficiaires, ses partenaires, sa méthodologie, ses contraintes, ses défis et ses leçons apprises.

En troisième lieu, le MEMIS/DGDDL a expliqué les grandes lignes et les résultats du Projet. Avant le Projet, les résidents ne se faisaient pas mutuellement confiance, et leurs relations étaient rompues. En outre, il n'y avait ni confiance ni communication entre eux et la commune. Cependant, le Projet a ressoudé les résidents en renforçant leurs relations par le biais de collaboration et de la création de CCGPP qui ont réuni les agents de la commune, les résidents de divers groupes ethniques, religieux et politiques. Grâce à la mise en place de CCGPP, le projet a également renforcé les relations entre les communes et les résidents.

En final, l'équipe d'experts de la JICA a expliqué l'approche et les méthodologies du Projet conformément au projet/canevas du manuel de promotion de la cohésion sociale à travers le développement d'infrastructures de base.

Après chaque présentation, des discussions actives et des échanges d'idées ont eu lieu entre les participants des ministères, bailleurs de fonds, ONG et institutions de recherche, ainsi que les participants concernés par les interventions/intervenants. Les discussions ont porté sur divers sujets de la cohésion sociale tels que les indicateurs de mesure de la cohésion sociale, la politique du gouvernement sur la cohésion sociale à l'avenir, les rôles du MEMIS et des communes, l'applicabilité de la méthode de la promotion de la cohésion sociale par le développement d'infrastructures de base, y compris la création d'un comité représentant multipartite comme le CCGPP.

#### **(9) Atelier sur le Partage et la Compilation des Leçons Apprises 2**

Le projet/canevas de manuel a été révisé en tenant compte des commentaires et rétroactions des homologues pendant l'atelier conjoint. Ensuite, le projet/canevas final a été revu lors de l'atelier sur le « partage et la compilation des leçons apprises 2 » du 16 février 2016. En plus de la révision et la finalisation du projet de manuel, un autre objectif de l'atelier était de partager les leçons apprises du Projet avec les membres du Conseil municipal d'Abobo et de Yopougon. L'importance d'accroître la sensibilisation des maires et des membres du conseil municipal pour la pratique continue de la méthode COSAY a été souvent soulignée au cours des ateliers antérieurs. C'est pourquoi le Projet a invité la plupart des membres du conseil, y compris les maires adjoints à l'atelier.

Le MEMIS/DGDDL a expliqué les grandes lignes et les résultats du projet devant les membres du Conseil. La plupart des membres du Conseil ont reconnu les résultats et les enseignements tirés du projet fructueux, et ont exprimé leur appréciation et leur volonté d'utiliser la méthode

COSAY. Ils ont acquis une meilleure compréhension de la méthode COSAY grâce à la participation active aux travaux de révision du projet/canevas du manuel durant l'atelier.

#### (10) Séminaire Final

Le séminaire final a eu lieu le 20 avril 2016 pour partager l'expérience et les enseignements tirés du Projet avec les autorités gouvernementales, les bailleurs de fonds et la société civile qui se sont intéressés à la promotion de la cohésion sociale. Le résumé du séminaire final est indiqué dans le tableau suivant.

**Tableau 2.3.35 Résumé du Séminaire Final**

<b>Objectif</b>	Introduction de l'expérience de COSAY et partage des leçons apprises par les projets pilotes
<b>Participants</b>	Représentants du MEMIS/DGDDL, représentants des Mairies d' Abobo et de Yopougon, représentants des Ministères concernés (Ministère de la Solidarité et de la Cohésion Sociale ; etc.), OSCS, représentants des Mairies du Grand Abidjan, autres bailleurs de fonds (par exemple, UE/PARCS, ONUCI, etc.), médias, représentants et experts de la JICA (environ 100 personnes)
<b>Lieu</b>	Hôtel Palm Club, Cocody, Abidjan
<b>Date</b>	20 avril 2016
<b>Contenus</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Résultats du Projet COSAY (MEMIS/DGDDL)</li><li>- Promouvoir la cohésion sociale par l'amélioration des infrastructures de base et les rôles de la commune (Panel de discussion)</li><li>- Présentation de projets prioritaires (Mairie d'Abobo)</li><li>- Présentation de projets prioritaires (Mairie de Yopougon)</li></ul>
<b>Présentateurs</b>	MEMIS/DGDDL, Mairies d'Abobo et de Yopougon, et l'Equipe d'Experts de la JICA

Le séminaire a été composé en trois parties, les résultats et les enseignements tirés du Projet, les propositions d'amélioration des infrastructures de base vers la promotion de la cohésion sociale par les Mairies, et le Panel de discussion.

Tout d'abord, après la présentation par le MEMIS / DGDDL concernant les résultats et les enseignements tirés du Projet, les participants des Mairies du Grand Abidjan ont exprimé leur intérêt d'avoir des projets similaires à l'avenir parce que ces communes ont également été touchées par le conflit. En outre, le ministère de la Justice était intéressé à prendre part aux projets similaires à l'avenir sur la base de leur expérience de discussion avec les ex-membres de CCGPP à Yopougon en matière d'information juridique et la sensibilisation des résidents.

Ensuite, les deux Communes ont présenté leurs propositions. Chaque Commune a proposé deux projets de développement d'infrastructures de base vers la promotion de la cohésion sociale en utilisant les méthodes apprises du Projet. La Commune d'Abobo a présenté la réhabilitation du marché central et de la construction de l'école, tandis que la Commune de Yopougon a présenté des projets de construction d'un marché et d'un centre de santé. Ces projets sont répertoriés dans leurs programmes triennaux. Cependant, les propositions ont ajouté des méthodes et des activités non seulement pour améliorer les installations, mais aussi pour intégrer les aspects de la cohésion

sociale tels que les systèmes de collaboration entre les différents groupes et les sensibilisations aux plans d'origine des programmes triennaux.

La dernière partie, le panel a été animé par le MEMIS, a invité les panélistes de l'OSCS, du PARCS, et des Communes d'Abobo et de Yopougon, et a discuté sur la promotion de la cohésion sociale à travers l'amélioration des infrastructures de base et les rôles des communes. Les mairies d'Abobo et de Yopougon ont présenté leur expérience pratique et les leçons apprises de projets pilotes, en particulier en mettant l'accent sur les rôles de CCGPP qui ont renforcé les relations entre les différents groupes de sites. Générer l'esprit de bénévolat chez les résidents au-delà des membres de CCGPP était un défi. Ensuite, le PARCS a introduit son expérience qui a porté sur les activités culturelles et sportives. Le panéliste a mentionné que le PARCS a appris de la méthodologie du Projet COSAY en termes de gestion de projet qui implique les parties prenantes. Après les présentations faites par les panélistes de COSAY et du PARCS, l'OSCS a conclu que le Projet était en conformité avec la PNSCS, en particulier en rapport avec son axe de base "l'accès aux droits fondamentaux" en améliorant les infrastructures de base et la création d'emplois locaux.

En ce qui concerne les rôles des communes pour la promotion de la cohésion sociale, l'OSCS a suggéré que les communes devraient encourager et être impliquées comme dans le Projet COSAY qui a renforcé la confiance entre les communes et la population, et a aussi promu la bonne gouvernance et la transparence en impliquant la population dans le processus de prise de décision. Ensuite, les Communes d'Abobo et de Yopougon ont exprimé leurs volontés et engagements d'utiliser la méthode COSAY y compris l'usage de critères de sélection, l'intensification du sens de l'appropriation des résidents, et la mise en place d'un quota pour l'emploi local, dans la planification et la mise en œuvre des projets de leurs plans triennaux.

#### **2.3.4 Activity 3-4 Élaborer des propositions des projets d'aménagement d'infrastructures de base**

##### **(1) Grass-Roots Human Security Project under the Embassy of Japan**

Bien que les enseignements des projets pilotes n'aient pas encore été analysés, l'équipe d'experts de la JICA ont donné un exercice aux homologues en mars 2014 pour les entraîner à préparer des propositions de demande de fonds. L'exercice a consisté à préparer des dossiers de demande de subvention pour équipements médicaux pour le Projet Populaire de Sécurité Humaine auprès de l'Ambassade du Japon. Cette demande de subvention fait suite aux résultats de l'inventaire de l'équipement médical de septembre 2013.

L'ambassade a cherché des projets candidats d'établissement public dont des écoles et des centres de santé dans les zones touchées par le conflit à Abidjan. Ensuite, les Mairies d'Abobo et de Yopougon ont préparé les dossiers pour la réhabilitation d'établissements de santé dans les zones

affectées par le conflit, en utilisant les résultats de l'inventaire de l'équipement médical de septembre 2013. Toutefois, seul un établissement sur quatre a été sélectionné par l'Ambassade du Japon en raison de l'insuffisance de satisfaction des critères de sélection. En outre, pour les révisions et améliorations des dossiers, l'ambassade du Japon a préféré communiquer directement avec les établissements de santé concernés plutôt qu'avec les Mairies, parce que les centres de santé ont tendance à avoir des informations plus détaillées que les Mairies. Grâce au processus, néanmoins, les homologues des Communes ont acquis des connaissances sur le contenu requis et sur les critères de sélection du programme de subvention. Bien que les Mairies n'aient pas reçu la subvention pour le projet populaire, ils ont introduit les établissements de santé à l'ambassade, et l'un d'eux a été sélectionné pour subvention. L'obtention de projets dans le secteur de la santé financés par les bailleurs de fonds serait un rôle important des Mairies. En conséquence, un centre de santé à Yopougon a été choisi avec succès pour le projet de l'Ambassade du Japon.



Centre de santé réhabilité à Yopougon

Suite à l'expérience susmentionnée, les Mairies d'Abobo et de Yopougon ont préparé des formulaires de demande pour la réhabilitation des écoles dans leur commune en 2015. Bien que les écoles proposées n'aient pas été choisies parce que l'Ambassade du Japon avait sa priorité dans la zone rurale cette année-ci, il est à noter que les agents des Communes ont renforcé leur capacité pour évaluer les besoins, estimer les coûts, et rédiger des propositions en procédant à des recherches de très près pour connaître les besoins au niveau des sites candidats et d'en faire une proposition de projet détaillée.

## **(2) Invitation of a Japanese Professor**

Outre le projet de subvention de l'ambassade du Japon, les agents de MEMIS ayant participé à la formation au Japon en 2014 avaient préparé une proposition en vue d'inviter un professeur de l'Université de Kyoto, qui est l'autorité de la réhabilitation routière en utilisant la méthode de Donou et il était le conférencier de la formation susmentionnée. Il en résulte que le professeur a décidé de visiter la Côte d'Ivoire pour introduire la méthode en utilisant son budget de recherche. Quant au MEMIS, il a décidé de promettre de prendre ses engagements nécessaires pour cette mission.

### (3) Fonds de l'ONEP

Même si le budget de la réhabilitation des routes des projets pilotes couvrirait le remplacement de certaines structures souterraines telles que les conduites d'eau et d'évacuation des eaux usées, une quantité importante de tuyaux légaux et illégaux ont été trouvés au cours des travaux de mise à niveau par les entrepreneurs. La Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI) a facturé non seulement le remplacement des conduites d'eau endommagées, mais aussi l'installation de nouvelles conduites à la Commune quand l'entrepreneur a cassé des conduites d'eau existantes. En effet, l'entrepreneur avait l'obligation de réparer la structure endommagée. Toutefois, l'installation de nouvelles conduites d'eau qui seraient nécessaires pour les résidents dans l'impossibilité d'accéder aux principales conduites d'eau en raison de revêtement de la chaussée n'était pas une obligation de l'entrepreneur, mais celle de la Commune. A ce moment-là, la Commune d'Abobo n'avait aucun budget pour cela. Donc, elle a commencé à chercher le soutien financier. Enfin, le MEMIS/DGDDL en collaboration avec la Mairie d'Abobo ont demandé le soutien financier à l'Office Nationale de l'Eau Potable (ONEP) pour remplacer et installer des conduites d'eau sur les sites de réhabilitation des routes à Abobo. En réponse à la demande, l'ONEP a alloué un budget pour ces travaux. Cette expérience était une bonne pratique pour sécuriser un budget supplémentaire lors d'un imprévu grâce à la coordination des autorités gouvernementales.

### (4) Fonds de PRI-CI/ONAD

Il a été partiellement impossible de bitumer la route du Lycée Municipal (Lot-1: Abobo) et à Banco 2 (Lot-2 : Yopougon) en raison de contrainte budgétaire du PKG-3. En conséquence, ces sections non revêtues sont actuellement menacées d'un risque d'érosion. L'équipe d'experts de la JICA a élaboré le plan de conception pour une solution en employant un consultant local. Le résumé de la conception est présenté comme suit.

**Tableau 2.3.36 Résumé de la Conception**

Item	Lycée Municipal	Banco 2
Structure proposée	Pavage en bitume, drainage en béton et protection en béton	
Linéaire route	450m	120m
Estimation du coût (*1)	315 millions FCFA	57 millions FCFA

(\*1) Le coût comprend le coût de la construction et les frais de consultant (conception détaillée et supervision de la construction)

L'équipe d'experts de la JICA a présenté et expliqué le contenu susmentionné au MEMIS. Puis actuellement le MEMIS discute avec le Projet d'urgence de Renaissance des Infrastructures en Côte d'Ivoire (PRI-CI), l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour assurer le budget du projet.

## (5) Budget pour la Prévention Ebola de la JICA

En ce qui concerne la pandémie du virus Ebola dans la région d’Afrique de l’Ouest, un budget pour la prévention Ebola a été alloué au projet par la JICA. Le manque d’un environnement hygiénique que peut être cause de propagation de maladies infectieuses, comme le virus Ebola, qui peuvent semer la panique et pourrait avoir un impact négatif sur la cohésion sociale. Ce budget a été alloué non seulement pour la sensibilisation sur la prévention Ebola, mais aussi pour l’amélioration des conditions d’hygiène. Le soutien financier a été utilisé pour les travaux de construction et pour les activités de sensibilisation en suivant la proposition des Mairies avec l’aide de l’équipe d’experts de la JICA. Comme les deux volets ont été mis en œuvre dans le cadre du Projet, toutes ces activités ont été réalisées au niveau ou à proximité des sites du projet pilote.

### 1) Travaux de Construction dans le Cadre du Budget pour la Prévention Ebola de la JICA

Les Mairies étaient responsables de la conception des travaux de construction appropriés, et la préparation des documents d’appel d’offres avec le soutien du consultant local en sous-traitance par l’équipe d’experts de la JICA. Pour parvenir à une mise en œuvre correcte, les travaux de construction ont été suivis par les Communes et le consultant local avec l’appui de l’équipe d’experts de la JICA. Les travaux ont été divisés en travaux de génie civil et en travaux de construction.

**Tableau 2.3.37 Résumé des Travaux de Construction du Budget pour la Prévention Ebola**

Items	Contenus
Employeur	Equipe d’experts de la JICA
Consultant	ACROPOLE
Entrepreneur	Travaux de génie civil : GEBATEC Travaux de construction : AMBRE
Lieu et but du Projet	Travaux civils : <ul style="list-style-type: none"> <li>· GS Anonkoua Kouté 3 et 4 (Abobo)</li> </ul> Amélioration du système de drainage de la cour de l’école et une route communautaire adjacente à l’école <ul style="list-style-type: none"> <li>· GS Palmeraie (Yopougon)</li> </ul> Amélioration du système de drainage de la cour de l’école <ul style="list-style-type: none"> <li>· Route Andokoi (Yopougon)</li> </ul> Réhabilitation de la route d’accès au centre de santé à Andokoi Travaux de construction <ul style="list-style-type: none"> <li>· GS Anonkoua Kouté 3 et 4 (Abobo)</li> </ul> Amélioration pour les sanitaires de l’école <ul style="list-style-type: none"> <li>· GS Palmeraie (Yopougon)</li> </ul> Amélioration des sanitaires de l’école <ul style="list-style-type: none"> <li>· GS SOGEFIHA6 in (Yopougon)</li> </ul> Amélioration des sanitaires de l’école
Période d’exécution	Travaux de génie civil : du 3 au 25 décembre 2015 Travaux de construction : du 23 novembre au 24 décembre 2015
Montant du contrat	Travaux de génie civil : 37 910 168 FCFA Travaux de construction : 7 400 000 FCFA

Quelques difficultés ont été observées au cours de la mise en œuvre. Pour résoudre ces problèmes, les Mairies devaient comprendre la cause de problème et la réalité des besoins sur le site. En travaillant en étroite collaboration avec le consultant, l'entrepreneur, et les ex-membres de CCGPP, la capacité d'évaluation des besoins et d'estimation réaliste des coûts des Communes s'est améliorée grâce à la mise en œuvre des travaux.

Travaux de génie civil



Cour de l'école GS Anonkoua Kouté 3 et 4



Route communautaire à Anonkoua Kouté



Route d'accès au Centre de Santé Andokoi



Système sanitaire du GS Palmeraie

Travaux de construction



Sanitaire du GS Anonkoua Kouté 3 et 4



Isolation du surpresseur au GS SOGEFIHA 6



Sanitaire du GS Palmeraie

## 2) **Sensibilisation sur Ebola dans le Cadre du Budget pour la Prévention Ebola de la JICA**

Dans le cadre des activités de prévention Ebola sur les sites de projets pilotes, la sensibilisation de la prévention Ebola était réalisée dans les quatre écoles et les quatre routes des Communes d'Adobo et de Yopougon. Les partenaires de la mise en œuvre des activités de sensibilisation ont été sélectionnés par un appel d'offres concurrentiel des ONG qui avaient l'expérience de la prévention Ebola dans le Grand Abidjan en prenant en compte la recommandation de l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP), et du Ministère de la Santé. L'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED) a été choisie comme partenaire de la mise en œuvre pour la Commune d'Abobo, et l'Action Contre la Faim (ACF) pour la Commune de Yopougon en Novembre 2015.

Avant la mise en œuvre des activités, des réunions préparatoires ont été organisées par les Mairies regroupant les départements sociaux et communication pour définir le calendrier présenté dans le tableau sous-mentionné.

**Tableau 2.3.38 Calendrier d'Activités de la Commune d'Abobo (par ACTED)**

Catégorie	Nom	Date
Ecole 1	EPP Plaque 1 et 2	20 novembre 2015
Ecole 2:	GS Anonkoua Kouté 3 et 4	26 novembre 2015
Route 1:	Voie d'accès au Lycée Municipal	27 novembre 2015
Route 2:	Voie d'accès EPP Plaque 1 et 2	1 <sup>er</sup> décembre 2015

**Tableau 2.3.39 Calendrier d'Activités de la Commune de Yopougon (par ACF)**

Catégorie	Nom	Date
Ecole 1:	GS SOGEFIHA 6	20 novembre 2015
Ecole 2:	GS Palmeraie	24 novembre 2015
Route 1:	Derrière le Lycée à la Clinique Nazaréen	28 novembre 2015
Route 2:	EPP Banco 2 vers l'Antenne de la Construction	5 décembre 2015

Les activités ont été réalisées dans chaque Commune par les ONG sélectionnées qui ont mis en valeur les outils de leur choix tels que la présentation des 10 étapes de lavage des mains, la boîte à l'image, le Quiz interactif sur le virus Ebola et l'hygiène, la compétition de danse, la représentation théâtrale par l'équipe professionnelle sur la maladie du virus Ebola accompagnée de la distribution de dépliants(flyers), etc. en y insérant également les chansons de la cohésion sociale composées par les Communes afin d'animer le public par la sonorisation. Il est à souligner que les responsables de la communication des Communes avaient activement participé au cours de ces événements pour transmettre le message de la cohésion sociale. Aucune différence significative des activités entre les sites scolaires et routiers, sauf pour les écoles, les ONG ont adopté un langage plus facile pour atteindre les enfants des écoles primaires.

Activités de sensibilisation du Budget Ebola JICA



10 étapes du lavage des mains avec les élèves



Quiz sur Ebola et l'hygiène au site scolaire



Performance par équipe de théâtre professionnel sur le site routier



Sensibilisation par les homologues

Ce budget pour la sensibilisation Ebola avait non seulement permis d'informer les enfants et les résidents des sites du Projet sur la maladie du virus Ebola elle-même et sur l'hygiène scolaire, mais aussi contribué à amener la population à partager des événements communautaires mis en œuvre par les ONG et supervisées par les Mairies pour rappeler une fois de plus l'importance de la cohésion sociale comme base essentielle pour vivre ensemble en paix.

## **Chapitre 3 Contraintes et défis de la Mise en œuvre**

---

### **3.1 Gouvernance Locale**

#### **3.1.1 Responsabilité et Transparence**

Le niveau de conscience des homologues des Mairies en matière de responsabilité et de transparence semblait être insuffisant au début du projet en raison du manque de pratique dans leur travail quotidien.

Il est d'une importance cruciale que les responsables gouvernementaux préservent des procédures administratives responsables et transparentes en tenant compte du contexte social de la Côte d'Ivoire, où la confusion sociale récente survenue de la politique et de la confiance du gouvernement peut affecter directement la stabilité de la société. La responsabilité et la transparence peuvent permettre au gouvernement de reconquérir la confiance des résidents et également de renforcer les droits fondamentaux des résidents. Cependant, l'esprit de la responsabilité et de la transparence n'était pas omniprésent dans la mentalité et dans les systèmes des mairies (communes) d'Abobo et de Yopougon, en particulier au démarrage du Projet. Cela a été souligné à chaque occasion tout au long de la mise en œuvre du Projet.

Par exemple, l'importance de la sélection des sites avec des critères clairs et équitables n'a pas été facilement comprise par certains agents communaux. En effet, pas tous, mais certains d'entre eux ont même essayé de sélectionner arbitrairement les sites qui leur sont personnellement familiers ou de mettre plus de poids sur l'importance politique au détriment de l'équité. En outre, pour la réinstallation des occupants des routes du PP-PKG-3, quelques agents communaux avaient tendance à négliger la communication avec les occupants et le respect des procédures sur la base juridique légale indépendamment des potentielles pertes économiques inhérentes à cette procédure que les occupants risquaient de subir. Même s'il est aussi vrai que la plupart des occupants n'utilisaient pas la route légalement, avec les instructions de l'équipe d'experts de la JICA, les communes ont préparé un PAR, et sur cette base, ont établi une commission d'arbitrage ensemble avec le MEMIS et les CCGPP. Les agents communaux, pour la première fois pour certains d'entre eux, ont fait l'expérience d'une procédure administrative de projet de développement d'infrastructures avec l'obligation de respecter la norme mondiale. Le point le plus fondamental de l'amélioration de la responsabilité de la transparence pourrait être la prise de note dans leur travail quotidien. Certains d'entre eux n'étant pas habitués à garder officiellement

les notes prises et les procès-verbaux des réunions, il est arrivé à plusieurs occasions que les informations transmises aux résidents n'étaient pas correctes et égales.

Le fait que l'attitude des agents communaux vis-à-vis de la responsabilité et la transparence se sont améliorées au fur et à mesure de l'avancement du Projet indique que leur attitude pourrait en grande partie ne pas découler de la personnalité de chacun d'entre eux, mais plutôt du manque d'expériences et de formation dans ce domaine. Les changements institutionnels qui permettent aux agents communaux de dépenser plus de ressources (temps, budget, ressources humaines) pourraient être nécessaires à long terme.

### **3.1.2 Capacité des Mairies**

Le manque d'équipement et de budget, l'insuffisance de ressources humaines dans les Mairies semblaient entraver le fonctionnement efficace des activités du Projet. En raison du budget limité, tous les départements de la Mairies manquaient d'un budget suffisant pour le matériel nécessaire pour les activités du Projet tels que les ordinateurs, les imprimantes et les véhicules, en particulier dans la Mairie d'Abobo. Pour atténuer le problème, en pratique, l'équipe d'experts de la JICA a mis à disposition des homologues ses propres véhicules pour visiter les sites candidats et participer aux réunions de CCGPP et aux réunions des parties prenantes, et a imprimé les documents pour les réunions à la place des Mairies. En ce qui concerne la notification efficace pour les résidents, la communication par téléphone mobile est un outil pratique. Cependant, les homologues faisaient face au manque budgétaire pour recharger leurs téléphones mobiles. En plus de l'assistance physique de l'équipe d'experts de la JICA, il était souhaitable que les Mairies dégagent un budget pour les équipements et les méthodes de communication pour la mise en œuvre du Projet.

Faire en sorte que les homologues aient du temps à consacrer aux activités du Projet était un autre défi. En plus du manque de personnel, la mise en œuvre d'autres projets soutenus par d'autres bailleurs de fonds visant des préoccupations similaires, tels que le projet de la cohésion sociale (PARCS) qui ciblait les Commune d'Abobo et de Yopougon a affecté la gestion du calendrier des homologues. Les homologues et l'équipe d'experts de la JICA ont essayé de coordonner leur programme de manière efficace. La coordination entre les différents projets était nécessaire, en particulier avant les réunions importantes et les formations.

Le manque de connaissances en Technologie de l'Information (IT) et de compétences en informatique des homologues et du personnel local de l'équipe d'experts de la JICA a dans une certaine mesure entravé l'efficacité des travaux d'élaboration des documents. Il a souvent été constaté que la préparation des documents avec un ordinateur prenait plus de temps que d'écrire à la main. La formation continue sur le tas couvrant les compétences en informatique pour eux était nécessaire, bien que leurs compétences se soient améliorées progressivement.

Une faible communication entre les services de la Mairie a été fréquemment constatée. La communication entre le département Technique et le département Social était presque nulle. Parce que le Projet a focalisé à la fois sur les problèmes techniques et sociaux qui comprenaient l'« infrastructure de base », la « cohésion sociale », et l'« emploi des jeunes », l'équipe d'experts de la JICA a essayé de renforcer la communication aussi bien entre les départements qu'entre le personnel au sein du département. Elle devrait continuer à s'améliorer progressivement, même si la communication a été améliorée à travers le processus de mise en œuvre des projets pilotes et les programmes de formation.

Le manque de ponctualité était une contrainte non négligeable pour les activités du Projet, en particulier au niveau des réunions et des formations. Bien qu'elle se soit progressivement améliorée à travers la mise en œuvre du Projet, et que ce problème semble avoir été fréquemment observé dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'amélioration du comportement des homologues sur la ponctualité est une nécessité constante.

## **3.2 Développement Communautaire**

### **3.2.1 Participation Communautaire et Représentativité**

Puisque le Projet visait à promouvoir la cohésion sociale, la participation communautaire a été l'un des éléments les plus importants. Toutefois, il était difficile pour les agents communaux au stade précoce du Projet de mobiliser les résidents locaux parce qu'ils n'avaient pas suffisamment d'expérience à travers leur travail durant la crise. L'équipe d'experts de la JICA a donné des formations de développement participatif aux agents communaux. Ils ont exercé les méthodes apprises dans la pratique pendant les réunions de CCGPP, les réunions des parties prenantes et à des occasions pertinentes. Leurs connaissances et leurs compétences se sont remarquablement améliorées. En particulier, les compétences de facilitation de réunion se sont beaucoup améliorées par comparaison à ce qu'elles étaient au début du Projet.

Du côté des résidents, même s'il y avait un certain nombre d'organisations à base communautaire (OBC) et des associations dans les communes, presque aucune d'entre elles n'a expérimenté ni le projet d'infrastructure ni le développement communautaire participatif. Le Projet a donné aux membres résidents de CCGPP des formations portant notamment sur les méthodes de planification participative et la cohésion sociale, la communication, et les rôles des citoyens. Les opportunités d'apprentissage par le biais du programme de formation ont été très appréciées, et les capacités des membres résidents de CCGPP ont également été assurément améliorées. Il en va de même pour celles de facilitation des agents communaux.

Toutefois, assurer la représentativité juste et équitable des différents groupes au sein des CCGPP a été un défi jusqu'à la fin du Projet. Bien que le CCGPP ait largement contribué à la mobilisation

de la communauté, il est arrivé à plusieurs reprises que les membres résidents de CCGPP ne partagent pas de manière satisfaisante ce qui avait été discuté au cours des réunions de CCGPP avec les autres résidents du quartier. En outre, certains membres de CCGPP ne pouvaient pas toujours collecter certaines opinions auprès des résidents locaux, et même, certains de leurs propos aux réunions de CCGPP étaient leurs points de vue personnels et non ceux d'un représentant des autres résidents.

### **3.2.2 Manque de l'Esprit de Bénévolat et de Contribution Communautaire**

Les résidents des zones cibles avaient tendance à être des individus isolés et ne se souciaient pas de leurs voisins ou de la propriété commune de la communauté. En plus de la tendance commune en zone urbaine concernant l'individualisme, le conflit prolongé et la politique complexe en Côte d'Ivoire ont détérioré la solidarité et la collaboration entre les diverses populations. Bien que les membres résidents des CCGPP soient originaires des associations à base communautaire ayant l'esprit de bénévolat et malgré leur participation aux réunions de CCGPP ou aux autres activités du Projet sans demander de salaire, il était difficile d'impliquer les résidents locaux, y compris les jeunes, dans les activités du Projet en tant que bénévoles. Compte tenu de l'entretien durable, les COGES et les autres organisations qui leur ont succédé auraient besoin de lever les fonds auprès des parties prenantes telles que parents, résidents locaux pour assurer la main d'œuvre pour les activités de l'entretien.

En outre, le Projet s'est confronté à la difficulté de la contribution communautaire. Les membres résidents de CCGPP s'étaient engagés durant la discussion des grandes lignes de projets pilotes des réunions de CCGPP à fournir des contributions communautaires telles que la mise à disposition de nourriture et d'eau pour les ouvriers de la construction et l'achat des outils d'entretien et de fleurs à planter. Cependant, l'achat des outils d'entretien et de fleurs pour l'embellissement n'a pas été réalisé dans la plupart des projets pilotes, même si les membres résidents CCGPP ont mis à disposition les lieux de réunion et de l'eau qui ne leur coûtait rien. Etant donné que les CCGPP étaient des comités ad hoc et ne disposaient pas de propre budget, il semblait être difficile pour eux d'obtenir de l'argent pour acheter des outils et des fleurs.

### **3.2.3 Formation des OBC sur les Sites Routiers avec un Système Durable**

Au cours des projets pilotes, les CCGPP ont pris soin de la situation des quartiers. À tout moment des problèmes surgissaient ou il y avait des choses à décider, et ils ont fait preuve d'un leadership fort pour améliorer la situation. Après l'achèvement des projets pilotes, cependant, tous les CCGPP ont été dissous comme prévu depuis le début du Projet. Les activités de CCGPP y compris l'entretien des installations sont passées aux mains des COGES sur les sites scolaires. Le système de COGES est courant dans le pays et son avantage remarquable est qu'il offre un système de cotisations collectées auprès des parents d'élèves, ce qui garantit la stabilité

financière de leurs activités (bien qu'en réalité, défaillance de collecte de la cotisation soit un problème grave de nombreux COGES).

Par contre, dans les sites des projets routiers, il n'y a pas de tel système et la responsabilité communautaire pour l'entretien routier est vague, indépendamment du fait que l'état et la durabilité des routes sont extrêmement dépendants d'une utilisation propre et appropriée des utilisateurs fréquents. Pour assurer la propreté et la durabilité des routes pendant longtemps, et promouvoir la solidarité de la communauté, les ex-membres de CCGPP de tous les sites routiers ont créé de nouvelles organisations. Cependant, contrairement aux sites scolaires, les ressources financières de ces organisations sont instables. Bien que les Communes d'Abobo et de Yopougon soient en train de chercher un moyen de les soutenir, sans un système de soutien bien établi pour la société civile, leurs efforts n'ont encore fait aucun progrès important.

### **Article encadré: Un défi pour organiser les communautés locales**

*La mise en place de CCGPP était une grande opportunité pour que les différents groupes locaux travaillent ensemble pour la planification et la mise en œuvre des projets pilotes. Contrairement aux CCGPP des sites de projets scolaires où il existe un COGES, qui est l'organisation qui leur succède, ceux des sites de projets routiers ont un grand défi à relever pour mettre en place une organisation communautaire qui héritera des rôles et responsabilités des CCGPP.*

*Les membres résidents d'un CCGPP sur un site du projet routier à Abobo ont décidé de créer un CGQ avec les représentants de différents groupes. La composition des membres est similaire à celle d'un CCGPP. Cependant, la taille d'un CGQ et ses tâches sont plus importantes. Cette création est arrivée suite à une forte initiative des membres résidents du CCGPP, même si la commune et l'équipe d'experts de la JICA ont simplement suggéré le besoin d'une organisation communautaire pour assurer l'entretien routier durable et le développement communautaire dans le quartier après la fin du projet pilote.*



### 3.3 **Emploi Local**

#### 3.3.1 **Création d 'Emploi Local par Genre**

Le Projet visait à créer des emplois de femmes pour les travaux de construction dans les projets pilotes. Bien que les membres de CCGPP aient fixé un ratio cible de femmes quand ils ont décidé les critères de travail (par exemple pour PP-PKG-1, pour Abobo: « autant que possible » et pour Yopougon: « 30% »), le résultat ne satisfait pas leurs attentes.

**Tableau 3.3.1 Ratio pour l'Emploi Local Feminin**

PKG	COMMUNE	SITE	RATIO FEMININ
1	Abobo	Anonkoua Koute	7%
S1	Abobo	Ecole Plaque	10%
2	Abobo	Ecole Plaque	9%
3	Abobo	Route Plaque	0%
3	Abobo	Route Lycée Municipal	0%
1	Yopougon	SOGEFIHA6	27%
S1	Yopougon	Palmeraie	25%
2	Yopougon	Palmeraie	18%
3	Yopougon	Andokoi	6%
3	Yopougon	Banco2	21%
MOYENNE			12%

Alors que des résultats relativement meilleurs ont été obtenus dans les sites scolaires où des ouvrières participaient principalement aux travaux de peinture, les sites routiers n'ont pas produit de brillants résultats. L'entrepreneur d'Abobo a expliqué que la plupart des travaux de construction nécessitaient de la force physique, et que des résidentes sur la liste des candidats ne s'étaient pas présentées sur le chantier après l'explication du contenu et des règlements de travail par téléphone.

#### 3.3.2 **Limitation du Développement des Compétences de la Jeunesse Locale**

Le programme de l'emploi local à travers des travaux de construction a été conçu pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences afin qu'ils puissent trouver des travaux similaires après les projets pilotes. De bonnes nouvelles sont parvenues de la part de certains ex-travailleurs des projets pilotes selon lesquelles ils avaient trouvé des emplois dans le domaine de la construction après les projets pilotes mettant à profit la plupart des compétences acquises. Certains ont été embauchés par des charpentiers locaux et d'autres gardés durablement par les entrepreneurs qui avaient travaillé pour les projets pilotes. Selon l'enquête de suivi menée un à trois mois après la fin de chaque projet pilote, sur 49 % des réponses des ex-travailleurs, 85 % des personnes interrogées avaient le sentiment qu'elles avaient appris un certain type de compétences, et 88 % d'entre elles pensaient que les compétences seraient très utiles pour l'évolution de leur carrière.

La même enquête indique que près de la moitié (49%) des personnes interrogées ont confirmé avoir trouvé le même genre d'emploi (y compris le travail à temps partiel en courte période) après les projets pilotes. Pour l'autre moitié, même si les réponses n'étaient pas claires, certains ont trouvé d'autres types de travail et d'autres se sont retrouvés de nouveau au chômage. Il est difficile d'identifier les raisons pour lesquelles certains ex-travailleurs ne pouvaient pas trouver du travail après les projets pilotes, car cela peut varier considérablement en fonction de la disponibilité de l'emploi dans la zone, l'âge, leurs préférences de travail (seulement 37 % des personnes interrogées ont fait preuve de motivation pour travailler continuellement dans la construction pour gagner leur vie), etc. Cependant, le fait que seulement 42 % ont répondu que la durée de travail des projets pilotes était assez longue (la durée de travail d'un ouvrier variait de 2 jours pour PP-PKG- S1 à 165 jours pour PP-PKG-3 en fonction de sa disponibilité et de l'état d'avancement du projet) peut impliquer la possibilité qu'ils auraient pu acquérir plus de compétences si la durée d'emploi avait été plus longue, même si la décision finale revenait aux entrepreneurs parce qu'ils étaient le seul responsable de la qualité de la construction et des calendriers de construction

### **3.4 Travaux de Construction**

#### **3.4.1 Lacunes sur la Sécurité et la Norme de Qualité**

Le Projet fait face à différents niveaux de difficultés en matière de gestion de la construction, y compris le contrôle de la qualité, la sécurité et la gestion des calendriers par les entrepreneurs locaux. En termes de qualité, les problèmes ont été surtout observés avec les entreprises pour le PP-PKG-S1 et le PP-PKG-3, bien que la tendance ait été observée dès le stade de la préparation des dessins d'exécution pour tous les projets pilotes.

Pour le PP-PKG-S1, les entrepreneurs étaient des petites structures dont les activités ont été principalement réalisées dans les Communes d'Abobo et de Yopougon. Même s'ils avaient de l'expérience dans les travaux de construction similaires, pour eux, la pratique courante consiste à déterminer les dimensions réelles et le calendrier de construction sur le chantier sans avoir à préparer de documents tels que le dessin d'exécution, le calendrier de construction ou le plan de gestion de la sécurité. Par conséquent, les entrepreneurs n'avaient pas l'expérience de préparer les documents adéquats même si ceux-ci sont nécessaires pour une gestion appropriée du chantier. La mise en œuvre du travail sans ces documents nécessaires peut se solder par des retards dans le calendrier de travail et des ouvrages de mauvaise qualité. En outre, la gestion de la qualité par l'entrepreneur était parfois inappropriée ou incomplète, y compris la gestion de la qualité des matériaux et la méthode de construction. Dans le cas de petites constructions comme celle du PP-PKG-S1, le contrôle de la qualité de l'entrepreneur a été réalisé sur la base de son expérience jusqu'à ce jour.

En conséquence, l'équipe d'experts de la JICA a eu des réunions avec les entrepreneurs et les Mairies pour expliquer l'importance de la préparation des dessins d'exécution, le calendrier de construction et le plan de gestion de la sécurité avant le début des travaux de construction.

Quant au PP-PKG-3, même si les entrepreneurs avaient eu plusieurs expériences de travaux routiers de petites et grandes envergures, des difficultés ont été observées dans la préparation des dessins d'exécution. Le processus de conception pour les projets routiers en Côte d'Ivoire fait référence aux pratiques en France. Bien que la conception préliminaire soit effectuée par le consultant, la conception détaillée utilisée pour les travaux de construction est généralement préparée par l'entrepreneur. Le manque d'entrepreneurs locaux expérimentés dans la conception détaillée semble se traduire par des dessins et production de conception de mauvaise qualité en particulier pour le plan de drainage et du tracé routier.

En termes d'assurance de la qualité des travaux de construction, le DQE est également très important. Les quantités et les prix adéquats devraient être fixés dans le DQE. Pour certains sites du PP-PKG-3, des problèmes relatifs à des ajustements majeurs du DQE sont survenus en raison de la négligence du consultant local vis-à-vis des exigences d'infrastructure réelles des sites. Le DQE a été finalisé à travers des discussions entre le consultant et l'entrepreneur, mais il a causé des retards dans les travaux. Même s'il n'y a que peu de temps et un budget limité, il est très important de préparer avant le début de la mise en œuvre les documents appropriés, y compris le DQE.

En ce qui concerne la gestion de la sécurité par les entrepreneurs, en raison du manque de conscience des entrepreneurs au début des travaux de construction, elle n'a pas été effectuée correctement. C'est pourquoi, l'équipe d'experts de la JICA a guidé les homologues et le consultant local de manière à ce qu'ils donnent des instructions à l'entrepreneur sur la bonne gestion de la sécurité et sur son importance. Même si le chef de chantier de l'entrepreneur a compris l'importance de la gestion de la sécurité, des difficultés ont été observées dans sa mise en œuvre pour plusieurs raisons. L'une des raisons principales était les pratiques courantes des travailleurs. Par exemple, alors que la plupart des travailleurs n'étaient pas familiers avec le port des chaussures de sécurité et du casque, les entrepreneurs n'avaient pas insisté sur le port de ces équipements de production jusqu'à ce que l'équipe d'experts de la JICA et les homologues donnent des consignes dans ce sens. Changer l'esprit et la manière de l'entrepreneur représentait un véritable défi.

En outre, des facteurs externes ont eu un impact sur la gestion de la qualité des travaux. Dans la phase de la mise en œuvre des travaux, le flux des eaux usées entrant dans la zone de construction était un problème sérieux menaçant la qualité des travaux. La construction de la route ne peut pas être assurée de manière appropriée en état humide, et les eaux usées affectent le maintien de la qualité du travail. Les difficultés à empêcher les résidents locaux d'évacuer des eaux usées sur la

route lors de la construction défiaient toute sensibilisation et contrôle de qualité. Par la suite, empêcher les résidents locaux de pénétrer illicitement dans les zones de construction durant le déplacement des véhicules lourds représentait également un défi majeur.

### **3.4.2 Règlements et Normes de Techniques Insuffisants**

En Côte d'Ivoire, les règlements et les normes techniques liées au développement de l'infrastructure ne sont pas bien mis en place. En ce qui concerne la réglementation du secteur de la construction, il existe des normes et des provisions techniques et elles doivent être respectées. Toutefois, aucun droit national de la construction n'existe.

Pour le secteur routier, alors que les normes françaises de conception telles que les « *Recommandations Techniques pour la Conception Générale et la Géométrie de la Route Aménagement des Routes Principales* » et l'« *Instruction sur les Conditions Techniques d'Aménagement des Voies Rapides Urbaines* » sont généralement adoptées pour les projets routiers en Côte d'Ivoire, le consultant local ne semble pas avoir lu et compris les normes en détail. En outre, la plupart des ingénieurs des routes et des agents publics en Côte d'Ivoire estiment que ces normes seraient applicables à tous les types de routes, pourtant ces normes ne sont généralement applicables que pour les autoroutes et les routes artérielles.

La réglementation détaillée pour le développement des infrastructures au niveau de la commune est insuffisante. Par conséquent, au niveau de la commune, le développement de l'infrastructure jusqu'à une certaine échelle tend à être réalisé suivant la pratique courante locale alors que la pratique courante locale ne parvient pas toujours au niveau de la réglementation nationale. Il serait nécessaire d'établir des normes ou des réglementations techniques au niveau communal. En ce qui concerne les développements routiers, il est également nécessaire de catégoriser chaque route communautaire en conformité avec les normes ou réglementations.

A propos des différentes procédures d'appel d'offres et de construction liées au développement d'infrastructures, un manque de règlements détaillés pour les petits projets a également été observé. Par conséquent, les procédures nécessaires dans les circonstances normales ne sont pas souvent suivies dans des projets à petite échelle ; et à la place, les travaux sont effectués conformément à la pratique courante locale.

En ce qui concerne la procédure d'appel d'offres par l'intermédiaire de la DMP, des directives claires de passation de marchés sont établies par l' Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) et des modèles de documents d'appel d'offres existent pour référence. Cependant, il y avait des insuffisances ou des erreurs dans le modèle telles que des numéros de référence erronés. Au moment de la passation du marché du projet, il n'y avait aucun modèle de version simplifiée des documents d'appel d'offres pour les petits projets. Toutefois, celui-ci est

devenu disponible plus tard. Même si certaines parties du modèle d’approvisionnement ont été modifiées au cours du Projet, une amélioration continue serait souhaitable.

La loi pertinente concernant l’EIE, le Décret n° 96-894 existe en Côte d’Ivoire, et les conditions de l’examen initial pour classer le projet selon qu’il nécessite ou non une procédure d’EIE sont précisées dans la loi en fonction de l’échelle (la taille) du projet. Bien que ce décret stipule que la construction d’autoroutes de plus de 2,100m, ce qui est typiquement considéré un projet de grande échelle, nécessite une procédure d’EIE, l’ANDE se montrait enclin à demander des procédures d’EIE pour toutes les constructions de routes, et ce, sans exception pour les petits projets qui ne causent aucun impact environnemental. Cette situation s’explique principalement par le fait que le décret comprend la mention ambiguë que l’ANDE peut évaluer la nécessité d’une procédure d’EIE pour les projets de taille moyenne non définis sur la base de son propre jugement et sans consultation ou discussions avec d’autres organisations compétentes. Par conséquent, l’application souple et le traitement exceptionnel du décret pour les petits projets qui ne causeront aucun impact sur l’environnement devraient être pris en considération par les ministères compétents en Côte d’Ivoire.

## **3.5 Risques Externes**

### **3.5.1 Fluctuation des Taux de Change**

Un problème sérieux au cours de la période couverte par le Rapport a été la fluctuation du taux de change entre le Yen japonais et le FCFA. Le Projet disposait d’un budget de 180 millions de Yen japonais pour les projets pilotes. La contrevalet en FCFA était d’environ 900 millions FCFA (la valeur en FCFA est seulement une référence) au début du Projet en août 2013. En raison de l’affaiblissement du Yen japonais au moment de passer les marchés aux entrepreneurs, la valeur du budget pour les projets pilotes en FCFA a été réduite, et correspondait à environ 772 millions FCFA en décembre 2014. L’équipe d’experts de la JICA et les homologues ont essayé d’ajuster les estimations de coûts pour les projets pilotes au sein du budget en yens japonais, de sorte que les étendues de certains des travaux de construction dans le cadre des projets pilotes soient réajustées du point de vue d’ingénierie. À la suite de ces efforts, tous les travaux de construction ont été contractés avec des entrepreneurs locaux avec le budget alloué. Toutefois, le budget pour le PP-PKG-S2 a été assuré non par le budget pour les projets pilotes, mais par d’autres sources financières.

### **3.5.2 Météo Inhabituelle**

De fortes pluies sans précédent ont frappé Abidjan en juin 2015 à hauteur de 728 mm, le niveau le plus élevé depuis en 1961, et ont perturbé les travaux de construction des projets pilotes. A l’origine, les travaux de construction de PP-PKG-2 et PP-PKG-3 devaient être achevés à la fin

juin 2015, avec une marge en cas d'imprévus. Bien qu'il y ait eu des retards en raison du manque de gestion des calendriers de la part des entrepreneurs et les problèmes liés aux ouvrages souterrains, en particulier le PP-PKG-3 semblait accuser un retard au mois d'avril. La saison des pluies à Abidjan en 2015 a commencé plus tôt qu'en moyenne, et a enregistré des précipitations très élevées, en particulier en juin et en juillet 2015. Les fortes pluies ont causé des retards dans les travaux de construction, ainsi que des érosions et un accident mortel sur le chantier de construction des routes.

## **Chapitre 4 Réalisations du Projet**

---

### **4.1 Réalisation des Résultats**

#### **4.1.1 Résultat 1**

La sélection des projets pilotes a été faite sur la base des critères de sélection convenus de manière participative sur le calendrier. Les critères de sélection ont été établis par les membres des GT et approuvés par le CCC en août 2013.

Les homologues ont mené des discussions et sélectionné les sites candidats présélectionnés conformément aux critères de sélection basés sur des données quantitatives et qualitatives recueillies. Par le biais des réunions des parties prenantes sur les sites de candidats présélectionnés, les homologues des communes ont établi le contact avec les résidents et exprimé leur volonté de participer au projet pilote. Ensuite, ils ont préparé les listes définitives des projets pilotes.

Avant l'approbation officielle des projets pilotes, dans le cadre de la 2<sup>e</sup> réunion du CCC, ils ont expliqué les résultats de l'évaluation devant les représentants des résidents des sites candidats. Finalement, les communes ont expliqué l'objectif et le calendrier des projets pilotes aux représentants des sites des projets pilotes sélectionnés.

Après la sélection des projets pilotes dans la dernière période considérée, les CCGPP ont été établis, et la tenue des réunions de CCGPP a aidé les résidents à comprendre l'objectif et le contenu des projets pilotes.

Ainsi, le Résultat 1, à savoir « Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base dans les communes », a été réalisé.

#### **4.1.2 Résultat 2**

Tous les projets pilotes avaient été terminés avant la fin de septembre 2015, même si certains des travaux de construction ont été retardés en raison d'insuffisances au niveau des travaux de construction effectués par les entrepreneurs.

Plus de 50% des ouvriers (7 403 jours-personnes) pour des projets scolaires, et 60% pour les projets routiers étaient des résidents de la localité, à l'exception des projets de route à Abobo, ce qui reflète la politique de l'emploi des travaux. Le paiement des ouvriers a été effectué sous la surveillance des CCGPP, même si des problèmes mineurs ont été observés entre un entrepreneur et les ouvriers dans le cadre de travaux de réhabilitation de route à Yopougon.

Le suivi était effectué toutes les semaines avec les homologues et des membres des CCGPP.

Ces réalisations satisfont les indicateurs vérifiables objectivement pour le Résultat 2, à savoir « Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement, suivant les lignes de plans d'exécution ».

#### **4.1.3 Résultat 3**

Conformément au plan de formation, 23 formations essentielles portant sur la mise en œuvre des projets pilotes ont été mises en œuvre pour renforcer la capacité des homologues et de certains membres des CCGPP et COGES. Cette formation concernait au total 584 participants. En outre, 13 homologues du MEMIS et des Mairies d'Abobo et de Yopougon ont participé à la formation sur la promotion de la cohésion sociale au Japon et se sont familiarisés avec l'expérience japonaise dans le développement communautaire, la reconstruction, l'emploi d'urgence et le multiculturalisme.

Par ailleurs, les principaux homologues ont compilé les enseignements tirés des projets pilotes et les ont partagés avec les parties prenantes et les bailleurs de fonds par le biais d'ateliers de travail et de séminaires. Les enseignements tirés et conclusions identifiés ont été compilés dans le « Manuel pour la promotion de la cohésion sociale à travers le développement d'infrastructures de base ».

Ainsi, le Résultat 3, à savoir « Les méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base pour le personnel de mairie en tenant compte de la cohésion sociale », a été réalisé.

## **4.2 Réalisation de l'objectif du Projet**

Le processus des projets pilotes, en particulier dans les réunions de CCGPP, les réunions des parties prenantes et la création d'emplois locaux, a contribué au renforcement des liens entre les résidents et les sites cibles. C'était la première fois que la plupart des membres des CCGPP collaboraient visant un intérêt communautaire spécifique au-delà de chaque groupe, que ce soit des associations ou des groupes ethniques.

En outre, la bonne collaboration entre les Mairies et les représentants des communautés dans les CCGPP a instauré la confiance entre le gouvernement et les résidents à travers les réunions des parties prenantes et de la formation sur la cohésion sociale et le développement communautaire.

Prenant en considération le résultat d'évaluation des indicateurs au niveau de l'objectif du Projet indiqué dans la tableau ci-dessous, l'objectif du Projet, à savoir « La relation entre les habitants des communes cibles est renforcée par l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base » a été atteint.

**Tableau 4.2.1 Réalisation des indicateurs pour l'objectif du Projet**

Indicateurs	Résultats d'évaluation
<p><b>1. Les activités par les habitants se dynamisent dans les quartiers de projets pilotes</b>  <b>1-1. Le nombre de réunions organisées par/pour les habitants augmente</b>  <b>1-2. Le nombre et le type de groupes des habitants augmentent.</b>  <b>1-3. Le nombre des habitants qui sentent que la relation entre les habitants est améliorée augmente.</b></p>	<p>1-1, 1-2. Les réunions des parties prenantes et celles des CCGPP ont constitué une bonne occasion de rencontrer différents types de groupes de résidents ensemble.                      1-3. D'après l'enquête d'évaluation finale, 92 % des résidents pensent que les relations avec les résidents des alentours se sont améliorées depuis 2013.</p>
<p><b>2. La confiance en mairie à travers les activités de projets pilotes augmente.</b>  <b>2-1. L'opportunité de communication directe entre les habitants et les mairies augmente.</b>  <b>2-2. Le nombre de requêtes de projets venant des habitants à la mairie augmente</b></p>	<p>2. La confiance en mairie a été renforcée à travers le processus de mise en œuvre des projets pilotes, y compris la sélection, la planification et la mise en œuvre. Pendant l'évaluation finale, les membres résidents des CCGPP ont affirmé que leur confiance en mairie s'était améliorée depuis 2014.                      2-1., 2-2. Depuis l'établissement des CCGPP, les résidents peuvent communiquer facilement avec leur mairie.</p>

Les indicateurs dans l'objectif du Projet peuvent être divisés en deux aspects relatifs à la cohésion sociale, à savoir les relations horizontales parmi les résidents et les relations verticales entre les Mairies et les résidents. Dans les relations horizontales, les activités des groupes de résidents, y compris les réunions, ont été dynamisées par le biais d'activités mises en œuvre par les membres résidents de CCGPP. Pour ce qui est des relations entre les résidents dans les sites des projets pilotes, l'étude finale a en outre confirmé que 92 % des résidents pensaient que les relations entre eux s'étaient améliorées.

Par ailleurs, s'agissant des relations verticales, les occasions de communication entre les résidents et les Mairies ont augmenté à travers la planification et la mise en œuvre des projets pilotes et des activités organisées par les CCGPP. En revanche, eu égard à la confiance dans les communes, l'étude finale a révélé une limitation de l'amélioration de la confiance. Bien que la confiance des membres résidents du CCGPP aux Mairies se soient améliorée grâce aux projets pilotes, une grande partie de la population générale des sites de projets pilotes avait tendance à ne pas faire confiance aux Mairies.

### 4.3 **Recommandations Visant la Réalisation de l'Objectif Global**

L'objectif global dans le Cadre Logique devrait être réalisé dans les trois à cinq ans suivant l'achèvement du Projet. Dans le Cadre Logique du Projet, l'objectif global est le suivant « La cohésion sociale dans les communes cibles affectées par le conflit est promue et renforcée ». Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer l'objectif global avant l'achèvement du Projet, certains des indicateurs pour l'objectif global ont été suivis pendant l'enquête d'évaluation finale. Les résultats du suivi sont indiqués dans le tableau suivant.

**Tableau 4.3.1 Réalisation des Indicateurs pour l'Objectif Global**

<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats d'évaluation</b>
<b>1. Le nombre des habitants des communes cibles qui se sentent en sécurité augmente.</b>	1. D'après l'enquête d'évaluation finale, moins de 50 % des résidents se sentent plus en sécurité qu'en 2013.
<b>2. Le nombre des activités de collaboration par les habitants et entre les communautés des communes cibles augmente.</b>	2. La facilitation continue par les communes mènera à un nombre croissant d'activités collectives effectuées par les résidents.
<b>3. Le nombre des habitants qui sentent que « la mairie ouvre des informations au public et pratique un développement équitable » augmente.</b>	3. La confiance des résidents dans les communes semble jusqu'à présent limitée. Bien que les membres résidents des CCGPP aient tendance à avoir de bonnes relations avec les communes, d'après l'enquête d'évaluation finale, moins de 10 % des résidents dans les zones concernées font confiance à leur commune.

Des faiblesses eu égard à la réalisation de l'objectif global ont été observées à travers les pratiques de suivi et d'évaluation. En revanche, en tant que résultat de l'évaluation finale en septembre 2015, un indicateur, à savoir « Chaque Marie met en œuvre au moins un projet d'amélioration de l'infrastructure de base en utilisant les méthodologies apprises par le Projet » a été ajouté dans le CLP (version 2) pour assurer impérativement la réalisation de l'objectif global. Prenant en considération les indicateurs pour l'objectif global, y compris l'indicateur supplémentaire, les recommandations peuvent être résumées comme suit.

#### 4.3.1 **Sécurité dans les Communes**

La criminalité générale est un problème de sécurité importante pour les résidents, en particulier dans les zones pauvres dans les communes de la cible, même si la tension concernant la méfiance entre les différents groupes semble avoir diminué récemment. Les communes doivent accroître leurs mesures de sécurité de concert avec le MEMIS et la police.

#### 4.3.2 **Activités Collectives Réalisées par les Résidents**

En comparaison avec la période avant le démarrage du projet, les activités collectives réalisées par les résidents dans les zones cibles ont augmenté par le biais de la création de CCGPP et de la mise en œuvre des projets pilotes. En vue de développer des activités collectives réalisées par les

résidents, les Mairies ont besoin de soutenir les organisations citoyennes y compris les organisations succédant aux ex-CCGPP en continuité eu égard au développement et à la maintenance des infrastructures de base.

#### **4.3.3 Plus Grande Responsabilisation des Mairies**

D'après les résultats de l'enquête d'évaluation finale, en général, contrairement aux ex membres résidents des CCGPP, beaucoup de résidents ne font pas confiance aux Mairies. Jusqu'à présent, la confiance dans les Mairies semble limitée. En vue d'accroître la confiance au-delà des parties prenantes directes, les Mairies doivent divulguer des informations aux résidents et communiquer étroitement avec eux. Il est nécessaire que les Mairies développent des systèmes d'information publics tels que la divulgation des procès-verbaux des réunions pour les projets d'infrastructures de base par le biais de leur site web ou de panneaux d'affichage.

#### **4.3.4 Utilisation de la Méthode COSAY**

La méthode COSAY doit être utilisée lorsque les communes mettent en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base dans leur plan triennal. Les homologues peuvent utiliser le manuel et s'y référer dans le cadre de la sélection, la planification et l'exécution des projets. D'autre part, les maires et les membres du conseil doivent respecter la méthode pour le COSAY et assurer puis affecter le budget et les ressources humaines dans ce but.

### **4.4 Résultat du Développement des Capacités**

Outre les objectifs mentionnés dans le Cadre Logique, le développement des capacités du personnel homologue est un objectif fondamental du projet de coopération technique de la JICA. Afin d'assurer la durabilité des résultats du projet et réaliser l'objectif global, le développement des capacités des homologues est essentiel pour la continuité des activités qui leur ont été enseignées dans le cadre du Projet. Ainsi, le Projet a évalué tous les homologues dans les communes d'Abobo et de Yopougon eu égard à leurs capacités dans les projets d'aménagement des infrastructures de base en vue de promouvoir la cohésion sociale. Les évaluations des capacités ont été effectuées à deux reprises, une fois en 2014 et une nouvelle fois en 2016, visant trois différents départements dans chaque Mairie.

Afin de quantifier l'évaluation des capacités, les connaissances et l'expérience des homologues et autres employés de mairie en matière de développement des infrastructures de base ont été classées en trois niveaux : bon (A), moyen (B) et mauvais (C). Les réponses aux questionnaires ont été analysées par les directeurs de chaque département et l'équipe d'experts de la JICA. Une moyenne de 2,5 ou plus correspond à A, entre 2,0 et 2,4 à B+, entre 1,5 et 1,9 à B-, et à 1,4 ou moins à C. Le résultat de l'évaluation des capacités est résumé dans le tableaux ci-dessous.

**Tableau 4.4.1 Résultat de l'Évaluation des Capacités (Capacités Techniques) 2014/2016**

Connaissances/Expériences	DST d'Abobo				DST de Yopougon			
	Moyenne		Note		Moyenne		Note	
	2014	2016	2014	2016	2014	2016	2014	2016
<b>Collecte d'informations et planification du développement d'installations de base</b>								
Étude de l'état actuel des installations publiques	2.0	2.5	B+	A	1.7	2.2	B-	B+
Gestion des bases de données des installations publiques	1.2	2.3	C	B+	1.3	1.8	C	B-
Préparation du plan de développement des installations publiques et sélection des projets prioritaires	1.6	2.3	B-	B+	1.6	2.0	B-	B+
<b>Planification conceptuelle et estimation des coûts</b>								
Essai de diagnostic des bâtiments et routes existants (pour réhabilitation uniquement)	1.8	2.3	B-	B+	1.9	2.2	B-	B+
Préparation du plan conceptuel	1.6	2.0	B-	B+	1.8	1.7	B-	B-
Devis estimatif préliminaire	1.6	2.5	B-	A	1.9	2.0	B-	B+
Préparation d'un rapport d'étude	1.2	2.3	C	B+	1.8	1.7	B-	B-
Préparation du programme triennal et du plan budgétaire annuel	1.4	1.8	C	B-	2.0	2.0	B+	B+
Préparation des demandes de fonds pour la mise en œuvre des projets	1.0	1.5	C	B-	1.4	1.3	C	C
<b>Planification et préparation du Projet</b>								
Étude d'Impacts sur l'Environnement	1.2	1.8	C	B-	1.7	1.5	B-	B-
Préparation du plan d'action de réinstallation	1.4	1.8	C	B-	1.2	1.8	C	B-
Planification de projet avec la participation du public	1.0	1.8	C	B-	1.4	2.0	C	B+
Conception de base	1.8	2.3	B-	B+	1.4	1.5	C	B-
Estimation du coût du projet	1.8	2.3	B-	B+	2.1	2.2	B+	B+
Contrat avec les consultants (préparation des Tr, sélection des consultants, contrat avec les consultants)	-	-	-	-	1.0	1.2	C	C
Études topographiques et études de sol	1.8	1.8	B-	B-	1.3	1.5	C	B-
Conception détaillée	1.6	2.5	B-	A	1.7	1.7	B-	B-
Révision de l'estimation du coût du projet	1.6	2.5	B-	A	1.8	2.2	B-	B+
Préparation du dossier d'appel d'offres	-	-	-	-	1.9	2.0	B-	B+
Mise en œuvre de l'appel d'offres (avis de marché, distribution du dossier d'appel d'offres, évaluation des offres, avis d'attribution)	1.4	2.3	C	B+	1.9	2.0	B-	B+
<b>Mise en œuvre du Projet</b>								
Mise en œuvre du projet (préparation de rapports mensuels, inspections périodiques, test des matériaux et acceptation des échantillons, coordination mensuelle)	1.8	2.0	B-	B+	1.9	2.2	B-	B+
Utilisation de la HIMO et organisation de travaux par HIMO	1.4	2.0	C	B+	1.2	1.8	C	B-
Livraison du projet (effectuer l'inspection finale, examiner et accepter les documents de remise de projet fini, préparation de la cérémonie de remise de projet fini)	1.8	2.5	B-	A	2.0	2.3	B+	B+
Inspection des garanties (effectuer une inspection de garantie, accepter les travaux de réparation, remise du bon de garantie)	1.8	2.5	B-	A	2.0	2.3	B+	B+
<b>Suivi et maintenance</b>								
Suivi	1.0	2.3	C	B+	1.9	2.5	B-	A
Maintenance	1.0	2.5	C	A	1.7	2.0	B-	B+

En tant que DST, la plupart des compétences ont été améliorées que ce soit à Abobo ou Yopougon. En particulier aux étapes de planification et de préparation et à l'étape du suivi et de la maintenance, les homologues ont reconnu que leurs capacités s'étaient considérablement améliorées.

**Tableau 4.4.2 Résultat de l'Evaluation des Capacités (Services Sociales) 2014/2016**

Connaissances/Expérience	Abobo				Yopougon			
	DASCPH				DDH			
	Moyenne		Note		Moyenne		Note	
	2014	2016	2014	2016	2014	2016	2014	2016
Collecte et gestion des informations sur les différents types d'organisations et les personnes clés de la commune	1.7	1.6	B-	B-	2.0	2.4	B+	B+
Communication et développement de bonnes relations avec les organisations communautaires et les personnes clés	1.5	1.5	B-	B-	2.4	2.5	B+	A
Sélection de projets prioritaires en fonction de l'aspect social (en coopération avec la Direction technique)	1.5	1.4	B-	C	2.1	2.1	B+	B+
Organisation de réunions avec les organisations communautaires et les personnes clés pour comprendre leurs problèmes et besoins	1.7	1.7	B-	B-	2.7	2.7	A	A
Préparation du programme triennal et du plan budgétaire annuel	1.3	1.3	C	C	1.5	1.7	B-	B-
Préparation des demandes de fonds pour la mise en œuvre des projets	1.4	1.7	C	B-	1.8	2.2	B-	B+
Annonce publique de la sélection des projets à mettre en œuvre par la commune	1.3	1.6	C	B-	2.1	2.0	B+	B+
Planification et préparation du projet	1.5	1.8	B-	B-	1.9	1.7	B-	B-
Étude d'Impacts sur l'Environnement	1.0	1.2	C	C	2.4	2.0	B+	B+
Préparation du plan d'action de réinstallation	1.2	1.4	C	C	1.9	2.2	B-	B+
Planification de projet avec la participation du public	1.0	1.4	C	C	2.1	2.0	B+	B+
Participation des membres de la communauté dans la mise en œuvre du projet	1.4	1.5	C	B-	2.7	2.2	A	B+
Organisation des travaux HIMO	1.0	1.3	C	C	2.2	2.3	B+	B+
Organisation d'activités de relations publiques par des méthodes appropriées (site web, média, événements, dépliants, vidéos, réunions publiques, etc.)	1.2	1.7	C	B-	2.3	2.0	B+	B+
Promotion de la participation communautaire au suivi et à la maintenance	1.0	1.7	C	B-	2.2	2.2	B+	B+

En ce qui concerne la DASCPH à Abobo et la DDH à Yopougon, le changement était moins important que ceux des DST parce qu'elles avaient moins d'expérience avec les projets d'aménagement d'infrastructures de base que les DST, et l'approche participative était nouvelle pour elles. À travers les activités dans le cadre du Projet, toutefois, elles ont acquis des compétences dans le domaine de la communication avec les résidents, les questions de relocalisation, et le suivi des projets. En termes de différences entre les communes, Abobo semble avoir plus de changements positifs que Yopougon.

**Tableau 4.4.3 Résultat de l’Evaluation des Capacités (Services de communication) 2014/2016**

Connaissances/Expériences	Abobo				Yopougon			
	Communication				Communication			
	Moyenne		Note		Moyenne		Note	
	2014	2016	2014	2016	2014	2016	2014	2016
Collecte et gestion des informations sur les différents types d’organisations et les personnes clés de la commune	1.5	2.3	B-	B+	1.4	1.7	C	B-
Communication et développement de bonnes relations avec les organisations communautaires et les personnes clés	1.8	2.3	B-	B+	1.6	2.3	B-	B+
Sélection de projets prioritaires en fonction de l’aspect social (en coopération avec la Direction technique)	1.8	2.0	B-	B+	1.6	2.0	B-	B+
Organisation de réunions avec les organisations communautaires et les personnes clés pour comprendre leurs problèmes et besoins	1.8	2.0	B-	B+	2.2	1.3	B+	C
Préparation du programme triennal et du plan budgétaire annuel	1.0	1.3	C	C	1.6	2.0	B-	B+
Préparation des demandes de fonds pour la mise en œuvre des projets	1.0	1.3	C	C	1.6	1.0	B-	C
Annonce publique de la sélection des projets à mettre en œuvre par la commune	2.0	2.3	B+	B+	1.0	1.3	C	C
Planification et préparation du projet	1.3	2.0	C	B+	1.2	1.7	C	B-
Étude d’Impacts sur l’Environnement	1.3	1.7	C	B-	1.0	1.3	C	C
Préparation du plan d’action de réinstallation	1.0	1.7	C	B-	1.6	2.0	B-	B+
Planification de projet avec la participation du public	1.3	2.3	C	B+	1.8	1.7	B-	B-
Participation des membres de la communauté dans la mise en œuvre du projet	1.8	2.0	B-	B+	1.8	2.0	B-	B+
Organisation des travaux HIMO	1.0	1.3	C	C	1.6	2.0	B-	B+
Organisation d’activités de relations publiques par des méthodes appropriées (site web, média, événements, dépliants, vidéos, réunions publiques, etc.)	2.0	2.3	B+	B+	1.8	1.3	B-	C
Promotion de la participation communautaire au suivi et à la maintenance	1.3	2.0	C	B+	1.4	1.3	C	C

Pour ce qui est de la section de communication, les homologues d’Abobo ont reconnu avoir beaucoup appris du Projet. Les deux communes ont acquis des compétences dans le domaine de la communication avec les résidents, les questions de relocalisation, et la sélection de projets.

De manière générale, les homologues de Yopougon ont reçu des notes plus élevées que ceux d’Abobo. La commune de Yopougon semble avoir eu plus de possibilités de développement d’infrastructures de base dans le passé, parce que le budget de la commune de Yopougon était beaucoup plus élevé que celui de la Commune d’Abobo. Par contre, pour certaines compétences les notes étaient plus basses. Les notes en 2014 semblent être beaucoup plus élevées que les capacités réelles à cette période.

Malgré ces tendances, à l’époque de l’évaluation des capacités en 2014, il y avait dans les deux communes et dans tous les services certaines compétences, telles que la rédaction de propositions,

l'évaluation d'impact environnemental et social, la planification de projet de manière participative, les passations de marchés de consultants, le suivi et la maintenance, qui étaient plutôt insuffisants. D'après les résultats de l'évaluation des capacités en 2016, de nombreuses compétences qui s'avéraient faibles ont été améliorées à travers la participation au Projet en presque trois ans, bien que le développement des capacités soit un long processus.

## **Chapitre 5 Leçons Apprises de la Mise en œuvre**

---

### **5.1 Leçons pour la Promotion de la Cohésion Sociale**

#### **5.1.1 Collaboration entre les Différents Groupes pour les Intérêts Communs de la Communauté**

La création des CCGPP est une bonne pratique de l'implication publique. Les CCGPP qui sont composés à la fois d'homologues et de représentants de résidents en tant qu'organe de décision pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets pilotes, prennent des initiatives et jouent les rôles clés pour la gestion des projets pilotes avec l'appui de l'équipe d'experts de la JICA.

Les membres résidents de CCGPP sont des représentants de divers groupes, tels que des groupes ethniques, religieux, de jeunes et de femmes, qui travaillent pour les projets pilotes en tant que bénévoles. En outre, les communautés locales guidées par les membres résidents ont contribué à la mise en œuvre efficace des projets pilotes, y compris la mise à disposition de lieux de réunion, des repas pour les ouvriers, et la plantation de fleurs dans l'école remise en état. Les réunions de CCGPP constituaient une bonne occasion à la fois pour les homologues et les résidents d'échanger leurs opinions et leurs idées concernant le développement des infrastructures de base vers la cohésion sociale comme jamais auparavant. La relation et la communication entre les Mairies et les résidents se sont améliorées progressivement tandis que les membres résidents ont fréquemment exprimé l'amélioration des relations entre les groupes de résidents à travers la collaboration de CCGPP. Les leçons fructueuses de la gestion de projets pilotes avec les CCGPP ont été partagées avec les ministères concernés et les bailleurs de fonds qui travaillent sur des projets similaires à l'atelier conjoint et aux séminaires, et le manuel a été distribué.

En outre, la participation de la jeunesse locale aux travaux de construction a contribué à générer l'amitié entre les jeunes de différents groupes à travers leur collaboration.

#### **5.1.2 Résolution de Problèmes par les CCGPP**

Le processus de mise en œuvre des projets pilotes comportait des problèmes importants concernant les travaux de construction tels que les conduites d'eau cassées par l'entrepreneur. Les mairies ont rapidement organisé une réunion de CCGPP pour répondre à la demande des membres résidents de CCGPP, et discuter des solutions au cas où un problème grave surviendrait. Etant donné que les membres résidents de CCGPP étaient ceux qui vivaient au quotidien à

proximité des sites, ils connaissaient bien les gens sur les sites et ils étaient en mesure d'aider les agents communaux à comprendre rapidement la situation et de communiquer amicalement avec les résidents. Les ressources humaines des Communes étant limitées, la coopération avec les communautés locales, comme les membres résidents de CCGPP, peut contribuer à rationaliser leurs activités administratives et à améliorer de la qualité de leurs services.

Cependant, il convient de souligner que cela ne fonctionnerait pas correctement si la distinction de leurs rôles n'était pas claire. Les agents communaux doivent toujours garder à l'esprit le fait que la participation des collaborateurs de la communauté n'est pas une obligation légale, et ils devraient périodiquement vérifier qu'ils ne se sentent pas surchargés à cause de cela. Si les réunions ont lieu trop fréquemment et/ou si le préavis est trop court, cela pourrait épuiser les membres épuisés à la longue. Lorsque les Communes demandent la coopération de la communauté pour résoudre un problème délicat, une attention méticuleuse doit être accordée de manière à ne pas causer de ressentiment à l'égard des membres résidents par des tiers.

## **5.2 Leçons pour Améliorer la Gouvernance Locale**

### **5.2.1 Assurer la Responsabilisation en Utilisant les Critères de Sélection**

La sélection du projet pilote en utilisant les critères de sélection avec la méthode scientifique d'évaluation a contribué à clarifier et expliquer de façon transparente les résultats de la sélection aux parties prenantes, ainsi qu'à freiner l'intervention déraisonnable des politiciens.

Le manque d'expérience dans la mobilisation communautaire et le développement participatif des communes était un défi à relever pour la sélection des projets pilotes. La sélection des projets d'infrastructures de base dans les Mairies a tendance à être faite sur décision du maire, sans aucune consultation publique ni référence à des critères de sélection scientifiques. Ainsi les Mairies avaient l'habitude d'avoir des différends avec les résidents au cours de la mise en œuvre des projets d'infrastructure de base.

Par conséquent, au moment d'annoncer les résultats de la sélection de projets pilotes, les homologues avaient peur des réactions négatives de la part des sites n'ayant pas été sélectionnés. Toutefois, lorsque les homologues ont organisé les réunions, ils ont expliqué les résultats sur la base de l'évaluation, en utilisant les critères de sélection de manière transparente comme ils l'avaient appris à travers les activités du Projet., afin que les représentants des sites non sélectionnés puissent comprendre et accepter les résultats sans objection ou antagonisme.

### **5.2.2 Communication de Proximité et Collaboration avec les Résidents**

Les réunions de CCGPP ont donné l'occasion à la fois aux homologues et aux résidents d'échanger leurs opinions et leurs idées concernant le développement des infrastructures de base

vers la cohésion sociale comme jamais auparavant. La relation et la communication entre les Mairies et résidents se sont améliorées progressivement. Au début, ils ne se connaissaient même pas les uns des autres, mais vers la fin du projet les membres résidents ont compris comment communiquer, et avec qui, quand ils avaient une demande à formuler à la mairie. De plus, les membres résidents ont fréquemment exprimé l'amélioration des relations entre les groupes résidents grâce à la collaboration de CCGPP.

### **5.2.3 Interaction entre les Communes d'Abobo et de Yopougon**

Les visites d'échange ont donné aux homologues d'Abobo et de Yopougon le sentiment qu'ils étaient dans la même équipe et travaillaient pour les mêmes objectifs et activités au-delà des petites différences qui pouvaient exister entre les Communes. En raison du calendrier chargé du Projet, les homologues avaient eu que des possibilités limitées de visiter les autres communes. L'inauguration des projets pilotes devait commencer par la visite officielle du Ministre du MEMIS. Pour la préparation de cette visite, les homologues principaux d'Abobo et de Yopougon, ainsi que du MEMIS/DGDDL, ont visité tous les sites de projets pilotes. C'était la première fois que les homologues d'Abobo visitaient les sites de Yopougon, et que ceux de Yopougon se rendaient sur les sites d'Abobo. Ils ont eu l'occasion d'observer des sites et de discuter avec les membres de CCGPP d'autres communes. En conséquence, les homologues ont compris les différentes situations dans les autres communes, ce qui leur a permis de comprendre les défis et les efforts des collègues des autres communes.

En plus de l'interaction entre les Mairies, le Projet a organisé une visite d'échange des membres de CCGPP en octobre 2015, juste après l'achèvement des projets pilotes. Les représentants des ex membres de CCGPP ont participé à la visite de sites et ont pris connaissance de l'expérience de chaque projet pilote en termes du processus, des résultats et de la pratique de l'entretien.

## **5.3 Leçons pour la Gestion du Projet**

### **5.3.1 Suivi par les Groupes de Travail**

Les GT établis à Abobo et à Yopougon ont généré un sens d'appropriation parmi les homologues au niveau communal. Même si l'équipe d'experts de la JICA a mené et facilité les réunions de GT au début, le rôle des homologues aux réunions s'est élargi progressivement. Pour la préparation des réunions, l'équipe d'experts de la JICA avait tendance à aider les homologues pour les documents qu'ils devaient présenter à la réunion. Ce fut un processus important qui parfois prenait beaucoup de temps par rapport à la préparation faite par l'équipe d'experts de la JICA. Bien que l'équipe d'experts de la JICA ait préparé l'ordre du jour pour les réunions du GT et fixé les délais pour la préparation des documents, les homologues ont essayé de répondre aux

exigences fixées par elle. Le suivi des activités du Projet par les GT à l'initiative des homologues a permis d'améliorer leur appropriation de la gestion du Projet.

### 5.3.2 Apprendre des Echecs

L'échec est la mère du succès. Nous pouvons apprendre des échecs. Les homologues ont parfois échoué dans leur mise en œuvre des activités du Projet à terme. Cependant, ils ont appris de leurs échecs grâce à l'étude et à l'examen des causes, ce qui les a empêchés de répéter les mêmes erreurs. Un bon exemple a été observé au cours du processus de la sélection de projets pilotes, comme l'illustre l'article encadré ci-dessous.

#### **Article Encadré: Cas d'un excellent travail de l'équipe après un grave échec**

*Les agents de la commune d'Abobo avaient du mal à organiser des réunions avec les parties prenantes à chaque site de la liste restreinte au courant de novembre 2013. Ils n'ont pas eu suffisamment d'expérience pour organiser ce genre de réunion. La collaboration des homologues entre eux et entre les directions semblait être faible.*

*Un jour, ils n'ont pas réussi à organiser la réunion en face du site pour la visite du Représentant Résident du bureau de la JICA Côte d'Ivoire. Il n'y avait aucun résident au lieu de la réunion. La raison est la coordination insuffisante entre les services. Ils n'avaient pas partagé l'information concernant le projet pilote pour la réunion, c'est pourquoi les homologues en charge avaient organisé la réunion dans un autre lieu. La réunion était obligé d'être reportée.*

*Ils ont décidé de réorganiser la réunion le lendemain et ont discuté entre les homologues des différentes directions de la Commune d'Abobo.*

*Les rôles et tâches de chaque homologue ont été discutés.*

*La réunion de lendemain était la plus réussie qui n'avait jamais été observée. Chaque homologue a reconnu son rôle et a facilité les résidents très bien.*

*Ils ont travaillé en une excellente équipe.*



### 5.3.3 Opportunité de Formation et d'Apprentissage

Les homologues sont généralement très motivés pour apprendre du Projet. Ainsi, les possibilités de participation aux programmes de formation, en particulier les programmes de formation au Japon ont été un incitatif important pour eux. De nouvelles méthodes et idées introduites par les experts de la JICA semblent les avoir aidés à améliorer leurs compétences et à mettre facilement en œuvre les projets pilotes, même si un grand nombre de conférences d'experts de la JICA nécessitaient la traduction française.

### **Article Encadré : Enseignements Tirés de l'Expérience du Japon**

*Avant la formation au Japon, les six participants n'avaient pas d'image claire sur les activités à base communautaire et sur le lien entre la cohésion sociale et le développement communautaire.*

*Ils ont acquis des connaissances sur plusieurs expériences du Japon telles que la reconstruction et le remembrement après la Seconde Guerre Mondiale et le Grand Séisme de l'Est du Japon, et la collaboration entre le gouvernement et la société civile. A présent, ils ont une image claire de ce que le projet COSAY vise à accomplir et de ce que sont les messages des experts de la JICA.*

*« Les OBC sont essentielles pour mobiliser les résidents et pour l'utilisation efficace des installations réhabilitées », « le rôle du gouvernement pour la relocalisation à l'amiable des occupants illégaux est important », et « le mur endommagé par la crise post-électorale doit être préservé en symbole, comme l'école élémentaire touchée par la bombe atomique à Hiroshima a été conservée en mémorial de la paix ». Ceci est seulement un échantillon des apprentissages au Japon.*



Outre les programmes de formation susmentionnés, les homologues étaient motivés par l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des projets pilotes conjointement avec l'équipe d'experts de la JICA. Le processus a également offert de bonnes opportunités d'apprentissage. Même si le processus n'a pas été facile et a parfois exigé de leur part des heures de travail supplémentaires, les homologues ont achevé leurs tâches. La remarquable clé de la réussite du Projet semble résider dans le solide moral dont font preuve les membres de l'équipe du Projet COSAY. Tous les membres de l'équipe ont fait preuve d'un engagement fort pour accomplir la mission du Projet de la « Promotion de la Cohésion Sociale », quelle que soit leur position, que ce soit du MEMIS/DGDDL, des Mairies, ou de l'équipe d'experts de la JICA.

# Annexes

- Annexe 1 Cadre Logique du Projet (CLP)
- Annexe 2 Plan d'Opération (PO)
- Annexe 3 Réalisation des Indicateurs
- Annexe 4 Intrants des Experts de la JICA et des Homologues
- Annexe 5 Plan de Formation
- Annexe 6 Registre de Formation
- Annexe 7 Liste d'Équipement
- Annexe 8 Procès Verbal de Réunion du Comité Conjoint de Coordination (CCC)
- Annexe 9 Résultat de l'Atelier: "Méthodes et Leçons Applicables de COSAY"

# Annexe 1

## Cadre Logique du Projet (CLP)

## Annexe 1 Cadre Logique du Projet (PDM)

Titre du Projet: Projet de renforcement des communes pour la promotion de la cohésion sociale du Grand Abidjan  
 Bénéficiaires directs: Personnel des mairies, habitants des communes d'Abobo et de Yopougon participant aux projets pilotes  
 Bénéficiaires indirects: Habitants des communes d'Abobo et de Yopougon

Durée : Juillet 2013 – Juin 2015(3 ans)  
 Lieux cibles : Communes d'Abobo et de Yopougon du Grand Abidjan  
 PDM: Ver.2

Daté du 10 Septembre 2015

Objectif Global	Indicateurs	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
La cohésion sociale dans les communes affectées par le conflit est promue et renforcée	1. Le nombre des habitants des communes cibles qui se sentent en sécurité augmente 2. Le nombre et le type d'activités de collaboration et par les habitants et entre les communautés des communes cibles augment 3. Le nombre des habitants qui sentent que "la mairie ouvre des informations au public et pratique un développement équitable" augmente 4. Chaque Mairie met en oeuvre au moins un projet d'amélioration de l'infrastructure de base en utilisant les méthodologies apprises par le Projet	1. Résultats d'interviews et d'enquêtes aux chefs de la communauté, aux habitants de la commune, et à la mairie 2. Résultats d'interviews et d'enquêtes aux chefs de la communauté, aux participants aux activités, aux organisations basées sur la communauté et à la mairie 3. Résultats d'interviews et d'enquêtes aux chefs de la communauté, aux habitants de la commune et à la mairie 4. Résultats d'interviews et d'enquêtes par les Mairies, documents de projet préparés par les Mairies, et rapport d'achèvement du Projet	
Objectif du Projet	Indicateurs	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
La relation entre les habitants des Communes cibles est renforcée par l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.	1. Les activités par les habitants se dynamisent dans les quartiers de projets pilotes 1-1. Le nombre de réunions organise par/ pour les habitants augmente 1-2. Le nombre et le type des groupes des habitants augmentent 1-3. Le nombre des habitants qui sentent que la relation entre les habitants est améliorée augmente 2. La confiance en mairie à travers les activités de projets pilotes augmente 2-1. L'opportunité de communication directe entre les habitants et les mairies augmente 2-2. Le nombre de requêtes de projets venant des habitants à la mairie augmente	1. Résultats d'interviews et d'enquêtes aux chefs de la communauté, aux organisations basées sur la communauté ; rapports d'avancement 2. Résultats d'interviews et d'enquêtes, aux chefs de la communauté, aux organisations basées sur la communauté ; rapports d'avancement, rapports du comité conjoint de suivi; rapports d'achèvement	-Evènements qui affectent la cohésion sociale en Côte d'Ivoire ne se produisent pas.
Résultats		Moyens de vérification	
1. Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base	1-1. La planification de projets d'aménagement d'infrastructures de base et la structure d'exécution arrangées et vérifiées par chaque mairie 1-2. Les critères de sélection fixés 1-3. Le contenu et le rôle de projets pilotes sélectionnés compris par les habitants	1-1. Rapport sur la planification des projets d'aménagement d'infrastructures de base et sur la structure d'exécution ; résultats d'interviews à la mairie 1-2. Critères de sélection de projets pilotes de chaque commune 1-3. Résultats d'interviews à la mairie, aux chefs de la communauté, et aux habitants de la commune	-La situation socio-politique des communes cibles ne se détériore pas -La juridiction des communes n'est pas radicalement modifiée
2. Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution	2-1. Le Comité Conjoint de gestion du Projet sera constitué pour chaque projet pilote 2-2. Les habitants communaux sont employés selon l'orientation de l'approvisionnement 2-3. Le paiement des salaires des ouvriers suivant le contrat s'effectue 2-4. L'inspection des sites de projets pilotes par les homologues de la mairie s'effectue régulièrement (une fois par semaine) 2-5. Le résultat du comité conjoint de suivi rendu aux habitants	2-1. Listes des membres de Comités constitués, rapports d'avancement du Projet 2-2. Orientations d'approvisionnement de projets pilotes, contrats de projets pilotes, rapports d'avancement des travaux d'aménagement, rapports d'avancement du Projet 2-3. Contrats d'emploi des ouvriers, rapports d'avancement des travaux d'aménagement, rapports d'avancement du Projet, résultats d'interviews aux ouvriers 2-4. Rapports de suivi des sites, résultats d'interviews aux entrepreneurs 2-5. Rapports du comité conjoint de suivi, résultats d'interviews aux membres du comité conjoint de suivi et aux chefs de la communauté	
3. Les méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base en tenant compte la cohésion sociale pour le personnel de bureaux communaux sont développées.	3-1. La formation en tenant compte de la cohésion sociale suivant la planification s'effectue 3-2. Tous les principaux homologues de chaque mairie comprennent les leçons compilées 3-3. La(les) proposition(s) des projets d'aménagement d'infrastructures de base reflétant les leçons tirées de projets pilotes est(sont) remise(s) aux bailleurs de fonds	3-1. Résultats d'analyse des besoins en formation et rapports d'exécution de formation 3-2. Résultats d'interviews et d'enquêtes aux homologues de la mairie 3-3. Propositions élaborées pour des projets d'aménagement d'infrastructures de base	
Activités	Apports		
1-1. Finaliser les critères de sélection pour les projets pilotes convenus dans le PV des discussions	<Côté Japonais> 1) Experts • Chef/Développement des communautés/ consolidation de la paix • Construction des bâtiments • HIMO/Travaux Génie civil • Assistance Marché de Travaux • Entretien d'infrastructures (voirie/drainage) • Entretien de superstructures (bâtiment) • Equipements médicaux • Estimation de coûts • Gouvernance locale • Gestion de sécurité et sureté • Coordinateur • Autres Experts quand nécessaire 2) Fourniture d'équipements et de machines • 4 véhicules • Equipements du bureau 3) Formation • Formation au Japon (6 personnes x 2 fois) 4) Autres • Dépenses pour les projets pilotes • Equipements et matériels de formation		-Les homologues qui sont formés dans le Projet travaillent continuellement pour le développement des zones
1-2. Sélectionner les projets pilotes			
1-3. Socialiser avec les habitants des communes afin de favoriser leur participation aux projets pilotes			
2-1. Développer les plans d'exécution des projets pilotes avec une embauche de ressource humaine locales et renforcer les capacités d'organisation à base communautaire			
2-2. Affecter les entrepreneurs pour des projets pilotes suivant les lignes de plans de l'exécution			
2-3. Commencer les projets pilotes incluant les activités de composante soft et gérer l'état d'avancement			
2-4. Effectuer le suivi conjoint des projets pilotes			
3-1. Elaborer le plan de la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base			
3-2. Réaliser la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base			
3-3. Compiler les leçons tirées des projets pilotes et de les partager entre les bureaux communaux			
3-4. Elaborer des propositions des projets d'aménagement d'infrastructures de base			
	<Côté Ivoirien> 1) Affectation du personnel • Directeur du Projet • Coordinateur du Projet • Directeurs techniques du Projet • Chefs du Projet • Homologues 2) Fourniture d'équipement et bureaux • 1 véhicule • Espace bureau approprié avec équipements et commodités nécessaires (électricité, eaux, Internet, climatiseur etc.) au MEMIS, aux bureaux de la Mairie d'Abobo et de Yopougon 3) Dispositions • Accès aux informations nécessaires, permission d'entreprendre des activités de projets et garantie de sécurité • Information et soutien pour obtenir des services médicaux • Ordres de mission des experts Japonais 4) Assignation de budget • Assignation du budget des homologues • Frais de fonctionnement et d'entretien d'équipements fournis et d'installations mises en place dans le Projet • Prise en charge financière des personnels affectés au Projet		-La sécurité dans les communes cibles n'entrave pas les activités du Projet -La collaboration et la compréhension pour le Projet seront obtenues par la population locale
			<b>Conditions préalables</b>

1-1 La finalisation des critères de sélection y compris la collecte des informations et des données nécessaires, par exemple, le système social de consensus pour finaliser les critères de sélection.

1-2 La sélection des projets pilotes: la revue du plan de développement communal et de l'étude d'inventaire sont inclus

2-1 Les plans d'exécution incluant le renforcement de capacités des organisations à base communautaire, levé topographique, plans, estimation de coûts, terme de référence, élaboration de dossiers d'appel d'offres et d'orientation approvisionnement et l'exécution de l'étude socio-économique des habitants participants dans les projets pilotes. Certaines données collectées seront utilisées comme données de base

2-2 La préparation de l'appel d'offre : l'application d'exécution des projets pilotes par les mairies et la JICA et la procédure de contrat sont inclus

## Annexe 2

### Plan d'Opération (PO)

Annexe 2 Plan d'Opération

Activités du PO		2013												2014												2015												2016						Realisations
		Jul	Août	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Fév	Mars	Avril	Ma	Jun	Ju	Août	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Fév	Mars	Avril	Ma	Jun	Ju	Août	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Fév	Mars	Avril	Ma	Jun	Realisations du passé						
0. Gestion de projet																																												
0-1	Comité Conjoint de Coordination (CCC)	Plan																																				La 1ère réunion du CCC a eu lieu le 27 août 2013, et a approuvé le Plan de Travail y compris le CLP ver. 1, la structure de gestion du Projet et les critères de sélection de projet pilotes. La 2ème réunion du CCC a eu lieu le 10 décembre 2013, et a approuvé les projets pilotes sélectionnés selon les critères de sélection. La 3ème réunion du CCC a eu lieu le 13 août 2014 pour présenter le rapport d'avancement des projets pilotes. La 4ème réunion du CCC a eu lieu le 26 février 2015 pour présenter le rapport d'avancement des projets pilotes. La 5ème réunion du CCC a eu lieu le 10 septembre 2015 en vue d'examiner le rapport de l'évaluation corrigée faite lors de l'évaluation finale de COSAY. La 6ème réunion du CCC a eu lieu en avril 2016 en vue d'examiner la première version du rapport d'achèvement du projet COSAY.						
0-2	Reunion du Groupe de Travail	Plan																																				Les groupes de travail d'Abobo et de Yopougon ont été créés et les TDR des homologues ont été élaborés (1er à 3ème GT). Les GT ont principalement travaillé sur la sélection des projets pilotes (GT 4ème à 7ème). Les GT ont principalement travaillé sur les plans des projets pilotes (GT 8ème à 11ème). Les GT ont fait le suivi la mise en oeuvre des projets pilotes (GT 12ème à 21ème). Le GT pour la Formation a été créé et a discuté du plan de formation de COSAY (GT 1er à 3ème). Les plans d'action élaborés au cours de la formation au Japon ont été partagés avec d'autres homologues lors de la réunion du 4ème Groupe de Travail pour la Formation. Le Groupe de Travail pour la Formation a révisé les formations précédentes (5ème - 7ème GT). Les Groupes de Travail ont fait le suivi de la mise en oeuvre des projets pilotes (22ème - 24ème GT). Les plans d'action élaborés au cours de la formation au Japon ont été partagés avec d'autres homologues lors de la réunion du 5ème Groupe de Travail pour la Formation. Les Groupes de Travail ont fait le suivi des activités restantes du Projet (25ème - 29ème GT). Les programmes de formation mis en oeuvre ont été évalués à la 9ème réunion du Groupe de Travail pour la Formation. Le résultat de l'évaluation des capacités a été communiqué à la 10ème réunion du Groupe de Travail pour la Formation.						
0-3	Préparation et de consultation du plan de travail, rapport d'avancement, rapport d'achèvement	Plan																																				Le Plan de Travail et les Rapports d'Avancement 1, 2, 3 et 4 ont été transmis. Le Rapport d'Avancement du Projet (première version) et le Rapport d'Avancement (final) de Projet ont été transmis.						
Résultat 1. Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.																																												
1-1	Finaliser les critères de sélection pour les projets pilotes	Plan																																				Les critères de sélection ont été discutés et finalisés durant l'atelier de lancement. Ensuite le CCC a validé les critères de sélection.						
1-2	Sélectionner les projets pilotes	Plan																																				Sur la base des listes longues dressées par les communes d'Abobo et de Yopougon, les deux communes ont réalisé des projections techniques et enquêtes sociales pour les sites candidats et ont complétés des profils des sites. Ensuite, les communes ont préparé les listes courtes grâce à l'évaluation de certains critères essentiels. Des réunions des parties prenantes ont été organisées sur les sites présélectionnés (9 sites à Abobo, 8 sites à Yopougon) pour confirmer la volonté des résidents concernant la participation au projet pilote et pour collecter des informations nécessaires à évaluer certains critères de sélection. Sur la base des informations collectées et des résultats des réunions des parties prenantes, les projets pilotes sélectionnés ont finalement été approuvés lors des réunions du 6ème GT.						
1-3	Socialiser avec les habitants des communes afin de favoriser leur participation aux projets pilotes	Plan																																				Avant d'officialiser les projets pilotes, les maires ont essayé de favoriser l'appropriation des résidents des projets pilotes à travers les réunions des parties prenantes. Les maires ont tenu des réunions d'explication sur la procédure de projets pilotes et la création de comités conjoint de gestion du projet pilote (CCGPP). Des CCGPP composés de chefs de groupes ethniques, chefs de groupes religieux, COG, COGES, associations de femmes, associations de jeunes, associations d'artisans ainsi que des représentants des communes, ont été créés sur chacun des projets pilotes.						
Résultat 2. Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution.																																												
2-1	Developper les plans d'exécution des projets pilotes avec une embauche de ressources humaines locales et renforcer les capacités d'organisation à base communautaire	Plan																																				Les homologues ont tenu trois réunions de CCGPP et 1 réunion des parties prenantes sur chaque site de projet pilote. Les 1ères versions des plans de projets pilotes ont été élaborées par les homologues sur la base des discussions qui ont eu lieu lors des réunions susmentionnées. Un Cadre Logique de Projet a été préparé pour chaque projet pilote compte tenu du manque d'éléments dans les plans de projet pilote. Les travaux sous-traités pour les projets pilotes ont été mis en oeuvre, y compris l'enquête de base, les levés topographiques, conception détaillée et estimation des coûts.						
2-2	Affecter les entrepreneurs pour des projets pilotes suivant les lignes de plans de l'exécution	Plan																																				Un dossier d'appel d'offres pour la réhabilitation des écoles pour le premier lot de projets pilotes a été préparé et un entrepreneur a été choisi. Pour PP-PKG-2 (construction d'écoles), PP-PKG-3 (réhabilitation de routes), et PP-PKG-5 (formation à travers de la construction de salles de classe temporaires), et PP-PKG-2F (le mobilier des écoles de PP-PKG-2) dans le cadre des projets pilotes, les dossiers d'appel d'offres ont été préparés et les entrepreneurs ont été sélectionnés. Le dossier d'appel d'offres du programme d'entretien d'infrastructures de base (PP-PKG-S2) a été préparé et l'entrepreneur a été sélectionné.						
2-3	Commencer les projets pilotes incluant les activités de composante soft et gérer l'état d'avancement	Plan																																				Les maires ont fait la sensibilisation sur la cohésion sociale et la question d'hygiène auprès des résidents de la zone du projet pilote lors de la projection publique JICA / SONY de la Coupe du Monde de la FIFA. Des réunions de CCGPP et de parties prenantes ont eu lieu. Le plan d'action de relocation a été préparé. Des travailleurs locaux ont été recrutés en juillet pour PP-PKG-1, et en octobre pour PP-PKG-1, PP-PKG-2, et PP-PKG-3. Les travaux de réhabilitation des écoles à Abobo et Yopougon ont été achevés (PP-PKG-1). De plus, les bâtiments temporaires ont été construits et les travaux ont permis la formation de travailleurs locaux (PP-PKG-5). Les homologues ont préparé les rapports de suivi du PP-PKG-S1. Les travaux de construction d'écoles ont été achevés (PP-PKG-2). Le PP-PKG-S2 a été achevé et le matériel d'entretien de chaque site de projet pilote a été livré. Les travaux de réhabilitation de routes dans les communes d'Abobo et de Yopougon sont achevés (PP-PKG-3). La sensibilisation sur l'entretien des infrastructures réhabilitées a été faite par la mairie et les membres résidents du CCGPP. Les organisations successeurs du CCGPP, chargées de l'entretien des infrastructures réhabilitées sur le site de projet pilote, ont été mises en place.						
2-4	Effectuer le suivi conjoint des projets pilotes	Plan																																				Le suivi est fait chaque semaine avec les membres des services techniques et des CCGPP.						
Résultat 3. Les méthodologies pour la mise en oeuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base en tenant compte la cohésion sociale pour le personnel de bureaux communaux sont développées.																																												
3-1	Elaborer le plan de la formation nécessaire pour planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base	Plan																																				L'équipe d'experts de la JICA a effectué une évaluation des capacités des organismes homologues au travers des activités du projet. Un groupe de travail pour la formation a été mis en place. Le groupe a fait une évaluation des besoins de formation et la planification du programme de formation. Le 3ème groupe de travail pour la formation a approuvé la première version du plan de formation. Le 5ème et le 6ème groupe de travail pour la formation ont approuvé la version révisée du plan de formation.						
3-2	Réaliser la formation nécessaire pour la planification, exécution, contrôle et facilitation d'entretien des projets d'infrastructures de base	Plan																																				Formation sur les considérations sociales et environnementales (22 nov. et 3 déc.) suivie d'une séance pratique (5 Dec.) Formation sur la sélection finale des projets pilotes (22 nov.) Formation sur KANZEN (3 déc.) Formation sur la planification de projet pilote (3, 4 mars) suivie par des séances pratiques (5 et 6 mars) Formation sur les méthodes de planification participatives (11 mars) Formation sur la gestion de cycle de projet (17, 18, 19 mars) Le 1er programme de formation au Japon (Promotion de la cohésion sociale II) a été mis en oeuvre (22 mai - 8 juin) Formation sur la création d'emplois (8 juillet) Formation sur la passation de marchés publics (15,17 juillet) Formation sur le contrôle de la qualité (19 août) Formation sur la gestion de la sécurité (26 août) Formation sur l'entretien d'école (1, 3, 7 oct, 14, 23 juin, 15) Formation sur la cohésion sociale et le rôle des citoyens (11, 18 oct, 8, 12, 13 nov.) Formation sur la gestion de construction (30, 31 oct.) Formation sur l'évaluation du projet (5, 6, 7 nov.) Formation sur la participation publique (18 déc.) Formation sur le diagnostic de routes (27, 28 jan, 2015) Formation sur les relations publiques (24 fév, 2015) Formation sur le diagnostic des écoles (12 mars 2015) Formation sur l'entretien des routes (27 mai 2015) Formation sur le programme triennal des communes (18 juin 2015) Formation sur l'entretien des routes (27, 28 Août 2015) Formation sur l'entretien des écoles (7, 16, 28 juillet 2015) Formation sur la rédaction de proposition (11 fév, 2016)						
3-3	Compiler les leçons tirées des projets pilotes et de les partager entre les bureaux communaux	Plan																																				Des évaluations à mi-parcours ont été faites pour deux projets pilotes, en particulier les travaux de construction du PP-PKG-1, et les résultats d'évaluation ont été partagés avec les homologues aux 15ème réunions du Groupe de Travail. Le séminaire à mi-parcours a eu lieu le 5 mars en vue de partager les leçons de COSAY avec les parties prenantes et d'autres bailleurs de fonds, et échanger des idées. Le Comité Conjoint pour l'évaluation (CCE) a été mis en place en vue de la pratique de l'évaluation et tirer des leçons du projet. Les membres du Comité Conjoint pour l'évaluation (CCE) ont participé à la pratique de l'évaluation finale. L'enquête finale a été faite. Le CCE a fait l'évaluation finale des projets pilotes. L'atelier sur les leçons tirées a été organisé en vue d'identifier les leçons tirées des projets pilotes (15 nov. 2015). L'atelier sur le partage et la compilation des leçons tirées 1 a été organisé pour confirmer l'applicabilité de la méthode COSAY aux services des maires (1er déc. 2015). L'atelier sur le partage et la compilation des leçons tirées 2 a été organisé pour partager les leçons de COSAY avec les membres des conseils municipaux et réviser un projet de manuel de la méthode COSAY (16 fév. 2016). L'atelier conjoint sur la promotion de la cohésion sociale a été organisé pour permettre le partage d'expérience et d'informations entre les autorités gouvernementales et les bailleurs de fonds qui travaillent sur les questions relatives à la cohésion sociale (9 fév. 2016). Le séminaire final a eu lieu en avril pour partager les leçons et l'expérience de COSAY avec les parties prenantes qui travaillent sur les questions relatives à la cohésion sociale.						
3-4	Elaborer des propositions des projets d'aménagement d'infrastructures de base	Plan																																				L'équipe d'experts de la JICA a demandé aux homologues comment appliquer le programme de fonds de dons aux micro-projets locaux de l'ambassade du Japon. En exercice initial, des propositions de fonds de dons aux micro-projets locaux pour l'ambassade du Japon ont été préparées par les deux communes. La Mairie de Yopougon a participé à la cérémonie de signature du programme d'aide au financement de projets à base communautaire par l'ambassade du Japon concernant une infrastructure sanitaire à Yopougon. Les maires ont préparé des propositions pour le programme d'aide au financement de projets à base communautaire de l'ambassade du Japon pour l'exercice financier 2015. Le professeur japonais qui est expert de la méthode Do-Noi a visité Abidjan sur invitation du MEMIS. Les maires ont préparé des propositions pour le Fond Ebola dans le cadre de COSAY. Les maires ont préparé des propositions de projets d'amélioration d'infrastructures de base pour le séminaire final. Le MEMIS et les maires ont préparé des propositions adressées au PRICIONARD concernant les parties restantes des routes qui ont été réhabilitées dans le cadre du projet pilote.						

## Annexe 3

### Réalisation des Indicateurs

### Annexe 3 Réalisations des indicateurs

Indicateurs du Cadre Logique du Projet (PDM)	Réalisation
<b>Objectif du Projet: La relation entre les habitants des Communes cibles est renforcée par l'exécution des projets d'aménagement d'infrastructures de base.</b>	
Indicateurs	- Réalisé
<p>1. Les activités entre les habitants se dynamisent dans les quartiers de projets pilotes</p> <p>1-1 Le nombre de réunions organisées par/ pour les habitants augmente</p> <p>1-2 Le nombre et le type des groupes des habitants augmentent</p> <p>1-3 Le nombre des habitants qui sentent que la relation entre les habitants est améliorée augmente</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les réunions des parties prenantes et les réunions de CCGPP ont été une bonne occasion de rencontre de plusieurs types de groupes de résidents.</li> <li>- Selon l'enquête finale, 92% des résidents pensent que les relations entre les résidents de leur sous-quartier se sont améliorées depuis 2013.</li> </ul>
<p>2. La confiance en mairie à travers les activités de projets pilotes augmente</p> <p>2-1 L'opportunité de communication directe entre les habitants et les mairies augmente</p> <p>2-2 Le nombre de requêtes de projets venant des habitants à la mairie augmente</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La confiance aux mairies s'est accrue à travers le processus de projet pilote, y compris la sélection, la planification et la mise en œuvre. Au cours de l'évaluation finale, les membres résidents des CCGPP ont affirmé que leur confiance en la mairie s'est accrue depuis 2014.</li> <li>- La confiance des résidents aux mairies semble être limitée jusque là. Bien que les résidents membres des CCGPP aient tendance à entretenir de bonnes relations avec la mairie, selon l'enquête finale, moins de 10% des résidents des zones ont confiance aux mairies.</li> <li>- Après la mise en place des CCGPP, les résidents peuvent facilement communiquer avec les mairies.</li> </ul>
<b>Résultats 1: Les projets pilotes sont sélectionnés en accord avec le mécanisme confirmé pour la planification et l'exécution des projets d'aménagement</b>	
Indicateurs	- Réalisé
<p>1-1. La planification de projets d'aménagement d'infrastructures de base et la structure d'exécution arrangées et vérifiées par chaque mairie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification et la structure d'exécution ont été étudiées par les membres de Groupes de Travail (GT)</li> <li>- La structure a été révisée et confirmée par les membres du Groupe de Travail.</li> </ul>
<p>1-2. Les critères de sélection fixés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères de sélection ont été établis par les membres de groupes de travail et validés par le CCC en Août 2013</li> </ul>
<p>1-3. Le contenu et le rôle de projets pilotes sélectionnés compris par les habitants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mairies ont expliqué l'objectif et le calendrier des projets pilotes aux représentants des sites de projets pilotes sélectionnés.</li> <li>- Les résidents ont compris l'objectif et le contenu des projets pilotes grâce à la mise en place du CCGPP et au processus de planification de projet.</li> </ul>
<b>Résultats 2: Les projets pilotes sont exécutés et gérés convenablement suivant les lignes de plans d'exécution.</b>	
Indicateurs	- Réalisé
<p>2-1. Le Comité Conjoint de gestion du Projet sera constitué pour chaque projet pilote.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des CCGPP ont été mis en place sur les sites de projet pilote.</li> </ul>
<p>2-2. Les habitants communaux sont employés selon l'orientation de l'approvisionnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 59% des travailleurs de la commune d'Abobo et 69% des travailleurs de la commune de Yopougon (sur une base d'homme/jour) utilisés pendant les travaux de réhabilitation/ construction d'écoles (PP-PKG-1, S1 et 2) étaient des résidents locaux, ce qui reflète la politique d'emploi dans le cadre des travaux (plus de 50%).</li> <li>- 46% des travailleurs de la commune d'Abobo et 66% des travailleurs de la commune de Yopougon (sur une base d'homme/jour) utilisés pendant les travaux de réhabilitation de routes (PP-PKG-3) étaient des résidents locaux, ce qui reflète la politique d'emploi dans le cadre des travaux (plus de 60%).</li> </ul>
<p>2-3. Le paiement des salaires des ouvriers suivant le contrat s'effectue.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les PP-PKG-1, S1, 2 et 3, le paiement des travailleurs a été fait sous la supervision des CCGPP, même s'il y a eu quelques petits problèmes.</li> </ul>
<p>2-4. L'inspection des sites de projets pilotes par les homologues de la mairie s'effectue régulièrement (une fois par semaine).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le suivi a été fait chaque semaine avec les homologues et les membres du CCGPP.</li> </ul>
<p>2-5. Le résultat du comité conjoint de suivi rendu aux habitants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les résultats du suivi ont été communiqués aux résidents par les membres du CCGPP, même si l'enquête finale a révélé que seulement 13% des résidents connaissaient les projets pilotes au titre de COSAY.</li> </ul>
<b>Résultats 3: Les méthodologies pour la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures de base en tenant en compte la cohésion sociale pour le personnel de bureaux communaux sont développées.</b>	
Indicateurs	- Réalisé
<p>3-1. La formation en tenant compte de la cohésion sociale suivant la planification s'effectue.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'atelier de lancement et la mise en place des Groupes de Travail dans chaque commune cible ont permis aux homologues de comprendre le Projet.</li> <li>- Le plan de formation a été élaboré à travers les discussions au cours des réunions du Groupe de Travail pour la Formation et l'évaluation des besoins en formation.</li> <li>- La mise en œuvre de 23 programmes de formation et de 2 programmes de formation au Japon a contribué à accroître le niveau de compréhension des homologues, y compris l'importance d'accorder une attention particulière aux questions sociales et environnementales résultant de la planification et la mise en œuvre de projet.</li> </ul>
<p>3-2. Tous les principaux homologues de chaque mairie comprennent les leçons compilées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A travers la pratique de l'évaluation à mi-parcours faite sur les travaux de construction au titre du PP-PKG-1, les homologues clés ont tiré des leçons des projets pilotes.</li> <li>- Le séminaire à mi-parcours a eu lieu en mars 2015, et les leçons de COSAY ont été partagées avec les parties prenantes et bailleurs de fonds.</li> <li>- Les membres du CCE ont activement participé au processus de la pratique de l'évaluation finale.</li> <li>- La pratique de l'évaluation finale et les ateliers facilités par les homologues ont permis de tirer des leçons des projets pilotes et de les partager avec les parties prenantes.</li> <li>- Les leçons tirées des projets pilotes et le manuel compilé ont été partagés avec les parties prenantes qui travaillent sur les questions relatives à la cohésion sociale.</li> </ul>
<p>3-3. La(les) proposition(s) des projets d'aménagement d'infrastructures de base reflétant les leçons tirées de projets pilotes est(sont) remise(s) aux bailleurs de fonds.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'un des établissements de santé proposés dans la commune de Yopougon a été sélectionné comme projet à base communautaire financé par l'ambassade du Japon (Exercice financier 2014).</li> <li>- Le professeur japonais qui est expert de la méthode Do-Noh a visité Abidjan sur invitation du MEMIS.</li> <li>- Les mairies ont préparé des propositions pour le Fond Ebola dans le cadre de COSAY</li> <li>- Le MEMIS et les mairies ont préparé des propositions adressées au PRICI/ONARD concernant les parties restantes des routes qui ont été réhabilitées dans le cadre du projet pilote.</li> <li>- Les mairies ont préparé des propositions de projets d'amélioration d'infrastructures de base pour le séminaire final.</li> </ul>

## Annexe 4

### Intrants des Experts de la JICA et des Homologues



# Annexe 5

## Plan de Formation

## Annexe 5 Plan de Formation (ver. 1.4)

### Liste des formations à mettre en œuvre dans le cadre du Projet: Compétences générales de Projet Pilote

30/06/2015

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
1	Considérations des impacts environnementaux et sociaux	• Experts de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Théorie et la pratique des considérations sociales et environnementales en Côte d'Ivoire</li> <li>• Ligne directrice de la JICA en matière de considérations sociales et environnementales</li> </ul>	• Tous les Homologues du MEMIS et des Mairies	21	1 jour	1	Nov. 2013	✓
2	Sélection de projet pilote	• Experts de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de sélection de projet pilote</li> <li>• Evaluation de critères de sélection</li> </ul>	• Tous les Homologues du MEMIS et des Mairies	19	1 jour	1	Nov. 2013	✓
3	KAIZEN – Amélioration continue de la qualité	• Experts de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Philosophie de Kaizen</li> <li>• Principe des 5S</li> <li>• Principe de HouRenSou</li> </ul>	• Tous les Homologues du MEMIS et des Mairies	19	1/2 j	1	Déc. 2013	✓
4	Planification de projet pilote en tenant compte de la cohésion sociale	• Experts de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grandes lignes du plan de projet pilote</li> <li>• Images des activités de la composante soft</li> <li>• Considérations de genre</li> <li>• Considérations de conflit</li> <li>• EIE et questions de relocalisation</li> </ul>	• Tous les Homologues du MEMIS et des Mairies	20	1 jour	1	Mar. 2014	✓
5	Participation du Public	Experts de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Processus de participation du public</li> <li>• Méthodes de participation du public</li> <li>• Participation du public dans la planification et la mise en oeuvre de projet</li> </ul>	• Tous les Homologues du MEMIS et des Mairies	20	1 jour	1	Déc. 2014	✓

A5-1

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compétences de communication avec les membres de la communauté pour la cohésion sociale</li> </ul>						
6	Méthodes de planification participative	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compétences de facilitation</li> <li>• Analyse des parties prenantes</li> <li>• Analyse SWOP</li> <li>• Analyse de cause à effet</li> <li>• Autres méthodes d'enquêtes sociales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les Homologues du MEMIS, des Mairies et les membres de CCGPP</li> </ul>	28	1 jour	1	Mar. 2014	✓
7	Gestion de Cycle de projet (GCP)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Théorie de la gestion de cycle projet</li> <li>• Cadre logique</li> <li>• Indicateurs et méthodes d'enquête</li> <li>• Conception de l'enquête de l'état des lieux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques</li> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de DASC/PH/DDH</li> </ul>	20	3 jours	1	Mar. 2014	✓
8	Génération d'emplois: l'expérience du séisme du Grand Est du Japon	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MEMIS, Abobo, Yopougon</li> <li>• Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Expérience de la création d'emplois après le séisme</li> <li>• Approche et méthodologie de la création d'emplois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les Homologues du MEMIS et des Mairies</li> </ul>	20	1/2 j	1	Juil. 2014	✓
9	Évaluation de projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Théorie de l'évaluation de projets</li> <li>• 5 Critères de l'OECD</li> <li>• Évaluation dans un contexte post-conflit</li> <li>• Grille d'évaluation</li> <li>• Rédaction de rapport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques</li> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de DASC/PH/DDH</li> </ul>	20	Demi-jour née d'Introduction+ 3 jours	1	Août 2014 Nov. 2014	✓
10	Cohésion sociale et développement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitateur venant de Search for Common Ground</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse et résolution de conflits</li> <li>• Communication</li> <li>• Le rôle des citoyens dans le développement communautaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Membres du CCGPP</li> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de la DASC/PH/DDH</li> </ul>	30	1 jour	5 endroits	Oct. 2014 Nov. 2014	✓

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
11	Relations Publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experts de la JICA</li> <li>• ONG (si il y a une ONG appropriée pour faire la formation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Buts des pratiques de relations publiques par les Mairies</li> <li>• Planification des relations publiques</li> <li>• Méthodes des relations publiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnel de la DASC/PH/DDH</li> <li>• Personnel chargé de la communication</li> </ul>	16	1 jour	1	Fév. 2015	✓

### Liste des formations à mettre en œuvre dans le cadre du Projet: Compétences techniques de Projets Pilotes

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
12	Passation des marchés publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MEMIS</li> <li>• Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Processus d'appel d'offres pour projets de construction</li> <li>• Sélection et signature de contrat avec les consultants et entrepreneurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques</li> <li>• Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de DASC/PH/DDH</li> </ul>	12	1/2 j x 2	1	Juil. 2014	✓
13	Formation sur la gestion et le suivi de travaux de construction (Formation pour la Mobilisation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experts de la JICA</li> <li>• Consultants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction de la formation</li> <li>• Aperçu du projet</li> <li>• Briefing sur la gestion de travaux de construction</li> <li>• Briefing sur le suivi des travaux</li> <li>• Synthèse et évaluation de la formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnel de la Direction de services techniques chargé de la supervision (6)</li> <li>• Membres de CCGPP (12)</li> <li>• Techniciens locaux (12)</li> </ul>	30	1	2 endroits	Oct. 2014	✓

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
14	Contrôle de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grandes lignes de l'Assurance Qualité</li> <li>Pratique de l'Assurance Qualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques</li> <li>Consultants locaux</li> </ul>	8	1/2 j de conférence	1	Août 2014	✓
15	Gestion de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grande lignes de la gestion de la sécurité</li> <li>Pratique de la gestion de la sécurité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques</li> <li>Consultants locaux</li> <li>Entrepreneurs</li> </ul>	10	1/2 j de conférence	1	Août 2014	✓
16	Formation de formateurs pour l'entretien des bâtiments scolaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Experts de la JICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodes d'entretien quotidien par COGES</li> <li>Suivi par la Mairie</li> <li>Communication entre le COGES et la Mairie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Personnel de la Direction de services techniques chargé de l'entretien de bâtiments</li> <li>Personnel de DASC/PH/DDH en charge de communication avec le COGES</li> <li>Membres de CCGPP</li> </ul>	14	1/2 j de conférence	2 (une fois dans chaque commune)	Oct. 2014	✓
17	Formation de formateurs pour l'entretien des routes	<ul style="list-style-type: none"> <li>JICA Experts</li> <li>Consultants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Surveillance de l'état des routes</li> <li>Travaux d'entretien</li> <li>Implication des organisations à base communautaires dans l'entretien des routes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Personnel des services techniques chargé de l'entretien des routes (6)</li> </ul>	14	1 jour (Conférence)	1	Mai 2015	✓
18	entretien de bâtiments scolaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les agents de Mairie ayant suivi la formation de formateurs pour la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rôles du COGES et organisations à base communautaires dans l'entretien au quotidien</li> <li>Rôles de la mairie dans l'entretien au quotidien et la réhabilitation</li> <li>Méthodes de l'entretien quotidien</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Membres du COGES</li> <li>Membres de CCGPP</li> <li>Organisations à base communautaires pour appuyer l'entretien quotidien</li> </ul>	30	1 j (conférence et pratique sur terrain)	4 (1 fois dans chaque école cible)	Juin 2015 Juillet 2015	✓

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
		l'entretien des bâtiments scolaires							
19	Entretien de routes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les agents de Mairie ayant suivi la formation sur l'entretien des routes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rôles des organisations à base communautaires dans l'entretien quotidien</li> <li>Rôles de la Mairie dans l'entretien quotidien et la réhabilitation</li> <li>Méthodes d'entretien au quotidien, entretien périodique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Membres du CCGPP</li> <li>Organisations à base communautaires pour appuyer l'entretien quotidien</li> </ul>	36	1 j (conférence et pratique sur terrain)	4 (1 fois sur chaque site de route)	Août 2015	✓

**Liste des formations à mettre en œuvre dans le cadre du Projet: Compétences générales et techniques pour les travaux communaux**

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
20	Diagnostic de routes	<ul style="list-style-type: none"> <li>JICA Experts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodes de diagnostic</li> <li>Plan de réhabilitation</li> <li>Estimation de coûts</li> <li>Compilation des données d'inventaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques (Abobo 3, Yopougon 5)</li> </ul>	8	2 jours (Conférence et pratique sur terrain)	1	Jan. 2015	✓
21	Diagnostic des bâtiments scolaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>JICA Experts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodes de diagnostic</li> <li>Plan de réhabilitation</li> <li>Estimation de coûts</li> <li>Compilation des données d'inventaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques (Abobo 3, Yopougon 3)</li> <li>Directeur, Sous-directeurs,</li> </ul>	16	1 J (Conférence et pratique sur terrain)	1	Mar. 2015	✓

	Thème	Formateurs	Contenus principaux	Stagiaires (en détail)	Nombre de stagiaires	Durée	Nombre	Date	Terminé
				Chefs et personnel de DASC/PH/DDH (Abobo 4, Yopougon 4) • MEMIS (2)					
22	Préparation de plan de développement d'infrastructures et Préparation du programme triennal	<ul style="list-style-type: none"> <li>MEMIS</li> <li>JICA Experts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revue de l'inventaire de l'infrastructure</li> <li>Analyse des données collectées et identification des problèmes</li> <li>Planification et priorisation</li> <li>Processus de programme triennal</li> <li>Activités nécessaires pour la préparation d'un programme triennal</li> <li>Préparation du programme triennal selon le plan de développement d'infrastructure élaboré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de Direction de services techniques (Abobo 3, Yopougon 5)</li> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel de la DASC/PH/DDH</li> </ul>	16	1 Jour	1	Juin 2015	✓
23	Préparation des propositions de projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>JICA Experts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identification de projets</li> <li>Conception de projet</li> <li>Documentation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, Sous-directeurs, Chefs et personnel des services techniques (Abobo 3, Yopougon 5)</li> <li>Directeur, Sous-directeur, Chef et personnel de la DASC/PH/DDH (Abobo 4, Yopougon 4)</li> </ul>	16	1 jour	1	Fév. 2015	✓

## Annexe 6

# Registre de Formation

## Annexe 6 Registre de formation

Training Programme	Objectifs	Cibles	DGDDL	Abobo	Yopougon	OBC	Autres	Total	Chronogramme	Quand	Durée	Lieu	Formateurs
<b>Atelier de coup d'envoi</b>	Partager l'objectif et résultats attendus du Projet, discuter du CLP, de la structure de gestion du Projet et les critères de sélection pour les projets pilotes	Membres du CCC	3	3	3			9	Au début du Projet	13, 14, 22 Août 2013	2,5 jours	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi, Ayumi Urata, Asuka Toda)
<b>Considérations environnementales et sociales</b>	Acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour la sélection des projets pilotes concernant les questions de l'impact environnemental et social	Membres du GT	3	10	8			21	Avant la sélection des projets pilotes	22 Novembre 2013 3 Décembre 2013	demi-journée	Bureau de COSAY Yopougon MEMIS/DGDDL	JET (Jayamohan, Dosso)
<b>Sélection des projets pilotes</b>	Acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour la sélection des projets pilotes. Préparer listes finales des projets pilotes par la mise en pratique des connaissances et des compétences acquises	Membres du GT	3	9	7			19	Avant la sélection des projets pilotes	22 Novembre 2013	demi-journée	Bureau de COSAY Yopougon	JET (Masaya Sekiguchi, Ayumi Urata)
<b>KAIZEN - Amélioration continue de la qualité</b>	Acquérir les connaissances et les compétences nécessaires au style de gestion japonaise KAIZEN y comprises principes de 5S 1 et de HouRenSou	Membres du GT	3	9	7			19	Au stade précoce du projet	3, Décembre 2013	demi-journée	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi, Ayumi Urata)
<b>Planification de Projet Pilote en Tenant compte de la cohésion sociale</b>	Accroître la compréhension des considérations pour la mise en œuvre des projets pilotes. Accroître la compréhension des activités de composante soft. Finaliser les plans des projets pilotes.	Membres du GT	4	9	9			22	Au stade avancé du projet	3,4 Mars 2014	1 jour	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi, Dosso)
<b>Méthode de planification Participative</b>	Apprendre et comprendre sur les compétences en matière de planification participative en impliquant les résidents.	Membres du GT et CCGPP	5	7	7	9		28	Au stade avancé du projet	11, Mars 2014	1 jour	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi, Yuko Suwa, Dosso)
<b>Formation sur la Gestion du Cycle de Projet</b>	Connaitre et comprendre la théorie, l'approche et la méthodologie de cadre logique du projet (CLP), moyens de développer CLP, et la conception d'une étude de référence	Membres du GT et leur personnel	4	7	7			18	Au stade avancé du projet	17, 18, 19 Mars 2014	3 jours	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi, Yuko Suwa, Dosso)
<b>Generation d'Emplois: Experience du séisme du Grand Est du Japon</b>	1. Pour connaître et comprendre les approches et les méthodologies de création d'emplois après le tremblement de terre et le tsunami de 2011 au Grand Est du Japon. 2. Identifier les approches et méthodologies utiles applicables à la ville d'Abidjan (Abobo et Yopougon) sur la base des dites cas Japonais.	Membres du GT et leur personnel	4	7	7			18	Au stade avancé du projet	08 Juillet, 2014	1 jour	MEMIS/DGDDL	JET (Keisuke Hatton), MEMIS, Abobo, Yopougon
<b>Passation de Marche Publiaue</b>	Comprendre et acquérir les compétences en matière de passation de marches pour la mise en œuvre de projet	Membres du GT	3	4	6			13	En Phase d'exécution du projet	15, 17 Juillet 2014	2 jours	MEMIS/DGDDL	JET (Didier Alasserm Toure MianmGondo Francis), DMP (Pierre Koua Bea)
<b>Resultats de lenquete de l'état des lieux le suivi et evaluation de projet</b>	Confirmer les résultats de l'enquête de l'état des lieux et faire des observations sur le rapport final provisoire Comprendre la théorie de base de l'évaluation de projets Comprendre l'utilisation des formulaires de suivi des projets pilotes	Membres du GT	2	2	4	1		9	En Phase d'exécution du projet	8 Aout 2014	demi-journée	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi), Consultant EHF (M N'Gotta)
<b>Control de Qualité</b>	Pour connaître et comprendre les compétences de contrôle de la qualité pour la mise en œuvre du projet	Membres du GT	2	3	3			8	En Phase d'exécution du projet	19 Aout 2014	1 jour	MEMIS/DGDDL	JET (Aikawa Arata, Alasser Didier, Gondo Francis)
<b>Gestion de la Sécurité</b>	Apprendre et comprendre au sujet du contrôle de qualité en vue de la mise en œuvre de projet	Membres du GT	3	1	1			5	En Phase d'exécution du projet	26 Aout 2014	demi-journée	MEMIS/DGDDL	JET (Alasser Didier, Gondo Francis, Touré Mian)
<b>Formation des formateurs pour l'entretien des bâtiments scolaires</b>	Pour apprendre et de comprendre au sujet des compétences de l'entretien des installations de bâtiments scolaires. Pour comprendre la nécessité d'un plan d'action pour l'entretien et à apprendre comment faire un plan d'action	Membres du GT, leur personnel et CCGPP	2	2	1	28		33	En Phase d'exécution du projet	1,3 Octobre 2014	1 jour	Anonkoua Kouté 3et 4 et SOGEFIHA 6	JET (Alasser Didier, Dosso Aboubakari, Gondo Francis)
<b>Cohesion Social et Developement communautaire</b>	Pour avoir des connaissances de base sur la cohésion sociale, l'importance de la communication et de la citoyenneté.	Membres du GT, leur personnel et CCGPP	4	8	6	85		103	En Phase d'exécution du projet	11, 18 Octobre 2014 8, 12, 13 Novembre 2014	5 jours (1 jour / 1 site)	Bureau de COSAY Yopougon .Foyer des jeunes d'Anonkoua Kouté et centre de formation	Search for Common Ground (Traoré Alliou)
<b>Gestion de la Construction et l'Evaluation des travaux</b>	Comprendre les activités professionnelles de gestion et de surveillance de construction, y compris les travaux d'inspection périodique	Membres du GT, leur personnel et CCGPP	2	5	6	17		30	En Phase d'exécution du projet	30, 31 Octobre 2014	2 jours	Bureau de COSAY Abobo et Yopougon	JET (Tokunaga Tatsumi, Alasser Didier)
<b>Evaluation de Projet</b>	Apprendre et comprendre la théorie, l'approche et la méthodologie d'évaluation de projets	Membres du GT, leur personnel et CCGPP	4	8	10	15		37	En Phase d'exécution du projet	5, 6, 7 Novembre 2014	2,5 jours	MEMIS/DGDDL Anonkoua Kouté 3 et 4 et SOGEFIHA 6	JET (Masaya Sekiguchi, Urata Ayumi, Dosso Aboubakari)
<b>Participation du Public</b>	Pour connaître et comprendre la théorie, l'approche et la méthodologie de la participation du public dans les projets de développement des infrastructures	Membres du GT, leur personnel	3	5	7			15	En Phase d'exécution du projet	18 December 2014	1 jour	MEMIS/DGDDL	JET (Hattori Keisuke, Dosso Aboubakari, Gondo Francis)
<b>Diagnostic de routes</b>	Apprendre méthodologie complète des travaux d'entretien routier et la méthode d'application de l'inventaire routier	Membres du GT, leur personnel	2	5	2	3		12	En Phase d'exécution du projet	27, 28 Janvier 2015	2 jours	MEMIS/DGDDI, Abobo et Yopougon	JET (Hiroaki Kobayashi, Gondo Francis)
<b>Relations Publiques</b>	Apprendre et comprendre la théorie, la stratégie et la méthode d'approche des relations publiques	Membres du GT, leur personnel	3	7	8	1		19	En Phase d'exécution du projet	24, Février 2015	1 jour	MEMIS/DGDDI	JET (Masaya Sekiguchi)
<b>Diagnostic des bâtiments scolaires</b>	Pour comprendre et avoir une notion en matière d'inventaire des bâtiments scolaires et les outils indispensables comme la carte scolaire et la démarche réhabilitation Comprendre également l'importance d'avoir des données statistiques mais aussi des données techniques et architecturales sur la qualité des bâtiments scolaires et la mise à jour des données de manière à ce que les bailleurs ou même l'état soit éclairés dans les choix à faire	Membres du GT, leur personnel	2	6	7	1		16	En Phase d'exécution du projet	12, Mars 2015	1 jour	MEMIS/DGDDI, Abobo et Yopougon	JET (Arata Aikawa, Alasser Didier)
<b>Formation de formateurs pour la maintenance des routes</b>	Apprendre et comprendre comment détecter les dégradations de routes et fournir les justifications adé quates	Membres du GT, leur personnel	1	2	8	3		14	En Phase d'exécution du projet	27, Mai 2015	1 jour	Bureau de COSAY Yopougon	JET (Noor Akmar)
<b>Préparation de plan de développement des infrastructure et préparation du programme trienal</b>	Apprendre et comprendre la planification appropriée pour un Programme Trienal	Membres du GT, leur personnel	3	4	5	2		14	En Phase d'exécution du projet	18, Juin 2015	1 jour	MEMIS/DGDDI	JET (Masaya Sekiguchi, Aikawa, Otoguro and Dosso) MEMIS (Nemini Abel)
<b>Maintenance de batiments scolaire</b>	Apprendre et comprendre sur la maintenance de bâtiments scolaires Clarifier le rôle de chaque acteur pour la budgétisation et la maintenance	Membres du GT, leur personnel	0 1 0 0 0	3 0 0 1 0	2 2 2 11 11	9 12 13 11		14 15 13 12	En Phase d'exécution du projet	23 Juin 2015 8 Juillet 2015 16 Juillet 2015 28 Juillet 2015	1 jour/1 Site	Anonkoua Kouté 3et 4, SOGEFIHA 6, GS Palmerale et Plaque 1 et 2	JET (Otoguro Keiko, Alasser Didier), Homologue (Koné Moussa, Ouatara Seydou)
<b>Maintenance des Routes</b>	Apprendre et comprendre les méthodes d'approche de l'entretien de routes	Membres du GT, leur personnel	0	1	1	35		37	En Phase d'exécution du projet	27 Aout 2015 28 Aout 2015	2jours /2 Sites	Epp plaque 1&2 Banco2	JET (Shimizu Noburo, Boka Sylvé re), Homologue (Koné Moussa)
<b>Redaction sur la proposition de Projet</b>	Apprendre et comprendre la rédaction de propositions intéressantes	Membres du GT, leur personnel	2	6	5	1		14	A la fin de l'exécution du projet	11 Février 2016	1 jour	MEMIS/DGDDL	JET (Masaya Sekiguchi, Dosso Aboubakari)
<b>Sous-Total</b>			<b>68</b>	<b>134</b>	<b>138</b>	<b>244</b>	<b>0</b>	<b>584</b>					

Japon	Contenu	Cibles	DGDDL	Abobo	Yopougon	OBC	Autres	Total	Chronogramme	Quand	Durée	Lieu	Formateurs
<b>Promotion de la cohésion Sociale I</b>	Pour apprendre les rôles du gouvernement et la coopération avec la société civile concernant le développement des infrastructures de base tendant à la cohésion sociale	Homologues	2	2	2			6	Avant l'Exécution du Projet Pilote	26 Mai - 6 Juin 2014	2 semaines	Hiroshima, Miyagi, Tokyo, Kanagawa	Plusieurs formateurs de COSAY, universités, gouvernement local, et ONGs
<b>Promotion de la cohésion Sociale II</b>	Pour apprendre les rôles du gouvernement et la coopération avec la société civile concernant le développement des infrastructures de base tendant à la cohésion sociale	Homologues	1	3	3			7	Lors de l'Exécution du Projet Pilote	29 Juin - 10 Juillet 2015	2 semaines	Tokyo, Kanagawa, Iwate	Plusieurs formateurs de COSAY, universités, gouvernement local, et ONGs
<b>Sous-Total</b>			<b>3</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>					
<b>Total</b>			<b>71</b>	<b>139</b>	<b>143</b>	<b>244</b>	<b>0</b>	<b>597</b>					

## Annexe 7

### Liste d'Équipement

## Annex 7 Liste d'Equipement

Article	Spécifications	Devise	Prix Achats	Région	Département utilisateur de l'équipement	But de l'utilisation	Emplacement de l'équipement	Date d'achat	Référence
Camera Digital avec GPS (le premier)	STYLUS TG830, OLYMPUS	JPY	25,700	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	26/7/2013	
Camera Digital avec GPS (le deuxième)	STYLUS TG830, OLYMPUS	JPY	25,700	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	26/7/2013	
Camera Digital avec GPS (le troisième)	STYLUS TG830, OLYMPUS	JPY	25,700	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	26/7/2013	
Ordinateur Bureau (le premier)	DELL VOSTRO V260MT	XOF	475,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	4/9/2013	
Logiciel MS (le premier)	LOGICIEL LICENCE MIRCOSOFT OFFICE PRO 2013	XOF	250,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	5/9/2013	
Anti-Virus(le premier)	ANTI VIRUS KASPERSKY INTERNET SECURITY3 POSTES 2013	XOF	30,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	5/9/2013	
Photocopieuse	CANON Image Runner 2420 20P/MN	XOF	1,900,000	Africa	Département d'Infrastructure Economique	pour projet	Site de projet	26/8/2013	
Imprimante	HP Color Laserjet CP5225 DN A3/A4	XOF	1,245,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	23/8/2013	
Video Projecteur (le premier)	EPSON EB-S11 2600 LUMENS	XOF	350,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	10/8/2013	
Tableau de conference (le premier)	Barracuda 70×100 A	XOF	88,500	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	19/8/2013	
Tableau de conference (le deuxième)	Barracuda 70×100 A	XOF	80,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	11/11/2013	
Tableau de conferencele (le troisième)	Barracuda 70×100 A	XOF	80,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	11/11/2013	
Megaphone (le premier)	Titanic, HMP2502	XOF	30,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	12/11/2013	
Megaphone (le deuxième)	Titanic, HMP2502	XOF	30,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	18/11/2013	
Amplificateur (le premier)	PIASING, Professional	XOF	194,925	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	20/11/2013	
Petite étagère	Blanc, 3 compartiments	XOF	14,100	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	17/04/2014	
Grande étagère	Marron/noir, 5 compartiments	XOF	128,820	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	26/05/2014	
Casques de chantier	10 Casques Blancs Prix unitaire : CFA 9,000	XOF	106,200	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	25/08/2014	
Jugulaires pour Casques	10 Jugulaires Prix unitaire : CFA 1,000	XOF	11,800	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	25/08/2014	
Anti-Virus (le deuxième)	ANTI VIRUS KASPERSKY INTERNET SECURITY 3 POSTES 2014	XOF	25,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	03/09/2014	
Ordinateur Portable	HP PROBOOK 4540s	XOF	425,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	04/09/2015	
Ordinateur Portable	HP PROBOOK 4540s	XOF	425,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	16/09/2014	
Ordinateur Portable	HP PROBOOK 4540s	XOF	425,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	13/10/2014	
Anti-Virus (le troisième)	ANTI VIRUS KASPERSKY INTERNET SECURITY 3 POSTES 2015	XOF	25,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	08/12/2014	
Adobe Illustrator	CS6 Window Anglais	JPY	75,000	Asie	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	13/02/2015	
Anti-Virus (le quatrième)	ANTI VIRUS KASPERSKY INTERNET SECURITY 3 POSTES 2015	XOF	24,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	21/08/2015	
Anti-Virus (le cinquième)	ANTI VIRUS KASPERSKY INTERNET SECURITY 3 POSTES 2015	XOF	25,000	Afrique	Département d'Infrastructure Economique	Pour projet	Site de projet	14/12/2015	

## Annexe 8

### Procès Verbal de Réunion du Comité Conjoint de Coordination (CCC)

**PROCES VERBALDES DISCUSSIONS  
ENTRE  
L'EQUIPE D'EXPERTS DE LA JICA  
ET  
LA DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DU  
DEVELOPPEMENT LOCAL DU MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE  
L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE  
SUR  
LA COOPERATION TECHNIQUE JAPONAISE  
POUR  
« LE PROJET DE RENFORCEMENT DES COMMUNES POUR LA  
PROMOTION DE LA COHESION SOCIALE DU GRAND ABIDJAN »  
(COSAY)**

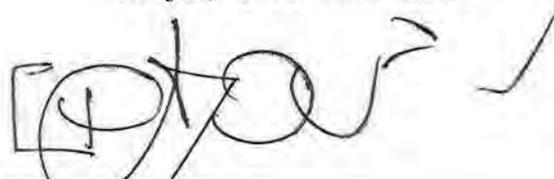
L'Équipe d'Experts (ci-après dénommé l' "Équipe") de l'Agence Japonaise de la Coopération Internationale (ci-après dénommé "JICA") a présenté le Plan de Travail du « Projet de renforcement des communautés pour la promotion de la cohésion sociale du Grand Abidjan » (ci-après dénommé l' "Équipe" ) au Comité Conjoint de Coordination du Projet présidé par le Directeur Général de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local du Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité le 28 Aout 2013.

À la suite des discussions, les deux parties ont confirmé le plan de travail.

Abidjan, le 28 Août 2013



M. Masaya SEKIGUCHI  
Chef d'Équipe  
Équipe d'Experts de la JICA,  
Le Projet de renforcement des  
communes pour la promotion de la  
cohésion sociale du Grand Abidjan



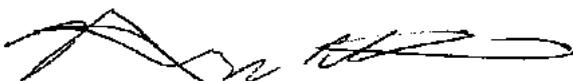
M. Parfait GOHOUROU  
Directeur Général  
Direction Générale de la Décentralisation  
et du Développement Local  
Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur  
et de la Sécurité

**PROCES VERBAL DES DISCUSSIONS  
ENTRE  
L'EQUIPE D'EXPERTS DE LA JICA  
ET  
LA DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DU  
DEVELOPPEMENT LOCAL DU MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE  
L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE  
SUR  
LA COOPERATION TECHNIQUE JAPONAISE  
POUR  
« LE PROJET DE RENFORCEMENT DES COMMUNES POUR LA  
PROMOTION DE LA COHESION SOCIALE DU GRAND ABIDJAN »  
(COSAY)**

Les Communes d'Abobo et de Yopougon ont présenté les sites de projets pilotes qui ont été sélectionnés sur la base des critères de sélection du plan de travail, dans le cadre du « Projet de Renforcement des Communautés pour la Promotion de la Cohésion Sociale du Grand Abidjan » (COSAY) au Comité Conjoint de Coordination (ci-après dénommé « CCC ») du Projet présidé par le Directeur Général de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local du Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité le 10 décembre 2013.

À la suite des discussions, le CCC a approuvé les sites de projets pilotes présentés en Annexe.

Abidjan, le 10 Décembre 2013



M. Masaya SEKIGUCHI  
Chef d'Équipe  
Équipe d'Experts de la JICA,  
Le Projet de renforcement des  
communes pour la promotion de la  
cohésion sociale du Grand Abidjan



M. Parfait COHOUROU  
Directeur Général  
Direction Générale de la Décentralisation  
et du Développement Local  
Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur  
et de la Sécurité

## Annexe

### 1. Liste des sites de projets pilotes

#### 1.1 Commune d'Abobo

##### 1.1.1 Route et Drainage

No.	Nom	Solution envisagée	Sous-Quartier et Quartier	Note
3	Voie d'accès EPP Plaque I & II	Réhabilitation	Plaque I, Abobo Plaque	
5	Voie d'accès lycée Municipal	Réhabilitation	N'guessankoi, N'guessankoi	
10	Voie carrefour Jock-Quartier Plaque II	Réhabilitation	Sogefiha et Plaque II, Sogefiha et Abobo Plaque	Cible sera Carrefour Jock partiel

##### 1.1.2 Écoles

No.	Nom	Solution envisagée	Sous-Quartier et Quartier	Note
2	EPP Plaque 1 et 2	Nouvelle construction	Plaque I, Abobo Plaque	
4	GS Anonkoua Kouté 3,4	Réhabilitation	Anonkoua Kouté, Anonkoua Kouté	

#### 1.2 Commune de Yopougon

##### 1.2.1 Route et Drainage

No.	Nom	Solution envisagée	Sous-Quartier et Quartier	Note
2	Derrière le Lycée à la Clinique Nazaréen	Réhabilitation	Andokoi, Andokoi	
4	EPP Banco II vers l'Antenne de la Construction	Réhabilitation	Banco II (Banco-Attié), Yopougon Attié	

##### 1.2.2 Écoles

No.	Nom	Solution envisagée	Sous-Quartier et Quartier	Note
3	GS Palemeraie	Réhabilitation Nouvelle construction	PORT BOUET-2, CHU	
8	GS Sogephia 6	Réhabilitation	Sogephia Kouté (TERMINUS 40), Yopougon Kouté	

**PROCES VERBAL DES DISCUSSIONS  
ENTRE  
L'EQUIPE D'EXPERTS DE LA JICA  
ET  
LA DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DU  
DEVELOPPEMENT LOCAL DU MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE  
L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE  
SUR  
LA COOPERATION TECHNIQUE JAPONAISE  
POUR  
« LE PROJET DE RENFORCEMENT DES COMMUNES POUR LA  
PROMOTION DE LA COHESION SOCIALE DU GRAND ABIDJAN »  
(COSAY)**

Les Mairies d'Abobo et Yopougon ainsi que la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local du Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS/DGDDL) ont fait un exposé sur l'état d'avancement du « Projet de renforcement des communautés pour la promotion de la cohésion sociale du Grand Abidjan (COSAY) » lors du 3<sup>e</sup> Comité Conjoint de Coordination (CCC) du Projet présidé par le Directeur Général de MEMIS/DGDDL le 13 août 2014.

Le MEMIS/DGDDL a présenté le projet de manière générale tandis que les présentations d'Abobo et de Yopougon ont porté principalement sur les sites de projets pilotes de leur commune respective, lesquels projets pilotes avaient été validés lors de la réunion précédente du Comité de Conjoint Coordination. En effet, dans les deux communes, les travaux de réhabilitation d'école ont commencé, à Anonkoua Kouté pour Abobo et à GS.SOGEFIHA6 pour Yopougon. En plus des travaux de réhabilitation, les deux communes ont participé à des activités de la composante soft, telles que la sensibilisation à travers des projections des matchs de la coupe du monde, les différentes formations, et en particulier la formation au Japon.

Les résultats des échanges qui ont eu lieu sous la présence du Directeur Général Adjoint de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local, Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, ont montré que le projet avance bien et que cela devrait être encouragé. Les deux parties ont confirmé les observations faites par les membres du CCC sur les points visés au document ci-joint.

Abidjan, le 13 août 2014



M. Masaya SEKIGUCHI  
Chef d'Équipe  
Équipe d'Experts de la JICA,  
Le Projet de renforcement des  
communes pour la promotion de la  
cohésion sociale du Grand Abidjan



M. Parfait GOHOUROU  
Directeur Général  
Direction Générale de la Décentralisation  
et du Développement Local  
Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur  
et de la Sécurité

## DOCUMENTS JOINTS

### I. Résumé des commentaires

#### 1.1 Le représentant du Ministère des Infrastructures Economiques

M. Brou Boka, a exprimé sa satisfaction concernant le progrès du projet COSAY. En effet, il a mentionné l'importance de la méthode participative utilisée dans le projet. Il a fait également remarquer que le Projet COSAY pouvait être un bon exemple pour les projets des autres communes.

#### 1.2 Le représentant du Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique

M. Dosso Gosse, Sous-Directeur des Infrastructures et du Patrimoine a exprimé sa satisfaction quant à la réhabilitation des écoles en cours et aux travaux de construction de bâtiments scolaires à venir. Par ailleurs, en plus d'Abidjan, il a suggéré que le projet soit étendu à d'autres communes telles que Korohgo.

Le MEMIS, en réaction à la suggestion de M. Dosso Gosse, a répondu que beaucoup plus d'écoles et communes auraient pu être sélectionnées dans le cadre du projet COSAY. Cependant, il a regretté qu'en raison du budget limité du projet COSAY, le projet n'avait malheureusement pas pu être étendu à d'autres écoles et communes.

#### 1.3 Le représentant du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA

M. Kassi N'Goua Sous-Directeur des Etudes, de la Normalisation et de la Programmation des Investissements à la Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance, a demandé pourquoi les centres de santé n'avaient pas été sélectionnés comme projets pilotes. Le MEMIS a répondu que l'un des centres de santé de Yopougon, qui avait été proposé par la Mairie et visité par l'équipe du COSAY, avait été désigné comme potentiel candidat pour bénéficier d'un financement de l'Ambassade du Japon. Le MEMIS a ajouté également que bien que certains centres de santé avaient déjà bénéficié d'autres projets, l'équipe du COSAY avait tout de même visité certains de ces centres de santé afin de décider s'ils pourraient être sélectionnés dans le cadre du projet COSAY.

#### 1.4 Le représentant du Ministère de l'Environnement de la Salubrité et du Développement Durable

Prof. Kouadio Kouamé Georges a indiqué clairement que les aspects environnementaux et sociaux sont nécessaires pour tout type de projets de développement d'infrastructures. En effet, il a insisté que le rapport d'impact environnemental et social, ainsi que le plan de relocalisation des projets pilotes soient transmis à l'ANDE le plus tôt possible afin de ne pas retarder le projet. En outre, il a dit que si tous ces aspects environnementaux, sociaux et économiques étaient pris en considération, le projet aurait un impact positif et durable.

### **1.5 Le représentant du Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'économie et des finances**

M. Bamba Mamadou, Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'économie, a fait remarquer, suite à l'exposé des communes, qu'on pouvait dire que les projets pilotes en question avaient été entièrement financés par le Gouvernement Japonais. Puisque, selon lui, les Mairies ont un budget alloué aux projets de développement d'infrastructures de base, il a suggéré donc qu'à l'avenir, les Mairies utilisent leurs propres fonds pour contribuer au développement d'infrastructures ainsi qu'aux activités du COSAY.

### **1.6 Le représentant du Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant**

M. Doh Dibahi Marcellin, Coordonnateur des Cellules et Organes Consultatifs, a exprimé sa satisfaction quant à l'approche participative et l'avancement du projet. Il a fait particulièrement satisfait de la promotion de la cohésion sociale et la solidarité à travers l'implication des résidents locaux dans les travaux de construction. En outre, il a souligné l'importance de la participation des jeunes et femmes au projet.

### **1.7 Le observateur auprès du Ministère d'Etat, Ministère d'Intérieur et de la Sécurité**

M. Yapi Fidèle, Directeur des Etudes, de la Programmation et du Suivi-Evaluation du MEMIS, qui a participé en qualité d'observateur, a souhaité qu'il ait une synergie d'actions entre tous les projets qui font la promotion de la cohésion sociale au plan national. Il souhaite par ailleurs que la JICA aide à retracer les contributions financières dans les différentes matrices émises par le MEMIS. A ce sujet, le Représentant Résident a fait remarquer que le Ministère auprès du Premier Ministre, Chargé de l'Economie et des Finances dispose d'une base de données qui est régulièrement renseignée par tous les partenaires financiers de notre pays. M. Yapi fidèle achevé ses propos en souhaitant que les représentants des populations soient également invités aux réunions du CCC. 





## DOCUMENT JOINT

### 1. Résumé des observations

#### 1.1 Le Représentant du Directeur Général de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local

M. Gogoné Bi Boty Maxime, Directeur de la Tutelle Administrative, représentant le Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local, a exprimé sa satisfaction sur l'état d'avancement du projet COSAY. Il a suggéré que l'expérience et le contenu du projet, en particulier les supports de formation, soient compilés dans un document à la fin du projet afin que les homologues les utilisent pour vulgariser le modèle COSAY à travers leurs activités. Il a demandé ensuite aux membres du CCC de donner leurs opinions sur sa suggestion.

Après les échanges, les parties ont suggéré de réaliser ledit document.

#### 1.2 L'Adjoint au Maire de la Commune d'Abobo

M. Koné Siaka, Adjoint au Maire de la Commune d'Abobo, a exprimé sa satisfaction de l'avancement du projet COSAY et a expliqué qu'il serait bon d'étendre l'expérience du projet, en particulier les leçons apprises du système de gestion de projet avec les Comité Conjoint de Gestion de Projet Pilote (CCGPP), aux autres Communes et localités. Il a également suggéré que les Maires expérimentent cela dans leur propre Commune, car cela fait la promotion de l'esprit de bénévolat.

#### 1.3 L'Adjoint au Maire de la Commune de Yopougon

M. Coulibaly Issoufou, Adjoint au Maire de la Commune de Yopougon, a souligné que le projet en question contenait beaucoup de programmes de formation qui étaient bénéfiques pour la plupart des Directeurs et Chefs de service des Communes parce qu'ils pouvaient utiliser les connaissances acquises dans l'exécution de leurs activités quotidiennes. Par ailleurs, il a suggéré que les Directeurs et Chefs de service fassent une compilation des supports de formation afin que celle-ci serve de référence et soit mise à la disposition des générations à venir.

#### 1.4 Le Représentant du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable

M. Brou N'Gbin, Sous-Directeur chargé de l'Etude d'Impact Environnemental a fait une observation selon laquelle toutes les présentations faites au CCC n'avaient pas suffisamment fait ressortir l'aspect d'impact environnemental. En effet, il a dit que même si le projet en question n'était pas un projet de grande envergure, beaucoup d'attention devrait néanmoins être accordée aux questions environnementales car, d'une manière ou d'une autre, les travaux de construction de bâtiments et de réhabilitation de routes ont des effets sur les résidents.

Réagissant à ces observations, M. Coulibaly Bengaly, Directeur du Développement Humain de la Mairie de Yopougon, a expliqué le processus de relocalisation à l'amiable des occupants de la route qui s'était soldé par des résultats satisfaisants.

### **1.5 Le Représentant du Ministère de la Santé et de la Lutte Contre le SIDA**

M. Kassi N'Goua, Sous-Directeur des Etudes, de la Normalisation et de la Programmation des Investissements (Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance), a félicité l'équipe du projet pour son travail. Il a expliqué qu'ils avaient essayé de mettre en œuvre un projet du même genre en impliquant les résidents mais ils avaient rencontré beaucoup de difficultés. Vu le succès que le Projet COSAY connaît jusque-là, il pense que cette expérience du COSAY pourrait être utile pour son Ministère, surtout l'expérience en matière d'entretien d'infrastructures.

### **1.6 Le Représentant Résident de la JICA en Côte d'Ivoire**

M. Eiro Yonezaki, Représentant Résident de la JICA, a exprimé sa satisfaction de l'avancement du projet et encouragé tous les homologues et experts à continuer dans ce sens. Il a ensuite demandé aux responsables communaux à quel niveau les projets pilotes ont permis d'opérer un changement d'attitude des résidents entre eux.

Répondant à cette question, les Adjoints aux Maires des deux Communes ont dit qu'ils avaient constaté des changements positifs dans l'attitude et le comportement des résidents. A titre d'illustration, la collaboration volontaire entre les résidents et les relations de proximité tissées entre eux et les Mairies grâce aux projets pilotes.

### **1.7 Le Chef de l'Equipe d'Experts de la JICA**

M. Masaya Sekiguchi, Chef de l'Equipe d'Experts de la JICA, a expliqué que la compilation des supports de formation ne faisait pas partie des activités qui figurent dans le cadre logique du projet. Cependant, si les homologues tenaient à cela, la question pourrait être discutée lors de l'évaluation finale du projet prévue pour septembre 2015.

### **1.8 Le Coordonnateur du Projet de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local**

M. Gbala Gnato Raphaël, Coordonnateur du Projet à la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local, a officiellement donné les noms des deux nouveaux membres du CCC, à savoir M. Doumbia Adama Yves, Chargé de la Communication de la Mairie d'Abobo et M. Doulaye Koné, Chargé de la Communication de la Mairie de Yopougon ainsi que Monsieur Koffi Ehoussou François comme nouvel homologue de la partie ivoirienne.



Compte Rendu des Réunions d'Evaluation Finale  
du  
Projet de Renforcement des Communes  
pour la Promotion de la Cohésion Sociale dans le Grand Abidjan  
Entre  
L'Agence Japonaise de Coopération Internationale  
Et  
Le Direction de la Décentralisation et du Développement Local,  
Ministère d'Etat, Ministère de l' Intérieur et de la Sécurité  
de la République de Côte d'Ivoire

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ci-après dénommé "GRCI") et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après dénommé "JICA") ont conjointement mis sur pied une Equipe Mixte d'Evaluation Finale (ci-après dénommée "Equipe") respectivement composée de représentants du Ministère d'Etat, Ministère de l' Intérieur et de la Sécurité (ci-après dénommé "MEMIS") et l'Equipe Japonaise dirigée par Madame Yuko DOHI, pour conduire le Projet Conjoint d'Evaluation Finale sur le Renforcement des Communes pour la Promotion de la Cohésion Sociale dans le Grand Abidjan (ci-après dénommé "le Projet") du 25 Août au 11 Septembre 2015.

Suite aux échanges, le MEMIS et la JICA ont convenu d'une Revue à mi-parcours dont il est fait référence dans le document ci-joint.



Monsieur Parfait GOHOUROU  
Directeur Général,  
Direction de la Décentralisation et du  
Développement Local,  
Ministère d'Etat, Ministère de  
l'Intérieur et de la Sécurité

Abidjan, le 11 Septembre 2015

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Yuko DOHI", written over a horizontal line.

Madame Yuko DOHI  
En Charge de  
L'Equipe d'Evaluation Finale,  
Agence Japonaise de Coopération  
Internationale

**PROCES VERBAL DES DISCUSSIONS  
ENTRE  
L'EQUIPE D'EXPERTS DE LA JICA  
ET  
LA DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DU  
DEVELOPPEMENT LOCAL  
DU  
MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE  
SUR  
LA COOPERATION TECHNIQUE JAPONAISE  
POUR  
LE PROJET DE RENFORCEMENT DES COMMUNES POUR LA  
PROMOTION DE LA COHESION SOCIALE DU GRAND ABIDJAN (COSAY)**

Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS) a fait une présentation sur les leçons apprises du projet COSAY et le contenu principal du rapport d'achèvement du projet (première version), tandis que les Communes d'Abobo et de Yopougon ont fait des présentations sur les résultats du projet lors de la 6<sup>ème</sup> réunion du Comité Conjoint de Coordination du Projet, tenue le 22 avril 2016 au MEMIS et présidée par le Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local.

Au terme de ces discussions, la réussite du projet COSAY a été confirmée par les membres du Comité Conjoint de Coordination (CCC). Aussi, les deux parties ont-elles confirmé que le rapport d'achèvement du projet sera finalisé en tenant compte des observations présentées dans le document ci-joint, faites par les membres du CCC.

Fait à Abidjan, le 22 avril 2016



M. Masaya SEKIGUCHI  
Chef d'Equipe  
Equipe d'Experts de la JICA,  
Projet de renforcement des communes  
pour la promotion de la cohésion sociale  
du Grand Abidjan

M. Luc HOUNDJE  
Directeur Général Adjoint  
Direction Générale de la Décentralisation  
et du Développement Local  
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur  
et de la Sécurité

## PIECE JOINTE

### **I. Résumé des observations**

#### **1.1 La représentante de l'Ambassade du Japon**

Madame ISHINO Sayako a exprimé sa satisfaction quant aux acquis et résultats du projet COSAY en termes de promotion de la cohésion sociale à travers l'amélioration d'infrastructures de base, la formation et le travail de groupe. Elle a formulé le souhait de voir les relations entre les populations d'Abobo et de Yopougon se renforcer d'avantage. Elle a, en fin, encouragé les communes et le MEMIS à continuer à faire des efforts en vue de renforcer d'avantage la cohésion sociale.

#### **1.2 Le Directeur Général de la Décentralisation et du développement Local**

Monsieur Gohourou Parfait a adressé ses mots de remerciement à l'équipe du projet COSAY pour les brillants résultats qu'ils ont pu obtenir au cours des trois années qu'a duré la mise en œuvre du projet. Au nom du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, il a exprimé sa satisfaction des résultats du projet et a ensuite demandé que le projet soit dupliqué. Il a également recommandé que des efforts soient faits en vue de pérenniser les acquis et la méthode du projet COSAY.

#### **1.3 Le représentant du PRICI/ PUIUR**

Monsieur Dimba Pierre a suggéré que le matériel mis à la disposition du MEMIS et des communes serve à rappeler à la partie ivoirienne qu'elle doit entreprendre d'autres actions visant la pérennisation de la méthode et des acquis du projet COSAY. Evoquant la réussite du projet, il a exprimé sa satisfaction et son émerveillement devant le fait que le projet ait pu réaliser de très bon résultats malgré son budget limité et les défis auxquels il a fait face. Il a ensuite encouragé la partie ivoirienne à faire preuve de son engagement pour le projet en entretenant et pérennisant sa méthode et ses acquis.

#### **1.4 La représentante de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale en Côte d'Ivoire**

Madame ABIKO Yu a remercié l'ensemble des homologues du MEMIS et des communes d'Abobo et de Yopougon pour leur engagement et contribution au projet COSAY. Elle a exprimé sa satisfaction face aux résultats et à la réussite du projet COSAY. Elle a affirmé que le projet a non seulement réussi à raffermir les relations et la confiance entre les résidents qui se regardaient en chien de faïence avant, mais il a également contribué à restaurer la confiance entre les résidents et la mairie. Elle a confirmé que, grâce au projet COSAY et à la particularité de sa méthode, un grand changement de mentalité s'est opéré au niveau des homologues, résidents et membres du CCGPP. Elle a ensuite exprimé son souhait de voir l'expérience et la méthode du COSAY adaptées, améliorées et disséminées par les mairies.

En ce qui concerne les présentations faites par les communes d'Abobo et de Yopougon, elle a suggéré que tous les éléments constitutifs de la méthode COSAY soient présentés les uns après les autres afin que les gens puissent identifier ceux qui peuvent être facilement dupliqués. Elle a fait remarquer que les communes avaient parlé de l'appui aux associations lors du séminaire final et pendant la réunion du CCC de ce jour. Elle a donc posé la question de savoir ce que les communes et le MEMIS

u

113

attendaient des associations et leur rôle respectif dans la favorisation de l'implication de ces associations dans la promotion de la cohésion sociale et le développement communautaire.

### **1.5 L'Adjoint au Directeur de la Décentralisation et du Développement Local**

Répondant à la question posée par Madame ABIKO, Monsieur HOUNDJÉ Luc a dit que le MEMIS joue un grand rôle en termes d'encouragement de la création et l'implication des associations. Il a expliqué que le MEMIS a la responsabilité de veiller à ce que les associations soient officiellement et légalement constituées. Il a également dit que le MEMIS a pour rôle de mener des enquêtes de moralité en vue de savoir si les associations qui demandent leur enregistrement rentrent dans le cadre de la politique nationale et des visions des communes.

### **1.6 Le Directeur des Services Techniques de la Mairie de Yopougon**

Monsieur Adama Yéo a dit qu'en termes de promotion de la cohésion sociale, le projet s'est achevé de manière satisfaisante. Quant au rôle des communes dans l'incitation des associations à œuvrer pour la cohésion sociale, il a dit que les mairies doivent appuyer et faire le suivi des activités des associations. Par ailleurs, il a suggéré que les mairies subventionnent et encouragent la création d'associations dont les activités cadrent non seulement avec la vision de la mairie, mais aussi promeuvent les valeurs de la citoyenneté responsable.

### **1.7 La représentante de l'OSCS**

Réagissant à la question de Madame ABIKO, Madame Ouattara a dit que les associations contribuent fortement à la promotion de la cohésion sociale. Elle a donc encouragé les communes à s'appuyer sur les associations en vue de promouvoir la cohésion sociale. En fin, elle a demandé aux communes d'encourager les associations à se faire enregistrer officiellement en simplifiant le processus d'enregistrement.

### **1.8 Le représentant du Maire de la Commune d'Abobo**

Monsieur Koné Siaka a répondu à la question posée par Madame ABIKO en disant que le MEMIS et les communes devraient encourager la création d'associations dont les membres sont de diverses origines ethniques, religieuses, politiques, etc. pour promouvoir la cohésion sociale. En outre, il a dit que les communes attendaient des associations qu'elles posent des actes citoyens, appuient les actions de la mairie et soient de diverses origines.

### **1.9 Le représentant du Ministère de la Solidarité et de la Cohésion Sociale**

En ce qui concerne le projet de rapport d'achèvement du COSAY, Monsieur Kam Oleh a suggéré que le diagnostic de la cohésion sociale à Abobo et Yopougon soit inclus dans le projet de rapport d'achèvement. Il a expliqué que le diagnostic en question (l'état de la cohésion sociale avant et après le projet) permettrait de savoir dans quelle mesure le projet COSAY a contribué à la promotion de la cohésion sociale.

### **1.10 Le représentant du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA**

Monsieur Koffi Yao a suggéré que des données statistiques sur l'état de la cohésion sociale avant et après le projet COSAY soient incluses dans le projet de rapport

d'achèvement du Projet COSAY. Il a ensuite demandé aux communes comment elles comptaient pérenniser l'expérience et les acquis du Projet COSAY.

#### **1.11 Le Directeur des Services Techniques de la Mairie de Yopougon**

Réagissant à la question de Monsieur KOFFI Yao, Monsieur ADAMA Yéo a dit que la mairie de Yopougon avait pris des dispositions nécessaires en vue d'assurer la durabilité du Projet COSAY. Il a expliqué que la mairies entreprendrait des activités d'entretien et soutiendrait les ex membres du CCGPP afin de poursuivre les activités d'entretien qu'ils avaient entamé dans le cadre du Projet. Il a également dit que la mairie subventionnerait les associations de quartier afin qu'elles appuient son action.

#### **1.12 Le Directeur de la Promotion Humaine à la Mairie de Yopougon**

Monsieur COULIBALY Bengaly a souligné que le Projet COSAY a non seulement créé une forte relation entre les résidents et restauré la confiance entre eux, mais il a aussi renforcé leurs relations et la confiance entre eux et la mairie. Il a dit que la mairie maintiendrait cette dynamique en encourageant l'esprit d'équipe, de collaboration et en renforçant la confiance à travers communication et la transparence.

#### **1.13 Le Chef de l'Equipe d'Experts de la JICA**

Monsieur SEKIGUCHI Masaya a expliqué que le Projet COSAY était un projet de défis, en ce sens qu'il visait la promotion de la cohésion sociale qui est un thème difficile et délicat. Aussi, a-t-il reconnu que les choses n'avaient pas toujours été faciles pendant l'exécution du Projet, car la partie japonaise et la partie ivoirienne avaient des normes différentes dont il fallait tenir compte.

Quant à la mesure de la cohésion sociale, il a répondu en soulignant que la cohésion sociale n'est pas facile à mesurer, bien que le projet de rapport d'achèvement du projet COSAY contienne des données quantitatives sur l'état de la cohésion sociale avant et après le Projet COSAY. Il a expliqué que la cohésion sociale est un long processus qui nécessite du temps pour être réalisé. Il a ensuite dit que seules les personnes qui étaient en contact avec les populations des sites du Projet COSAY avant et après le projet seraient mieux placées pour dire et confirmer le niveau du changement que le COSAY a apporté aux populations en termes de cohésion sociale. Il a, en fin, suggéré que la partie ivoirienne continue d'œuvrer pour la cohésion sociale, car sa réalisation est un long processus.

## Annexe 9

Résultat de l'Atelier: "Méthodes et  
Leçons Applicables de COSAY"

## Etape 1: Sélection de projet

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Définir les critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> C'était efficace que les homologues expliquent les résultats aux résidents (crédibilité)</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'éviter l'intervention politique et le favoritisme</li> <li><input type="checkbox"/> C'était une base de jugement pour la sélection des projets pilotes</li> </ul>	Cela sera obligatoire s'il y a besoin de sélectionner des projets	►Critères (pour la Commune) : il est très important de tenir compte du besoin des populations.
Dresser une longue liste des infrastructures cibles	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Il était nécessaire de désigner des infrastructures candidates</li> <li><input type="checkbox"/> S'aurait été douteux de faire des désignations sans base de données ni preuves concrètes</li> </ul>	Cette étape peut être sautée	►A la Mairie, le choix du site est souvent fait par la DT sans justificatif, parfois politiquement. Mais théoriquement, cela doit être fait suivant le programme triennal.
Enquête socio-économique sur les sites de la longue liste	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Il était important de connaître l'état des sites</li> </ul>		
Dresser une liste courte	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> C'était efficace d'éliminer les sites ne satisfaisant pas à certains critères de sélection</li> </ul>		
Tenir des réunions de parties prenantes sur les sites figurant sur la liste courte	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de connaître la volonté et la capacité des résidents des sites ainsi que leur adhésion même si leur analyse était limitée</li> </ul>	Budget pour la tenue des réunions	

A9-1

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune d'Abobo

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Evaluation et sélection des sites de projet	<input type="checkbox"/> Les sites de projet ont été sélectionnés en utilisant des moyens scientifiques (la transparence)		
Notifier aux parties prenantes le résultat de la sélection	<input type="checkbox"/> Cela pourrait éviter les murmures et impressions négatives de la part de ceux qui n'ont pas été sélectionnés <input type="checkbox"/> Cela a favorisé la transparence et la crédibilité des informations en vue de garantir la confiance en la Mairie	La mairie a la volonté de reproduire cette approche, Il faut aussi la volonté politique.	►Méthode COSAY est très intéressante. Si la collaboration entre les Direction Technique et Sociale se fait comme dans COSAY, il n'y a pas de raison que cela soit refusé.

## Etape 2: Mise en place d'un système de gestion participative des populations

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Présentation du projet pilote aux représentants des résidents sur le site sélectionné	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'accroître le niveau de compréhension des P.P. par les résidents</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de clarifier l'objectif des P.P. (Il ne s'agit pas de projet d'infrastructure, mais de projet de cohésion sociale)</li> </ul>		
Faire appel aux représentants des résidents pour la participation au CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a vu la participation de représentants venant de diverses entités (Comment êtes-vous parvenus à les impliquer?)</li> </ul>	La mairie a une base de données sur les quartiers. Cette base a été utilisée pour inviter les populations à participer.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ La mairie a une base de données des associations par quartier. Elle a appelé sur la base de ces données afin d'inviter les différents représentants du quartier pour l'adhésion au CCGPP.</li> <li>▶ Il y avait un quota défini par association.</li> </ul>
Dresser la liste des membres des CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a officialisé les CCGPP et l'adhésion des résidents</li> <li><input type="checkbox"/> Il y a eu des discussions sur les conditions d'adhésion et de représentation</li> </ul>		

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Confirmer les rôles et responsabilités des CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de fixer la vision et l'objectif communs des CCGPP afin que les membres travaillent ensemble dans l'intérêt commun</li> <li><input type="checkbox"/> Il y a eu des avantages et désavantages de la structure des CCGPP tels que la non répartition des tâches comme la prise de notes pendant les réunions.</li> </ul>	Il faut une responsabilisation consensuelle des personnes au sein du CCGPP pour une meilleure gestion.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Chaque CCGPP a élu son représentant de façon spontanée (ou compter sur le leader charismatique existant) même s'il s'agissait d'un Comité sans hiérarchie. Car une association sans chef de file ne fonctionne pas et c'était une des faiblesses de CCGPP.</li> <li>▶ Si on avait détailler les rôles des membres de l'association au début de constitution de CCGPP, on aurait pu mieux s'organiser (ex : PV de la réunion de CCGPP, a tour de rôle)</li> </ul>

A9-4

## Etape 3: Planification de projet et conception

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Discuter des visions, besoins et contributions de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de clarifier l'objectif commun des projets pilotes et la possibilité de la contribution de la communauté</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a approfondi la compréhension des résidents membres quant à la contribution de la communauté</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a contribué à promouvoir l'appropriation des résidents membres</li> </ul>	La contribution des populations est difficile à avoir. Elles ne contribuent pas en général. Il faut donc faire une sensibilisation sur le bénévolat.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Compréhension est renforcée, mais la notion de la contribution communautaire ainsi que le bénévolat sont difficiles à faire passer. La mairie n'y compte pas tellement.</li> <li>▶ Il y a des projets financés par les bailleurs comme le PNUD qui donnent des motivations financières</li> </ul>
Tenir des réunions de parties prenantes pour confirmer le concept de P.P. et la contribution de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'assurer la crédibilité des projets pilotes, même si la mobilisation des résidents était limitée</li> </ul>		
Préparer le plan du projet pilote	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de faire comprendre aux résidents membres et homologues les grandes lignes du projet pilote et de déterminer leurs rôles</li> </ul>		
Préparer les cadres logiques et plans d'opérations	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a donné le cadre de chaque projet pilote en vue d'en permettre la gestion, le suivi et l'évaluation, bien que le niveau de compréhension du cadre logique par les CCGPP semblait insuffisant</li> </ul>	Pour permettre la compréhension du cadre logique, il faudra le rendre plus simple.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Cadre logique n'était pas utilisé de façon pratique. La simplification sera appréciée.</li> </ul>

A9-5

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune d'Abobo

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Enquête de base	<input type="checkbox"/> Cela a permis d'avoir des données qualitatives et quantitatives pour la pratique de l'évaluation	Possible si le budget était mobilisé	
Levés topographiques, conception, estimation des coûts par les consultants	<input type="checkbox"/> Cela a allégé les tâches des homologues (DST) <input type="checkbox"/> Il était nécessaire que JET engage des consultants pour améliorer la qualité de leur travail (non efficace)	On pourra en faire l'économie pour les travaux de réhabilitation de petite échelle.	<p>► En ce qui concerne les levés topo et estimations, nous pensons que cela nous a causé suffisamment de problèmes. Il faut faire les estimations avant de confirmer les projets avec les résidents en vue d'éviter les désagréments liés aux modifications.</p>

A9-6

## Etape 4: Préparation pour la mise en œuvre

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Discuter de l'utilisation des ressources humaines locales (Travailleurs locaux)	<input type="checkbox"/> Cela a pu arranger le cadre pour l'emploi local et l'objectif (école 50%, route 60%)	La mairie envisage reproduire cette approche en révisant le quota.	►Le quota était bon pour ce projet. Mais quand la Commune reproduira elle va réviser le quota surtout pour les routes.
Définir des critères de sélection pour l'emploi de la jeunesse locale	<input type="checkbox"/> Grâce aux critères clairs, il était facile pour le CCGPP de faire le suivi. <input type="checkbox"/> Se référant au niveau local, on a réussi à se faire engager les entrepreneurs sur un minimum requis de condition d'emploi	Il faut que cela soit inscrit dans les cahiers de charge.	►Pour la Commune, l'emploi des jeunes est une préoccupation, donc cela devrait être dans le cahier de charge.
Inscription des demandeurs de travail	<input type="checkbox"/> Si l'information ne se transmet pas impartialement, les plaintes et les mécontentements vont sortir	S'il y a un guichet accessible à tous pour déposer le dossier, c'est possible. A envisager une coopération avec Agence Emploi Jeune, antenne d'Abobo.	►AGEPE est devenue l'Agence Emploi Jeune. ►AEJ est un réseau national, si on veut solliciter les jeunes d'Abobo, il faut collaborer avec l'Antenne d'Abobo.
Sélection et préparation des listes de travailleurs locaux	<input type="checkbox"/> Même si la liste des ouvriers était efficace pour l'emploi, le temps est passé entre son établissement et le début des travaux qui fait qu'elle n'était pas toujours efficace. <input type="checkbox"/> Les personnes qui ne sont pas dans la liste ont parfois été embauchés.	La collaboration avec l'Agence Emploi Jeune, n'est pas envisageable.	► Nos jeunes manœuvres ne s'inscrivent pas à l'Agence Emploi Jeune .
Développement de compétences à travers le PKG-S1	<input type="checkbox"/> A contribué à l'acquisition des techniques pour les personnes inexpérimentées <input type="checkbox"/> Pour l'emploi continu, étant donné le changement des entrepreneurs, il n'était pas aussi facile. <input type="checkbox"/> L'intérêt croissant de travailleurs sur une nouvelle aptitude professionnelle	Acquisition des techniques dans le sens de formation sur le tas, Il est plus réaliste de mettre une marge sur le budget et le calendrier de construction des travaux ordinaires	

A9-7

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISSES 1 (1er Décembre 2015)

Commune d'Abobo

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Préparer les dossiers d'appel d'offre en tenant compte de la promotion de la cohésion sociale	<input type="checkbox"/> Pour les conditions de l'emploi, elles servent pour donner des instructions aux entrepreneurs.	Cela est possible. La mairie envisage de l'appliquer.	► Il faut inscrire dans le cahier de charges pour que ce soit une obligation pour l'entreprise
Préparation des dossiers d'appel d'offre par des consultants locaux + approbation de la JICA	<input type="checkbox"/> Les homologues ont appris le processus de passation de marchés de la JICA <input type="checkbox"/> Le système de passation de marchés de bailleurs de fonds semblait ne pas être familier aux consultants locaux	Ce sera une exigence pour les projets financés par des bailleurs de fonds	► Procédure de l'Appel d'Offres en soi n'est pas un nouvel apprentissage
Evaluation des offres par la COJO	<input type="checkbox"/> Les homologues ont appris l'importance de redevabilité à travers le système strict d'évaluation de passation de marchés de bailleurs de fonds	Cela peut être une exigence pour les projets financés par des bailleurs de fonds	► Procédure de l'Appel d'Offres en soi n'est pas un nouvel apprentissage
Enquête sur les vendeurs et habitations touchés le long des sites de route (avec l'appui du CCGPP)	<input type="checkbox"/> Les informations sur les cibles de délocalisation ont été collectées <input type="checkbox"/> Grâce à la collaboration de membres résidents de CCGPP, la communication était fluctueuse	Simplification est nécessaire pour être mise en oeuvre au niveau de la commune ?	► Procédure de l'Appel d'Offres en soi n'est pas un nouvel apprentissage
Planification du processus de réinstallation (RAP)	<input type="checkbox"/> Grâce à la planification, les procédures ont été clarifiées <input type="checkbox"/> A la Mairie, l'information est ouverte au public, la responsabilité d'explication s'est améliorée	Indispensable au niveau de décrets. Simplification est nécessaire pour être mise en oeuvre au niveau de la commune?	► En ce qui concerne la réinstallation, récemment nous avons appelé les populations d'un site en vue d'entendre leurs voix avant la relocalisation. Souvent nous prenons les représentants des syndicats, le cas échéant, avec lesquels nous échangeons avant d'exécuter le plan de relocalisation. La différence entre l'approche COSAY est que COSAY ne fait pas usage de

A9-8

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISSES 1 (1er Décembre 2015)

Commune d'Abobo

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
			la force après expiration de la mise en demeure. Souvent, à Abobo, même si les gens ont l'information, ils n'exécutent pas. Ce qui fait qu'on est souvent obligé d'utiliser la force.
Explication adéquate avant la réinstallation (annonce préalable et consultation du public)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les mécontentements de résidents ont diminués.</li> <li><input type="checkbox"/> Les plaintes et les mécontentements ont trouvé des occasions d'être exprimés, la responsabilité d'explication s'est améliorée</li> </ul>	Simplification est nécessaire pour être mise en oeuvre au niveau de la commune ?	
Suivi de la mise en œuvre de la réinstallation	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Lors de l'emploi et la délocalisation des commerçants, grâce a la structure de transmission de doléances a la Mairie qui a contribué à la résolution précoce.</li> </ul>	Simplification est nécessaire pour être mise en oeuvre au niveau de la commune ?	

A9-9

## Etape 5: Mise en œuvre et suivi

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Mise en oeuvre des travaux de réhabilitation/ construction (PKG1-, PKG-2, PKG-3)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les homologues ont obtenu les approches de travail pour le contrôle de la qualité et les problèmes de délai sur le site.</li> <li><input type="checkbox"/> Contribuer à accroître l'appropriation des résidents pour les infrastructures réhabilitées ou construites</li> <li><input type="checkbox"/> Les écoles et les routes réhabilitées ou construites sont devenues pour les résidents du quartier un symbole de la cohésion sociale</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ La mairie le fait habituellement.</li> <li>▶ Cette approche permettra d'améliorer. Les travaux de la JICA ont encouragé la mairie à faire un autre bâtiment.</li> <li>▶ Il y avait des retards dus au fait que les entreprises n'étaient pas habituées au rythme de travail.</li> <li>▶ Les résidents se retrouvent autour des infrastructures (utiliser les salles de classe comme lieu de réunion, etc.)</li> </ul>
Suivi régulier des travaux de construction par CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> A travers le suivi des travaux, les membres résidents de CCGPP ont pu refléter les opinions aux projets (Trop? l'avis de certaines personnes?)</li> <li><input type="checkbox"/> Lorsqu'il y avait des problèmes, cela a été partagé avec la Commune</li> </ul>	Possible s'il y a une association des résidents	▶ La participation des CCGPP aux réunions a contribué à la transparence et au renforcement de la confiance en la mairie.
Problèmes résolus par le CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Lors de problème de SODECI, de l'afflux des eaux usées, de l'accident du caniveau, etc., les membres résidents de CCGPP ont collaboré avec la Commune pour les résoudre.</li> </ul>	Possible s'il y a une association des résidents	

A9-10

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISSES 1 (1er Décembre 2015)

Commune d'Abobo

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Sensibilisation par le CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> A travers les membres résidents de CCGPP, la transmission d'informations et la sensibilisation atteignent plus facilement aux résidents concernés.</li> <li><input type="checkbox"/> Les résidents reconnaissent le rôle de citoyen tel que les réglementations concernant les ordures</li> </ul>		► Appuyer les CGQ et associations de quartiers en vue de continuer les sensibilisations.
Mobilisation de la communauté par les résidents membres du CCGPP (Projection publique et cérémonie)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La participation de résidents dès l'étape préparatoire, il y a eu des échanges, l'appropriation et l'amour du quartier se sont améliorés</li> <li><input type="checkbox"/> Réalisé que l'influence de CCGPP est de plus en plus grande</li> </ul>		
Formation sur la cohésion sociale et le rôle des citoyens	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les résidents membres de CCGPP ont amélioré leurs compétences en matière de communication à travers la formation</li> </ul>	Possible si le budget était mobilisé	
Enquête finale	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'avoir des données qualitatives et quantitatives pour la pratique de l'évaluation</li> </ul>	Possible si le budget était mobilisé	

A9-11

## Etape 6: Post-mise et œuvre et entretien durable

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité Par la Commune	Note
Mettre en place l'organisation successeurs du CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>❑ Ce sont les résidents membres du CCGPP qui ont eu l'initiative de mettre en place des organisations successeurs sur les sites de route.</li> <li>❑ Les résidents membres du CCGPP et les homologues ont appris la nécessité d'un système durable et des organisations en charge de l'entretien.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Pour les Ecoles, on n'a pas cherché les autres possibilités de succession car COGES existe</li> <li>▶ Pour les Routes, l'organisation n'existait pas, la commune a demandé au CCGPP ce qu'il souhaiterait devenir et lorsqu'il y a une initiative de continuer sous une autre forme d'association, elle les oriente quant à la voie à emprunter pour être officialisé. (Préfecture d'Abidjan →Mairie)</li> <li>▶ Officialisation des organisations a base communautaire est une très bonne initiative qui permettra de facilement relayer les informations de la mairie aux populations. Cela est déjà fait à Port Bouet, Treichville, Adjamé, etc. Nous comptons donc en faire de même à Abobo, même si cela va prendre du temps.</li> <li>▶ Contrairement aux projets qui ont financièrement motivé la participation communautaire, on peut dire que le noyau dur de CCGPP est une véritable contribution communautaire.</li> </ul>

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité Par la Commune	Note
Mettre en place/ renforcer le système d'entretien	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Grâce aux programmes de formation, les organisations successeurs telles que les CGQ ont appris des méthodes de travail techniquement adaptées à l'entretien des routes.</li> <li><input type="checkbox"/> Les mairies et les COGES des écoles cibles ont reconnu l'importance de la collaboration entre eux ainsi que l'importance de l'entretien efficace des infrastructures scolaires.</li> </ul>	La Mairie doit prendre des initiatives	
Suivi des travaux d'entretien faits par les organisations successeurs	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Le suivi fait par la Mairie a permis de renforcer la continuité et l'adéquation technique des travaux.</li> <li><input type="checkbox"/> Les mairies et les résidents (membres des organisations successeurs) ont appris l'importance de leur collaboration, rôles et responsabilités en ce qui concerne l'entretien de routes/ écoles.</li> </ul>		
Mise à disposition d'outils d'entretien et de matériels pour le Planting (PKG-S2)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mise à disposition d'outils d'entretien a motivé les résidents à participer aux activités d'entretien.</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a contribué à améliorer l'hygiène environnementale et le caractère attrayant des infrastructures.</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de promouvoir la durabilité des activités d'entretien du COGES, CGQ, MUDA et COGERB2 en mettant à disposition des équipements et outils d'entretien.</li> </ul>	Possible si le budget était mobilisé	

A9-13

**Méthodes applicables et leçons du COSAY**

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune d'Abobo

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité Par la Commune	Note
Evaluation finale des projets pilotes	<input type="checkbox"/> Les homologues et les résidents membres du CCGPP ont appris le processus, les réalisations, les impacts, les facteurs favorables et défavorables, et leçons de chaque projet pilote, même si la JET a assisté les homologues dans la préparation des grilles d'évaluation et la compilation des rapports d'évaluation.	Il y a nécessité d'améliorer les compétences des homologues en matière d'évaluation.	

## Etape 1: Sélection de projet

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Définir les critères de sélection	<input type="checkbox"/> C'était efficace que les homologues expliquent les résultats aux résidents (crédibilité) <input type="checkbox"/> Cela a permis d'éviter l'intervention politique <input type="checkbox"/> C'était une base de jugement pour la sélection des projets pilotes	Cela sera obligatoire s'il y a besoin de sélectionner des projets Risque d'intervention politique	<input type="checkbox"/> Il est important d'avoir des critères <input type="checkbox"/> Commune doit empêcher l'intervention politique même si ce n'est pas facile
Dresser une longue liste des infrastructures cibles	<input type="checkbox"/> Il était nécessaire de désigner des infrastructures candidates <input type="checkbox"/> S'aurait été douteux de faire des désignations sans base de données ni preuves concrètes	Cette étape est nécessaire Applicable	
Enquête socio-économique sur les sites de la longue liste	<input type="checkbox"/> Il était important de connaître l'état des sites	Cette étape est importante et peut être appliquée	
Dresser une liste courte	<input type="checkbox"/> C'était efficace d'éliminer les sites ne satisfaisant pas à certains critères de sélection	Cette étape est importante Applicable	
Tenir des réunions de parties prenantes sur les sites figurant sur la liste courte	<input type="checkbox"/> Cela a permis de connaître la volonté et la capacité des résidents des sites, même si leur analyse était limitée	Planifier un budget pour la tenue des réunions	
Evaluation et sélection des sites de projet	<input type="checkbox"/> Les sites de projet ont été sélectionnés en utilisant des moyens scientifiques (la transparence)	Cette étape est importante Applicable	

A9-15

**Méthodes applicables et leçons du COSAY**

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Notifier aux parties prenantes le résultat de la sélection	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela pourrait éviter les murmures et impressions négatives de la part de ceux qui n'ont pas été sélectionnés</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a favorisé la transparence et la crédibilité des informations en vue de garantir la confiance en la Mairie</li> </ul>	Cette étape peut être appliquée	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mairie considère que cette notification relève de sa responsabilité en tant que administration</li> <li><input type="checkbox"/> Cela aide la mairie à avancer dans le projet sans difficulté</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie peut avoir la compréhension des parties prenantes</li> </ul>

A9-16

## Etape 2: Mise en place d'un système de gestion participative des populations

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Présentation du projet pilote aux représentants des résidents sur le site sélectionné	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'accroître le niveau de compréhension des P.P. par les résidents</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de clarifier l'objectif des P.P. (Il ne s'agit pas de projet d'infrastructure, mais de projet de cohésion sociale)</li> </ul>	Applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cette méthode est nécessaire parce qu'elle permet d'impliquer les résidents</li> </ul>
Faire appel aux représentants des résidents pour la participation au CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a vu la participation de représentants venant de diverses entités (Comment êtes-vous parvenus à les impliquer?)</li> </ul>	Applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mairie a contacté étroitement chaque organisation présente dans chaque quartier pour qu'elle désigne un membre pour appartenir au CCGPP mais sans forcer ni obliger leur participation</li> <li><input type="checkbox"/> Parmi les 62 groupes ethniques, 2 personnes ont été choisies par les résidents comme représentants de groupe ethnique</li> <li><input type="checkbox"/> L'organisation politique qui était la cause de conflit devra être intégrée au CCGPP dans l'avenir et devra contribuer à promouvoir la cohésion sociale.</li> </ul>

A9-17

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Dresser la liste des membres des CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a officialisé les CCGPP et l'adhésion des résidents</li> <li><input type="checkbox"/> Il y a eu des discussions sur les conditions d'adhésion et de représentation</li> </ul>	Applicable	
Confirmer les rôles et responsabilités des CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de fixer la vision et l'objectif communs des CCGPP afin que les membres travaillent ensemble dans l'intérêt commun</li> <li><input type="checkbox"/> Il y a eu des avantages et désavantages de la structure des CCGPP tels que la non répartition des tâches comme la prise de notes pendant les réunions (!)</li> </ul>	Applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Il est nécessaire de définir des rôles particuliers pour chaque membres du CCGPP</li> <li><input type="checkbox"/> Responsabilisation de chaque membre en leur confiant un rôle ne posera pas de problème d'hierarchie</li> <li><input type="checkbox"/> L'opinion de CCGPP a été déterminée par l'accord de la majorité des participants</li> </ul>

A9-18

## Etape 3: Planification de projet et conception

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Discuter des visions, besoins et contributions de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de clarifier l'objectif commun des projets pilotes et la possibilité de la contribution de la communauté</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a approfondi la compréhension des résidents membres quant à la contribution de la communauté</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a contribué à promouvoir l'appropriation des résidents membres</li> </ul>	La même chose peut être faite	<input type="checkbox"/> Il est difficile de déterminer la capacité des résidents à l'avance, mais à travers la communication avec des résidents, il est possible de définir des choses plus réalistes et plus réalisables.
Tenir des réunions de parties prenantes pour confirmer le concept de P.P. et la contribution de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'assurer la crédibilité des projets pilotes, même si la mobilisation des résidents était limitée</li> </ul>	Applicable	
Préparer le plan du projet pilote	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de faire comprendre aux résidents membres et homologues les grandes lignes du projet pilote et de déterminer leurs rôles</li> </ul>	Applicable	
Préparer les cadres logiques et plans d'opérations	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a donné le cadre de chaque projet pilote en vue d'en permettre la gestion, le suivi et l'évaluation, bien que le niveau de compréhension du cadre logique par les CCGPP semblait insuffisant</li> </ul>	Pour permettre la compréhension du cadre logique, il faudra l'adapter	<input type="checkbox"/> Le cadre logique permet d'avoir l'objectif, des indicateurs etc. à l'étape de planification. Cela facilite le suivi et l'évaluation du projet

A9-19

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Enquête de base	<input type="checkbox"/> Cela a permis d'avoir des données qualitatives et quantitatives pour la pratique de l'évaluation	Possible si le budget est mobilisé	
Levés topographiques, conception, estimation des coûts par les consultants	<input type="checkbox"/> Cela a allégé les tâches des homologues (DST) <input type="checkbox"/> Il était nécessaire que JET engage des consultants pour améliorer la qualité de leur travail (non efficace)	On pourra en faire l'économie pour les travaux de réhabilitation de petite échelle.	<input type="checkbox"/> La direction technique de la mairie contrôle techniquement la qualité des travaux faits par le consultant. <input type="checkbox"/> En général, la mairie fait ces choses en utilisant la ressource interne de la mairie pour les projets de petite échelle.

A9-20

## Etape 4: Préparation pour la mise en œuvre

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Discuter de l'utilisation des ressources humaines locales (Travailleurs locaux)	<input type="checkbox"/> Cela a pu arranger le cadre pour l'emploi local et l'objectif (école 50%, route 60%)	Cette méthode peut être appliquée.	<input type="checkbox"/> Il était efficace de fixer un taux comme l'objectif pour l'emploi local pour promouvoir la cohésion sociale <input type="checkbox"/> Le pourcentage sera défini au cas par cas <input type="checkbox"/> Tenter d'impliquer des entrepreneurs locaux
Définir des critères de sélection pour l'emploi de la jeunesse locale	<input type="checkbox"/> Grâce aux critères clairs, il était facile pour le CCGPP de faire le suivi. <input type="checkbox"/> Se référant au niveau local, on a réussi à faire engager les jeunes par les entrepreneurs sur un minimum requis de condition d'emploi	Si le point focal est choisi du côté des résidents, et si l'entrepreneur est compréhensible, il est possible de reproduire.	
Inscription des demandeurs de travail	<input type="checkbox"/> Si l'information ne se transmet pas impartialement, les plaintes et les mécontentements seront connus	S'il y a un guichet accessible à tous pour déposer le dossier, c'est possible. A envisager une coopération avec les services de la Mairie.	
Sélection et préparation des listes de travailleurs locaux	<input type="checkbox"/> Même si la liste des ouvriers était efficace pour l'emploi, le temps passé entre son établissement et le début des travaux a fait qu'elle n'était plus à jour. <input type="checkbox"/> Les personnes qui ne sont pas dans la liste ont parfois été embauchés.	Une collaboration avec les services de la Mairie sera établie.	
Développement de compétences à travers le PKG-S1	<input type="checkbox"/> A contribué à l'acquisition des techniques pour les personnes inexpérimentées <input type="checkbox"/> Pour l'emploi continu, étant donné le	Acquisition des techniques dans le sens de formation sur le tas, Il est plus réaliste de mettre une	

A9-21

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
	<p>changement des entrepreneurs, il n' était pas aussi facile.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> L'intérêt croissant de travailleurs sur une nouvelle aptitude professionnelle</li> </ul>	marge sur le budget et le calendrier de construction des travaux ordinaires	
Préparer les dossiers d'appel d'offre en tenant compte de la promotion de la cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Pour les conditions de l'emploi, elles servent pour donner des instructions aux entrepreneurs.</li> </ul>	Possible en cas de besoin.	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Il était efficace de clarifier la condition de l'emploi.</li> <li><input type="checkbox"/> Selon la nature des travaux publics dans l'avenir, la mairie insérera ce genre de condition dans le dossier d'appel d'offres.</li> </ul>
Préparation des dossiers d'appel d'offre par des consultants locaux + approbation de la JICA	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les homologues ont appris le processus de passation de marchés de la JICA</li> <li><input type="checkbox"/> Le système de passation de marchés de bailleurs de fonds semblait ne pas être familier aux consultants locaux</li> </ul>	Ce sera une exigence pour les projets financés par des bailleurs de fonds	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Il n'y a pas beaucoup de différence entre le model de JICA et celui de DMP.</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie utilisera le model de DMP dans l'avenir si ce n'est pas un projet par des bailleurs de fonds.</li> </ul>
Evaluation des offres par la COJO	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les homologues ont appris l'importance de redevabilité à travers le système strict d'évaluation de passation de marchés de bailleurs de fonds</li> </ul>	Cela peut être une exigence pour les projets financés par des bailleurs de fonds	
Enquête sur les vendeurs et habitations touchés le long des sites de route (avec l'appui du CCGPP)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les informations sur les cibles de délocalisation ont été collectées</li> <li><input type="checkbox"/> Grace a la collaboration de membres résidents de CCGPP, la communication était fructueuse</li> </ul>	La simplification n'est pas nécessaire pour les membres du CCGPP.	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La communication par les membres résidents du CCGPP (il s'agit de la communication par les proches des habitations concernées) a permis de recevoir plus des voies vivantes des résidents et des information</li> </ul>

A9-22

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISSES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
			<p>nécessaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La motivation des membres de CCGPP pour effectuer ces études était suffisamment haute. Cela explique que la charge sur les épaules des membres du CCGPP ne devait pas être trop.</li> </ul>
Planification du processus de réinstallation (RAP)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Grâce à la planification, les procédures ont été clarifiées</li> <li><input type="checkbox"/> A la Mairie, l'information est ouverte au public, la responsabilité d'explication s'est améliorée</li> </ul>	Il est indispensable de le faire.	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> L'information relative à la personne à contacter auprès de la commune a été clarifiée grâce au RAP et cela a contribué à diminuer les inquiétudes des résidents.</li> <li><input type="checkbox"/> En suivant cette procédure, la mairie pouvait comprendre les vrais problèmes des résidents.</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie considère que cette explication relève de la responsabilité de la mairie en tant que administration</li> </ul>
Explication adéquate avant la réinstallation (annonce préalable et consultation du public)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les mécontentements de résidents ont diminués.</li> <li><input type="checkbox"/> Les plaintes et les mécontentements ont trouvé des occasions d'être exprimés, la responsabilité d'explication s'est améliorée</li> </ul>	Améliorer la procédure qui est mise en oeuvre.	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mairie est consciente que l'explication auprès des résidents est l'une de ses importantes missions.</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie a conscience que l'explication claire auprès des résidents permet d'avoir la compréhension des résidents pour avancer dans le projet.</li> </ul>

A9-23

**Méthodes applicables et leçons du COSAY**

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
			<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Réaliser un projet avec l'accord des habitants peut contribuer à la promotion de cohésion sociale</li> <li><input type="checkbox"/> Une fois que la compréhension des résidents est obtenue, cela permet à la mairie d'avancer dans le projet sans difficultés.</li> </ul>
Suivi de la mise en œuvre de la réinstallation	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Lors de l'emploi et la délocalisation des commerçants, grâce à la structure de transmission de doléances à la Mairie qui a contribué à la résolution précoce.</li> </ul>	Applicable	

A9-24

## Etape 5: Mise en œuvre et suivi

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Mise en oeuvre des travaux de réhabilitation/ construction (PKG1-, PKG-2, PKG-3)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les homologues ont obtenu les approches de travail pour le contrôle de la qualité et les problèmes de délai sur le site.</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie a appris la nécessité du suivi avec plus de contrôle technique.</li> <li><input type="checkbox"/> Contribuer à accroître l'appropriation des résidents pour les infrastructures réhabilitées ou construites</li> <li><input type="checkbox"/> Les écoles et les routes réhabilitées ou construites sont devenues pour les résidents du quartier un symbole de la cohésion sociale</li> </ul>	Applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mairie a appris l'importance d'un contrôle rigoureux de la qualité et du délai</li> <li><input type="checkbox"/> On peut dire que l'école est un symbole de la cohésion sociale puisque les résidents se rassemblent autour de l'école.</li> <li><input type="checkbox"/> Les résidents avaient la conscience que le PP avait pour but de promouvoir la cohésion sociale. L'achèvement de ces ouvrages est un symbole de la cohésion sociale.</li> </ul>
Suivi régulier des travaux de construction par CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> A travers le suivi des travaux, les membres résidents de CCGPP ont pu refléter les opinions aux projets (Trop? l'avis de certaines personnes?)</li> <li><input type="checkbox"/> Lorsqu'il y avait des problèmes, cela a été partagé avec la Commune</li> </ul>	Possible s'il y a une association des résidents	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Il est préférable d'avancer dans le projet en tenant compte de l'avis des résidents en vue de parvenir à la cohésion sociale même si tous les avis ne peuvent pas être appliqués.</li> <li><input type="checkbox"/> Même s'il n'y a pas tous les membres de CCGPP pour le suivi des travaux, on peut considérer l'avis des participants comme étant celui du CCGPP.</li> </ul>

A9-25

## Méthodes applicables et leçons du COSAY

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISSES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité par la Commune	Note
Problèmes résolus par le CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Lors de problème de SODECI, de l'afflux des eaux usées, de l'accident du caniveau, etc., les membres résidents de CCGPP ont collaboré avec la Commune pour les résoudre.</li> </ul>	Possible s'il y a une association des résidents	
Sensibilisation par le CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> A travers les membres résidents de CCGPP, la transmission d'informations et la sensibilisation atteignent plus facilement aux résidents concernés.</li> <li><input type="checkbox"/> Les résidents reconnaissent le rôle de citoyen tel que les réglementations concernant les ordures</li> </ul>	Applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> CCGPP est plus proche des résidents que la mairie. Les messages du CCGPP à l'endroit des autres résidents peuvent donc passer plus facilement.</li> <li><input type="checkbox"/> La sensibilisation par la mairie est parfois considérée par les résidents comme des ordres ou obligations.</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie considère que la sensibilisation relève de sa responsabilité en tant qu'administration.</li> </ul>
Mobilisation de la communauté par les résidents membres du CCGPP (Projection publique et cérémonie)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La participation de résidents dès l'étape préparatoire, il y a eu des échanges, l'appropriation et l'amour du quartier se sont améliorés</li> <li><input type="checkbox"/> Réalisé que l'influence de CCGPP est de plus en plus grande</li> </ul>	Applicable	
Formation sur la cohésion sociale et le rôle des citoyens	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les résidents membres de CCGPP ont amélioré leur compétences en matière de communication à travers la formation</li> </ul>	Possible si le budget était mobilisé	
Enquête finale	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis d'avoir des données qualitatives et quantitatives pour la pratique de l'évaluation</li> </ul>	Possible si le budget était mobilisé	

A9-26

## Etape 6: Post-mise et œuvre et entretien durable

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité Par la Commune	Note
Mettre en place l'organisation successeurs du CCGPP	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Ce sont les résidents membres du CCGPP qui ont eu l'initiative de mettre en place des organisations successeurs sur les sites de route.</li> <li><input type="checkbox"/> Les résidents membres du CCGPP et les homologues ont appris la nécessité d'un système durable et des organisations en charge de l'entretien.</li> </ul>	Applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Les organisations successeurs du CCGPP pour les écoles sont les COGES. Toutefois, il est possible de mettre en place des organisations autres que COGES telles que le CGQ pour une structure qui va renforcer la cohésion sociale au sein du quartier.</li> <li><input type="checkbox"/> L'activité d'entretien par les organisations successeurs du CCGPP faite à la fois en collaboration avec les résidents. Cela a promu la cohésion sociale.</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie va appuyer les activités des organisations successeurs afin que ces organisations deviennent comme le JICHIKAI (l'association de résidents) du Japon</li> </ul>
Mettre en place/ renforcer le système d'entretien	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Grâce aux programmes de formation, les organisations successeurs telles que les CGQ ont appris des méthodes de travail techniquement adaptées à l'entretien des routes.</li> <li><input type="checkbox"/> Les mairies et les COGES des écoles cibles ont</li> </ul>	La Mairie doit prendre des initiatives	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mairie va faire le suivi des activités des organisation successeurs du CCGPP</li> <li><input type="checkbox"/> La mairie ne pourra pas faire le suivi de toutes les associations des résidents (CGQ) dans la</li> </ul>

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité Par la Commune	Note
	reconnu l'importance de la collaboration entre eux ainsi que l'importance de l'entretien efficace des infrastructures scolaires.		future si le nombre de CGQ augmente. L'idéal serait de faire en sorte que l'échange entre le CGQ permette de promouvoir la croissance du CGQ <input type="checkbox"/> Pour résoudre le problème de manque de budget qui empêche l'activité d'entretien par les organisations successeurs du CCGPP, la mairie verra dans quelle mesure mettre à disposition un budget pour les soutenir.
Suivi des travaux d'entretien faits par les organisations successeurs	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Le suivi fait par la Mairie a permis de renforcer la continuité et l'adéquation technique des travaux.</li> <li><input type="checkbox"/> Les mairies et les résidents (membres des organisations successeurs) ont appris l'importance de leur collaboration, rôles et responsabilités en ce qui concerne l'entretien de routes/ écoles.</li> </ul>	Applicable avec l'accompagnement de la Mairie	
Mise à disposition d'outils d'entretien et de matériels pour le planting (PKG-S2)	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La mise à disposition d'outils d'entretien a motivé les résidents à participer aux activités d'entretien.</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a contribué à améliorer l'hygiène environnementale et le caractère attrayant des infrastructures.</li> <li><input type="checkbox"/> Cela a permis de promouvoir la durabilité des activités d'entretien du COGES, CGQ, MUDA</li> </ul>	Possible si le budget était mobilisé	

**Méthodes applicables et leçons du COSAY**

ATELIER SUR LE PARTAGE ET LA COMPILATION DES LEÇONS APPRISSES 1 (1er Décembre 2015)

Commune de Yopougon

Qu'avons-nous fait? (Méthodes du COSAY)	Leçons/Efficacité des Méthodes	Reproductibilité Par la Commune	Note
	et COGERB2 en mettant à disposition des équipements et outils d'entretien.		
Evaluation finale des projets pilotes	<input type="checkbox"/> Les homologues et les résidents membres du CCGPP ont appris le processus, les réalisations, les impacts, les facteurs favorables et défavorables, et leçons de chaque projet pilote, même si la JET a assisté les homologues dans la préparation des grilles d'évaluation et la compilation des rapports d'évaluation.	Il y a nécessité d'améliorer les compétences des homologues en matière d'évaluation.	

A9-29